

سكنا عن الاموال

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15810 - 7 F

VENREDI 24 - SAMEDI 25 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le FIS écrit au président Liamine Zouar

Un dirigeant du FIS à l'étranger renouvelle, dans une lettre ouverte au général Liamine Zouar, une offre de « dialogue ».

Les femmes dans la rue

Plus de 120 organisations appellent à manifester samedi 25 novembre, à Paris, pour défendre les droits des femmes, et notamment le droit à l'avortement et à la contraception.

Un portrait du Père Delorme



Critique pour ses interventions dans l'affaire Kelkal, cet apôtre de la banlieue entend renouer le dialogue entre chrétiens et musulmans.

L'actualité en débat

Des points de vue sur l'après-élection présidentielle en Pologne, la malaise universitaire, le tribunal international de La Haye, la SNCF et la dissuasion nucléaire.

Les tarifs de la RATP

La Régie envisage d'augmenter ses tarifs de 5,2 % en 1996 pour faire passer ses recettes directes à 8,5 milliards de francs.

La souris au service de l'homme

Une grande part de la recherche médicale et scientifique serait désormais impossible sans cet « outil » d'exception utilisé massivement depuis le début des années 80.

Paolo Conte à l'Olympia

Le chanteur italien poursuit son idylle avec Paris jusqu'au 9 décembre.

Les Français et la « pub »

Selon une étude Ipsos réalisée à l'occasion d'un forum organisé par Le Monde, L'Expansion et Europe 1, 63 % des sondés considèrent que la publicité favorise l'achat chez les consommateurs.

Abonnement : 3 DM : Antilles-Guyane, 6 F : Autriche, 25 ATS : Belgique, 45 FF : Canada, 2,20 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 800 F CFA : Danemark, 34 KRO : Espagne, 220 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 350 DR : Irlande, 1.400 L : Italie, 2.700 L : Luxembourg, 48 FL : Maroc, 8 DH : Norvège, 34 KRON : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 200 Esc : République tchèque, 8 F : Suède, 800 F CFA : Suisse, 5 SFR : Thaïlande, 2,10 THB : Tunisie, 1 Din : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1124 - 7,00 F

Le pouvoir est confronté à une dégradation brutale du climat économique et social

La mobilisation syndicale contre le plan Juppé intervient alors que la croissance faiblit

L'ENSEMBLE des organisations syndicales de fonctionnaires, à l'exception de FO, appellent à une grève générale de vingt-quatre heures, vendredi 24 novembre, pour protester contre le projet de réforme des retraites.

Ce mouvement social intervient alors qu'il se confirme que la conjoncture économique se dégrade. L'Insee devrait réviser à la baisse son estimation de croissance pour le deuxième trimestre de 1995 et indiquer que, pour le troisième trimestre, l'activité a été à peine supérieure à zéro. Au cours du dernier semestre connu, d'avril à septembre, la croissance ne devrait pas dépasser 1 % en rythme annuel. Tous les instituts de prévisions révisent donc à la baisse leurs estimations de croissance pour 1996.

La CGT a décidé de participer à cette journée d'action en l'élargissant à d'autres revendications. Le soutien apporté par la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, au plan du gouvernement pour la Sécurité sociale continue de faire des vagues.

Ce mouvement social intervient alors qu'il se confirme que la conjoncture économique se dégrade. L'Insee devrait réviser à la baisse son estimation de croissance pour le deuxième trimestre de 1995 et indiquer que, pour le troisième trimestre, l'activité a été à peine supérieure à zéro. Au cours du dernier semestre connu, d'avril à septembre, la croissance ne devrait pas dépasser 1 % en rythme annuel. Tous les instituts de prévisions révisent donc à la baisse leurs estimations de croissance pour 1996.

- L'économie française ne progresse qu'au rythme annuel de 1 % p. 6
- Les préparatifs de la journée d'action p. 8
- Les spécificités de la retraite des fonctionnaires p. 8
- Reportage chez des cheminots près de Tours p. 9
- Nicole Notat contestée au sein de la CFDT p. 9
- La poursuite du malaise étudiant et la méthode Bayrou p. 10 et 14



Lille-Lesquin, centre de rétention ordinaire pour les étrangers

LE CENTRE de rétention des étrangers de Lille-Lesquin a plutôt bonne réputation. Rien à voir avec le tristement célèbre dépôt des étrangers de la préfecture de police de Paris, fermé « pour travaux » depuis le 24 avril. On n'y avait jamais dénoncé les excès des gardiens, jamais découvert de colonies de rats, jamais noté un état particulièrement inquiétant chez les personnes en situation irrégulière qui y passaient quelques jours avant d'être reconduites à la frontière. D'ailleurs, au tribunal de grande instance de Lille, personne ne s'en était jamais trop préoccupé.

Le 17 novembre, Alain Vogelweith a pourtant décidé d'aller voir. Juge d'instruction à Lille, cet ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature devait statuer, ce jour-là, sur d'éventuelles prolongations de rétention. Estimant qu'il lui revenait de savoir où il allait envoyer les individus qui lui étaient présentés, il a réclamé un transport sur les lieux. Pour la première fois en France, le ministère de l'Intérieur ne s'y est pas opposé.

Le rapport que le juge a remis à l'issue de sa visite au président du tribunal de grande ins-

taur est édifiant. Il s'y étonne d'abord de l'« exiguité » des locaux en préfabriqué, dans lesquels s'entassent parfois jusqu'à dix-neuf personnes : les chambres masculines n'excèdent pas 8 mètres carrés pour deux étrangers. Dans ce lieu théoriquement « non carcéral », un système électronique permet en outre de verrouiller automatiquement les portes des chambres. « Il est utilisé systématiquement la nuit et dans la journée en cas d'incident », constate le magistrat. Côté hommes toujours, deux salles de deux douches ont été prévues. « Mais, lors de notre visite, seule une salle était accessible, regrette le juge. Une odeur nauséabonde s'en dégageait ».

Les textes précisant que les personnes retenues doivent pouvoir communiquer avec l'extérieur, un téléphone mural a été placé dans le couloir. « La confidentialité des conversations n'est pas assurée », note M. Vogelweith, d'autant que l'isolation sonore est relative. Les étrangers doivent disposer de cartes téléphoniques qui peuvent être achetées ou gestionnaire du centre. Les étrangers démunis d'argent n'ont donc pas la possibilité de téléphoner. « Alors qu'il est pré-

vu par la loi que la personne retenue peut faire appel à un avocat, « aucun tableau de l'ordre des avocats n'est affiché à cet endroit ». « Ni d'ailleurs dans le reste du centre », précise-t-il. La qualité des repas n'a pas davantage séduit le magistrat. « Essentiellement composés de base de conserves, les plateaux-repas sont fréquemment servis froids en raison de la distance qui sépare la cuisine du réfectoire. Le chef de poste nous a précisé qu'autrefois un four à micro-ondes permettait de réchauffer les plats. Mais l'appareil a été supprimé. « Pour raison de sécurité ».

Ne restait donc plus qu'à jeter un œil sur l'état général des bâtiments. Et là encore le jugement d'Alain Vogelweith est sans appel. Les constructions ? « Vétustes ». Les peintures et les sols ? « Sérieusement défraîchis ». L'aération ? « La ventilation semble défectueuse. Les fonctionnaires de police nous ont indiqué que lorsque le centre était complet, l'air était irrespirable. » Un centre de rétention comme un autre.

Nathaniel Herzberg

Faut-il armer les Bosniaques ?

L'ACCORD sur la Bosnie paraphé le 21 novembre à Dayton est à bien des égards un pari, dont le succès dépendra de la bonne volonté des trois communautés et aussi de la cohésion des Occidentaux dans leur volonté de restaurer la paix. L'un des chapitres sur lesquels ce pari paraît le plus aléatoire est le chapitre militaire. Il a donné lieu à Dayton à un virulent débat entre Américains et Européens, reflet des divergences qui les ont souvent opposés ces trois dernières années dans l'approche du conflit. En substance, il s'agissait de savoir si l'on donne une meilleure chance à la paix en armant les Bosniaques, en leur four-

nissant les moyens de se défendre eux-mêmes, ou bien en calmant le jeu par la recherche d'une diminution des armements dans la région.

L'accord de Dayton et la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU à laquelle il a donné lieu sur ce point, mercredi 22 novembre, ne tranchent pas. Comme sur bien

d'autres aspects du règlement pour la Bosnie, plutôt que de choisir entre deux options contradictoires, ils en font l'amalgame. Ils donnent satisfaction aux Etats-Unis et aux autorités de Sarajevo, en stipulant que l'embargo sur les livraisons d'armes, imposé à toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie au début du conflit, sera levé. Mais ils satisfont aussi les Européens en prévoyant que cette levée se fera en plusieurs étapes et à la condition que soit mis en œuvre un processus de « stabilisation » des armements dans la région.

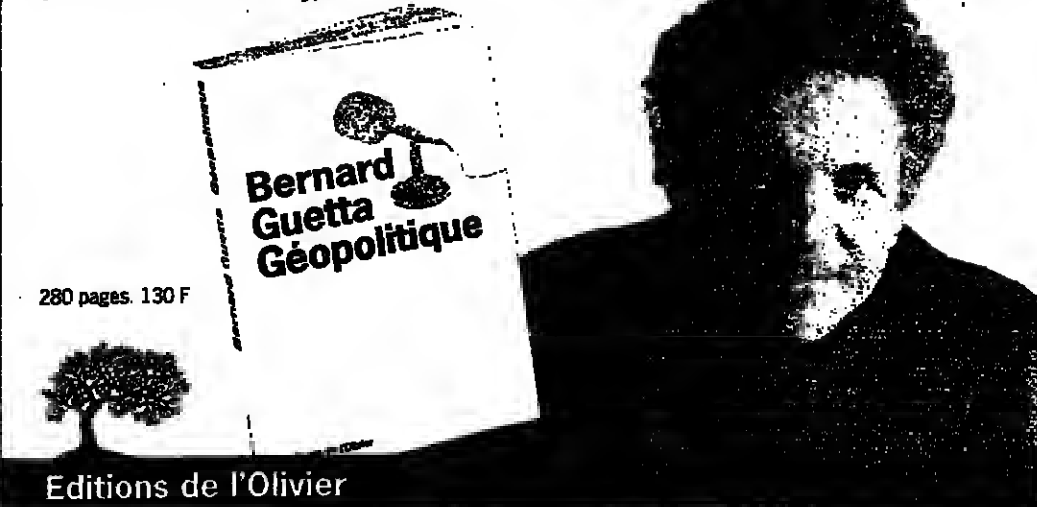
Les Bosniaques n'ont pas cessé, depuis 1992, de réclamer la levée de l'embargo sur les armes. L'interdiction s'appliquait à tous les belligérants, mais elle les discriminait de fait. En effet, alors que les forces croates de Bosnie (HVO) bénéficiaient des équipements de la Croatie et du soutien militaire direct de Zagreb, alors que les forces serbes de Bosnie, payées et dirigées par Belgrade, disposaient du matériel d'une armée de Serbie héritière de la puissante armée fédérale yougoslave, l'embargo international entravait le renforcement, en particulier en armement lourd, des forces gouvernementales bosniaques.

Claire Tréan

Lire la suite page 14 et nos informations page 2

Contre les scepticismes à la mode, Bernard Guetta fait l'éloge de la volonté.

Jean-Noël Jeanneney/Le Monde



280 pages. 130 F

Editions de l'Olivier

Michel Pacary a reconnu avoir participé au financement occulte du RPR

PLACÉ en détention depuis le mois de février, l'homme d'affaires Michel Pacary a livré au juge d'instruction Edith Boizette ses premières confessions le 24 octobre. Soupçonné d'avoir bénéficié d'importantes commissions lors de tractations financières avec de nombreuses villes et départements, M. Pacary a reconnu sur procès-verbal avoir contribué au financement occulte du RPR, reversant en espèces une part des sommes qui lui étaient consenties au siège national du parti gaulliste. L'ancien trésorier adjoint du parti majoritaire, Jacques Durand, avec qui M. Pacary assure avoir été en relation, admet l'avoir rencontré, mais dément formellement avoir perçu la moindre somme.

L'homme d'affaires a pris soin, face au juge Boizette, de n'avouer que des faits couverts par l'amnistie ou la prescription. Il a livré les noms de plusieurs élus, mais ces pistes, qui provoquent l'inquiétude au sein des principaux partis politiques, demandent encore à être vérifiées. La police est toujours à la recherche du fichier tenu par la secrétaire de M. Pacary, qui semble avoir contenu plusieurs dizaines de noms.

Lire page 32

Un « quadra » pour le festival d'Aix-en-Provence



STÉPHANE LISSNER

NOUVEAU directeur du festival d'Aix, Stéphane Lissner prendra ses fonctions pour l'édition 1998. Il aura bénéficié de toutes les attentions du ministère de la culture pour accéder à ce poste. En l'imposant à la direction du plus prestigieux festival français, l'Etat le récompense d'avoir fort bien mené l'Orchestre de Paris, le vaisseau amiral armé par Jacques Chirac contre l'Opéra-Bastille.

Ce « quadra » avait été nommé à la tête du Théâtre musical du Châtelet en 1988 et à celle de l'Orchestre de Paris en 1994. Il cumule depuis ces deux fonctions. En l'espace de huit saisons, ce fervent partisan de Jacques Chirac à l'élection présidentielle aura incontestablement réussi à faire du Châtelet l'un des phares de la vie culturelle parisienne, cela grâce à son talent, à des subventions qui auront plus que doublé dans l'intervalle et aux grands artistes qui ont fui l'Opéra de Paris.

Lire page 26

International	2	Agenda	25
France	6	Abonnements	25
Société	10	Lots	25
Carnet	12	Météorologie	25
Horizons	13	Mots croisés	25
Entreprises	17	Culture	26
Finances/marchés	19	Communication	30
Aujourd'hui	21	Radio-Télévision	31

E 1995 / 15

les toutes pour les cent à icté d'in. Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s impres- ent pour t destiné pas aux créateurs

ain sur la i lui de- i sur les rme mais lique au vouloir mploi et être ex- pro- ais aussi 'accueilli, e et so- se.

hfeld

32

icalins et res de la s ont dé- itendant gue off- est pro- sera l'un ne prés- Robert é au Sé- me que ment de isemble, nent qui est une i liberté, acun de x.

LINE

uverne- hirac de s les six n prési- n faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes, il n plus ci ne apure- icts fi- la mo- que, la 'aide à tés et

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995

EX-YOUGOSLAVIE Première application de l'accord de paix conclu à Dayton (Etats-Unis), mardi 21 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité,

mercredi soir, la levée de toutes les sanctions internationales imposées à la République de Serbie et aux Serbes de Bosnie. Peu avant, et alors que les Russes

s'abstenaient, le Conseil avait voté la levée graduelle de l'embargo sur les armes en ex-Yugoslavie. ● A BELGRADE, la nouvelle a été accueillie avec soulagement et

viens conforter la position du président Slobodan Milosevic. Cependant, elle n'apaise pas la colère d'une opposition nationaliste qui s'estime trahie par l'accord de

Dayton. ● EN BOSNIE, où la grogne monte du côté des Serbes, le président Alija Izetbegovic, de retour de Dayton, a regagné Sarajevo, qui lui a fait fête.

L'ONU lève les sanctions contre les Serbes et l'embargo sur les armes

Les votes du Conseil de sécurité constituent les premières applications de l'accord de Dayton. La suspension des sanctions devrait accélérer la mise en place d'un plan de réforme économique en Serbie

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Après l'accord de Dayton, la suspension des sanctions à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) votée par le Conseil de sécurité de l'ONU, mercredi 22 novembre, a été annoncée sur la plupart des chaînes de télévision de Belgrade qui ont interrompu à cet effet leurs émissions en fin de soirée. La nouvelle, qui était très attendue, a coïncidé avec le retour, quelques heures plus tôt, du président Slobodan Milosevic à Belgrade, à l'issue de trois semaines de négociations.

A sa descente d'avion, le président Milosevic avait tenu une nouvelle fois à réaffirmer que « toutes les forces de la paix sur le territoire yougoslave et dans le monde entier, et principalement aux Etats-Unis, se sont unies pour arrêter une langue et tragique guerre ». Anticipant sur le vote de la résolution de l'ONU, il avait aussi déclaré : « Il est désormais

temps de s'atteler à la restauration de notre économie, à l'amélioration de notre niveau de vie, au développement culturel, et à la mobilisation pour une intégration européenne. »

COHORTE D'OFFICIELS

La suspension des sanctions devrait accélérer la mise en place d'un plan de réforme économique mis au point par le gouvernement de la banque nationale, Dragoslav Abramovic. Ce « programme II », tel qu'il est baptisé, prévoit principalement un réajustement de la monnaie locale, le dinar, par rapport à la devise allemande, le taux actuel étant de 3,3 dinars pour 1 deutschemark. Outre la stabilisation financière, le plan du gouvernement prévoit l'ouverture de l'économie yougoslave par l'abaissement des tarifs douaniers, la modernisation de l'économie, et un programme de privatisations.

Avant la mise en œuvre de ce plan, qui alimente toujours un débat au sein du gouvernement yougoslave, et auquel le parti YUL

(gauche yougoslave) de la femme du président s'est en partie opposé, les résultats de l'accord de Dayton ont continué, mercredi, de monopoliser le débat public. L'ensemble des chaînes a largement couvert le retour du chef d'Etat en multipliant les extraits de discours et les images de la cohorte d'officiels venus accueillir le chef de l'Etat. Une sécurité omniprésente

surveillait le parcours du cortège de limousines fonçant vers la capitale ; « Je n'ai jamais vu à Belgrade un tel déploiement de forces de police », disait un observateur. Le lendemain, un des proches du régime confiait en effet que tout rassemblement public avait été exclu, « par crainte d'éventuelles actions belliqueuses ».

Sur le fond de l'accord de Day-

ton, une ligne de fracture séparait clairement la chaîne de télévision officielle et les réseaux privés. La première s'est longuement étendue sur les multiples télégrammes d'encouragement qui lui sont parvenus. Témoinnant du soutien des citoyens au président, des ouvriers, des directeurs d'usine, des paysans, ou encore le directeur du Théâtre national et le recteur de l'université de Belgrade, se sont succédés à l'écran pour se réjouir de la paix retrouvée. Le détail de l'accord n'a pratiquement jamais été abordé. A l'inverse, les canaux privés n'ont pas hésité à en expliciter les différents points, parfois même à l'aide de cartes, il est vrai souvent peu compréhensibles.

Alors que même le retour des autres chefs d'Etat de la région (Alija Izetbegovic à Sarajevo et Franjo Tudjman à Zagreb) faisait aussi l'objet d'images ou de commentaires, les grands absents de ces multiples récits et éclairages restaient cependant les Serbes de Bosnie. Leur délégation a refusé

de faire la moindre déclaration à l'aéroport. Et le fait que l'accord de Dayton exclue de toute charge publique les personnes accusées de crimes de guerre – au premier rang desquels se trouvent le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, et le général Mladic – n'a fait l'objet que d'une brève mention, tout comme les divergences de vues qui sont apparues entre les différents responsables de Pale.

MM. Karadzic et Mladic se sont encore refusés, mercredi, à toute déclaration avant l'arrivée de leur délégation, qui devait rejoindre la « capitale » dans la soirée. « Le retour triomphal de Slobodan Milosevic, assure le rédacteur en chef d'un grand journal, n'est pas facile à avaler pour les Serbes de Bosnie, qui sont désormais invités à ne plus résister, après avoir beaucoup perdu. » « Et là réside sans doute, ajoute-t-il, l'un des principaux points critiques de l'accord de paix. »

Denis Hautin-Guiraut

Un accord à tiroirs

AU-DELA des grands principes contenus dans son dispositif central – maintien d'un Etat unitaire, réunification de sa capitale, Sarajevo, etc., – ce sont les annexes du document de Dayton qui donnent la physionomie de l'accord à tiroirs paré par les belligérants.

Chacune de ces annexes ou presque fera l'objet d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, conférant à l'accord son habillage juridique international. La première porte sur la création de l'IFOR, la force multinationale devant se déployer sur le terrain (nom de code : « Opération concertée », « Joint endeavour »). Une annexe 1B stipule que, dès la signature de l'accord – début décembre à Paris –, Bonn doit accueillir une série de pourparlers sur le contrôle des armements dans l'ex-Yugoslavie, conduits avec l'assistance de l'OSCE (Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe). Ils devront aboutir dans les six mois pour que l'embargo sur les armes puisse être levé.

L'annexe 2 porte sur la carte dé-

limitant les deux entités – la Fédération croato-musulmane (51 % du territoire) et la République serbe de Bosnie (Pale) – que comprendra le pays. Les lignes de démarcation recoupent à peu près celles tenues aujourd'hui par les belligérants. La question du couloir de Posavina, dont les Serbes veulent l'élargissement, reste cependant un sujet de grave discord dans le nord-est du pays. Elle doit être résolue par un arbitrage international qui rendra des médiateurs désignés par les parties elles-mêmes.

L'annexe 3 concerne les élections devant être organisées six mois après la signature de l'accord. Définissant l'organisation constitutionnelle du pays, l'annexe 4 s'efforce de mettre sur pied un véritable pouvoir central, fédéral, de nature à atténuer la division du pays en deux entités. En principe devraient ainsi relever du gouvernement fédéral les affaires étrangères, le commerce extérieur, la douane, la monnaie, l'immigration, la police, le contrôle aérien. Cette annexe recèle une clause lourde de dangers pour l'Etat bos-

niaque : elle autorise les deux entités à développer des relations parallèles spéciales avec les voisins de la Bosnie (la République de Serbie, la Croatie, Zagreb, pour la Fédération croato-musulmane).

L'annexe 6 évoque les droits de l'homme. La suivante, ambiguë sinon irréaliste, énonce le droit au retour et à la restitution de leurs propriétés pour les millions de réfugiés du conflit : faute d'obtenir satisfaction, ceux-ci devraient, en principe, avoir droit à des réparations. Le Haut Commissariat pour les réfugiés est mobilisé pour faciliter d'éventuels retours.

L'annexe 8 porte sur les monuments nationaux et la 9 annonce la création d'une compagnie nationale publique de transports pour l'ensemble de la Bosnie. Enfin, il est créé – annexe 10 – un poste de « haut représentant » qui, mandaté par le Conseil de sécurité de l'ONU, devra superviser la mise en œuvre des aspects civils de l'accord. Le poste devrait être confié à l'actuel médiateur européen, le Suédois Carl Bildt.

A Sarajevo, le besoin de paix l'emporte sur l'amertume d'une paix injuste

SARAJEVO

de notre correspondant

Le président Alija Izetbegovic, à son retour des Etats-Unis, affichait une réelle satisfaction, ayant le sentiment d'avoir négocié au mieux les intérêts bosniaques dans le cadre de l'accord de Dayton. Devant le bâtiment de la présidence, un millier de Sarajéviens l'attendaient, certains brandissant des bouquets de fleurs. M. Izetbegovic a salué la garde présidentielle, tandis que la foule criait « Alija, an'elme ! ». Sur l'écran de la télévision bosniaque, des pages d'information sont consacrées à la réunification de la capitale et au « succès » des négociations de paix. Les habitants regardent parallèlement la télévision serbe de Pale, où un violent mécontentement est exprimé après la signature de l'accord par Slobodan Milosevic au nom de tous les Serbes.

Plus la grogne monte du côté des Serbes de Bosnie et plus Sarajevo, en réaction, affiche sa joie. Contrairement aux premières informations reçues dans la capitale, ce sont bien tous les quartiers urbains qui seront restitués aux Bosniaques, ce qui permet d'envisager une véritable « réunification » de la ville. Sarajevo sera ouverte par l'Idža et le Vogošća au nord, s'assurera le contrôle de l'aéroport et de la ligne de chemin de fer et se verra attribuer le quartier de Grbavica, le seul que les Serbes contrôlaient à proximité du centre-ville. « Nous avons obtenu 80 % à 90 % de ce que nous demandions », a déclaré le président bosniaque, soulignant que c'est sur le statut du corridor de Posavina, dans le nord du pays, qu'il est « le moins satisfait ».

Les Sarajéviens, lassés par plus de trois ans de promesses non tenues, demeurent toutefois prudents. « Sur le papier, nous avons la paix, résume le premier ministre, Haris Silajdzic. Désormais, tout réside dans la mise en œuvre. Les accords de Dayton ne s'appliqueront pas tout seuls. » « Nous avons besoin des forces de l'Otan », conclut M. Silajdzic. Sarajevo a la conviction que seule l'arrivée des soldats américains sur le sol bosniaque forcera les séparatistes serbes à restituer les territoires qu'ils contrôlaient depuis le printemps 1992.

Côté serbe, autour de Sarajevo, le choc est rude. Les chefs politiques et militaires de la « République serbe », Radovan Karadzic et Radko Mladic, ne se sont pas encore exprimés publiquement sur l'accord de Dayton, et les nationalistes occidentaux n'ont toujours pas accès aux quartiers

serbes. A l'entrée d'Idža, le soldat serbe qui barre la route, se contente d'affirmer que Sarajevo « sera le Vietnam pour les Américains s'ils veulent appliquer leur foutu plan de paix ». La télévision de Pale diffuse en continu des témoignages de Serbes d'Idža et de Grbavica, affirmant qu'ils se batront jusqu'au bout, mais ne rendront pas leurs maisons au gouvernement bosniaque.

Le président bosniaque a déclaré : « Si les Serbes refusent de se retirer des quartiers prévus par le plan de paix, nous aurons des armes et nous devons accomplir ce travail nous-mêmes »

« Seul le peuple serbe pourra décider de son propre sort, certifie le maire des quartiers serbes, Vojislav Maksimovic. C'est le peuple et le Parlement de la République serbe qui diront le dernier mot. » Cette déclaration paraît confirmer des informations venues de Pale qui indiquent que Radovan Karadzic, le « commandant suprême » des Serbes de Bosnie, souhaite soumettre le plan de paix à un référendum après son examen par le « Parlement ». En août 1994, les séparatistes serbes avaient déjà utilisé la méthode du référendum pour rejeter le plan du groupe de contact (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France et Grande-Bretagne).

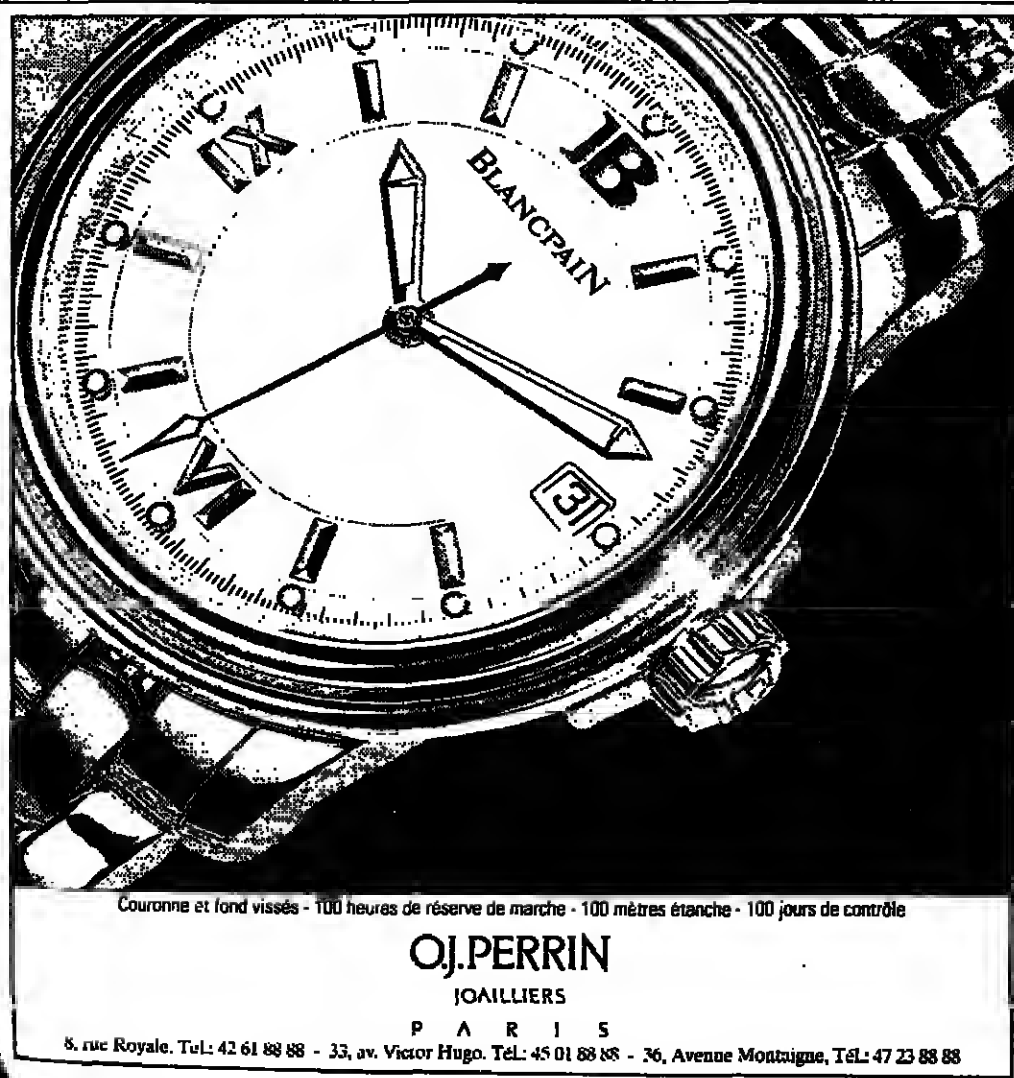
Le président Alija Izetbegovic a prévenu la population de Sarajevo que l'application du plan de paix rencontrerait des réticences du côté serbe. Il a appelé les Bosniaques à rester mobilisés, sous-entendant même qu'il leur faudrait peut-être combattre afin de rétablir la souveraineté gouvernementale sur les zones serbes qui entourent la capitale. « L'Otan ne brisera pas la résistance serbe par la force, a-t-il indiqué. Si les Serbes refusent de se retirer des quartiers prévus par le plan de paix, nous aurons des armes et nous devons accomplir ce travail nous-mêmes. Je pense qu'en cas de solution militaire nous aurons le soutien des Occidentaux, et parti-

culièrement des Américains. » Le commandant de l'armée bosniaque, le général Rasim Delic, a également prévenu qu'il ne faudrait pas parler « d'un accord historique qu'on moment où tous les termes de l'accord auront été mis en œuvre sur le terrain ». Dans la soirée, les Sarajéviens ont assisté, à la télévision serbe, à l'annonce de la levée des sanctions économiques qui frappent les Serbes depuis plus de trois ans. « C'est tout de même injuste, estime une femme. Ils ont déclenché la guerre et commis les pires crimes, ils obtiennent la moitié de la Bosnie et, en plus, ils récoltent les premiers bénéfices du plan de paix. »

A Sarajevo, dans les milieux d'opposition, on ne partage pas l'enthousiasme exprimé par les supporters du président Izetbegovic, justement à cause de la division du pays, qui semble définitive. « Izetbegovic se félicite de ses succès dans le marchandage territorial, commente un diplomate bosniaque. Il affirme qu'il est content de l'accord sur Sarajevo, mécontent pour la Posavina, etc. Il évoque même des « frontières » avec la « République serbe ». Cela montre bien que la division de la Bosnie était pour lui un fait acquis et qu'il ne défendait plus un Etat unifié et multithnique. » Une immense majorité de Sarajéviens partage ce point de vue, mais ressent un tel besoin de paix qu'elle ne l'exprime plus. « La paix à n'importe quel prix ! », s'exclamaient des Bosniaques mercredi matin à l'heure du premier café. Après quatre années de souffrances, les Sarajéviens désirent d'abord la fin des combats. Ensuite, ils aimeraient que justice leur soit rendue et que les criminels de guerre serbes soient traduits devant les tribunaux. Ils pensent que cela sera impossible et que la communauté internationale va bientôt bâillonner le tribunal de La Haye afin de ne pas mettre en danger l'application des accords de paix.

Rémy Ourdan

■ La reconstruction de la Bosnie, préparée depuis plusieurs mois par les grandes institutions financières internationales, fera l'objet, les 18 et 19 décembre, d'une réunion des pays donateurs, qui se tiendra probablement à Bruxelles ; elle sera coprésidée par la Commission européenne et la Banque mondiale, a annoncé, mercredi 22 novembre, Kemal Dervis, directeur du département Europe centrale de la Banque mondiale.



Couronne et fond vissés - 100 heures de réserve de marche - 100 mètres étanche - 100 jours de contrôle

O.J. PERRIN

JOAILLIERS

PARIS

8, rue Royale, Tél.: 42 61 88 88 - 33, av. Victor Hugo, Tél.: 45 01 88 88 - 36, Avenue Montaigne, Tél.: 47 23 88 88

صكنا من الامم

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 3

E 1995 / 15

Le débat sur le divorce divise à nouveau les catholiques irlandais

Pour la deuxième fois en dix ans, le pays se prononce, par référendum, sur le droit de se remarier

Seul pays européen interdisant encore le divorce, l'Irlande du Sud est appelée, vendredi 24 novembre, à se prononcer par référendum sur

une modification de la Constitution. Si l'Eglise appelle à voter « non », les catholiques irlandais sont divisés. Les derniers sondages donnaient le

« oui » gagnant d'une courte tête. Il y a neuf ans, lors d'une précédente consultation, les Irlandais s'étaient prononcés contre le divorce.

FURBO
de notre envoyé spécial
Dimanche 19 novembre, le curé de cette petite église du Connemara a lu en chaire une lettre pastorale de l'évêque de Galway énumérant les raisons de voter « non » au référendum de vendredi 24 novembre sur le divorce, sans toutefois prendre ouvertement position. Comme l'archevêque de Dublin, le dimanche précédent, il suivait la Conférence épiscopale, qui considère le projet gouvernemental comme « de la fausse bonté, une compassion mal placée et une loi malsaine ».

Ce vote — qui intervient neuf ans après le rejet d'un projet similaire — divise l'ultime pays européen interdisant encore le divorce. Dans ce pays profondément croyant, où près des deux tiers des gens vont à la messe le dimanche, il s'agit avant tout d'un débat entre catholiques. Entre modernistes, fidèles au concile Vatican II, et traditionalistes, appuyés par des fondamentalistes venus d'outre-Atlantique avec leur panoplie de certitudes, de propagande sophistiquée, et leurs doléances.

John Bruton, le premier ministre, dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est bon catholique, et pas des plus libéraux, a-t-il pris un risque en appelant les électeurs à modifier l'article 41 de la Constitution de 1937 interdisant le divorce ? L'Eglise était déstabilisée par une série d'affaires de pédophilie de prêtres. Les premiers sondages étaient prometteurs et l'opposition, la Fianna Fail, soutenait l'amendement. Or, l'opinion semble avoir bougé, et les derniers sondages paraissent inquiétants pour la coalition regroupant le Fine Gael (centre droit) et deux partis de gauche, puisque l'écart entre les « oui » et les « non » n'est plus que de trois points (42 % contre 40 %, 20 % à l'indécis).

La question du divorce est d'im-

portance dans un pays où le nombre de personnes séparées a doublé en dix ans. Le texte gouvernemental prévoit que les candidats au divorce devront avoir vécu séparés pendant quatre des cinq dernières années et que les intérêts du conjoint et des enfants abandonnés seront constitutionnellement protégés. Mieux encore, dix-neuf textes protégeant la famille dans tous les domaines ont été promulgués depuis 1986.

Les partisans de la réforme rappellent qu'il ne s'agit pas d'inciter au divorce les 95 % de familles unies, mais d'offrir une porte de sortie légale aux couples éclatés. Michael D. Higgins, ministre de la culture et socialiste, le « Jack Lang irlandais », parle d'un « choix entre la confiance en la société et les vestiges de théocratie ». Mais le

raisonnement logique que de dire que l'Eglise ne peut exiger pour elle au Nord ce qu'elle refuse aux autres au Sud. L'Irlande est peut-être devenue profondément européenne, mais elle reste marquée par ses racines paysannes et des siècles de colonisation anglaise. Ainsi,

QUESTIONS D'ARGENT

Raisonnement logique que de dire que l'Eglise ne peut exiger pour elle au Nord ce qu'elle refuse aux autres au Sud. L'Irlande est peut-être devenue profondément européenne, mais elle reste marquée par ses racines paysannes et des siècles de colonisation anglaise. Ainsi,

« Prier pour la protection du mariage »

L'avant-veille du référendum sur le divorce, Jean-Paul II a invité les catholiques irlandais à « réfléchir sur le caractère indissoluble du lien matrimonial » et à « prier le plus intensément possible, en ces jours, pour la protection du mariage et de la famille ».

« Notre Seigneur, a-t-il ajouté, a montré comment la nature de l'amour qui unit dans le mariage un homme et une femme et le bien des enfants requièrent une totale fidélité de la part des époux. »

message passe mal. La Fianna Fail ne s'est guère mobilisée. Ses militants sont divisés : plus de la moitié devraient pas suivre l'appel de leur chef, Bertie Aherne, lui-même séparé.

Le premier ministre a mis en garde contre l'effet d'une victoire du « non » sur le processus de paix en Irlande du Nord. « Si l'Irlande veut connaître la paix et que le Nord et le Sud soient pleinement réconciliés, a-t-il dit, elle doit avoir un régime démocratique dont tous les dirigeants soient prêts à défendre les droits des minorités. »

M. Bruton a fait la différence

beaucoup sont d'abord attentifs aux questions d'argent et de partage de propriété.

A ces craintes, les missionnaires du « non » ont répondu par une campagne de peur. « Le « oui » vous coûtera cher », « Bonjour divorce, bye-bye papa », ont-ils écrit aux révérends. S'ils ne bénéficient du soutien d'aucun parti et que l'Eglise se dissocie officiellement d'eux — tout en assurant la promotion de leurs idées —, ils ont réussi à toucher la corde sensible de beaucoup d'Irlandais. Leurs porte-parole, un ancien juge à la Cour suprême et un universitaire, agitent devant ces na-

tinistes irlandais le spectre d'une « culture du divorce » à la britannique, où un couple sur trois est séparé.

L'image qu'ils donnent de leur propre société est apocalyptique : à les en croire, toute irlandaise est dépendante, souvent battue, accrochée à ses tourterelles et à ses enfants, vivant dans la hantise d'être abandonnée. Tout mari ne rêve que de s'enfuir avec une jeune fille. Seule l'interdiction du divorce peut maintenir bon ordre à cela.

Evêque coadjuteur de Dublin et l'un des auteurs du manifeste épiscopal, Mgr Donal accuse M. Bruton de vouloir transformer un mariage indissoluble en contrat à durée limitée. Certes, il dit « comprendre » les difficultés de ceux qui sont séparés ou abandonnés. « Il ne s'agit pas d'un problème religieux, dit-il, mais de ce qui est le mieux pour la société. »

Une partie du clergé rejette cette ligne. Un évêque a refusé de se prononcer, d'autres prêtres ou religieux soutiennent le droit de se remarier. Théologien, président de la Conférence nationale des prêtres, Enda McDonagh juge « suspect et peu plausible » le lien commun invoqué coïncidant toujours avec la position de l'Eglise. Il aurait mieux valu pour le débat qu'elle reste silencieuse.

Signe de la passion autour du débat, les dérapages du ministre des finances, Ruairi Quinn, qui a comparé l'argumentation des opposants au divorce à celle d'Hitler, et ceux du porte-parole des évêques, Mgr Flynn, qui a déclaré que les divorcés se verraient refuser l'extrême-onction. Le premier s'est excusé, le second a été contraint de se dédire. Quelle que soit l'issue de ce scrutin, les différends de la société irlandaise seront difficiles à apaiser.

Patrice de Beer

Erich Priebke va répondre en Italie du massacre des fosses Ardéatines

L'ancien SS sera jugé pour « crimes de guerre »

ROME

de notre correspondant
Le procès d'Erich Priebke sera-t-il « l'ultime procès d'un criminel nazi », comme l'a affirmé à Rome Simon Samuels, directeur pour l'Europe et l'Amérique latine du Centre Simon-Wiesenthal à l'arrivée en provenance d'Argentine de l'ancien capitaine des SS, accusé de crimes de guerre ?

Priebke, quatre-vingt-deux ans, devra répondre devant la justice italienne de sa participation au pire massacre de la deuxième guerre mondiale perpétré à Rome : trois cent trente-cinq otages assassinés, le 24 mars 1944, dans des grottes, les fosses Ardéatines, en représailles à l'attentat qui avait décimé la veille une colonne de SS, via Rasella, faisant trente-trois morts. « C'est la dernière heure pour établir la vérité », estime Tullia Zevi, présidente de la communauté juive italienne, qui veut se constituer partie civile au procès en raison de la présence de soixante-quinze juifs parmi les victimes.

RAIDE ET TERRE

Extradé d'Argentine et emprisonné depuis son arrivée mardi 21 novembre au Forte Boccea, le pénitencier militaire de Rome, Erich Priebke est le seul participant au massacre qui ne soit pas mort ou dont on ait retrouvé la trace. Ce vieil officier raide et terro, qui semble avoir bien supporté le long voyage de Barloche, en Argentine, jusqu'à Rome, a rencontré le premier jour ses deux avocats, l'Allemand Andreas Schultz et l'Italien Enrico Baccino, et a été interrogé pour la première fois par un juge italien. L'Italie le recherchait depuis 1946. C'est le premier de nombreux interrogatoires, car Priebke a annoncé qu'il dirait « tout ce qu'il savait ».

Le premier salon important sera franchi le 7 décembre : il ne fait pas

de doute que le juge auprès du tribunal militaire de Rome, Giuseppe Mazzi, le traduira en justice. Dès lors, il faudra organiser son procès. Le procureur militaire Antonino Intelliano assure que ce procès devrait s'ouvrir au printemps et annoncer qu'un témoin direct du massacre devrait déposer. Mais une difficulté se présente : la ville de Rome, la communauté juive, les parents des victimes veulent se constituer partie civile, alors que la justice militaire en exclut la possibilité, parce qu'elle ne prévoit pas de réparations. Une décision de la Cour constitutionnelle italienne sera donc nécessaire.

Le chasseur de nazis Simon Wiesenthal comme certains avocats des futures parties civiles sont à moitié satisfaits de l'évolution de ce procès en Italie. D'abord, M. Samuels reproche à la justice italienne de n'avoir pas suffisamment recherché dans les archives, notamment à Brescia (Nord) où Priebke a servi après Rome.

Beaucoup estiment qu'un tribunal civil aurait été mieux adapté. Ou estimant dommageable que seul le « crime de guerre » (les représailles, condamnées par la convention de Genève de 1907) ait été retenu contre Priebke, même si l'acte d'accusation parle de « meurtres perpétrés de manière répétée, avec cruauté ». Le procureur Intelliano a souligné que la loi italienne de 1967 prévoyant le « génocide » n'était pas rétroactive. Le « génocide » ne pourra donc être invoqué comme chef d'accusation. « Un doute affleure que l'accusation soit assez bien les intérêts de Priebke et de sa ligne de défense », a affirmé Giancarlo Maniga, avocat de famille des martyrs des fosses Ardéatines.

TORTURES

Deux portraits de Priebke sont en effet tracés : l'ancien capitaine des SS affirme qu'il n'était qu'un officier « parmi d'autres » ayant participé au massacre ordonné par le colonel Herbert Kappler, commandant des SS de Rome. Priebke avait reconnu, dès 1946, devant les autorités britanniques, qu'il avait tué deux otages. Parce que, répliquait-il encore aujourd'hui, « s'il était venu à quiconque l'idée de ne pas tirer, il aurait été fusillé parmi les victimes ». Priebke nie avoir été l'adjoint de Kappler.

L'autre portrait de Priebke est celui que donne de lui le Centre Wiesenthal : celui d'un des officiers chargés par Kappler de la sélection d'une partie des otages qui s'ajoutaient à la liste fournie par les autorités fascistes. Un homme qui fait du zèle nazi, sélectionnant des juifs de Rome, voire ajoutant cinq otages non prévus.

Elvira Sabbatini Paladini, épouse d'un ancien détenu par la Gestapo, Arrigo Paladini, entend citer au procès ses témoignages écrits qui parlent des tortures qu'aurait exercées personnellement Priebke sur les détenus de la sinistre prison de la via Tasso. — (Interim.)

Michel Bole-Richard

La mémoire menacée de Belchite, ville-martyre de la guerre civile espagnole

BELCHITE

de notre envoyé spécial

La route hésite entre les deux bourgs, le « vieux » Belchite, perché sur le sommet d'une colline et le nouveau, dissimulé derrière les ruines. Les deux cités jumelles, proches sans se confondre, symbolisent deux mondes : celui du déclin de la guerre civile espagnole et celui du renouveau. D'un côté, une page d'histoire, de l'autre la vie retrouvée. Ainsi l'a voulu Franco. Belchite est donc devenue le témoignage vivant du sanglant conflit entre les deux Espagnes. Ce modeste bourg d'Aragon, à cinquante kilomètres au sud de Saragosse, reste l'unique exemple de la lutte sans merci que se sont livrés les deux camps. Belchite est donc resté en l'état pour montrer aux générations futures les traces de la guerre : un Oradour-sur-Glane version espagnole. Quatorze jours d'affrontements entre soldats nationalistes et front républicain qui ont transformé une cité de 3 800 habitants en un champ de ruines.

Entre le 24 août et le 6 septembre 1937, Belchite est devenue l'objet d'un enjeu, le dernier venu avant Saragosse défendue par 2 250 soldats nationalistes. En face, 24 000 républicains envahissent les villages les uns après les autres et font en direction de Saragosse. Belchite résiste. La bataille est âpre, suivie de près par la Pasionaria (Dolores Ibaruri), la dirigeante communiste, d'un côté, et Franco de l'autre. Après d'intenses bombardements, la conquête se fit maison par maison, homme par homme. Espagnols contre Espagnols. Selon des chiffres officiels et toujours sujets à caution, il y eut près de 6 000 morts, 3 000 blessés et 2 400 prisonniers. Les cadavres furent ensevelis dans une fosse commune sans être comptés. D'autres furent brûlés pour éviter les épidémies. Un modeste monument a été élevé à la gloire de ceux qui, « au service de Dieu pour une Espagne grande et libre », ont péri sur « ces terres héroïques ».

Victor Ortín avait treize ans lors

des combats. Aujourd'hui, il se souvient encore de cette lutte farouche, de la mitraille, des tranchées, des agonisants. « Ces horreurs entre frères n'auraient jamais dû se produire », se lamente-t-il. « Heureusement, les jeunes maintenant ont une autre culture. Ils ne prendraient plus les armes comme auparavant pour se tuer entre eux. »

De cette tragédie, les jeunes ne veulent pas se souvenir, comme s'il s'agissait d'un monde disparu

De son pas de septuagénaire, Victor déambule dans la rue principale, se remémorant ce que fut la vie au milieu des squelettes des bâtiments de cette cité-fantôme. Les murs portent encore les déchirures des balles. Un obus rouillé est resté fiché dans le clocher de l'église San Agustín. Une inscription à la gloire de Primo de Rivera, le chef du mouvement fasciste de la Phalange, achève de s'effacer. Le couvent de San Rafael montre encore ses arcboutants béant sur le vide. Les clochers et les tours sont restés debout, mutilés, au bord de l'effondrement, dernières sentinelles d'un moment d'histoire. « Le temps a fait plus de dommage que la guerre », déplore le maire, Domingo Serrano, en se lamentant sur l'état d'abandon et de saleté de ce vestige d'un passé encore proche, et menacé de disparaître.

Belchite fut repris le 11 mars 1938 par les troupes nationalistes. Deux jours plus tard, Franco vint saluer sur place cette reconquête et louer le courage de ceux qui, six mois auparavant, avaient retardé l'avance « des hordes au service de la Russie », et permis de ce fait aux nationalistes d'éviter que Saragosse ne tombe aux mains « de la tyrannie rouge ». « Je vous jure, avait dit le Caudillo,

que sur les ruines de Belchite s'édifiera une ville grande et belle en hommage à son héroïsme sans pareil. » Par la suite, la ville martyre sera maintenue en l'état afin de servir de témoignage. La ville nouvelle fut inaugurée en 1954, par Franco en personne, pour illustrer sa promesse « d'une Espagne nouvelle », libérée de ceux qui « prétendaient effacer notre civilisation et notre esprit religieux ».

Depuis, Belchite la neuve (1 700 habitants) a prospéré à côté de son double. Au fil des ans, ses restes se sont défilés. Ses décombres furent seulement utilisés comme décor naturel pour le tournage de films, comme *Les Aventures du baron de Münchhausen*, ou pour reconstituer des épisodes historiques de ces trois années qui bouleversèrent à jamais le pays. Domingo Serrano, maire depuis treize ans, lutte en vain pour que Belchite soit déclarée site histo-

rique, et que des travaux soient entrepris pour sauver ce qui peut encore l'être. « J'ai honte, avoue-t-il, de voir dans quel état se trouve ce qui fut partie de notre patrimoine. » L'administration aussi bien régionale que nationale n'a jamais rien voulu savoir. « C'est longtemps resté un sujet tabou. Toucher aux ruines, c'était comme profaner une tombe. Aujourd'hui, on invoque des raisons économiques », déplore le membre du Parti régionaliste aragonais qui rappelle que le site de Belchite existe depuis l'époque romaine et que son nom figure sur l'arc de triomphe de l'Étoile à Paris en raison d'une bataille livrée par Napoléon.

Presque soixante ans après que fut écrite cette page sanglante de l'histoire d'Espagne, les divisions d'antan se sont estompées. Mais elles ne sont pas oubliées. En 1989, lors des cérémonies du cinquante-

tième anniversaire de la fin de la guerre civile, les deux camps présents sur les lieux de la bataille se sont encore regardés comme des ennemis. Aujourd'hui, il reste toujours quelques survivants au club du troisième âge. Ramiro Illeste Beltran est, à quatre-vingt-deux ans, le plus ancien. Républicain, il fut invité à changer de camp. Il s'y refusa, persuadé qu'il serait fusillé comme le furent 319 autres « rouges ». Encore maintenant, il ne sait pas pourquoi il a eu la vie sauve. De cette tragédie fratricide, les jeunes de Belchite ne veulent pas se souvenir, admet le maire, comme s'il s'agissait d'une époque révolue, d'un monde disparu. Dans quelques pièces d'une maison défoncée, ils ont installé leur lieu de rendez-vous nocturne. Parce que la vie toujours recommence.

Michel Bole-Richard

Pour une reconquête civique



Bernard Spitz, par-delà les clivages partisans, s'est engagé dans une longue recherche pour tenter de comprendre, mais aussi trouver les moyens de réduire cette fracture civique qui se superpose aujourd'hui à la fracture sociale.

Philippe Séguin/Libération

Sa force ? Il ne se contente pas d'exposer les faits, il les décortique. L'originalité de son point de vue fait le reste et rend son analyse percutante. Jean-Paul Mulot/Le Figaro

Une analyse en profondeur des tenants et aboutissants du phénomène français... Un civisme refondateur.

André Laurens/Le Monde

Editions du Seuil

les toutes pour les cent à cité d'in- Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s impres- rent pour it destiné , pas aux créateurs

ain sur la i lui de- i sur les me mais ilique au vouloir mploy et être exi- des pro- ais aussi 'accueil, te et so- se.

hfeld

27

ricains et res de la s ont dé- itendant que offi- est pro- sera l'un le prési- : Robert é au Sé- rme que ment de ssemble. nent qui est une i liberté, acun de x.

JINE

uverne- hirc de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

res so- maine, sas mé- er qu'il mes. Il n plus- ci ne apure- icits fi- la mo- que, la 'aide à ites et

L'armée sri-lankaise est sur le point de prendre Jaffna aux « Tigres » tamouls

Colombo combine stratégie militaire et proposition politique

Les forces armées sri-lankaises continuent leur lente avancée vers le centre de Jaffna, principale ville septentrionale et « capitale » de la rébellion

séparatiste des « Tigres » tamouls. Cette victoire, longtemps jugée improbable, s'explique non seulement par une préparation des troupes

supérieure à ce qu'elle était naguère mais aussi par un meilleur « accompagnement » politique de la part de la présidence, M^{re} Kumaratunga.

COLOMBO
de notre envoyé spécial

Un renversement de stratégie, destiné à faire sa part à la politique : une armée mieux équipée et plus motivée ; une meilleure coordination entre gouvernement et haut commandement militaire : telles sont les raisons du succès de l'opération « Rayon de soleil » lancée le 17 octobre par les troupes sri-lankaises contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) et qui a connu des succès impressionnants ces derniers jours.

Cette opération, dont l'envergure dépasse, et de loin, les autres offensives lancées par les précédents gouvernements de Colombo contre les séparatistes, n'est certes pas terminée. Si les soldats ont bien pénétré le 20 novembre dans les faubourgs de Jaffna - « capitale » de la « nation » que les Tigres entendent instaurer au nord et à l'est de l'île -, ils sont contraints d'avancer prudemment sur un terrain qui abonde en pièges de tous genres laissés par les Tigres. Et dans Jaffna, « ville morte », il n'y aurait plus que quelques milliers de personnes, surtout des vieillards et des prêtres réfugiés dans les églises, ainsi que des centaines de guerilleros se préparant à un assaut qui risque d'être « encore plus sanglant », selon l'expression du porte-parole de l'armée, Sarath Munasinghe.

Quelles que soient les conséquences à court et à moyen terme de la chute de Jaffna, des remarques s'imposent. La prise probable de la ville ne signifiera pas, tout d'abord, que la guerre est finie et que la question tamoule est réglée. Les rebelles continuent en effet de contrôler une bonne partie du reste de la péninsule septentrionale et, politiquement, beaucoup reste à faire. Mais la chute de ce bastion-symbole sera un sérieux revers pour un mouvement que les experts ont toujours tenu pour « une des guerilles les plus efficaces et les mieux organisées de la planète ».

Depuis la première grande offensive lancée par Colombo en 1987, les précédents gouvernements s'étaient contentés de mener des opérations limitées, destinées davantage à contenir les Tigres qu'à les écraser. L'objectif était de contrôler l'est de l'île, une région qui n'est que partiellement tamoule, tout en laissant un Etat de facto indépendant s'installer dans



le fief purement tamoul de la péninsule. Cette stratégie avait parfois porté ses fruits ; mais la situation ne pouvait s'éterniser.

L'arrivée au pouvoir en 1994 de Chandrika Kumaratunga a changé la donne. Le nouveau chef d'Etat d'abord proposé une « paix des braves » aux Tigres. Puis elle a affirmé son souci de garantir une réelle autonomie régionale à la minorité tamoule (et plus généralement aux provinces de l'île) ; cette attitude a été maintenue jusqu'à la rupture du cessez-le-feu, en avril, par les LTTE. « Alors, il s'est agi de porter le fer au cœur du dispositif ennemi », note un diplomate.

UN ARMEMENT MODERNISÉ

L'armée sri-lankaise était réputée divisée et corrompue ; on la disait laissée sans directives sous les précédents gouvernements du Parti national uni (UNP), la formation conservatrice qui a dirigé le pays pendant dix-sept ans, jusqu'à l'été 1994. « Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été frappés par le fait que l'armée ne savait pas du tout ce qu'on attendait d'elle », nous dit le ministre des affaires étrangères Laxman Kadirgamar. Aujourd'hui, les choses en vont autrement : le dialogue entre gouvernement et militaires a été réinstauré, la présidence ayant personnellement demandé aux chefs de l'armée de lui élaborer une stratégie. « Ce gouvernement fait la guerre sans oublier l'arrière-plan

politique du conflit », relève par ailleurs une source proche de la haute hiérarchie militaire. Même après que les Tigres eurent refusé la « main tendue » par Chandrika après son arrivée au pouvoir, la présidente a pourtant proposé un plan de « dévolution du pouvoir » accordant davantage d'autonomie aux provinces, en divisant le pays en huit régions administratives (dont une du Nord-Est tamoul) sur un mode fédératif.

Des officiers longtemps démoralisés par une « drôle de guerre » qui n'en finissait plus ont donc retrouvé leur raison d'être. La décision de moderniser un équipement pour partie obsolète a aussi joué un rôle déterminant dans les récents succès militaires : le Sri Lanka a dépensé 500 millions de dollars en armements depuis le début de l'été : vingt bateaux rapides de type Dvoras et six avions Kfir ont été achetés à Israël. La Chine a vendu deux patrouilleurs, trois avions de transport de troupes Y-8 et une centaine de véhicules blindés. Les Russes ont cédé six hélicoptères d'assaut Mi-24, des canons de 122 et de 130 mm. Des mortiers et des bombes ont été achetés aux Indonésiens, et des munitions aux Indiens et aux Pakistanais. Colombo n'a certes pas regardé à la dépense.

Cette nouvelle phase du conflit est une vraie guerre conventionnelle - au demeurant très sanglante pour les deux camps - menée par les troupes sri-lankaises

face à des séparatistes normalement plus à l'aise dans les techniques de guérilla. Ainsi s'explique en bonne part l'avancée lente mais sûre de l'armée en territoire rebelle. « Nous sommes à un tournant, c'est certain, même si je ne sais pas bien de quel côté on tourne », constate prudemment le ministre des affaires étrangères, un Tamoul qui prône « la plus extrême tolérance » à l'égard des civils si la victoire est acquise.

UN TERRITOIRE DÉSERTÉ

Car rien n'est joué. La chute de Jaffna ne peut pas faire oublier la présence des Tigres non seulement dans d'autres parties de la péninsule, mais aussi dans l'est du Sri Lanka, où l'on craint qu'il ne frappent à nouveau comme cela s'est souvent vu par le passé : pour engager vingt mille hommes à Jaffna (chiffre sans précédent), l'armée a dû décamper vingt-cinq camps de l'est - une province qui, selon un député de l'opposition, échapperait « à 95 % » au contrôle du gouvernement. Et, même si mille cinq cents Tigres sont morts, il en reste encore six à dix fois plus ailleurs. La prise de Jaffna pourrait ainsi ne marquer que le début d'une nouvelle étape du conflit. Comme le redoute Neelam Trinchevram, parlementaire tamoul membre du TULF, hostile aux Tigres, « le prix à payer pour la victoire » risque d'être lourd.

Nous ne sommes les Tigres ni évacués Jaffna-ville de sa population, mais leurs services de propagande viennent encore d'ordonner aux civils réfugiés dans la partie méridionale de la péninsule d'émigrer plus au sud. Leur stratégie est claire : en laissant l'armée s'emparer d'un territoire déserté, ils veulent démontrer l'infirmité de l'offensive. Et donc tenter de transformer leur échec militaire en victoire politique.

Bruno Philip

■ Un avion militaire s'est écrasé avec 60 personnes à bord mercredi 22 novembre au large de la péninsule de Jaffna. L'appareil, un Antonov 32, s'est abîmé en mer peu avant Palaly, principale base militaire de la région, où il devait atterrir. « L'avion a manifestement été abattu » (par la guérilla tamoule), selon une source sri-lankaise. La guérilla a abattu 4 avions depuis avril. - (AFP)

Les talibans progressent autour de Kaboul

KABOUL. Une source proche du président Rabbani a confirmé, mercredi 22 novembre, la prise par les talibans, les étudiants en religion islamistes, de la localité de Pul-e Charki, une position stratégique située à une douzaine de kilomètres à l'est de Kaboul, sur la route menant au Pakistan. Il s'agit d'un revers majeur pour le président car la capitale n'est protégée, sur ce flanc, par aucun obstacle naturel, à la différence des trois fronts, au sud de Kaboul. Les quatre principales routes reliant la capitale au reste du pays sont toutes à présent aux mains de factions hostiles au président. - (AFP)

L'Europe se mobilise en faveur de l'union douanière avec la Turquie

BONN. Les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne, réunis à Bonn, mercredi 22 novembre, avec leur collègue turc, Denis Baykal, ont invité le Parlement européen à voter le projet d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne. A Ankara, malgré l'annulation par la Cour constitutionnelle de deux articles, jugés discriminatoires pour les petits partis, de la nouvelle loi électorale, le haut conseil électoral a confirmé la tenue des élections législatives prévues le 24 décembre. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ CÔTE D'IVOIRE : le Conseil constitutionnel a confirmé, mercredi 22 novembre, l'exclusion de l'opposant Djeny Kobina des élections législatives du 26 novembre, arguant que ses parents ne sont pas ivoiriens de naissance. M. Kobina a contesté cette « décision politique » avant de demander aux militants de son parti, le Rassemblement des républicains (RDR), de la circonscription du quartier nord d'Abidjan, où il devait se présenter, de « rester chez eux dimanche ». - (AFP)

■ NIGERIA : le président sud-africain Nelson Mandela, « incarcéré » durant plusieurs décennies, ne connaît rien à la diplomatie du monde moderne », a affirmé, mercredi 22 novembre, à Abuja, le chef de l'Etat, le général Sani Abacha. Nelson Mandela a pris la tête d'une campagne internationale pour demander un embargo pétrolier contre le Nigeria après l'exécution de l'opposant Ken Saro-Wiwa et de huit compagnons. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ CANADA : le premier ministre canadien, Jean Chrétien, est revenu, mercredi 22 novembre, sur les offres de réforme constitutionnelle faites au Québec à la fin de la campagne référendaire. « Nous n'avons jamais promis de faire des changements constitutionnels », a assuré M. Chrétien à la Chambre des Communes d'Ottawa. - (AFP)

■ MEXIQUE : selon un rapport du Comité pour la défense des prisonniers et persécutés politiques, 94 personnes n'ont été tuées et 75 autres portées disparues à la suite d'actions des forces de l'ordre, de l'armée ou de groupes paramilitaires, au cours des sept premiers mois de la présidence d'Ernesto Zedillo, depuis décembre 1994. Selon ce rapport, 1 663 opposants politiques ont été emprisonnés pendant la même période. - (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : un attentat a été commis, mercredi 22 novembre, dans la soirée, près de Magdebourg, contre le ministre de l'Intérieur de l'Etat fédéré de Saxe-Anhalt, Manfred Püschel (SPD), qui n'a toutefois pas été blessé, selon la police criminelle. - (AFP)

■ ESPAGNE : des élections anticipées au Parlement régional d'Andalousie auront lieu début 1996, a annoncé, mercredi 22 novembre, à Séville, le chef de l'exécutif andalou, le socialiste Manuel Chaves, après le rejet du projet de budget par la Chambre andalouse. - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : Rosemary West a été reconnue coupable du meurtre de dix jeunes filles, et condamnée, mercredi 22 novembre, à dix peines d'emprisonnement à perpétuité. Rosemary West est restée totalement impassible à l'annonce de sa condamnation. La défense comme l'accusation n'ont mis en cause le rôle des médias dans le procès, et notamment les rémunérations promises aux témoins par les journaux populaires. - (AFP)

■ RUSSIE : Roustan Khasboulatov, ancien président du Soviet suprême de Russie, a annoncé, mercredi 22 novembre, sa candidature à l'élection du « chef de la République » de Tchétchénie, prévue pour le 17 décembre. D'origine tchétchène, M. Khasboulatov avait, en octobre 1993, mené la révolte du Parlement contre le président russe, Boris Eltsine. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ ASIE : les banques centrales d'Australie, de Hongkong, d'Indonésie, de Malaisie et de Thaïlande ont conclu au début de semaine un accord permettant à chacune de vendre des bons du Trésor américain à ses partenaires en échange de dollars et de les racheter ensuite. Ce système permet d'augmenter les réserves et d'intervenir sur les marchés en cas d'attaques spéculatives sur la monnaie. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : le redressement des exportations en septembre a fait tomber le déficit commercial américain, sur ce mois, à 8,35 milliards de dollars, soit le plus bas niveau depuis septembre 1994. Le déficit s'est réduit avec le Japon et la Chine, mais accru avec le Mexique. - (AFP)

■ MEXIQUE : le produit intérieur brut a chuté de 9,6 % au troisième trimestre 1995 par rapport à l'année précédente, après 0,8 % au premier et 10,5 % au deuxième, a indiqué le ministère des finances. Sur neuf mois, la baisse est de 7 %. - (AFP)

■ PÉTROLE : l'OPEP a décidé, mercredi 22 novembre, à Vienne, de geler son plafond de production de pétrole à 24,5 millions de barils/jour jusqu'à la fin du mois de juin 1996, pour tenter de raffermir des prix du brut. L'OPEP n'a cependant pas évoqué le respect des quotas par les pays membres, alors qu'elle a dépassé de près de 1 million de barils/jour, en octobre, son plafond de production. Le maintien du statu quo devrait être sans incidence sur les prix, selon les spécialistes. - (AFP)

■ UKRAÏNE : le plan occidental pour la fermeture de la centrale de Tchernobyl n'est pas satisfaisant, a déclaré, mercredi 22 novembre, le premier ministre ukrainien. Le G7 a proposé 2,2 milliards de dollars (10 milliards de francs) pour cette fermeture, 900 millions de dollars supplémentaires devant être apportés par l'Ukraine. - (AFP)

Un proche de M. Tchernomyrdine prend la tête de la Banque centrale

MOSCOU. Les députés de la Douma ont approuvé par 344 voix contre 1, mercredi 22 novembre, la nomination de Sergueï Doubinine à la tête de la Banque centrale de Russie. Cet économiste de quarante-quatre ans, expérimenté et apprécié en Occident, avait préparé la politique de rigueur du chef du gouvernement, Viktor Tchernomyrdine, dont il a été le ministre des finances.

Il avait été chassé de son poste en 1994 par Boris Eltsine après la spectaculaire chute du rouble, ce qui peut expliquer le vote des partis d'opposition en sa faveur. Une autre raison est que ces partis, qui pensent remporter les élections du 17 décembre, souhaitent voir à la tête de la Banque centrale un homme capable d'assurer la stabilité et de favoriser l'afflux de crédits occidentaux. - (Corresp.)

Françoise Chipaux

La Syrie montre un prudent optimisme pour une reprise des négociations avec Israël

DAMAS

de notre envoyé spécial
La volonté affichée par le nouveau premier ministre israélien de débiter les négociations de paix avec la Syrie - encore exprimée par Shimon Pérès, mercredi 22 novembre, lors de son discours d'investiture devant la Knesset - est plutôt bien accueillie à Damas, où l'on attend désormais de connaître les nouvelles propositions de l'Etat juif. Damas, qui n'a pas officiellement réagi à l'assassinat d'Yitzhak Rabin, estime en effet que ce meurtre est de nature à convaincre Israël de la nécessité de la paix. « La vague politique en faveur de la paix qui a déferlé après l'assassinat de Rabin va inévitablement affaiblir les extrémistes et faire taire les opposants à la paix et au retrait des territoires occupés », affirme un haut responsable. De notre point de vue, cela devrait aider M. Pérès, et, s'il était faible, le rendre plus fort.

Sans vouloir s'attaquer à un homme désormais disparu, on pense à Damas que, d'une certaine manière, Yitzhak Rabin est mort « victime de ses hésitations face à la paix ». « Depuis un an et demi, souligne un autre responsable, hormis deux rencontres, sans grands résultats, entre les chefs d'état-major syrien et israélien, pratiquement rien ne s'est passé. » L'ancien premier ministre israélien voulait « digérer » les accords conclus

avec les Palestiniens et le traité de paix signé avec la Jordanie. Il cherchait à « gagner du temps et il n'était pas véritablement prêt à faire la paix avec la Syrie », ajoute ce responsable. Aussi, les premières déclarations de M. Pérès n'ont-elles suscité un optimisme prudent : M. Pérès avait dit qu'« il est plus important de gagner la paix que de gagner les élections », aucune raison ne pouvant justifier le report des décisions à prendre, dans la mesure où, « dans dix ans, le prix à payer pour la paix avec Damas ne sera pas moindre » qu'aujourd'hui.

Avant de reprendre formellement les négociations avec l'Etat juif, interrompues depuis juin, Damas souhaite toutefois « savoir si Israël est sérieux dans sa volonté

d'obtenir un accord de paix avant les élections israéliennes », prévues en novembre 1996. « Les signaux qui nous parviennent semblent montrer que Pérès est prêt », affirme un responsable, qui en veut pour preuve le refus de M. Pérès d'organiser des élections anticipées qui auraient retardé les négociations.

ENCOURAGEMENTS AMÉRICAINS

Damas continue de refuser le maintien d'une station israélienne de pré-alerte sur le plateau du Golan, qui est à l'origine du blocage des négociations depuis juin. « Cette demande contredit totalement les principes conclus sur les arrangements de sécurité », affirme un responsable. Elle va à l'encontre

du principe du retrait total », qui demeure, pour la Syrie, la condition sine qua non de la paix. Mais ce désaccord ne devrait pas empêcher une reprise globale du dossier des négociations, comme l'a suibait M. Pérès. En revanche, il n'est pas question pour la Syrie d'envisager une rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, « avant [d'être parvenu] à un accord de paix ».

Le prudent optimisme constaté à Damas tient aussi au fait que l'on pense que M. Pérès est plus sensible aux encouragements américains que son prédécesseur. Or les Etats-Unis ne cachent pas leur désir de parvenir à une paix globale, sans laquelle le Proche-Orient reste une zone d'instabilité. Aujourd'hui, pour Damas, la balle est dans le camp israélien : « Si les Israéliens sont prêts à faire la paix, nous sommes prêts. S'ils veulent accélérer le processus, nous sommes d'accord ».

Sans rien renier de ses principes - application stricte des résolutions 242, 338 et 425 de l'ONU et échange des territoires contre la paix -, la Syrie se veut disponible pour une reprise d'un processus de paix qui a reçu l'appui quasi unanime de la communauté internationale lors des obsèques d'Yitzhak Rabin.

M. Pérès a obtenu l'investiture de la Knesset

La Knesset a accordé, mercredi 22 novembre, l'investiture au gouvernement constitué par Shimon Pérès (Le Monde du 23 novembre). La nouvelle équipe a recueilli la confiance de 62 députés sur 120, alors que 8 ont voté contre et 38 se sont abstenus. Au cours de son discours d'investiture, M. Pérès a déclaré : « Non à la violence, oui à la paix. C'est l'idée forte de ce gouvernement. » « Il faut comprendre que la logique de guerre est finie (...). Nous sommes prêts à reprendre les négociations avec la Syrie », a-t-il ajouté. M. Pérès a également souligné que Jérusalem doit rester la « capitale ancrée d'Israël » et que son gouvernement s'y opposera à « toute activité politique (palestinaise) qui minerait la souveraineté israélienne ». En visite à La Haye, Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne, a estimé que le premier ministre israélien « avec son solide nouveau cabinet, sera en mesure de continuer sur la voie ouverte par Yitzhak Rabin ». - (AFP, Reuters.)

سك انزال

سكنا عن الامم

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 5

E 1995 / 15

Une lettre ouverte du FIS à Liamine Zeroual renouvelle une offre de dialogue

Signé par Rabah Kébir, ce message semble confirmer un tournant dans l'attitude du mouvement

Après avoir reconnu le président Liamine Zeroual comme un « interlocuteur valable », au lendemain de l'élection de ce dernier, le 16 no-

vembre, un dirigeant de l'ex-Front islamique du salut (FIS) a réaffirmé, mercredi 22 novembre, sa volonté de « dialogue » et estimé que le soutien

populaire accordé au chef de l'Etat devrait permettre de lever les obstacles à un « retour à la paix » dans le pays.

SIX JOURS après le scrutin présidentiel, l'ex-FIS, qui avait appelé les Algériens à boycotter massivement le premier scrutin pluraliste de l'histoire de l'Algérie, s'est adressé directement à M. Zeroual, dans une « lettre ouverte » au ton conciliant, signée « pour le FIS », par Rabah Kébir, président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger et rendu publique à Bonn, en Alle-

magne. Cette prise de position semble marquer un tournant dans l'attitude du principal mouvement islamiste algérien.

Dans cette missive, qui apparaît comme une offre de négociations et de discussions, M. Kébir ne formule aucune des exigences habituelles de l'ex-FIS, telle que la libération des dirigeants du mouvement emprisonnés, préte-

rant sans doute les aborder lors d'éventuelles rencontres avec M. Zeroual. Il s'appuie sur la volonté exprimée par ce dernier de poursuivre les pourparlers politiques « sans exclusion » et d'être le président de « tous les Algériens ». « Nous estimons que le soutien populaire dont vous avez bénéficié peut constituer pour le pouvoir et l'opposition, une grande opportunité suscep-

tible de dépasser les obstacles qui ont empêché jusqu'ici le dialogue national d'atteindre ses objectifs de retour à la paix, aux libertés et à l'entente », a précisé Rabah Kébir qui passe pour être un proche d'Abassi Madani, le président de l'ex-FIS, emprisonné depuis l'été 1991.

Plusieurs séries de pourparlers entre la présidence et les chefs islamistes ont échoué depuis plus d'un an sur la question-clé de l'arrêt des opérations armées. Le président Zeroual a exigé que les chefs de l'ex-FIS lancent un appel pour mettre un terme aux violences. Ces derniers s'y sont toujours refusés, posant le préalable de leur libération.

Au cours des derniers jours, les principaux partis, qui - avec l'ex-FIS - avaient signé, en janvier, à Rome, un « contrat national », ont, eux aussi, affiché leur disposition au « dialogue », tout en critiquant les conditions d'organisation du scrutin présidentiel. Mais, au-delà des critiques, tous semblent avoir tiré la leçon de ce vote, en considérant qu'il exprime une forte volonté de paix de la part d'une population lassée par quatre années de violences, qui ont fait au moins 30 000 morts. - (AFP)

COMMENTAIRE

« SUITE LOGIQUE »...

Maturité politique ? Pragmatisme ? Soud de couper l'herbe sous le pied des « éradicateurs » ? Crainte de se voir isolé au profit du MSI-Hamas de cheikh Mahfoud Nahnah, qui, en capitalisant quelque 25 % des suffrages du 16 novembre, apparaît comme l'un des principaux partis légaux ? L'ex-FIS a réagi d'une manière exceptionnellement rapide à la nouvelle donne politique que représentent non seulement l'élection à une confortable majorité de Liamine Zeroual, mais aussi le fait que le scrutin a connu

une forte participation populaire.

En réaffirmant sa « disposition permanente au dialogue » avec le président élu, qu'il considère d'une manière appuyée comme « un interlocuteur valable », l'ex-FIS, s'il a pris la mesure du profond désir de paix des Algériens, tente, sinon de reprendre l'initiative politique, du moins d'apparaître indispensable à tout règlement de la crise.

Contactés, des représentants du parti d'Abassi Madani assurent qu'ils n'ont opéré aucun « tournant » spectaculaire dans leur stratégie vis-à-vis du pouvoir, et que leur appel au pied au président Zeroual pour rouvrir le dialogue n'est que la « suite logique » des négociations

avortées de l'été dernier. Voir...

Rabah Kébir - non seulement considéré comme le principal représentant du parti islamiste dissous à l'étranger, mais aussi comme ayant l'oreille de son président - a dû peser tous les mots de sa missive, au ton modéré, à « Monsieur le Président ». Cela montre clairement que l'ex-FIS accepte de baisser la garde pour prendre langue, une nouvelle fois, avec le pouvoir. Reste que, en demandant aussi rapidement audience à la présidence, les islamistes s'insèrent dans un jeu dont les règles vont être presque toutes dictées par le nouveau chef de l'Etat.

Ab Elhabib

Le nouveau président tanzanien devra lutter contre la corruption

NAIROBI

de notre correspondant
Proclamé, mercredi 22 novembre, vainqueur de l'élection présidentielle du 29 octobre, avec 61,8 % des suffrages, Benjamin Mkapa ne nie pas être un « homme de Nyerere », mais dément devoir son poste au « père de la nation ». Mais c'est bien Julius Nyerere qui l'a imposé aux côtés du CCM (Chama Cha Mapinduzi, ancien parti unique), lors de la sélection du candidat du parti à la présidentielle, en juillet dernier.

Huit ans après s'être retiré de la vie politique, le « Mwalimu » (maître d'école), qui mena le pays à l'indépendance en 1961, est toujours très populaire et dispose encore d'une influence déterminante au sein du CCM. Il exigeait un homme intègre, à la réputation intacte, pour représenter sa formation aux premières élections pluralistes. Benjamin Mkapa remplissait

ces conditions, mais il ne l'a emporté qu'avec le soutien de M. Nyerere, dont il a été l'attaché de presse.

Après deux mandats de cinq ans, le président sortant, Ali Hassan Mwinyi, soixante-dix ans, originaire d'une famille musulmane du Tanganyika installée à Zanzibar, devait, aux termes de la Constitution, passer la main à M. Mwinyi, qui avait présidé à l'ouverture du pays au libéralisme économique, après des années de socialisme à la tanzanienne. Le « père de la nation » lui-même avait choisi M. Mwinyi, alors vice-président de Zanzibar et Pemba, pour faire pièce aux vellétés séparatistes qui se faisaient jour sur les îles, qui ressentaient mal l'hégémonie de la partie continentale de la Tanzanie, le Tanganyika. La présidence de M. Mwinyi a été marquée par un développement généralisé de la corruption, qui avait conduit M. Nyerere, en début

d'année, à fustiger le comportement des dirigeants tanzaniens.

M. Mkapa n'a jamais occupé de hautes fonctions au sein du CCM, ce qui l'a tenu à l'écart de la corruption. Et son surnom de « Monsieur Propre » n'a pas non plus été terni par des élections frauduleuses. Les observateurs internationaux ont estimé qu'en dépit d'une mauvaise organisation le résultat « reflète justement les aspirations d'une majorité d'électeurs », contrairement à ce qui s'est passé à Zanzibar, où le candidat du CCM à la présidence des îles, le président sortant Salim Amour, est soupçonné d'avoir renversé les résultats en sa faveur.

CARRIÈRE DIPLOMATIQUE

Diplômé de l'université ougandaise de Makerere, M. Mkapa, cinquante-sept ans, marié et père de deux enfants, a été journaliste avant d'entamer, en 1976, une carrière diplomatique en représentant

son pays au Nigeria, au Canada puis aux Etats-Unis. Jusqu'en 1993, il alterne le métier d'ambassadeur avec plusieurs postes gouvernementaux dont celui des affaires étrangères.

Benjamin Mkapa devait prêter serment, jeudi, en présence des présidents kenyan et ougandais. Les deux chefs d'Etat sont en froid depuis plusieurs mois et le président Mkapa devra s'efforcer de les réconcilier pour ressusciter la Communauté économique d'Afrique de l'Est. Ses priorités intérieures seront la lutte contre la corruption et la relance du dialogue avec les bailleurs de fonds étrangers. M. Mkapa revendique l'héritage socialiste de Nyerere, mais se définit comme un « social-démocrate ». Il lui reste à prouver qu'il a suffisamment d'autorité pour reprendre le CCM en main.

Jean Hélène

ALAIN PEYREFITTE

ALAIN PEYREFITTE

LA SOCIÉTÉ DE CONFIANCE



EDITIONS
ODILE JACOB

360 p.

160 F

«Vallà danc un grand livre... Après Marx, Weber, Schumpeter, Braudel, il y a désormais Peyrefitte.»
Jean Delumeau, de l'Institut, Le Figaro

«Un livre magistral tombe à pic. Peyrefitte... tente d'élucider ce que fut le secret du développement occidental.»
Claude Imbert, Le Point

«Lassé sans doute de briller, il a décidé d'étanner... Nous savons désormais qu'Alain Peyrefitte est un esprit libre.»
Alain Minc, L'Express

«Une date dans l'histoire des sciences humaines.»
Pierre Chaunu, de l'Institut, Le Figaro

«Alain Peyrefitte nous emmène avec brio, et preuves à l'appui. Il a mis sa passion et son talent pour nous convaincre. Il a réussi.»
Pierre Druin, Le Monde

«Une recherche et une érudition prodigieuses... Une fenêtre ouverte sur un humanisme militant.»
Jacques Malmassari, France Sair

«Peyrefitte illustre une certaine culture française, contre les modes immédiates et les idées reçues.»
Guy Sarman, Le Figaro Magazine

EDITIONS
ODILE JACOB

Ce soir à 20h15 Invité spécial

La rentrée politique de Jacques DELORS



La chaîne au cœur de l'info

ARMANDO TESTA - Paris

les toutes
pour les
de cent à
cité d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
lui de-
sur les
me mais
lique an-
vouloir
emploi et
être exi-
des pros-
a aussi
accueilli,
le et so-
fé.

hfeld

27

icains et
res de la
s ont dé-
tendant
gue offi-
est pro-
séra l'un
le prési-
Robert
é au Sé-
me que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

SINE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icats fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995

CONJONCTURE La croissance économique française s'est brutalement ralentie depuis le début de 1995. Au cours du dernier semestre, qui va de fin mars à fin septembre,

la hausse du produit intérieur brut (PIB) n'a pas dépassé 1 % en rythme annuel, contre 3,2 % au cours du semestre précédent. ● LES PRÉVISIONS pour 1996 sont, par contre-

coup, révisées à la baisse. Alors que le gouvernement escompte toujours une croissance de 2,8 %, la plupart des instituts avancent des chiffres oscillant autour de 2 %. ● LA

BANQUE DE FRANCE est de nouveau critiquée dans les sommets du pouvoir, où on lui reproche de ne pas baisser assez rapidement ses taux d'intérêt. ● LA COMMISSION EURO-

PÉENNE est légèrement plus optimiste pour l'avenir dans les quinze pays de l'Union. Elle estime que les échéances de la monnaie unique seront tenues.

L'économie française ne progresse qu'au rythme de 1 % l'an

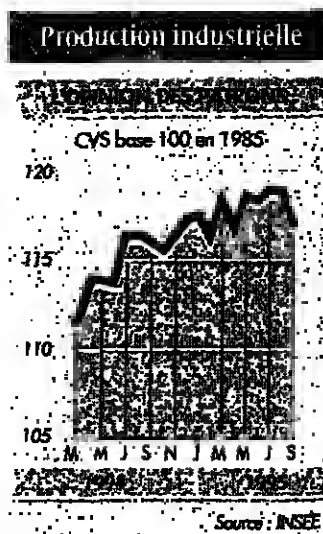
Les instituts révisent à la baisse leurs estimations pour 1995 et leurs prévisions pour les années à venir. La croissance pourrait n'être que de 2 % en 1996, au lieu des 2,8 % retenus par le gouvernement pour établir son projet de budget

PROGRESSANT à vive allure en 1994 et au début de 1995, essouffée au printemps, l'économie française est-elle soudainement tombée en panne durant l'été ? Ou qu'il aille, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, est sans cesse prié de répondre à la question, et, invariablement, il tente d'apaiser l'inquiétude de ses interlocuteurs en répétant le même message : si l'activité marque le pas, ce n'est que passager, et il n'y a aucune raison de réviser à la baisse la prévision de croissance du gouvernement pour 1996, qui est de 2,8 %.

Las ! Au fil de ces dernières semaines, une pluie de mauvais indicateurs économiques est venue doubler cet optimisme officiel, et il n'y a désormais plus le moindre doute : la prévision économique qui sous-tend le projet de loi de finances pour 1996 paraît maintenant irréaliste. Depuis un semestre, la croissance de l'économie ne dépasse guère 1 % en rythme annuel. La conjoncture est donc plus préoccupante que ne veut l'admettre publiquement M. Arthuis. Elle est d'ailleurs à l'origine, depuis peu, d'un brusque regain de tension entre le gouvernement et la Banque de France.

Pour bien apprécier l'état réel de l'économie, il faut d'abord avoir à l'esprit que les experts ont surestimé légèrement la croissance au deuxième trimestre de 1995. Dans un premier temps, l'Insee l'avait évaluée à 0,4 %. Dans sa nouvelle estimation, qui sera publiée le 29 novembre, l'institut devrait ramener son estimation à 0,2 % ou 0,3 %.

Le troisième trimestre s'est, vraisemblablement, encore plus mal passé. Dans sa dernière note de conjoncture, le service des études



de la Caisse des dépôts et consignations observe que la production industrielle a à peine progressé (plus 0,1 % pour l'indice total, moins 0,8 % pour le secteur manufacturier), tandis que le repli de la consommation en produits manufacturés (moins 0,9 %) devrait se traduire par un recul de la consommation totale de 0,3 %. Au total, la Caisse pense donc - et cette estimation est évidemment gravissime - que l'économie a enregistré, durant ce trimestre, une croissance « proche de zéro ».

A peine plus optimistes, d'autres experts, proches du gouvernement, estiment que l'Insee, le 29 novembre, devrait avancer une estimation provisoire de croissance pour ce troisième trimestre comprise entre 0,1 % et 0,3 %.



De plus, on ne décèle encore au-

signe de redémarrage. L'Insee devrait publier, vendredi 24 novembre, son estimation de la consommation des ménages pour le mois d'octobre, qui, selon les experts, devrait être toujours faible.

Des consommateurs qui font la moue, des industriels qui préfèrent tirer sur leurs stocks : dans un contexte aussi morose, les prévisionnistes ont logiquement revu à la baisse leurs estimations de croissance pour 1996, qui débutera plus mal que prévu. Les dernières simulations de la Commission européenne pour la France (lire ci-dessous) en témoignent, puisqu'elles sont maintenant en retrait de quatre dixièmes de point sur les chiffres de Bercy.

Sans grande surprise, les instituts français, moins tentés de présenter des statistiques avantageuses, sont encore plus pessimistes. La Caisse des dépôts avance une estimation de 2,3 % ; le Crédit lyonnais évoque un chiffre de 2,2 % ; le centre de prévision de l'Expansion et le Crédit agricole parlent de 2 %. Enfin, dans une étude publiée jeudi, la Société française d'assurance-crédit (SFAC) avance une fourchette encore plus alarmiste : 1,1 % de croissance seulement selon un « scénario de crise », 1,5 % selon un « scénario central » et 2,1 % selon un « scénario rose ».

Or, à ce niveau-là, quand bien même ce serait le scénario rose qui, finalement, l'emporterait, le gouvernement se trouverait confronté à une situation inextricable. D'abord, le ralentissement de l'activité ruinerait l'espoir d'une baisse du chômage. Sur le plan des finances publiques, ce serait aussi calamiteux : le budget, pourtant si douloureusement élaboré, serait obsolète avant même d'avoir été

mis en exécution, et le plan de redressement des comptes sociaux, pourtant socialement explosif, menacerait de ne pas produire tous les effets économiques escomptés.

Alors, que peut faire le gouvernement ? C'est là que tout se complique, car la politique économique choisie donne la priorité aux prélèvements et menace d'étrangler davantage la croissance. Après un collectif budgétaire de printemps

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

qui prévoyait 70 milliards de francs de prélèvements supplémentaires en année pleine, le plan « Sécu », avec ses 50 milliards de francs de ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages, risque d'entraîner de nouveaux effets négatifs dès le début de l'année 1996.

On comprend, dès lors, l'énerverment qui se manifeste au sommet de l'Etat. Puisque la marge de manœuvre budgétaire est nulle, puisque la marge fiscale a été utilisée, peut-être même au-delà de ce que l'économie peut supporter, on se prend de nouveau à penser, en haut lieu, que si la Banque de

France ne joue pas le jeu et ne baisse pas ses taux directeurs plus fortement et plus rapidement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, tout se conjuguera pour que la croissance, faiblissant aujourd'hui, se transforme demain en stagnation.

A-t-on discrètement conseillé à la Société générale de donner le signal de départ d'une baisse du taux de base bancaire, jeudi 16 novembre,

Le Sénat renonce à rallumer la bataille de l'assurance-vie

LE SÉNAT, qui a engagé mercredi 22 novembre la discussion, article par article, du volet recettes du budget 1996, est resté fidèle à ses principes. Examinant des dispositions qui, à l'image de la fiscalité des contrats d'assurance-vie, avait suscité remous, intrigues, coups de théâtre au Palais-Bourbon, l'Assemblée du palais du Luxembourg a recouvert ses propres désaccords d'une patine de « civilité » et de « raison ».

Ainsi, les sénateurs ont finalement accepté le maintien de la réduction d'impôt au titre de l'assurance-vie pour les contribuables modestes - c'est-à-dire dont l'impôt sur le revenu n'excède pas 7 000 francs - malgré leurs très fortes réticences. Au nom de la commission des finances du Sénat dont il est le rapporteur, Alain Lambert (Union centriste, Orne) avait laissé entendre à plusieurs reprises tout le mal qu'il pensait d'un tel aménagement. Pourquoi

rajouter un nouveau seuil - la limite de 7 000 francs - dans une fiscalité qui en compte déjà tant ? Pourquoi aménager un avantage fiscal qui pourrait disparaître à l'occasion de la grande réforme de l'impôt que le gouvernement compte présenter début 1996 ? Techniquement, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, ne pouvait que souscrire à ces interrogations puisque, dans son projet, le gouvernement avait totalement supprimé cet avantage fiscal.

Seulement, à la suite d'une offensive d'une partie des députés de sa majorité, balladurien en tête, hostile à la suppression des avantages fiscaux liés aux contrats d'assurance-vie, il avait dû se replier sur la ligne des 7 000 francs.

Pour ne pas placer le gouvernement dans l'embarras, pour ne pas remettre en cause un compromis politique difficilement acquis, la commission des finances du Sénat a accepté de ne pas revenir sur ce compromis.

L'IMPÔT SUR LA FORTUNE

Le plus dur était évacué. Toutefois l'examen de l'article 5 consacré au barème de l'impôt sur la fortune a réservé à M. Arthuis un petit désagrement. Le ministre de l'économie et des finances a donné son accord au vote d'un amendement de Xavier de Villepin (Union centriste, Français de l'étranger) instituant une exonération d'ISF aux parts de sociétés civiles immobilières propriétaires d'un monument historique pour leur fraction représentative des objets mobiliers.

Mais, contre son avis, le Sénat a voté un amendement de M. Lambert limitant le plafonnement de l'ISF pour les personnes dont la résidence principale représente l'essentiel du patrimoine.

Caroline Monnot

Le ralentissement de l'activité affecte l'Union européenne

La Commission de Bruxelles estime pourtant que la marche vers la monnaie unique n'est pas compromise

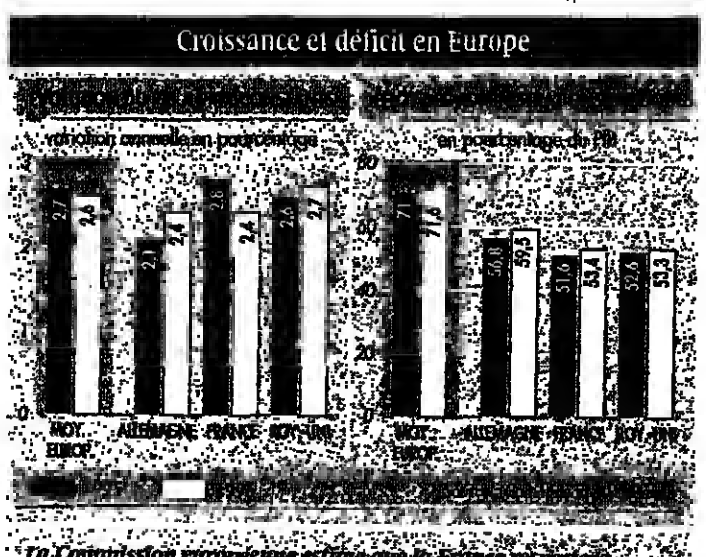
BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

Une pause conjoncturelle, pour ensuite, c'est-à-dire courant 1996, mieux rebondir et cheminer alors sans coup férir vers la monnaie unique à la date prévue du 1^{er} janvier 1999 : la Commission de Bruxelles vient de revoir à la baisse, elle aussi, ses prévisions économiques pour 1995, 1996 et 1997, mais demeure néanmoins résolument optimiste pour l'avenir, estimant que « les perspectives économiques pour la Communauté restent largement favorables ». A condition toutefois, ajoute-t-elle, que les Etats membres ne changent pas de politique, autrement dit continuent à donner l'absolue priorité à la réduction des déficits des finances publiques.

Au sein de l'Union européenne, le rythme de croissance de l'activité s'est progressivement ralenti, d'environ 3,5 % à 4 % (taux annuelisé) durant la plus grande partie de 1994 à moins de 2 % au cours du second trimestre de 1995. Ce ralentissement, qui a mis fin au mouvement de baisse du chômage ayant jusque-là accompagné la reprise, va continuer jusqu'à la moitié de l'année prochaine. La Commission table maintenant sur une croissance moyenne dans l'Union de 2,7 % en 1995 au lieu des 3,1 % annoncés au printemps dernier et de 2,6 % en 1996 au lieu des 2,9 % prévus initialement.

La France est affectée dans les mêmes proportions : la Commission y prévoit une croissance de 2,8 % en 1995 et de 2,4 % en 1996. Les raisons de la pause ainsi constatée ? Certaines sont techniques et sans surprise : ainsi, la phase de reconstitution des stocks, caractéristique d'un début de reprise, est achevée. D'autres, explique la Commission, résultent des turbulences sur les marchés des changes, au printemps et à l'automne dernier.



Cependant, explique Yves de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, « les facteurs fondamentaux restent favorables pour une croissance soutenue ». Parmi les raisons mises en avant, l'expansion des principaux partenaires de l'Union européenne, propice pour le maintien des exportations à un niveau élevé ; la bonne rentabilité des entreprises, qui, combinée à une inflation se maintenant à des niveaux « historiquement bas » et à la modération salariale, favorise l'essor des investissements ; la réduction des taux d'intérêt à long terme et à court terme, rendue possible par les programmes d'assainissement budgétaire.

LA FRANCE SERA PRÊTE

Les prévisions pour 1996 (2,6 %) cachent ainsi une accélération de la croissance à partir du second semestre, laquelle devrait se prolonger en 1997 par une croissance moyenne de 2,9 % (2,8 % en France). La situation sur le marché de l'emploi continuera à s'améliorer au cours des trois années à venir, mais moins nettement que prévu du fait du ralentissement actuel. De 1995 à 1997, sur trois ans donc, l'Union devrait créer un peu plus de 4 millions d'emplois et le nombre de chômeurs diminuer de 2,2 millions, le taux de chômage passant ainsi de 11,3 % en 1994 à 9,8 % en 1997 (de 12,3 à 10,7 % en France). « C'est insuffisant dans une Union comptant plus de 18 millions de chômeurs. Ce n'est que par la mise en place d'un cadre macroéconomique sain accompagné de réformes de structures qu'on pourra faire mieux », insiste M. de Silguy. Il ajoute qu'en cas d'incertitude sur la capacité des gouvernements à mettre en œuvre les plans de consolidation budgétaire assurant la confiance de l'opinion « le ralentissement pourrait être plus sévère et peut-être plus durable qu'anticipé actuellement ».

Autre motif de satisfaction pour la Commission, la convergence des performances économiques au sein de l'Union se renforce, rendant, d'après elle, tout à fait plausible, pour huit à dix pays, le passage à la monnaie unique au 1^{er} janvier 1999 (décision à prendre début 1998 sur la base des performances de 1997). Quant au critère considéré comme le plus sensible, celui du déficit des administrations publiques, qui a culminé (en moyenne communautaire) à 6,3 % du produit intérieur brut en 1993, il sera ramené à 4,7 % en 1995 et 3,8 % en 1996 (France : 5 % en 1995, 3,9 % en 1996, 2,9 % en 1997 ; les calculs de la Commission ont été établis alors qu'elle avait déjà été informée du contenu du plan de réduction du déficit de la Sécurité sociale).

L'année prochaine, ce même déficit public devrait se situer autour de 3 % du PIB (le seuil fixé par Maastricht) dans six pays sur quinze : le Danemark, l'Allemagne, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Finlande. En 1997, selon les calculs de la Commission, deux autres rejoindront ce peloton, à savoir la France et le Royaume-Uni. Mais la Belgique (3,5 %), l'Espagne (3,6 %) et la Suède (3,2 %) seront tout près et, moyennant quelques mesures d'assainissement supplémentaires, dont M. de Silguy ne doute pas qu'elles seront prises, devraient également pouvoir répondre aux conditions posées par le traité de Maastricht. L'Italie elle-même (déficit égal à 5,2 % du PIB en 1997) devrait pouvoir rejoindre l'Union monétaire avant que la monnaie unique, pièces et billets, circule.

Bref, aux yeux de la Commission, le projet d'Union monétaire est solidement sur ses rails. Les Allemands y croient de plus en plus, estime M. de Silguy, et, ajoute-t-il, même les Américains commencent à réfléchir sérieusement sur les effets à attendre de cette formidable mutation !

Philippe Lemaître

صكنا من الامل

صكنا عن الارض

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 7

1995 / 15

thème de l'an

affecte l'univers



Quelle est donc cette politique qui met les gens dehors?

La passion pour réguler la vie des gens jusque dans ses moindres détails peut amener à des atteintes à la liberté individuelle. Avec courtoisie et respect, fumeurs et non-fumeurs peuvent trouver un terrain d'entente par eux-mêmes.

Philip Morris Europe S.A.

17.000 employés en Europe au service des 97 millions de fumeurs d'Europe.

Pour plus d'informations sur la façon dont les fumeurs et les non-fumeurs peuvent s'entendre, merci d'écrire à Philip Morris Corporate Affairs Europe, Rue Joseph II 166-1040 Bruxelles, Belgique.

les toutes
pour les
de cent à
icté d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s impres-
ent pour
destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
lui de-
sur les
rne mais
lique ao
vouloir
emploi et
être ex-
des pro-
als aussi
'accueil,
se et so-
ée.

hfeld

27

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
gue offi-
est pro-
séra l'un
le prési-
Robert
é au Sé-
rme que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

EINE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
la qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
tées et

La grève générale de la fonction publique menace de paralyser le pays

Le gouvernement appréhende la première grande journée de protestation organisée contre le plan Juppé pour la Sécurité sociale, qui est mal accueilli par les Français. La coordination étudiante appelle à se joindre aux manifestations syndicales

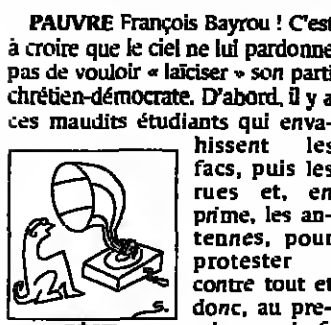
L'ampleur des appels à la grève dans la fonction publique et les services publics devrait paralyser l'activité en France vendredi 24 novembre, comme elle l'avait déjà été le 10 octobre lorsque les salariés de l'Etat avaient

protesté contre le blocage de leur salaire. Cette fois, ils entendent protester contre la volonté d'Alain Juppé, dans le cadre de son plan de sauvetage de la Sécurité sociale, d'allonger la durée de leur temps de cotisation

avant leur départ en retraite sur celle des salariés du privé. La coordination nationale étudiante appelle à participer aux manifestations de vendredi. Le gouvernement s'inscrit particulièrement de la situation à la

SNCF où les syndicats contestent aussi le futur contrat de plan, et envisagent de prolonger leur mouvement. FO, puis la CGT, ont aussi lancé un ordre de grève général pour le mardi 28. Un sondage CSA indique que 54 %

des personnes interrogées approuvent la journée d'action même si elles contestent plus le plan de sauvetage de la « Sécu » que la modification du régime de retraite des agents de l'Etat (lire aussi page 25).



RÉCIT

PAUVRE François Bayrou ! C'est à croire que le ciel ne lui pardonne pas de vouloir « laïciser » son parti chrétien-démocrate. D'abord, il y a ces maudits étudiants qui envahissent les facs, puis les rues et, en prime, les antennes, pour protester contre tout et donc, au premier chef, contre leur ministre. Il a tout essayé pour les calmer. Un médiateur sur mesure, rien que pour eux, grand frère confident de leur mal-vivre. Cela n'a pas suffi. Des « envoyés spéciaux » - avec l'autorisation explicite du chef de l'Etat, obtenue en fin de matinée au cours du conseil des ministres - pour psychanalyser les amphis, les écouter, les faire parler, avec l'espoir qu'une fois qu'ils auront tout dit, ils finiront par se calmer. Et même une déclaration d'amour : « Les étudiants, je les respecte et je les aime. Nous sommes du même côté de la barricade », a-t-il lancé, mercredi 22 novembre, au cours de sa conférence de presse, avant de présenter son plan d'urgence pour les universités.

Rien n'y a fait. Ils crient encore plus fort. François Bayrou est épuisé. Car il n'a pas que cela à faire, le ministre de l'Éducation nationale et des universités ! Ils devraient pourtant le comprendre, dans les amphis enfumés de Toulouse, Rennes, ou Lille. Ils devraient compatir, entre deux querelles de motions et une élection de délégués : le ministre-président du CDS à un congrès, lui aussi. Son premier congrès de refondation. Un bien joli congrès de refondation, prévu à

Lyon vendredi 24 et samedi 25 novembre. Eh ! bien non, de la refondation du CDS, les étudiants se fichent comme de leur premier pari.

Ce n'est pas tout. Cette semaine, François Bayrou n'avait d'eux que pour la SNCF. Formidable SNCF, qui devait achever par centaines - par milliers, qui sait ? - des militants CDS à Lyon. Exécration SNCF qui reçoit 5 sur 5 le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats. Même l'appât du gain - deux TGV spécialement affectés et dûment facturés - ne l'a pas fait fléchir. Adieu trains, militants, joli congrès, grand succès ! De guerre lasse, mardi, le ministre-président du CDS a pensé, un instant, tout annuler, mais c'était trop tard. La décision a donc été prise de maintenir le congrès. Faute de trains, les militants viendront par la route. Plus d'une vingtaine de cars ont été retenus au départ de Paris, vendredi en début d'après-midi. En comptant les embouteillages et les éventuels barrages de manifestants, ils ont bon espoir d'arriver dans la soirée à Lyon. Lorsque l'on sait que le gros des forces centristes se trouve dans l'Ouest et dans le Nord, on mesure l'abandon du militant démocrate-chrétien.

Le CDS a tout de même dû apporter une modification à son programme de vendredi : le dépôt d'une gerbe à la mémoire de Gilbert Dru, grand résistant lyonnais et figure du mouvement démocrate-chrétien, à 17 heures, au cœur de Lyon, devant le monument aux morts de la place Bellecour, par François Bayrou en personne, a été jugé... inopportuniste. Pour le reste, mission impérative a été donnée - et répétée - au préfet de police de

Lyon de se montrer efficace. Avec philosophie, Jacques Barrot faisait remarquer, mercredi, à la fin d'un colloque sur la Sécurité sociale auquel il participait : « On peut démissionner beaucoup, mais le reste appartient au ciel. Dans tous les sens du terme. Car, quand il pleut, les manifestations sont moins nombreuses ».

François Bayrou et les siens ne sont pas les seuls à se débattre avec des problèmes de correspondances et d'échangeurs. Chez les syndicats aussi, on craint que la paralysie de la SNCF et de la RATP ne limite le

forme de l'Etat, s'y emploie, qui multiplie les consultations. Après avoir reçu la CGT, FO et l'UNSA, il accueillait mercredi la CFDT, et devait conclure son tour de table jeudi, en recevant la CFDT et la CGC. Devant chacun de ses interlocuteurs, le tout nouveau ministre s'est voulu conciliant. Ouvertures de négociations, rencontres bilatérales, commissions d'experts chargées de rendre un rapport : Dominique Perben a eu recours à tout l'arsenal thérapeutique classique pour calmer les syndicats et tenter de renouer les liens. L'accueil syn-

Edouard Balladur à la recule. A l'époque, Jacques Chirac et Alain Juppé le lui avaient acidement reproché.

Les cheminots veulent se montrer à la hauteur de leur réputation et des craintes qu'ils inspirent au gouvernement. Depuis lundi, les délégués syndicaux, pendus au téléphone, organisent des « plans de tournée » sur les chantiers pour mobiliser les troupes. Mieux, ils innovent, grâce au fax : « On inonde ceux qui sont tout seuls, comme les aiguilleurs ou les conducteurs. C'est comme une grève interactive ! » s'exclame explique François (CGT), cheminot à la gare du Nord.

Au Parti socialiste aussi, on s'organise. Mercredi, il s'agissait avant tout de remettre les troupes en ordre. Depuis la présentation du plan Juppé pour la Sécurité sociale, le PS a dû mal à trouver sa voix, entre celle, conciliante et admirative de Claude Evin, celle, fudeuse de la Gauche socialiste, porte-parole en la matière de Force ouvrière, et celle, officielle et critique, de Lionel Jospin. Dans la soirée, au cours du bureau national hebdomadaire du parti, le premier secrétaire du PS a donc livré un « discours de la méthode ». « Il faut faire de l'opposition intelligente », a-t-il affirmé. Le mot a blessé Claude Evin, qui a répliqué : « Ce n'est pas un problème de méthode, mais un problème de fond. » Cette insolence lui a valu un sermon acide de Lionel Jospin.

Dans la majorité, on s'efforce de rester « droit dans ses bottes », conformément aux consignes de Juppé 2. Tous les responsables départementaux du RPR ont ainsi reçu une note, aussi incitative que pédagogique, les invitant à aller expliquer, sur le terrain, les mérites

du plan Sécu. « L'objectif est positif. Les ouvriers, eux-mêmes, reconnaissent qu'il vaut mieux faire quelque chose que rien », se persuade Jean-Paul Ancliaux (RPR, Saône-et-Loire) qui a commencé sa tournée au Creusot. A Mâcon, on se félicite de l'efficacité du commando de jeunes députés, qui avaient été chargés de porter la bonne parole après le discours d'Alain Juppé, dans les couloirs du Palais-Bourbon. Pour remercier, ces envoyés spéciaux seront reçus à déjeuner, par le premier ministre, la semaine prochaine.

L'exemple vient de haut. Jacques Chirac affiche une inextinguible sérénité. Dénouant les « groupes de pression qui ont pris une importance démesurée dans ce pays, au point qu'on ne peut plus toucher à rien sans qu'ils poussent des cris », il ajoute : « Eh ! bien, je m'en fous. J'ai sept ans. On gagne en 1998, sauf hélas majeure. Et mon septennat sera celui de l'adaptation de la France à l'an 2000. Les groupes de pression peuvent crier, manifester. D'ailleurs, j'ai donné des instructions pour qu'on laisse les gens manifester. Il faut que la société respire. »

Quant à l'Assemblée nationale, elle respecte à la lettre le calendrier de ses travaux. Mercredi, les députés ont commencé l'examen d'un projet de loi sur les pompiers volontaires. Sébastien Royat a fait très docilement remarquer dans l'hémicycle que « l'incendie est un risque permanent ». A deux jours d'une grève qui promet d'être très suivie, et alors que des milliers d'étudiants défilent dans les rues, le député des Deux-Sèvres a peut-être prononcé une phrase historique.

Pascal Robert-Diard avec le service France

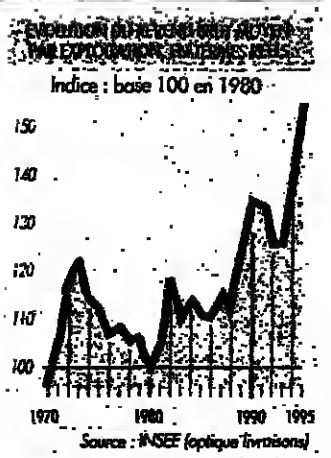
Les agriculteurs loin de la morosité ambiante

LES CHIFFRES provisoires des comptes prévisionnels de l'agriculture pour 1995, publiés par l'Insee mercredi 22 novembre (Le Monde du 23 novembre), confirment, s'il en était besoin, que l'agriculture reste un monde à part, avec ses propres rythmes et sa propre conjoncture. La hausse moyenne prévisible, de 10,8 % en termes réels, du revenu agricole par exploitation ne fait que confirmer un renversement de tendance intervenu en 1994. Après trois années de baisse, ce revenu brut avait déjà connu une hausse de 11,5 % en termes réels. Mais ces chiffres sont

par habitant, pour l'ensemble du pays, atteindra 168.

Par ailleurs, cette progression globale - qui profite avant tout à la viticulture, à la production céréalière et oléagineuse et à l'élevage hors sol - masque des situations très disparates selon les régions, les secteurs et les tailles d'exploitation. Elle est liée à la hausse des prix et des volumes, à la diminution des frais financiers et à l'augmentation des subventions : le ministre a indiqué mercredi que, toutes aides confondues, les agriculteurs recevront en 1995 de Paris et de Bruxelles 75,1 milliards de francs.

Un secteur à part



Depuis 1990, l'agriculture a connu trois années de baisse puis deux années de hausse.

publiés au moment même où les salariés de l'Etat manifestent leur grogne, tandis qu'un sondage montre des Français pessimistes dans des proportions inégales jusqu'à (lire page 6).

Néanmoins, les bons résultats de 1994 et de 1995 ne constituent pour les agriculteurs - perçus en l'espèce en tant qu'entrepreneurs - qu'un rattrapage partiel : même si la comparaison est en partie biaisée, sur la base 100 en 1970, atteindra 139 en 1995, alors que ce revenu

INTERROGATIONS Les deux principaux bénéficiaires de la hausse du revenu, les viticulteurs et les céréaliers, sont dans des situations bien différentes. Les viticulteurs continuent à toucher les dividendes d'une politique volontariste d'amélioration de la production. Ainsi les prix des vins de qualité ont augmenté de 10 %. Quant aux céréaliers, outre la diminution du taux de jachère, ils bénéficient de la conjonction, imprévue à l'origine, de deux phénomènes : l'excellente tenue des cours mondiaux et l'augmentation des aides dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (PAC). L'aide « compensatrice » de l'Union européenne aux céréaliers est ainsi passée de 15 milliards de francs en 1994 à 19,6 en 1995.

L'afflux d'aides publiques vers un secteur qui, traditionnellement, connaît une bonne santé financière, l'attribution de ces aides à des gros producteurs qui ne reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne sont pas à plaindre suscitent diverses interrogations. Le ministre Philippe Vasseur a indiqué à ce propos mercredi qu'il « souhaite un débat » sur le plafonnement des aides aux grandes cultures, en ajoutant qu'il ne voyait « aucun inconvénient à développer des exploitations de taille importante mais aussi des exploitations de taille plus modeste ».

J.-L. A.

Les cheminots, les enseignants et les policiers défilèrent côte à côte à Nantes

NANTES de notre correspondant « Nous n'appelons pas souvent à la fois à la grève ni à manifester, mais, avec la « Sécu », c'est un morceau de nous-mêmes qui s'en va », explique le président de l'Union départementale CFDT de Loire-Atlantique. Le syndicat des travailleurs chrétiens appelle ses troupes à se rassembler, vendredi 24 novembre, place du Commerce, à Nantes, aux côtés de la CGT, de la CFDT et d'une kyrielle de syndicats autonomes. Quant à l'opinion, elle risque de se montrer, cette fois, beaucoup moins compréhensive avec les grévistes. Mieux vaut donc tenter de débloquer rapidement la situation.

Dominique Perben, ministre de la fonction publique et de la ré-

dical reste pourtant mitigé. « Rien, il ne nous dit rien », observe invariablement les responsables des délégations reçues au ministère, en ajoutant : « Et, en plus, il ne connaît pas encore les dossiers. »

De tous les participants à la grève, ceux qui inquiètent le plus le gouvernement sont les cheminots. Leur pouvoir de « nuisance » est d'autant plus important qu'ils n'excluent pas de poursuivre leur mouvement au-delà de la journée de vendredi. Le premier ministre a eu mémoire le long conflit d'Air France de 1993, qui avait contraint

le 24, et ça pousse dans le sens de la continuation.

Une demi-heure avant de gagner le TGV qui allait l'emmenant sur Paris, Jean-Pierre Cabingot voyait les choses tout autrement, mercredi 22 novembre, de son bureau de PDG d'Igol Bretagne Atlantique, qui emploie cent personnes pour un chiffre d'affaires de 100 millions de francs. Ce vice-président de la CCI de Nantes se rassure en disant « avoir toujours trouvé un TGV, même les jours de grève », mais il juge le mouvement du 24 « suicidaire » pour l'image et la compétitivité internationale de la France.

Plus que l'avenir de la Sécurité sociale, ce qui tracasse Jean-Pierre Morlier, c'est le devenir du centre de formation nantais des PTT, au sein duquel il travaille, et qui pourrait fermer. « Se mobiliser pour la retraite, du coup, cela me paraît logique, confie-t-il. Et puis, je trouve logique d'être obligé sur le secteur privé pour la durée des cotisations de retraite, même si c'est un peu plus dur. » D'ailleurs, vendredi, il sera tenu d'être à son poste pour accueillir les stagiaires qui n'auraient pas fui Nantes, la veille, tant que les trains roulaient encore.

Adrien Favreau

Le tiers des agents de l'Etat peuvent partir en retraite avant soixante ans

650 000 fonctionnaires bénéficient d'un avantage lié à l'exercice de métiers « pénibles » ou « à risque »

CONSERVER le droit de partir à la retraite plus tôt que les autres sera l'objectif de la plus grande partie des grévistes du vendredi 24 novembre. Seule la CGT associe à cette revendication une condamnation globale du plan de réforme de la Sécurité sociale. Alors qu'Alain Juppé a fait figurer dans celui-ci le principe de l'alignement de la durée de cotisation, avant le départ à la retraite, des fonctionnaires et des agents des services publics sur celui des salariés du privé, le gouvernement n'a pris aucun engagement sur la prise en compte des primes, importantes dans les revenus de certains agents de l'Etat, dans le calcul de leurs pensions.

Effectivement, si la majorité des fonctionnaires peuvent partir en retraite à soixante ans, comme les salariés du secteur privé assujettis au régime général de la Sécurité sociale, quelque 650 000 agents de l'Etat, soit 35 % des effectifs,

peuvent s'arrêter plus tôt. Peuvent bénéficier de cet avantage ceux dont l'emploi présente « un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles », selon le code des pensions civiles et militaires de retraite.

Les instituteurs peuvent prendre leur retraite à partir de cinquante-cinq ans et obligatoirement avant soixante. Toutefois, la création du nouveau corps de professeur des écoles a fait perdre aux nouveaux « instituteurs » cet avantage, en échange d'une augmentation de leur traitement. Les professeurs des écoles peuvent prendre leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans. C'est aussi le cas des professeurs certifiés ou agrégés.

Les fonctionnaires de La Poste travaillant en centres de tri (160 000 personnes) peuvent partir en retraite à cinquante-cinq ans, et ne doivent pas prolonger leur activité au-delà de soixante-deux.

Police : les gardiens de la

paix, comme les surveillants de prison, partent normalement en retraite à cinquante ans, mais peuvent rester en service jusqu'à cinquante-cinq.

Les infirmiers de l'Etat ont la possibilité de partir à cinquante-cinq ans, mais ils doivent impérativement le faire à soixante.

Militaires : les 300 000 militaires bénéficient d'un dispositif de départ à la retraite particulier. Les sous-officiers ont droit à la jouissance immédiate d'une pension après quinze ans de service. Ils ne peuvent prolonger au-delà d'une fourchette allant de quarante-deux à cinquante-huit ans. Les officiers peuvent faire valoir leur droit à pension après vingt-cinq ans de service. Selon leur grade, ils peuvent prolonger leur service jusqu'à cinquante-huit et soixante-quatre ans.

Cheminots : les conducteurs de trains peuvent prendre leur retraite à taux plein dès cinquante

ans, les autres agents de la SNCF à cinquante-cinq ans.

Les agents de la RATP prennent théoriquement leur retraite après trente-sept années et demie de cotisation, mais, sur 38 000 agents, 30 000 travaillent par roulement et bénéficient de bonifications. Dans ces catégories, l'âge moyen de départ à la retraite se situe à moins de cinquante-trois ans. Les « sédentaires » partent à soixante ans, mais doivent avoir cotisé trente-sept années et demie pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

EDF-GDF : les gaziers-électriciens doivent cotiser durant trente-sept ans et demi pour bénéficier d'une retraite à taux plein, mais les deux tiers des agents, effectuant un service estimé « actif ou insalubre », peuvent partir dès cinquante-cinq ans.

Frédéric Lemaître et Raphaële Rivais

صكنا من الامل

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 9

1995 / 15



Les cheminots de Saint-Pierre-des-Corps ont annoncé « zéro train »

SAINT-PIERRE-DES-CORPS (Indre-et-Loire)

Chef de gare à Saint-Pierre-des-Corps, André Bichot parle comme un train roulé les jours sans grève : droit et vite. « Je ne suis pas du sérail, dit-il d'emblée, mon grand-père n'était pas cheminot, ni mon père. » S'il affiche trente ans de service, il n'a guère le sentiment d'appartenir à une « grande famille », celle du chemin de fer, de ses avantages acquis et de son passé pesant. « Je considère que je travaille dans une entreprise ordinaire. Nous souffrons d'une consanguinité malsaine. Nos effectifs débordent des excédents recrutés dans les années 1981-1982. Mais la SNCF vit une mutation sociologique qui sera sans doute bénéfique. » Les retraites ? André Bichot est pour le droit commun. « Pour que les cheminots bénéficient d'un traitement particulier », demande-t-il, à l'exception des travailleurs soumis aux « trois-huit », une cadence qu'il a lui-même connue pendant quinze ans.

Des trains entrent à quai, repartent. A Saint-Pierre-des-Corps, on enregistre huit cents mouvements par jour. Rénovée en 1989 avec la mise en service du TGV, la gare est une grande étoile dont les branches s'étendent de Paris aux Pyrénées, de Nantes à Lyon en passant par le Berry, de Tours à la Normandie en évitant la capitale, sans oublier le réseau inter-Loire (Orléans-Tours) et les petites liaisons comme Tours-Chinon, supprimée en 1980 et rétablie, deux ans plus tard, lorsque le communiste Charles Fiterman était ministre des transports.

Aux yeux d'André Bichot, une gare est une « plate-forme », qui devrait pouvoir fonctionner à l'instar d'un aéroport, où les compagnies privées font atterrir et décoller leurs avions. « Il n'y a pas d'obstacle réel à adapter le même régime pour les trains, affirme-t-il. C'est possible. » Autrement dit, seul l'esprit « de sérail » empêcherait pour l'heure des firmes commerciales d'utiliser le réseau ferré. A quelques centaines de mètres, les voies lustrées par la pluie mènent au dépôt. Autre lieu, autres gestes. Vieilles traverses empilées. Engins immobilisés. Polignes de mains rapides. Des conducteurs de TGV se croisent. L'un part se reposer. De-

main il sera de « balayage » : lever à 2 h 30 pour « ouvrir la ligne » à vitesse réduite, après les travaux de réparation effectués chaque nuit le long de la voie. Les remorqueurs et les dégrappeurs s'activent, font le plein d'huile sur les machines thermiques, ajoutent de l'eau et du sable, qui sera projeté sur les rails pour améliorer l'adhérence des convois.

Sous les bangars, au repaire des locomotives, pas toujours bien jeunes. « Notre parc est l'un des plus anciens de la SNCF », s'inquiète un cheminot. Si le contrat de plan avec l'Etat est appliqué, le matériel ne servira plus à rien. D'autant que les futurs autorails modernes iront en priorité dans le Nord et dans l'Est.

« Je tire ma casquette au gouvernement pour avoir tant remonté le privé contre le public. Mes beaux-parents m'ont agressé en parlant de nous comme des nantis ! »

« Pour 1996, s'inquiète un mécanicien, il est prévu de supprimer dix agents sur l'atelier, mais regardez derrière moi : vous voyez sept ou huit machines en attente. Nous avons le record de trains calés, faute de pièces de rechange au dépôt des Ateliers. Bientôt, ce sera au tour de Coen. Résultat : l'entretien ne se fait plus à intervalles réguliers, mais aux kilomètres parcourus. » Les hommes hochent la tête. « Les incidents en ligne se multiplient, ajoute un autre. Des machines tombent en panne durant un parcours, et il faut venir les dégager, quitte à tirer le train ! »

Chez les « tractionnaires » comme chez les « sédentaires », un même sentiment domine : l'inquiétude qui naît de l'incertitude. Le statut du cheminot sera-t-il remis

en cause ? Devront-ils cotiser quarante ans au lieu de trente-sept ans et demi pour obtenir une retraite « à taux plein » ? « On a semé le doute dans les esprits », regrette Pierre-Henry Laverat, chargé de communication à l'EMT (établissement maintenance-traction) de Saint-Pierre. Si, comme le prétend la CGT, 6 000 kilomètres de voies sont condamnés, que deviendront les personnels roulants et ceux de l'entretien attachés à ces réseaux ?

Sur la protection sociale comme sur le contrat de plan, que le premier ministre devrait présenter dans sa version définitive le 13 décembre, les syndicats font cause commune. « On veut sauvegarder l'unicité de la SNCF », explique Daniel Bernard, secrétaire régional de la CFDT-cheminots. « Les deux premiers contrats de plan se sont traduits par soixante-dix mille suppressions d'emplois, rappelle-t-il. Le prochain nous menace d'un désengagement de l'Etat sur le réseau, avec un transfert des petites lignes aux collectivités locales. Concrètement, on verra des sociétés privées (comme la CFTI, filiale de la Générale des eaux) gérer ces lignes ou détriment de la SNCF. »

Les critères de productivité imposés pourraient, selon les syndicats, abaisser les seuils de sécurité. Quant aux salaires, ils suscitent eux aussi frustration et rancœur. « En douze ans, notre pouvoir d'achat a diminué de 20 % », affirme Patrick Audouin, secrétaire des agents de conduite CGT. Le contrat de plan prévoit une augmentation des salaires de 1,3 % sur cinq ans. « Plus tu travailles et moins tu gagnes », lâche un cheminot proche de la retraite. « Moi, lance son voisin, je tire ma casquette au gouvernement pour avoir tant remonté le privé contre le public. Même mes beaux-parents m'ont agressé en parlant de nous comme des nantis ! » Cambien de trains devraient partir du dépôt, vendredi 24 novembre au matin ? « D'ici ? zéro ! », s'écrient en chœur les cheminots. Dans son bureau, installé au beau milieu des voies, le chef de gare André Bichot garde son calme. « Pendant les grandes grèves de mai 1968 et de 1986, dit-il, le service minimum a toujours été assuré par des non-grévistes. Il n'y a pas eu de réquisitions. Cette fois-ci, on verra bien... »

Eric Fottorino

M^{me} Notat affronte ses détracteurs dans une ambiance houleuse

ÇA SOUFFLE dans les branches à la CFDT, ça secoue, mais ça ne s'envole pas. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, est allée répondre, mercredi 22 novembre, à une partie de ses détracteurs à la Bourse du travail, rue Charlat à Paris. Elle était là, dans une salle surchauffée, électrisée et comble, où mille deux cents militants, réunis à l'appel de l'URSIF-CFDT, pour neuf cents places assises, s'étaient déplacés afin de l'écouter et, pour certains, de lui dire « carrément son fait ».

Du balcon comme de l'archestre fusaient des cris « Nicole, trahison », « Nicole à Matignon ».

Tout saurait, dans un tonneau bleu, la secrétaire générale s'est payée le luxe d'écouter le refrain de ses adversaires, avant d'affirmer : « Nous avons tous ici, deux points en commun, nous n'avons pas été nommés à la tête de la CFDT », reprit-elle sans s'arrêter.

Venue pour justifier sa prise de position lors de l'émission télévisée « La Marche du siècle » le 15 novembre sur France 3, elle égrenait les points positifs d'une réforme de la « Sécu », faite par « un gouvernement de droite ».

« Quand nos revendications sont satisfaites, nous n'avons pas l'habitude d'en être gênés », assénait-elle à son public, avant d'énumérer les points de désaccords, de fustiger les partisans d'un « syndicalisme de la désespérance » et tout particulièrement le conservatisme du secrétaire général de FO.

« Blandel, on s'en faut », lui rétorqua une voix. Pour M^{me} Notat, il s'agissait de marquer le coup et d'appuyer une réforme de la Sécurité sociale qui reprend en partie les propositions exposées

par sa centrale, notamment à Charly le 7 octobre.

Parmi les militants les plus remontés contre M^{me} Notat, se trouvaient des cheminots de la gare Saint-Lazare et de la gare de l'Est et un fort contingent de la Smea. C'est en effet dans les sections syndicales d'entreprise du secteur public ou nationalisé que le discours tenu, le 15 novembre, par M^{me} Notat a été le plus mal reçu.

Il a fait l'effet d'une douche froide tant à cause de son fond que de sa forme. Pêle-mêle, il lui a été reproché de casser les bords rattachés sur le terrain avec les militants de la CGT et d'empêcher la construction de revendications unitaires, pour la manifestation

du 24 novembre. « Elle dirige la CFDT comme une entreprise », expliquait encore choqués plusieurs militants.

Pourtant, mercredi matin, tous les secrétaires généraux d'unions régionales et départementales avaient été réunis au siège confédéral, boulevard de la Villette. Selon plusieurs responsables, la réunion s'est bien passée, la position confédérale - soutien critique et « vigilance » sur le plan Juppé - ayant été clairement explicitée.

Comme le demandaient les unions régionales CFDT Bretagne et Pays de la Loire, Nicole Notat a affirmé qu'elle n'avait délivré « aucun chèque en blanc » au gouvernement et que ce dernier restait « placé sous haute surveillance ». Si le refus de l'immobilisme et celui de ne pas « torpiller » une rénovation de la « Sécu » étaient largement partagés, les conditions du sautoie au plan ant été mises en avant.

La nécessité de construire un rapport de force et de défendre une démarche syndicale a été réaffirmée. Sur la retraite des fonctionnaires et des régimes spéciaux, sur le gel des allocations familiales en 1996 et le report de la prestation autonome, enfin sur la hausse du forfait hôtelier, le désaccord avec le gouvernement reste totale.

C'est face à un fort chahut, à la Bourse du travail, que M^{me} Notat a réussi, peu ou prou, à rappeler ces points de désaccords qui avaient échappé aux oreilles de bon nombre de militants de la CFDT. « La confédération soutient sans réserve, l'action de ses fonctionnaires, le 24 novembre, et je défilerai avec eux », lança M^{me} Notat. « Le 24 on verra », répondit la salle.

Alain Beuve-Méry

Grogne des fonctionnaires territoriaux sur fond d'élections professionnelles

AVANT LA GRÈVE, les urnes. Les agents de la fonction publique territoriale devaient élire, jeudi 23 novembre, leurs représentants aux commissions administratives paritaires (CAP), aux comités techniques paritaires (CPT) et aux comités d'hygiène et de sécurité. Près de 1,5 million de fonctionnaires sont concernés. Ces instances paritaires sont compétentes pour les questions liées à la carrière et à l'organisation des services. Les syndicats en font un test pour mesurer leur influence auprès des agents locaux. La grève du 24 novembre donne à ces élections un contexte particulier.

Après le succès de la grève du 10 octobre, qui avait vu une participation massive des fonctionnaires territoriaux - certaines villes avaient connu des taux records, comme Rennes, Nantes ou Lourdes -, celle du 24 novembre semble se préparer tout aussi activement. La grève avait même été fixée au 24 et non au 23 pour ne pas gêner le vote des « territoriaux » : difficile effectivement d'imaginer un scrutin un jour de grève.

L'ensemble des syndicats annonce une mobilisation importante. Selon Jacqueline Doneddu, responsable de la fédération CGT des services publics (33,5 % aux élections de 1989), « les échos des départements font penser que la journée va être très forte ». La fédération Intercat de la CFDT (23,2 % en 1989) et de la Fédération nationale autonome de l'UNSA (7,5 %) font les mêmes pronostics. Même Force ouvrière (28,5 %), qui appelle à la grève le 28 novembre, s'est sentie obligée de « laisser aux structures locales la latitude de décider s'il y a opportunité » de participer à celle du 24 : les volte-face de Marc Blandel pourraient être mal venues dans ce contexte électoral.

Représentant plus de quatre cents métiers, les syndicats développent traditionnellement des revendications qui ressemblent à un catalogue de vente par correspondance : création d'un grade de débouché pour les bibliothécaires, revalorisation des indices de premier grade des corps de catégorie A, création d'une filière animation, autant de revendications caté-

gorielles qui marquent bien l'éclatement des statuts des fonctionnaires. Pourtant, cette fois, des mots d'ordre unificateurs semblent se dégager.

Le plan de réforme de la protection sociale d'Alain Juppé a fédéré tous les mécontentements : la remise en cause des régimes particuliers dont bénéficient les fonctionnaires a mis le feu aux poudres. « Nous avons la volonté d'accélérer la mobilisation pour faire lâcher le gouvernement », prévient M^{me} Doneddu. « Le vote du 23 et la grève du

24 doivent exprimer le refus d'une décision unilatérale qui tourne le dos à une politique contractuelle initiée par les accords Durefour », souligne Alain Guéoga, responsable de la CFDT-Intercat.

Au-delà, les syndicats veulent tous mettre l'accent sur la défense du service public. Dans un contexte qui voit monter l'exclusion, les « territoriaux » se veulent le « service au quotidien », garant de la cohésion sociale.

Sylvia Zappi

“Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve”

MEXICO 3 290 F

- vol aller retour
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF*

MEXIQUE
LAISSEZ-VOUS CONQUÉRIR

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

8 JOURS exceptionnels !

DERNIERS JOURS
20 au 27 novembre.

Chez Roche-Bois, il y a une semaine dans l'année qui sera vraiment folle de manquer : les 8 jours exceptionnels, 8 jours de prix exceptionnels sur tout le magasin ! Salons cuir ou tissu, meubles par éléments, petits meubles, tables, chaises, tapis, lampes, jusqu'au 27 novembre chez Roche-Bois, vous allez pouvoir combler toutes vos envies de décoration !

ROCHE BOIS

Paris 3 - 02 76 10 30 (documents le jeudi) - Paris 12 - 01 46 10 30 (documents le jeudi)
Paris 7 - 01 46 07 61 - Paris 17 - 01 47 73 30 - 01 47 46 72 - Athis-Mons - 01 38 26 16
Cherbourg - 03 52 49 71 - La Défense - 01 33 53 22 - Montigny les C. - 01 30 73 86
Monsieur - 01 30 73 86 - Orléans - 01 35 45 44 - Poitiers/Bois - 01 30 02 07
St Quentin en Yvelines - 01 37 85 34 - Versailles - 01 39 59 64

CES MAGASINS SONT OUVERTS LES 2 DIMANCHES.

Les 8 jours exceptionnels
Roche-Bois en France - N° au 09 59 52 45.

les toutes
pour les
de cent à
cité d'in-
Les em-
et plus
x des so-
est dans
Allemagne,
nnes en-
s impres-
rent pour
et destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
lui des-
sur les
me mais
lique au
vouloir
emploi et
être ex-
des pro-
als aussi
accueilli,
se et so-
ée.

hfeld

27

icaïns et
rés de la
s ont dé-
lendant
que affi-
prose-
l'un
ne prési-
Robert
à au Sé-
me que
ment de
semble,
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

JINE

uvern-
hirc de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
en plus
ci ne
apure-
icis fi-
la mo-
que, la
aide à
rités et

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995

ÉDUCATION La présentation, mercredi 22 novembre, par François Bayrou d'un « plan d'ensemble » pour l'enseignement supérieur n'a pas suffi à désamorcer les mouve-

ments de protestation des étudiants. La plupart des syndicats étudiants et enseignants jugent notoirement insuffisantes les propositions du ministre. ● OUTRE LE

PLAN d'urgence et de rattrapage sur quatre ans, précédemment annoncé, M. Bayrou a décidé d'organiser, d'ici à la fin de l'année scolaire, des « états généraux » sur l'avenir de

l'Université. ● UNE DOUZAINÉ d'universités à Paris et en province demeuraient en grève jeudi matin, mais la coordination mise en place mardi soir n'a pas survécu à ses dis-

sensions. L'envoi de « médiateurs » dans chaque établissement est d'ailleurs apprécié par les étudiants. Les présidents d'université ont fait part de leurs réticences.

Les propositions de M. Bayrou n'apaisent pas la contestation étudiante

La mobilisation continuait, jeudi 23 novembre, au lendemain de l'annonce par le ministre de l'éducation nationale d'un « plan d'ensemble ». L'envoi de médiateurs dans tous les établissements est critiquée par les syndicats et les présidents d'université

« IL MANQUE UN ZÉRO. » Du plan d'ensemble pour l'université qu'a présenté, mercredi 22 novembre, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, les responsables des syndicats d'étudiants et d'enseignants n'ont retenu que de maigres mesures budgétaires. Au lendemain de la journée d'action qui a rassemblé plus de cent mille manifestants à Paris et en province (Le Monde du 23 novembre), les étudiants attendaient l'annonce d'une « rallonge » financière. Or, le ministre leur a essentiellement proposé la venue d'« envoyés spéciaux » dans chacune des 90 universités. Comme à Rouen et à Metz, ces médiateurs seront chargés de procéder à un état des lieux et d'entendre les étudiants.

Au lieu des 2 milliards et de la loi de programmation qu'ils revo-

coûtent du plan de rattrapage précédemment annoncé par M. Bayrou en faveur des universités les plus mal encadrées : 200 millions de francs de crédits et environ 262 créations d'emplois d'enseignement. Afin de remettre ces établissements à niveau, cet engagement sera renouvelé durant les quatre prochaines années.

REFUS DE LA SÉLECTION

« Il nous faut refuser l'immobilisme et le laisser-aller dans lequel on a vécu en se satisfaisant de mouvements sporadiques et récurrents que l'on calme avec quelques pinces de millions », a expliqué M. Bayrou pour justifier les contraintes de la rigueur imposée aux universités. En contrepartie, le ministre de l'éducation confirme la mise en chantier d'un nouveau « contrat » dont la phase ultime sera la réunion d'« états généraux

pour la rénovation de l'université » avant la fin de l'année scolaire.

En réponse aux critiques formulées par certains responsables de la majorité, M. Bayrou a réaffirmé son refus de la sélection. « Je ne serai pas le ministre qui fermera la porte de l'université aux jeunes Français », a-t-il proclamé. Cette déclaration est assortie de diverses conditions. En premier lieu, M. Bayrou envisage de mettre en place une formation à l'orientation dès la classe de seconde. Cette « éducation des choix », portant sur la nature des filières et leurs débouchés, est, selon lui, « une alternative à la sélection aveugle ». En second lieu, le ministre inscrit à son programme la réforme des premiers cycles et la réorganisation de la filière technologique et professionnelle.

Ces décisions, pour la plupart déjà connues, n'ont pas suffi à dé-

samorcer un conflit qui entre dans sa septième semaine. M. Bayrou n'a toutefois pas fermé la porte à certaines revendications, notamment en faveur des personnels administratifs et de service. Afin d'éviter les effets du « saupoudrage », il a décidé de multiplier les missions de contrôle d'utilisation des fonds mis à la disposition des établissements.

Outre une mission parlementaire sur le financement et la gestion des universités et - concession à l'Union nationale interuniversitaire (UNI), proche du RPR - l'intervention d'inspecteurs généraux des finances, chaque établissement devrait recevoir prochainement la visite des « envoyés spéciaux » du ministre. Cette initiative ne fait pas l'unanimité. Certaines universités en grève, comme Toulouse et Tours, ont déjà fait connaître leur refus de les recevoir.

En revanche, les étudiants de Paris se sont empressés d'occuper les locaux de la présidence pour exiger l'« arrivée immédiate » du médiateur.

« SUPERCHERIE »

Devant le ministre, qui devait présider une réunion de la Conférence des présidents d'université (CPU), jeudi 23 novembre, Bernard Alluin, son premier vice-président, pourrait réitérer ses réserves : « Cette initiative risque de déstabiliser les universités qui ont une politique d'établissement », a-t-il déclaré. Cette formule des « médiateurs » ne saurait être, selon lui, généralisée. Les syndicats d'enseignants n'y sont guère plus favorables. « Envoyer des médiateurs sans pouvoir apporter un remède rapide relève de la supercherie », note le SGEN-CFDT. « Le ministre mène les étudiants en bateau. Il leur

fait le coup des états généraux. On a déjà donné avec le contrat pour l'école », estime la FEN. De leur côté, le SNES et le SNESup, affiliés à la Fédération syndicale unitaire (FSU), soulignent que « ce plan ne constitue en aucune manière une prise en compte des urgences ».

L'afflux de ces critiques n'a toutefois pas entamé l'optimisme de M. Bayrou. Alors qu'une nouvelle journée nationale d'action est prévue le 30 novembre, il a cru devoir des signes d'ouverture chez les organisations d'étudiants, qu'il devait rencontrer à partir de lundi. « Annoncer un chiffre aurait inmanquablement contribué à alimenter la surenchère », note le ministre en aparté, qui entend se préserver des marges de manœuvre pour gérer la suite du conflit.

Michel Delberghe

Les grèves se poursuivent

LA MOBILISATION ne semble pas faiblir dans les universités. La quasi-totalité des établissements qui s'étaient mis en grève à l'occasion de la journée de manifestation, mardi 21 novembre, ont décidé, mercredi, de prolonger leur mouvement. A Toulouse, c'est le cas des facultés de sciences, lettres et sciences humaines. Le président de l'université du Mirail (lettres) a lui-même décrété l'arrêt des cours jusqu'au 30 novembre, jour de la manifestation nationale, afin d'« engager une réflexion de fond sur la situation des personnels et l'avenir de l'université, service public ».

C'est encore pour « ouvrir le débat sur l'enseignement supérieur » que les étudiants de lettres et sciences humaines de Rennes-II ont décidé de cesser le travail jusqu'à lundi. Selon les syndicats, près de 3 000 étudiants auraient participé au vote, soit davantage que le nombre de manifestants, mardi, dans les rues de la ville.

A Nice, la grève a également été prolongée, accompagnée d'une occupation de nuit de la faculté de lettres. Grève et occupation également à Limoges : les quelque 1 000 étudiants réunis en assemblée générale ont rejeté le

plan Bayrou, qui, selon eux, « ne répond pas à nos revendications immédiates » et « ne dit rien sur le statut de l'étudiant ». Grève, toujours, à Paris-VIII. Grève encore, à Lyon, mais, cette fois, ce sont les étudiants eux-mêmes qui refusent la réforme proposée par leur ministre, celui de la culture.

Daos certaines universités, le vote a provoqué de sérieuses dissensions entre étudiants. La Fédération des étudiants de Tours (FET) a dénoncé la décision du comité d'étudiants de leur université de refuser de rencontrer le médiateur envoyé par le ministre et de se joindre à la manifestation de vendredi contre la réforme de la Sécurité sociale. A Nantes, les étudiants de lettres et sciences humaines, largement favorables à la grève, ont dû démolir le mobilier de la faculté de droit pour empêcher la tenue des cours. A Perpignan, enfin, le président de l'université a même décidé de fermer le campus « par crainte d'incidents entre étudiants ».

L'université de Metz fait figure de franc-tireur : les étudiants locaux ont repris les cours mercredi matin, tout en jugeant « nettement insuffisant » le plan du ministre.

Mouvements éclatés, coordination fragile

A QUELS ÉTUDIANTS François Bayrou va-t-il parler ? « Prêt à discuter », comme il l'a affirmé, le 22 novembre, en annonçant son plan d'ensemble pour les universités, le ministre de l'éducation nationale va se retrouver de facto devant les appareils syndicaux, alors que le mouvement demeure très local et éclaté. La coordination nationale, née dans le désordre et la fièvre après la manifestation du 21 (Le Monde du 23 novembre), s'est en effet désintégrée à peine créée. « Certains délégués étaient représentatifs mais pas d'autres, et on ne sait pas si les mandats de ceux qui étaient élus par leurs AG étaient respectés », estime a posteriori un participant à la nuit agitée de la Sorbonne. Pour un représentant local de l'UNEF, « cette coordination était tellement mal préparée qu'il n'aurait servi à rien de la structurer davantage. C'est toujours le cas quand la mobilisation part de province ».

Les dirigeants syndicaux sont d'accord sur un point : l'objectif sera atteint si cette éphémère coordination a servi à relayer dans les facultés la date du 30 novembre pour une nouvelle manifestation, cette fois-ci nationale. Il sera temps, alors, de mettre en place une véritable coordination, si cela est possible, estiment-ils. Déjà, pourtant, les dissensions se font jour sur les modalités et le moment de cette nouvelle tentative de fédération. Est-elle même envisageable alors que le mouvement reste si difficile à contrôler ? Dans plusieurs universités, le désaccord entre les étudiants sur la poursuite de la mobilisation produit des assemblées générales houleuses. Ainsi, à Clermont-Ferrand, qui compte deux universités, l'UNEF-ID (majoritaire mais peu implantée) et l'UNEF avaient des difficultés à mobiliser. Sur plus de

30 000 étudiants, 900 seulement ont voté la grève illimitée.

Aujourd'hui, le problème de la représentativité étudiante demeure entier. A Tours, par exemple, la Fédération des étudiants de Tours (FET), affiliée à la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), dénonce la main mise politique et syndicale sur le mouvement alors que, « lors des premières AG, les étudiants avaient souligné qu'ils ne le toléreraient pas ». Dans la même université, un comité d'étudiants refuse de rencontrer le médiateur, alors que la FET dit « oui à la médiation ». Par ailleurs, les personnels IATOS ont voté une grève illimitée pour obtenir la création de 65 postes sur quatre ans. Ils ont assorti leur vote d'une demande au ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, de « venir lui-même à Tours ».

L'objectif sera atteint si cela permet de relayer la date du 30 novembre pour une manifestation nationale cette fois

Cette proposition de médiateurs suscite des réactions très mitigées. A Paris, de façon contradictoire, les quelque 200 étudiants qui ont occupé la présidence de l'université « exigent l'arrivée immédiate d'un médiateur », tout en « rejetant en bloc le plan Bayrou ». A Toulouse, où la poursuite de la grève a été votée à l'un-

versité scientifique Paul-Sabatier, les étudiants refusent « la venue d'un faux médiateur pour faire un constat des lieux que le ministre a déjà vu ». Comme dans d'autres universités, ils demandent la venue de M. Bayrou lui-même. Ce dernier, sauf don d'ubiquité, va avoir du mal à répondre à la demande.

Les organisations syndicales, quant à elles, ont condamné, comme l'ont fait la plupart des mouvements locaux, la faiblesse du plan Bayrou. L'UNEF-ID, tout en maintenant le contact avec le ministre, ne se satisfait pas des 200 millions, « d'ailleurs déjà inscrits au budget 1996, loin des 2 milliards nécessaires en urgence, loin même du chiffre symbolique des 370 millions indispensables pour rattraper les retards accumulés des faces déficientes ». L'UNEF, qui rappelle sa participation à la manifestation du 30, estime que le ministre « s'est trompé d'un zéro ». Seules la FAGE et l'UNI expriment une relative satisfaction, cette dernière voyant dans l'envoi de médiateurs « un pas important vers un audit général des universités ».

L'évolution du mouvement comporte de nombreuses inconnues avant la manifestation nationale prévue le 30 novembre. L'attitude des enseignants en est une. Tout juste peut-on relever qu'ils sont restés relativement discrets dans leur soutien aux étudiants, évitant la plupart du temps de confondre leurs actions. Dans deux universités, cependant, à Paris-VIII Saint-Denis et à Nice, une assemblée générale commune devrait se tenir jeudi. A Nice, les étudiants de lettres ont même entamé, mercredi soir, une occupation des locaux, rejoints par une coordination des enseignants.

Béatrice Gurrey



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

92 Vente S/Seize Immobile au Palais de Justice de NANTERRE
Le JEUDI 30 NOVEMBRE 1995 à 14h - En un lot -
IMMEUBLE à usage d'HOTEL et GARAGE
23, Rue de Solferino
à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
MISE A PRIX : 3.000.000 de Frs
Pr. rem. s'adr. à M^e DENNERY HALPHEN, Avocat au Barreau des Hauts de Seine, 12, Rue de PARIS à BOULOGNE - SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBADEAU - DUMAS, Avs à PARIS 16e, 17 Av de Lamalle
Tél : 45.24.46.40 - Au TGI de Nanterre où le cahier des charges est déposé.
Et sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'Avocat poursuivant.

06 S.C.P. Louis - Xavier MICHEL, Ancien Avocat, Pierre FRANK, Jean-Jacques MUSCAT, Hélène BERLINER, Avocats associés
21, Bd Dubouché à NICE (06) - Tél : 93.92.24.75
VENTE au PALAIS de Justice de NICE
Le JEUDI 14 DECEMBRE 1995 à 9h.
PROPRIÉTÉ « MARABOUNTA »
Avenue Gordon Bennett - à cheval sur Cnes de
BEAULIEU et VILLEFRANCHE SUR MER
de 3.868 m², comp. : VILLA, PISCINE, TERRAIN attenant
VUE EXCEPTIONNELLE SUR MER
LIBRE - MISE A PRIX : 4.000.000 de Frs
Cahier des charges déposé le 28.07.1995
Renseignements au Cabinet exclusivement de 8h30 à 12h.
VISITES : 29 Novembre - 7 et 13 Décembre 1995 de 14h15 à 16h15

Une filière d'immigration clandestine démantelée à Marseille

MARSEILLE de notre correspondant
Une filière d'immigration clandestine, impliquant deux policiers de la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin (Diclec) et un agent d'escalade de la compagnie Air Algérie, a été démantelée, mardi 21 novembre, sur l'aéroport Marseille-Provence. A sa tête, un Algérien vivant en situation régulière à Marseille organisait l'entrée en France de compatriotes ne disposant pas de visa.

A son arrivée dans l'aéroport, le clandestin se faisait identifier par l'agent d'escalade d'Air Algérie, qui le faisait alors passer de la zone internationale à la zone publique en évitant le contrôle des passeports. Ouverte le 8 juin 1995, une information judiciaire a conforté les soupçons pesant sur deux sous-brigadiers de la Diclec. Une enquête de l'inspection générale de la police nationale a établi que ces policiers, en fermant les yeux, prélaient leur concours à ce réseau et bénéficiaient d'une rétribution dont le montant n'a pas été révélé. Mardi 21 novembre, vingt-deux personnes ont été interpellées, parmi lesquelles des clandestins et certains de leurs proches installés

dans la région marseillaise. Cette filière permettait principalement à des familles de faire entrer en France un fils ou un frère occupant pas de titre de séjour en ayant fait l'objet d'une reconduite à la frontière.

Le procureur d'Aix-en-Provence ne chiffre pas le nombre d'entrées illégales par le biais de cette organisation, qu'il qualifie de « très structurée ». Sur les vingt-deux personnes interpellées, douze ont été remises en liberté. Celles qui se trouvaient en situation irrégulière ont été placées en rétention administrative. Six personnes - les deux policiers, l'agent d'escalade, l'organisateur du réseau et deux « rabatteurs » - devaient être mises en examen, jeudi matin 23 novembre.

Depuis la suspension des liaisons aériennes entre l'Algérie et les aéroports parisiens, Marseille est le premier point d'entrée des Algériens en France. Le démantèlement de cette filière intervient une semaine après la mise en cause de quatre agents du bureau des étrangers de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans un trafic d'autorisations provisoires de séjour.

Luc Leroux

M. Gaudin veut « faire disparaître » les barres de béton

DEUX SEMAINES après avoir pris ses fonctions de ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin s'est prononcé pour la destruction de certains grands ensembles dans les banlieues. « Là où elles existent, il faut faire disparaître les barres et les tours de béton », a-t-il affirmé, mercredi 22 novembre à Paris, devant un parterre d'élus et de chefs d'entreprises du bâtiment. M. Gaudin, dont c'était la première apparition publique aux côtés de son ministre délégué, Eric Raoult, a ainsi décrit l'histoire urbaine des dernières décennies : « Dans les années 60-70, il fallait construire vite et beaucoup pour loger nos compatriotes. Cela fut fait. Le peuple ne demandait pas avant d'environnement, de qualité de vie, d'équipements sportifs, sociaux qu'on nous en demande depuis quelques années (...). Aujourd'hui, plus aucun architecte ne viendrait vous proposer des barres et des tours de béton. Cela ne se fait plus. Là où elles existent, il faut les faire disparaître. Quel plaisir quand, dans des villes, on peut faire tomber des ensembles qui datent de vingt ou trente ans pour construire autre chose ! Mais avant, il faut reloger

des de bien meilleures conditions. Sans que cela nécessite beaucoup de moyens. Je voudrais que des quartiers villageois fussent l'objet d'une réhabilitation pour que les gens de HLM puissent venir y vivre une nouvelle convivialité. »

LES VILLES À LA CAMPAGNE

Le projet de M. Gaudin rappelle l'ironique dessin d'Alphonse Allais : bâtir les villes à la campagne. Il risque de faire apparaître les millions d'occupants des « barres et tours de béton » comme les survivants d'une époque révolue vouée à l'implosion, et les cités comme des aberrations destinées à être systématiquement rayées de la carte.

Le ministre a précisé qu'Alain Juppé dévoilerait lui-même, d'ici à la fin de l'année, les axes du « programme national d'intégration urbaine », déjà plusieurs fois reporté. Ces orientations seront ensuite « testées », notamment auprès des associations d'élus. On guetterait les commentaires d'Eric Raoult. « Si Jean-Claude Gaudin dit quelque chose, je dis la même chose », a prudemment assuré le ministre délégué.

Philippe Bernard

صكرا من الامل

150

Un préfet pourrait être entendu dans l'affaire du conseil général des Yvelines

Christian Dufour a été directeur général des services du département

Christian Dufour, préfet de Haute-Loire, a été placé hors cadre, le 22 novembre, au conseil des ministres. Directeur général des services du département des Yvelines de 1982 à 1984, il pourrait être entendu prochainement par le juge d'instruction versaillais chargé de l'affaire de corruption née au conseil général.

CHRISTIAN DUFOUR avait été nommé en 1976 sous-préfet de Mantes-la-Jolie. En poste durant trois ans dans cette sous-préfecture de l'ouest des Yvelines, il avait tissé de nombreux liens avec le monde socio-économique régional. C'est à cette époque qu'il avait fait la connaissance de chefs d'entreprise aujourd'hui mis en examen et écroués dans le dossier de corruption qui secoue le conseil général des Yvelines. Un conseil général dont Christian Dufour, en 1982, alors qu'il est mis en œuvre la loi de décentralisation, devient directeur général des services, à la demande du président de l'époque, Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS).

15 novembre à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), l'audition de l'ancien directeur général des services du département devenait de plus en plus probable. Restait un obstacle à lever, les enquêteurs ne cachant pas ne pas vouloir « entendre un préfet de la République en exercice » (en Haute-Loire). Après qu'il a été placé hors cadre par le conseil des ministres du 22 novembre, rien, désormais, ne s'oppose à ce que Christian Dufour soit convoqué pour s'expliquer sur ce dossier, ce qui devrait être fait dans les prochains jours. Il devra entre autres choses préciser la nature exacte de ses relations avec les chefs d'entreprise déjà mis en examen et écroués, ainsi qu'avec Claude Dumond, dont il est l'ami depuis près de vingt ans.

et télécommunications, qui s'est porté partie civile au nom du département, avoue avoir découvert récemment avec consternation : « La corruption était plus imaginaire que je ne le pensais, a-t-il indiqué le 17 novembre au cours d'une conférence de presse. Je suis tellement étranger à ce monde que j'en reste paillard. »

Pour sa part, Michel Périgard, maire RPR de Saint-Germain-en-Laye, député des Yvelines et président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, qui a siégé au conseil général de 1976 à 1989, a été entendu comme témoin mercredi matin par le juge d'instruction, après avoir révélé, dans une interview à l'édition régionale du Parisien du 17 novembre, que le système de corruption était de « notoriété publique ». Il expliquait : « A l'époque où il était prévu de reconstruire le collège Debussy à Saint-Germain, l'une des personnes aujourd'hui emprisonnées était même venue me demander quelle entreprise je souhaitais voir remporter l'appel d'offres. Face à moi étonnement, ce chef de service m'a expliqué qu'il y avait effectivement le moyen de s'arranger pour faire gagner la société de notre choix. »

Jean-Claude Pierrette

L'arrêté du maire de Pau contre la mendicité est annulé

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU a annulé, mercredi 22 novembre, l'arrêté qu'avait pris en juillet André Labarrère, député et maire (PS) de cette ville, pour limiter la mendicité ainsi que la consommation d'alcool en dehors des lieux prévus à cet effet et le maintien en position allongée de personnes ou d'animaux gênant le passage ou perturbant l'ordre public. Le tribunal palois a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, en considérant que les troubles particuliers résultant de l'attitude des SDF n'ont pas été démontrés. M. Labarrère a aussitôt annoncé qu'il prendrait deux nouveaux arrêtés interdisant la mendicité dans le centre-ville, de 9 heures à 22 heures, jusqu'au 31 mars. « Mendier est dégradant pour la personne, a-t-il commenté. J'estime avoir vis-à-vis des SDF une responsabilité que la municipalité assume avec le concours des associations et des institutions. Un accueil de jour va être ouvert, complétant les accueils de nuit existant déjà dans notre ville. » - (Corresp.)

DÉPÊCHES
■ **JUSTICE** : l'ancien maire (UDF-PR) de La Clotat, Jean-Pierre Lafond, a été mis en examen pour « détournement de fonds publics et abus de biens sociaux » après trente heures de garde à vue, mercredi 22 novembre à Marseille, par le juge Pierre Philippon, qui instruit un dossier sur la gestion de la société d'économie mixte de La Clotat. Il a été laissé libre sous contrôle judiciaire moyennant une caution de 2 millions de francs. M. Lafond, qui devrait succéder au Sénat à Jean-Claude Gaudin, nommé ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, avait déjà été mis en examen pour ingérence, en janvier, dans le cadre d'un autre dossier. - (Corresp. rég.)
■ **ÉDUCATION** : un élève de terminale est mort électrocuté, mardi 21 novembre, dans une salle de cours du lycée technique Clément-Ader d'Arthès-Mons (Essonne). Xavier Recule, dix-neuf ans, manipulait un appareil pendant un cours d'électrotechnique lorsqu'il a été frappé par une décharge de 380 volts. Une autopsie a été ordonnée. Le rectorat de Versailles a demandé une enquête administrative.

Une AirJetCard
Paris Charles de Gaulle
London City Airport
achetée,
un vol offert*.

Let's go !

* Offre valable jusqu'au 31/12/95.
Prix de l'AirJetCard de 5 vols + 1 gratuit = 6 000 F.
Information et Vente : agences de voyage
ou votre AirJetClub (1) 49 19 88 88.

AIR JET

NOUS ALLONS CHANGER LE VOYAGE AÉRIEN.

Manifestation samedi à Paris pour le droit des femmes

PLUS DE CENT VINGT organisations appellent à manifester, samedi 25 novembre à Paris de la Bastille à Richelieu-Drouot, pour « défendre les droits des femmes ». Devant l'ampleur des réactions suscitées par le gouvernement qui avait un moment envisagé de faire bénéficier les membres des commandos anti-avortement de l'amnistie présidentielle, le mouvement féministe a mis ses divisions entre parenthèses. L'appel lancé par la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac) a été relayé par les associations féminines traditionnelles (le Mouvement français pour le planning familial, l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception et celles qui militent pour la parité hommes-femmes en politique) ainsi que par différentes organisations syndicales telles que la CGT, certaines branches de la CFDT, la FSU, la FEN, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France. Le Parti socialiste, le PCF, la Ligue des droits de l'Homme, le MRAP et SOS-Racisme seront également présents.

PLUS DE 100 ACTIONS DEPUIS 1990 : « C'est le contexte général de remise en cause de la situation des femmes et la remontée de l'ordre moral qui expliquent cette mobilisation », estime Maya Sarduts, de la Cadac. Selon elle, le nombre d'actions organisées par des commandos anti-avortement a dépassé le seuil symbolique de 100 depuis 1990. Les revendications des manifestants porteront principalement sur « le droit à l'avortement et à la contraception ».

Une contre-manifestation a déjà été annoncée, au même endroit et au même moment, à l'initiative de trois mouvements anti-IVG : SOS Tout-petits, l'Alliance chrétienne et la Ligue pour la vie. Cette dernière association, créée en juin par Guilhem de Tarré, conseiller (Front national) de la région Haute-Normandie et Michel Baylet, membre du bureau politique de ce parti d'extrême droite, se veut « non confessionnelle » et demande l'abrogation de l'ensemble des lois sur l'avortement.

Michèle Aulagnori

L'Histoire chez FAYARD

Mille ans de bonheur
496 p.
150 F

La France des années 30
432 p.
180 F

Les filles de Marianne
528 p.
168 F

L'eau de neige
478 p.
170 F

L'encre et le sang
352 p.
150 F

Histoire du suicide
422 p.
150 F

LES SCHNEIDER LE CREUSOT
368 p.
350 F

HISTOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ EN FRANCE
1444 p.
490 F
Déjà paru : Tome 1° 1881-1918 1008 p., 340 F

les toutes
pour les
de cent à
cité d'in-
Les em-
et plus
x des so-
est dans
Allemagne,
en-
s'imposent
pour
destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
17ul des
sur les
rue mais
lique an
vouloir
emploi et
être exi-
des pro-
ais aussi
accueil,
se et so-
ée.

hfeld

27

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
gout offi-
pro-
séra l'un
ne prési-
Robert
à au Sé-
me que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

ÉTNE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
nt faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
un plus
ci ne
apure-
icis fi-
la mo-
que, la
aide à
rés et

DISPARITIONS

Alan Hull

Le folk-rock des rives de la Tyne

MEMBRE FONDATEUR et leader du groupe folk-rock britannique Lindisfarne, Alan Hull est décédé d'une crise cardiaque, le 19 novembre à Newcastle (Grande-Bretagne), à l'âge de cinquante ans.

Né le 14 février 1945 à Newcastle upon Tyne, ce chanteur, guitariste et auteur-compositeur, incarnait le type de la classe ouvrière de cette ville du nord-est de l'Angleterre. On retrouvait dans sa musique,

mélange chaleureux et entraînant de chansons traditionnelles et d'impact rythmique, cette convivialité apprise dans les pubs, un attachement viscéral aux rives de la Tyne et à sa culture ouvrière. Formé en 1970, Lindisfarne (du nom d'une île de la mer du Nord aux confins de l'Angleterre et de l'Ecosse) signait la même année son premier album prometteur, *Nicey Out Of Tune*, avant de connaître son premier succès un an plus tard grâce à des 45 tours, *Meet Me On*

The Corner (n° 5 en février dans les hit-parades britanniques) et *Eleonor* (n° 3 en Grande-Bretagne), tirés de *Fog On The Tyne*, demeurent leur album le plus célèbre.

En 1974, le groupe se sépare pendant cinq ans. Des tentatives avortées de carrières solo les feront se réunir à nouveau et tenir jusqu'à aujourd'hui sans que le succès d'estime des concerts et des nouveaux disques d'égale celui des débuts.

Militant actif du Parti travailliste, critique incessant des années Thatcher, Alan Hull avait également provoqué l'ire des députés conservateurs en publiant en 1983 une chanson, *Malvinas*, s'engageant contre la guerre des Malouines. Il y a quatre mois, Lindisfarne avait célébré son vingt-cinquième anniversaire en donnant un concert dans l'hôtel de ville de Newcastle.

Stéphane Davet

■ **PRIMROSE BORDIER**, célèbre pour avoir imposé un style aoilinge de maison, est morte dans un hôpital parisien, mardi 21 novembre, à l'âge de soixante-six ans. Née en 1929 à Paris, Primrose Bordier avait appris son métier de styliste dans les années 50, en travaillant chez Cosserat, chez Boussac, puis au Printemps, qu'elle quitta en 1962 pour créer son propre bureau de conseils et de style. A une époque où la couleur blanche régnait en maître sur le linge de maison, elle avait lancé une collection de draps imprimés, serviettes-éponges, torchons et nappes dans des couleurs vives. Après avoir obtenu en 1966 un contrat avec Descamps, qui sera le prétexte à l'ouverture de la première enseigne franchisée « Descamps Style Primrose Bordier », elle avait signé en 1972 la collection Lotus (nappes et serviettes en papier, gobelets et assiettes en carton), puis celle des tissus Texunion-Marinan. Son contrat d'exclusivité avec Descamps avait été rompu il y a deux ans, ce qui ne l'avait pas empêchée de poursuivre ses activités en animant son bureau de style, où elle avait notamment pour clients Le Jacquard français, les frièneries Salins et le chocolat Weiss. Primrose Bordier

était la veuve de Charles Gombault, qui fut directeur de France-Soir de 1961 à 1970.

■ **RAOUL BAYOU**, ancien député socialiste de l'Hérault, est mort, le 21 novembre, à l'âge de quatre-vingt-un ans, à l'hôpital de Béziers, des suites d'un accident de la route survenu le 11 octobre. Né le 19 juin 1914, à Cessenon (Hérault), Raoul Bayou, élu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1958 et tant que représentant de la 5^e circonscription de l'Hérault (Béziers), avait été constamment réélu jusqu'en 1986. Il s'était souvent distingué comme le défenseur des viciulteurs, participant à plusieurs reprises à des manifestations syndicales de cette catégorie professionnelle. Ancien instituteur, maire de Cessenon de 1947 à 1993, il était conseiller général de Saint-Chinian depuis 1945.

■ **MAURICE AUZEL**, champion de France des poids mi-moyens dans les années 50, est décédé, le 17 novembre, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-trois ans. Après la boxe, Maurice Auzel avait fait une carrière de second rôle au cinéma, notamment dans *Max et les ferrailleurs*, de Claude Sautet.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Florence VALABREGUE et Jean-François SYGNET ont le plaisir de faire part de la naissance de

Hadrien SYGNET, le 21 novembre 1995, à Paris.

John et Françoise WILSON ont le joie d'annoncer la naissance de leur premier petit-enfant.

Romaiza, le 21 novembre 1995, à Genève (Suisse).

Divonne-les-Bains (France), Nerken (Nouvelle-Zélande).

Décès

M. Jean Guilmier, son épouse, M. A. Cominos, sa veuve, M. l'abbé Edouard Guilmier, son beau-frère, M. Mietek Kolacznyk, M. Bernard Guilmier, ses belles-sœurs, ses neveux et nièces, ses petits-neveux et petites-nièces, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jean GAULMIER, née Janina Marija KOLACZYK.

survenu le 15 novembre 1995, en son domicile parisien et entourée des soins et de l'affection des siens, dans sa quatre-vingt-troisième année, après cinquante-cinq ans d'une totale union d'âme avec son épouse.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 18 novembre, à Charenton-le-Cher (Cher).

Prêtre de considérer la présente annonce comme un faire-part.

74, rue Desnouettes, 75015 Paris.

Chavali et Patricia Mangalo, Parents, amis et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Josiane MANGALO, née GOUZES,

survenue le 19 novembre 1995.

580, chemin de la Grande-Barque, 34150 Cugnaux.

Pierre et Jacqueline Biard-Millérioux, Leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 11 novembre 1995, de

Lucien MILLÉRIEUX, inspecteur honoraire de l'éducation nationale, Névers, 1938-1995, Paris-13^e, 1961-1971.

4, rue Dom-Deschamps, 86260 Saint-Benoît.

M. et M^{me} Francis Bordier, son frère et sa belle-sœur, Et leurs filles, Frédérique, Alexandra, Caroline, M^{me} Philippe Bordier, sa belle-sœur, Et ses enfants, M. et M^{me} Jean Sambussy, M. François Bordier, M. Cyril Baudier, Ses beaux-enfants, Nadine Aiclé-Gombault, Jean-Claude Gombault, Et sa fidèle Julia Montero, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles GOMBAULT, née Primrose BORDIER, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 21 novembre 1995.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 novembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, entrée au 3, boulevard Edgar-Quinet.

Un service religieux sera célébré ultérieurement.

Les membres du conseil d'administration et les collaborateurs de la société CDM

ont la douleur de faire part du décès de

Primrose BORDIER, directrice de bureau de style Couleurs, Dessins et Modèles,

survenu le 21 novembre 1995.

Descamps, 10, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

Julien R. Chartier, président du conseil de surveillance de la société Dollfus Mieg et C^e, Jacques Boubal, président du conseil de surveillance de la société Dollfus Mieg et C^e, Jacques Honoré et Marie-Noëlle Raimon, membres du conseil de surveillance, ont la tristesse de faire part du décès de

Primrose BORDIER, directrice de bureau de style Couleurs, Dessins et Modèles,

survenu le 21 novembre 1995.

Groupe DMC, 10, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

(Lire ci-dessus.)

Geneviève FONTAINE, née COLLIN,

est entrée dans la vie nouvelle le 20 novembre 1995.

De la part de ses enfants, Jean-Pierre et Monique Fontaine, Nicole et Michel Housin, Claude et Sylvie Fontaine, Jean-Loup et Pascale Fontaine, Bruno et Régine Fontaine, Et de ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 novembre, à 15 heures, en l'église de Vernou-sur-Seine (Seine-et-Marne).

5, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Toulouse, Gaillac.

M. Pierre Le Janou, M. et M^{me} Jacques Le Janou et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Jouffroy, M. Georges Le Janou, M. et M^{me} René Le Janou, M. et M^{me} Jacques Malet et leurs enfants, M. Christian Le Janou et ses enfants, M. et M^{me} Louis Musso, ainsi que Sophie, Alain et Laurent, Les familles Capelle, Damoran, Rouvier, Musso, Jouffroy, Plante, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel Jean LE JANNOU, officier du Mérite agricole,

survenu dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 novembre 1995, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse, suivie de l'inhumation au cimetière de Terre-Cabade dans la plus stricte intimité.

Paris, Melbourne, Elisabeth Bézard-Reicher, sa fille, Patrick Bézard, ses gendres, Alex et Bronka Skowronski, son frère et sa belle-sœur, Halina Shalit, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès, le 19 janvier 1995, de

Joanna (Pola) REICHER, née LICHTENSTEIN,

dans sa quatre-vingt-deuxième année, des suites d'une longue maladie.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 45-66-77-13

NOMINATIONS

Défense

Le général de division Jacques Baton a été élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, par le conseil des ministres du mercredi 22 novembre, et nommé commandant de la Force de réaction rapide (FAR), en remplacement du général d'armée Philippe Morillon, qui atteint la limite d'âge de son rang (cadre de réserve) au 31 décembre 1995.

(Né le 3 août 1939 à Dreux (Eure-et-Loire), Jacques Baton sert comme sous-lieutenant de réserve en Algérie lorsqu'il choisit d'entrer à Saint-Cyr en 1962. Il appartient à l'arme blindée et cavalerie. Après plusieurs postes d'état-major, il est nommé, en 1984, à la tête du 12^e régiment de cuirassiers à Müllheim. En 1989, promu général de brigade, il sera chargé des opérations à la 5^e division d'infanterie de marine, à Nantes. Chef du bureau des officiers généraux en 1991, le général Baton commandera ensuite la 6^e division légère blindée, à Nîmes, avant d'être nommé, avec le grade de général de division, en septembre 1994, inspecteur de la défense opérationnelle du territoire.)

Le général de division Bruno Elie a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 22 novembre, directeur du renseigne-

ment militaire, en remplacement du général de corps d'armée Jean Heinrich, mis à la disposition du chef d'état-major des armées.

(Né le 10 novembre 1939 au Mans (Sarthe), ancien élève de Saint-Cyr et diplômé des Langues orientales (russe), Bruno Elie appartient à l'arme blindée et cavalerie. Il a longtemps servi dans la Légion étrangère. Il a notamment commandé, en 1985-1987, le 3^e régiment de dragons (en Allemagne). Général de brigade, il a été attaché de défense auprès de l'ambassade de France à Moscou, entre 1990 et 1993, où il a vécu la fin de l'ère Gorbatchev, l'implosion de l'Union soviétique et l'arrivée au pouvoir de Boris Eltsine.)

Le conseil des ministres du mercredi 22 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.** Sont nommés : commandant les organismes de formation de l'armée de terre, le général de division Hervé Gobillard ; inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de brigade Jean Guinaud ; commandant la 10^e division blindée, le général de brigade Claude Patois ; sous-directeur « exploitation » à la direction du renseignement militaire, le général de brigade Jean Iacouel.

● **Marine.** Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral André Le Berre ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Paul Habert et Christian Martin. Est nommé directeur adjoint « opérations », à la direction du renseignement militaire, le contre-amiral Jean Viriot.

● **Armement.** Est nommé directeur adjoint « plans-logistique » à la direction du renseignement militaire, l'ingénieur général de première classe Marcel Séméria.

Aménagement du territoire

Richard Castéra, inspecteur général de l'administration, a été nommé directeur du cabinet de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration.

(Né le 21 août 1947 à Toulouse, Richard Castéra est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève

de l'École nationale d'administration.)

Le président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 novembre 1995, de

M. Romuald SZRAMKIEWICZ, professeur d'histoire du droit et des institutions, ancien vice-président de l'université.

Le directeur du département de droit, Le directeur de l'UFR de droit des affaires, La section des historiens du droit, Ses collègues enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 novembre 1995, de

M. Romuald SZRAMKIEWICZ, professeur d'histoire du droit et des institutions.

Maryline Brouard, Jacky Brouard et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pauline YODOWITZ, née MILLER,

survenu le mercredi 22 novembre 1995.

Un bus sera prévu devant l'hôpital « La Cité des Fleurs », 97, boulevard Biscan, à Neuilly-sur-Seine, vendredi 24 novembre, à 9 h 30, afin de réunir les personnes désireuses de se rendre à ses obsèques.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

Anne DELPECH DE FRAYSSINET, née CHEVALLEREAU, s'est endormie doucement le 16 novembre 1995.

Eric, ses enfants Agathe et Virgile, remercient leurs proches et amis du témoignage d'affection qu'ils ont reçu à cette occasion.

Anniversaires de décès

Il y a un anniversaire

Jeannette GOTESMAN, née BURSZTYN, Aujourd'hui son mari, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille, ses amis pouvaient tout particulièrement à elle. Nous l'aimons toujours.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres du mercredi 22 octobre a nommé Nicolas Jacquet, actuel préfet délégué pour la sécurité et la défense à Bordeaux, préfet de la Haute-Loire à la place de Christian Dufour, placé hors cadre. Nicolas Jacquet est remplacé par Bernard Fragnuau, actuellement sous-préfet de Brest. (Né le 1^{er} juin 1952 à Clémont (Cher), Nicolas Jacquet est licencié en droit et en lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques. Après avoir été inspecteur du Trésor, il entre à l'ENA. Affecté au ministère de l'Intérieur, il est, en septembre 1980, nommé chef de cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris. Il est ensuite secrétaire général de la préfecture de l'Aube. En 1983, il entre dans le groupe Charbonnages de France. En décembre 1989, il réintègre la préfecture en devenant secrétaire pour les affaires régionales du Nord-Pas-de-Calais. En novembre 1993, il est nommé sous-préfet du Havre, puis, lors du conseil des ministres du 5 juillet 1995, préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense sud-ouest, préfet d'Aquitaine et de la Gironde.)

(Né le 7 mai 1951 à Paris, Bernard Fragnuau est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Nommé, en juillet 1979, directeur du cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées, il devient, en juillet 1981, secrétaire général des Hautes-Alpes, avant d'être en poste en Polynésie française. En septembre 1985, il devient secrétaire général de la préfecture du Vaucluse, puis, en 1988, directeur du cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées. De janvier 1990 à octobre 1991, il est en poste à la direction d'Antenne 2. Ensuite, il est nommé secrétaire général pour l'administration de la police à Versailles, puis, le 4 janvier 1993, sous-préfet de Brest.)

Le conseil des ministres du mercredi 22 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.** Sont nommés : commandant les organismes de formation de l'armée de terre, le général de division Hervé Gobillard ; inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de brigade Jean Guinaud ; commandant la 10^e division blindée, le général de brigade Claude Patois ; sous-directeur « exploitation » à la direction du renseignement militaire, le général de brigade Jean Iacouel.

● **Marine.** Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral André Le Berre ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Paul Habert et Christian Martin. Est nommé directeur adjoint « opérations », à la direction du renseignement militaire, le contre-amiral Jean Viriot.

● **Armement.** Est nommé directeur adjoint « plans-logistique » à la direction du renseignement militaire, l'ingénieur général de première classe Marcel Séméria.

Aménagement du territoire

Richard Castéra, inspecteur général de l'administration, a été nommé directeur du cabinet de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration.

(Né le 21 août 1947 à Toulouse, Richard Castéra est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève

de l'École nationale d'administration.)

Le président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 novembre 1995, de

M. Romuald SZRAMKIEWICZ, professeur d'histoire du droit et des institutions, ancien vice-président de l'université.

Le directeur du département de droit, Le directeur de l'UFR de droit des affaires, La section des historiens du droit, Ses collègues enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 novembre 1995, de

M. Romuald SZRAMKIEWICZ, professeur d'histoire du droit et des institutions.

Maryline Brouard, Jacky Brouard et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pauline YODOWITZ, née MILLER,

survenu le mercredi 22 novembre 1995.

Un bus sera prévu devant l'hôpital « La Cité des Fleurs », 97, boulevard Biscan, à Neuilly-sur-Seine, vendredi 24 novembre, à 9 h 30, afin de réunir les personnes désireuses de se rendre à ses obsèques.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

Anne DELPECH DE FRAYSSINET, née CHEVALLEREAU, s'est endormie doucement le 16 novembre 1995.

Eric, ses enfants Agathe et Virgile, remercient leurs proches et amis du témoignage d'affection qu'ils ont reçu à cette occasion.

Anniversaires de décès

Il y a un anniversaire

Jeannette GOTESMAN, née BURSZTYN, Aujourd'hui son mari, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille, ses amis pouvaient tout particulièrement à elle. Nous l'aimons toujours.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Service religieux

On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré à la mémoire de

M. Charles CORRIN,

le dimanche 26 novembre 1995, à 18 heures, à la synagogue Obel-Avram, 31, rue de Montevideo, 75016 Paris.

Communications diverses

UN CADEAU ORIGINEL ET UTILE.

Après quelques semaines de privilèges, découvrez le CD de *La Première Musique des gènes* en aidant l'association GenEthics.

Mathématicien, J.-C. Perez a découvert un langage caché de l'ADN et des gènes : le supra-code de l'ADN, découverte qui unifie le vivant et réconcilie les sciences du beau et la beauté de la science. Comme l'architecture des nautiles, pignes, fleurs de tournesol, mais aussi de la *Joconde* ou des cathédrales, cette découverte repose sur le nombre d'or.

Aidez GenEthics à imposer et à appliquer ces découvertes dans les applications de cryptage numérique de l'ADN concernent le sida, le cancer ou les maladies génétiques.

Le CD est disponible contre 150 F à l'ordre de GenEthics association, BP 35, 33127 Montignies. Vous pouvez aussi adresser des dons à GenEthics, chèques libellés « Fondation de France », compte 609943, vous recevrez un reçu pour déduction fiscale de 40 % de vos dons...

Centre commémoratif de Paris : colloque : le fascisme (suite).

Dimanche 26 novembre : tables rondes.

15 heures : « Les savoirs face à la laïcité et l'humanisme : portrait d'une pensée obscure ». Emmanuel Le Roy Ladurie, Gérard Jarry, Alain Didier Weill.

18 heures : « Y a-t-il une pensée juive sur le fascisme ? ». Daniel Fureix, Rymon Krygier, Benjamin Dubaut, Philippe Haddad, Frédéric Enel.

Lundi 27 novembre : table ronde. 20 h 30 : « Le fascisme politique et religieux : relève ou danger ? », avec Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, RP Jean Dujardin, David Banon, Jamil Chérif.

PAF, renseignements et réservations au 49-95-95-92, 5, rue de Rochecouart, 75009 Paris, métro Cadet. Avec la collaboration de RCJ 94.8 FM.

L'ANCEE, Association nationale des centres de ski de fond, informe ses adhérents de la tenue de son assemblée générale, le 1^{er} décembre 1995, à partir de 9 heures, à l'hôtel Ibis de Gisors (Eure).

Droits de l'homme (cours par correspondance) Reus : CEDI, route de Trèves 6, boulevard B, 2633 Sennigerberg, Luxembourg.

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres du mercredi 22 octobre a nommé Nicolas Jacquet, actuel préfet délégué pour la sécurité et la défense à Bordeaux, préfet de la Haute-Loire à la place de Christian Dufour, placé hors cadre. Nicolas Jacquet est remplacé par Bernard Fragnuau, actuellement sous-préfet de Brest. (Né le 1^{er} juin 1952 à Clémont (Cher), Nicolas Jacquet est licencié en droit et en lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques. Après avoir été inspecteur du Trésor, il entre à l'ENA. Affecté au ministère de l'Intérieur, il est, en septembre 1980, nommé chef de cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris. Il est ensuite secrétaire général de la préfecture de l'Aube. En 1983, il entre dans le groupe Charbonnages de France. En décembre 1989, il réintègre la préfecture en devenant secrétaire pour les affaires régionales du Nord-Pas-de-Calais. En novembre 1993, il est nommé sous-préfet du Havre, puis, lors du conseil des ministres du 5 juillet 1995, préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense sud-ouest, préfet d'Aquitaine et de la Gironde.)

(Né le 7 mai 1951 à Paris, Bernard Fragnuau est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Nommé, en juillet 1979, directeur du cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées, il devient, en juillet 1981, secrétaire général des Hautes-Alpes, avant d'être en poste en Polynésie française. En septembre 1985, il devient secrétaire général de la préfecture du Vaucluse, puis, en 1988, directeur du cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées. De janvier 1990 à octobre 1991, il est en poste à la direction d'Antenne 2. Ensuite, il est nommé secrétaire général pour l'administration de la police à Versailles, puis, le 4 janvier 1993, sous-préfet de Brest.)

Le conseil des ministres du mercredi 22 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.** Sont nommés : commandant les organismes de formation de l'armée de terre, le général de division Hervé Gobillard ; inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de brigade Jean Guinaud ; commandant la 10^e division blindée, le général de brigade Claude Patois ; sous-directeur « exploitation » à la direction du renseignement militaire, le général de brigade Jean Iacouel.

● **Marine.** Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral André Le Berre ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Paul Habert et Christian Martin. Est nommé directeur adjoint « opérations », à la direction du renseignement militaire, le contre-amiral Jean Viriot.

● **Armement.** Est nommé directeur adjoint « plans-logistique » à la direction du renseignement militaire, l'ingénieur général de première classe Marcel Séméria.

Aménagement du territoire

Richard Castéra, inspecteur général de l'administration, a été nommé directeur du cabinet de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration.

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 13

HORIZONS

PORTRAIT

Christian Delorme, apôtre de la banlieue

PEUT-ÊTRE, le jour venu, rattrachera-t-il définitivement son aube de lin blanc et son omniprésent téléphone sans fil pour partager la pauvreté totale des paysans du Tamil Nadu, au sud de l'Inde. Christian Delorme, curé à Lyon, aurait pu tout aussi bien vivre parmi les Noirs des ghettos américains, dans un monastère tibétain, un camp palestinien, ou un ashram indien. Mais il y a deux choses qu'il ne peut s'empêcher d'être : prêtre et neveu. Si intrinsèquement prêtre que la croix de bois jallée de son pull-over jacquard semble superflue. Neveu comme certains sont gourmands : formidablement, presque sauvagement.

Les scouts de France avaient déjà parfaitement résumé le personnage en lui collant le totem de « zèbre bilare ». Drôle de zèbre, en effet, que ce grand échafalé âgé de quarante-quatre ans encombré de ses membres, figure médiatique de l'Eglise catholique et romaine, catalogué porte-parole des beurs. Voilà déjà douze ans que la France a découvert la haute silhouette blonde de Christian Delorme, son nez busqué et son parler vrai, lorsque, avec une poignée de jeunes issus de l'immigration, il s'est lancé dans une improbable « marche pour l'égalité », qui devait marquer l'engagement en France des enfants des travailleurs maghrébins et s'achever dans les salons de l'Elysée.

Christian Delorme n'a jamais été le curé des Minguettes, mythe qui continue de prospérer. Jeune prêtre à Saint-Fons, au sud-est de Lyon à la fin des années 70, il s'était rapidement senti très proche des enfants d'immigrés résidant dans les tours des Minguettes, une cité de Vénissieux qui jouxte sa paroisse. Pour protester contre les expulsions massives de petits délinquants algériens qui bouleversent le quartier, il choisit le mois d'avril 1981 pour entamer une grève de la faim avec le pasteur Jean Costil et le jeune Ahmed. Paris ne peut laisser mourir un curé et un pasteur. Valéry Giscard d'Estaing suspend les expulsions, François Mitterrand soutient et promet. La méthode non violente a payé. La deuxième génération de l'immigration existe. Deux ans plus tard, la « marche pour l'égalité » en sera l'apothéose.

Deux septennats et bien des révoltes de banlieue plus tard, revêtu Christian Delorme. En direct à la té-

ses références spirituelles et politiques. La blessure originelle a été très longtemps indicible. Jusqu'à l'âge de vingt et un ans, il a préféré prétendre mort un père en réalité définitivement absent. Aujourd'hui encore, il souffre d'être incapable de remplir la ligne réservée au nom du père sur les imprimés d'état civil. « Le fait de m'être senti différent m'a rendu solidaire de tous ceux qui souffrent d'infamie et d'exclusion. Je le reçois comme une richesse, lance-t-il. Quelle chance de ne pas avoir eu de père ! Certains copains sont tellement la caricature de leur ! Moi, j'ai pu choisir mon héritage. » Et de rire, mais « c'est peut-être pour se défendre ».

Enfance sans père, non sans repère. Sa mère, comptable dans une entreprise de solerie, et sa tante, professeur de musique dans un lycée catholique (« mes parents », dit-il), « vivent les valeurs chrétiennes avant de les transmettre ». Moins de cent mètres séparent l'appartement familial, au cœur du quartier populaire de La Guillotière, de la façade massive de l'église Saint-André. Pour Christian et sa sœur jumelle, la fréquentation de la messe dominicale est l'« aboutissement normal » d'une existence baignée par le souci des autres. Mais le quartier est aussi un haut lieu de la vie maghrébine à Lyon. Parmi ses souvenirs d'enfance, les histoires piénies de missionnaires persécutés en URSS et en Chine se mêlent aux scènes vécues d'arrestations humiliantes de jeunes Algériens, les « pères des beurs ». « Ma compassion pour le monde maghrébin date de la guerre d'Algérie. » A la même époque, il devore dans *Paris-Match* et *Life* les photographies de la lutte des Noirs américains. Sur Radio-Luxembourg, il apprend que Louis Lecom jette pour arracher la création d'un statut d'objecteur de conscience.

SURIMPRESSIONS d'images plus marquantes que celles d'une scolarité moyenne au lycée public Ampère. Martin Luther King est le héros de son adolescence. L'idole le déçoit lorsqu'il aperçoit, en 1966, lors de son passage à Lyon, « ce petit homme repêlé, moins noir que je ne l'imagine ». A la même époque, il rencontre Lanza Del Vasto, apôtre de la non-violence, et fréquente les prêtres du Prado, la communauté religieuse de son quartier, longtemps pépinière de soutiens à la cause de l'indépendance algérienne. Le scout Delorme devient militant antimilitariste. Au début

Sa défense des minorités a fait du curé lyonnais un porte-parole de l'Eglise des exclus. Critiqué par ses paroissiens pour ses interventions dans l'affaire Kelkal, il veut renouer le dialogue entre chrétiens et musulmans



« L'ordination m'a relié au fil d'une histoire. Cela a beaucoup joué dans ma vocation. J'avais besoin de l'imposition des mains pour exister »

l'émission, il rappelle que Khaled Kelkal est un jeune homme, « notre fils », avant d'être un présumé terroriste. Après avoir relu l'autobiographie du pasteur Luther King, son modèle, il glisse à Jacques Chirac, par médias interposés, l'idée de devenir le « Kennedy de l'intégration ». Le président se rendra à Vaulx-en-Velin. A l'heure où s'épuisent les discours des professionnels de la banlieue et où l'avenir de l'intégration s'écrit en pointillés, les micros se tendent à nouveau vers le Père Delorme. Comme vers l'abbé Pierre, sitôt qu'il commence à gélir dans les villes. « Ma foi chrétienne me donne une certaine force, explique-t-il. Si je fais une analyse froide de la situation dans les banlieues, je ne peux que désespérer. Mais je crois que l'homme peut toujours surprendre et le meilleur l'emporter sur le pire. »

Les secrets de ce rescapé du sautoir-qui-peut social tiennent à la fois de son histoire d'enfance et de

des années 70, il est l'un des piliers du Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARMI). Avec des « gauchistes chrétiens », il pénètre clandestinement dans le PC atomique du MontVerdun, est interpellé, gardé à vue, interrogé. Rebelle, mais déjà farouchement indépendant, Christian Delorme ne sera jamais vraiment un militant politique. « Je n'ai jamais pu adhérer à des propos ouvertement antibourgeois. La réalité est toujours plus compliquée. » Il sourit de s'être autrefois senti coupable de o'éprouver aucune attirance pour le marxisme, « toujours associé pour moi à des images de violence ». « Je trouvais sympas les « Mao spontex », mais je pensais toujours aux Tibétains. »

Peu à peu, il trouve l'ascendance qu'il recherche avec tant de ferveur. Il sera héritier à la fois de l'Eglise des exclus et de la non-violence médiatique. Apprenti prêtre de vingt-trois ans, il vit parmi les fa-

milles maghrébines du quartier de Gerland, accompagne la révolte des prostituées qui occupent l'église Saint-Nizier, et découvre, à Alger, le drame des jeunes beurs expulsés de France et maltraités par la police algérienne. Son ordination, en 1978, marque l'aboutissement naturel d'un parcours entre adhésion et colère. « L'Eglise m'a donné une filiation. L'ordination m'a relié au fil d'une histoire. Cela a beaucoup joué dans ma vocation. J'avais besoin de l'imposition des mains pour exister. » Le voilà héritier des apôtres par la grâce du dogme catholique. Admirateur aussi de Gandhi, dont il a tenu à rencontrer le petit-fils, Rajmohan. Une fascination pour l'hindouisme et l'amitié du dalaï-lama complètent cette riche généalogie spirituelle.

Si Christian Delorme sait apostropher la société, il n'est pas pour autant un rebelle au sein de son Eglise. Proche du cardinal Decourtray jusqu'à la disparition de celui-ci, il sait parfaitement jusqu'où il peut aller, « sans jamais mettre dans l'embarras mon évêque ». « J'adhère totalement à la conception catholique du sacerdoce », affirme-t-il. « Il a besoin de la paternité papale », constate le pasteur Jean Costil, son compagnon de combat à la Cimade depuis quinze ans.

A voir rayonner le Père Delorme parmi les séminaristes français et africains qui partagent sa vie au presbytère Saint-Michel, on le croit volontiers. Et lorsqu'il déploie ses bras géants au-dessus de l'autel, qu'il clôt les yeux pour prier, on se convainc qu'il a toujours été prêtre, librement, sans jamais avoir besoin d'expliquer ni de justifier cette évidence. « Je suis comme ça », s'excuse-t-il en évoquant ses goûts artistiques très peu ecclésiastiques : la peinture religieuse de la Renaissance, les Christ de Rouault et les scènes bibliques de Chagall, les chansons de lutte des Noirs américains, comme *We Shall Overcome* et aussi le *Boléro*, de Ravel, « la mu-

sique qui exprime le mieux ma conviction que dans l'échec il y a de l'espérance, que rien n'est jamais terminé ».

« C'est un Jésus, un curé militant. Il est reconnu comme une autorité parce qu'il y a de la vérité dans cet homme libre, mais pas la moindre recherche de pouvoir », dit encore de lui Jean Costil. Entièrement curé et seulement homme. Là réside sans doute le secret de la rare pureté de ses relations avec les milieux de l'immigration. « Je ne savais pas qu'il était curé », plaisante son ami Azouz Begag, sociologue, romancier et grand incroyant devant l'Eternel. Rebat Méhentez, fondateur de SOS-Racisme à Lyon, laïque pur et dur, admire le « curé profondément républicain » qui « n'a jamais traité qui que ce soit », même s'il lui reproche sa tolérance à l'égard des associations de jeunes musulmans.

A l'opposé de l'échiquier de l'islam lyonnais, un responsable de l'Union des jeunes musulmans (UJM) rend hommage à l'« une des rares personnes qui arrive à nous comprendre ». Dans le métro lyonnais, Christian Delorme est salué par des Maghrébins comme « l'un des nôtres ». « C'est quelqu'un qui donne, donne... », constate Fouzia Kelkal, sœur de Khaled, qui révéra « Père Delorme », l'unique soutien de sa famille peodant les épisodes de son drame.

Homme de dialogue et d'écoute, Christian Delorme est aussi un professionnel de la communication. Son faible avoué pour les médias, sa quasi-incapacité à dire « non » à un journaliste sont utilisés « pour la bonne cause ». Il rencontre Anne Sinclair, mais peut choisir de fuir les caméras pour ne pas s'afficher avec un ministre. Son flair politique lui indique le moment propice pour passer à l'action. « J'écoute beaucoup, mais il y a un moment où je fonce. » En la matière, il a un modèle : l'abbé Pierre, « qui sait utiliser les médias sans leur courir après », et une hantise, celle de se faire... « engouffrer ». Fort de son aura médiatique, le fils respectueux de l'Eglise peut se permettre de trouver « tragique » le fait que le discrédit qui entoure la parole romaine sur la sexualité ôte toute crédibilité à ses messages plutôt généreux sur l'immigration.

« Arrêtez de dispenser votre charité à ceux qui tuent »

Mais la médaille a son revers. Sanctifié par ses amis, le prophète Delorme est critiqué, voire honni par une foule de chrétiens que sa défense univoque des immigrés scandalise. Ses interventions dans l'affaire Kelkal lui ont aliéné certains de ses paroissiens et lui ont valu une volée d'appels et de lettres d'invectives. On le traite de « pousse-à-crime », d'« allié objectif des émeutiers ». « Vous vendez la France à l'islam ! », « Arrêtez de dispenser votre charité à ceux qui tuent et occupez-vous un peu plus des victimes ! », lui écrit-on sur des lettres qui commencent souvent par « Mon Père ». La cuirasse du prêtre sans peur et sans reproche se fendille alors. Christian Delorme avoue sa blessure d'être « déformé, mal compris ». Derrière le charisme du modérateur apparaît alors la solitude et le désarroi. Certains de ses proches raillent son incapacité à travailler en équipe, le risque de dérapage que lui fait courir son amour des médias. D'autres mettent en doute la légitimité de son discours sur les banlieues, venant d'un prêtre en charge de deux paroisses de centre-ville.

Le Père Delorme, chargé des relations avec l'islam par le diocèse de Lyon, se donne aujourd'hui le temps de la réflexion pour préparer un éventuel retour dans les cités. Il veut peaufiner un projet de Centre pour le dialogue entre chrétiens et musulmans, destiné à « sauver la convivialité dans les quartiers » et à promouvoir « un islam cultivé », à l'opposé de « cet islam de quatre sous, intolérant et inculte », dont les prêtres antichrétiens l'ingénierent. Telle est l'urgence de l'heure pour Christian Delorme, chercheur d'espérance de Gaza à l'Assas et de Vaulx-en-Velin au Tamil Nadu.

Philippe Bernard

E 1995 / 15

les toutes
pour les
cent à
icté d'im-
Les em-
et plus
x des so-
est dans
lemagne,
nnes en-
s impres-
rent pour
it destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
l'inf de-
sur les
rue mais
lique au
vouloir
emploi et
être exi-
des pros-
als aussi
accueilli,
se et so-
ée.

hfeld

37

ricains et
res de
s ont dé-
lendant
que offi-
est pro-
sora l'un
ne prési-
Robert
à au Sé-
rme que
ment de
semble,
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

EINE

uverne-
hirc de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
tées et

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ;
Néel-Jean Bergeron, directeur de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thomas Ferey, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besant, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Vincent Lhote, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffard, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1949), Jacques Pauvert (1949-1962),
André Laurens (1962-1982), André Fontaine (1982-1991), Jacques Lussan (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 825 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Benne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprise, Jean-Marie Colombani, président du conseil
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Tél : 206 8049
ADMINISTRATION : 1, place Méricourt 91000 EVRY-COURCOURT CEDEX
Tél : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-30 Tél : 206 3117

Faut-il armer les Bosniaques ?

Suite de la première page

Car celles-ci n'avaient, elles, aucune « République mère » à laquelle s'en remettre. A plusieurs reprises, Washington a été sur le point de décréter une levée unilatérale de cet embargo, au risque d'une crise grave avec ses alliés européens, qui menaçaient, dans cette éventualité, de retirer leurs « casques bleus » de Bosnie et prédisaient un embrasement incontrôlable du conflit.

Ces deux philosophies ont été de nouveau à l'œuvre dans l'élaboration de l'accord de Dayton. Dès le début, les Américains ont affiché leur intention d'armer les Bosniaques et de les entraîner. Démonstration avait été faite, selon eux, depuis le mois d'août, que seul un rééquilibrage des forces militaires en présence peut mettre un terme aux combats : le réarmement de la Croatie et la réorganisation des forces gouvernementales bosniaques, auxquels ils avaient contribué, avait permis les premières victoires sur l'armée serbe et l'enclenchement du processus de paix. Seul un renforcement de leur armée mettrait les Bosniaques à l'abri des agressions, lorsque la force multinationale chargée de faire respecter l'accord de paix, en tout cas sa composante américaine, quitterait la Bosnie, dans un an. Comme toujours, il s'agit à la fois, de la part des Américains, de bon sens pragmatique et de leur intérêt propre, qui est de donner les moyens de se battre aux intéressés, plutôt que d'avoir à les défendre.

Pour les Européens, l'idée qu'on allait déverser dans la région une énorme quantité d'armes avant même que l'Europe de l'accord de paix ne soit sèche était un très mauvais signal. Ils faisaient valoir qu'une telle démarche enterrerait toute possibilité de réconciliation. A la proposition américaine, ils opposaient l'idée de procéder à un « rééquilibrage par le bas » des armements dans la région. Mais au-

cun des belligérants n'était prêt à inclure dans l'accord de paix des mesures de désarmement : on imagine mal les Serbes de Bosnie allant remettre leurs armes à un gouvernement central à Sarajevo.

L'accord de Dayton prévoit donc un système assez complexe, qui donne à l'Europe une satisfaction sans doute illusoire. L'embargo sur les armes sera totalement maintenu pendant trois mois. Il ne sera maintenu que pour les armes lourdes pendant les trois mois suivants. Il sera totalement levé après ces six mois, pour autant, dit le texte de Dayton, qu'il ait été conclu un accord régional de « stabilisation » des armements. Très vite après la signature de l'accord de paix, des discussions seront engagées à cette fin, à Bonn, avec l'assistance de l'OSCE (Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe).

Cette dernière a effectivement une solide expérience en la matière, puisqu'il lui a fallu pas moins de quinze ans pour élaborer un tel accord de limitation des armements conventionnels entre les pays de l'OTAN et ceux de l'Est européen, qui n'avaient pourtant à surmonter que la guerre froide et non les séquelles d'une guerre chaude. Qui peut croire que Belgrade et Zagreb se prêteront au jeu, à seule fin de voir levé un embargo sur les armes lourdes, qui ne dérange, en fait, que les Bosniaques ? Enfin, qui négociera pour Sarajevo ? L'accord de Dayton ne pouvait même pas envisager la fusion des trois armées présentes en Bosnie (la croate, la serbe et la « bosniaque », à dominante musulmane) ; qui plus est, une telle fusion entre les forces croates et les forces gouvernementales, en principe alliées depuis 1994, n'a jamais pu être réalisée : l'état-major commun croato-musulman est resté une pure fiction.

Une fois de plus, les Européens semblent se bercer d'illusions : la Bosnie, selon toute vraisemblance, sera réarmée. Ils auront néanmoins obtenu que soit formellement préservé le droit de rêver au miracle de la réconciliation et de la renaissance de la Bosnie unitaire.

Claire Tréan

RECTIFICATIFS

PRIX LITTÉRAIRES

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre page consacrée aux « Prix littéraires, jeux d'influence et enjeux économicques » (Le Monde du 22 novembre), le National Book Award, aux Etats-Unis, n'a pas été créé en 1970, mais en 1950. Il est doté de 10 000 dollars. C'est le prix international de littérature qui fut créé en 1970 et qui est doté de 25 000 dollars.

NAVIGATION MIXTE

Une erreur s'est glissée dans l'organigramme de l'économiste Francis Marin sur la nouvelle bipolarité du capitalisme français (Le Monde du 7 novembre) : la Navigation mixte ne détient pas 10 % de la CGE, mais 10 % dans la CGEA, filiale de la Compagnie générale des eaux spécialisée dans la propreté et les transports.

MURUROA

Dans l'article intitulé « La solitude des atomocrautes français » (Le Monde daté 29-30 octobre) était écrit : « Jamais un bateau français ni un mouvement tricolore n'ont combattu dans les atolls ». En revanche, la campagne de 1995 a été marquée par la présence d'un bateau battant pavillon français, le *Kidu* (« chien noir », en breton), immatriculé à Nantes et skipperé par Frédéric Quehen. Ce voilier a été arraisonné le 3 septembre par la marine française au large de Mururoa avant d'être restitué à son propriétaire le 3 novembre.

Le Monde

EDITORIAL

La méthode Bayrou

FRANÇOIS BAYROU peut-il endiguer un mouvement étudiant, dopé par le succès des manifestations du 21 novembre, avec l'annonce d'un simple discours de la méthode ? Sans doute pas, au vu des nombreuses réactions défavorables au plan qu'il a présenté mercredi. En matière budgétaire, le ministre s'est tenu aux consignes d'Alain Juppé : pas de nouveaux crédits. Ainsi les 200 millions de francs annoncés étaient déjà programmés dans le projet de loi de finances 1996.

Pour le reste, M. Bayrou trace un cadre - « états généraux » sur l'université, envoi de médiateurs, concertation - se garantissant de définir ce qui pourrait venir le remplacer.

Début octobre, François Bayrou expliquait qu'il ne servirait à rien, par des « mesures ficelles d'avance », de jeter les étudiants dans la rue. Un projet de loi Devaquet en 1986 à la circulaire Bardet sur les IUT au printemps dernier, les protestations étudiantes s'étaient toujours faites contre des projets de réforme. Ce n'est pas le cas en cette rentrée 1995. Au-delà de revendications portant sur les conditions d'étude, les étudiants plaident pour une réorganisation d'un système qui, en l'état,

organise l'injustice entre les établissements. A leur façon, c'est bien une réforme qu'ils demandent, et ce sont des réponses claires qu'ils souhaitent à des questions traditionnelles mais urgentes : quelle nouvelle place pour l'enseignement supérieur ? Quel effort la nation est-elle prête à consentir ?

Or depuis qu'il est en charge de l'enseignement supérieur, M. Bayrou s'est bloqué de définir le projet qu'il entend mettre en œuvre. Cette panne de « contenu », sous prétexte de ne pas braquer le monde étudiant, n'a pas pour autant empêché un conflit qui entre dans sa septième semaine. Le ministre promet des réformes : statut étudiant, filière technologique et professionnelle, premiers cycles, orientation. Mais aucune proposition précise ne

vient enrichir ces classiques têtes de chapitre. Les maux de l'université sont pourtant connus. De multiples rapports ont disséminés, d'innombrables propositions ont été faites. M. Bayrou préfère croire que la lumière viendra d'« états généraux », initialement conçus sur le modèle de la vaste consultation des jeunes lancée en son temps par Edouard Balladur, dont les résultats furent aussitôt oubliés, ou de son nouveau contrat pour l'école qui a produit une loi de programmation imparfaitement respectée.

En se cantonnant à des problèmes de méthode et en jouant volontairement sur la durée, le ministre s'adresse en fait moins aux étudiants qu'à sa propre majorité. Son plan, accueilli très favorablement par les responsables du RPR, ne braquera pas dans l'immédiat la frange conservatrice de la majorité qui se refuse à prendre en compte l'évolution du paysage universitaire. Mais il retarde des échéances auxquelles le gouvernement ne pourra pas échapper. En attendant que ces clarifications politiques s'opèrent, les contestations étudiantes pourraient prendre plus d'ampleur encore. Et faire voler en éclats le calendrier et la méthode de M. Bayrou.

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

« Il s'agit plus d'une méthode Bayrou que d'une réforme Bayrou. Le ministre de l'éducation nationale ne reçoit pas de crédits supplémentaires... tout juste peut-il utiliser autrement l'argent qu'il avait déjà. Faute de ressources, il lui faut donc des idées. Celles-ci s'articulent autour de trois thèmes : dialogue, orientation, calendrier quadriennal. »

RIL

Philippe Alexandre

« Le mouvement étudiant risque d'être un obstacle difficile à franchir même quand on a, comme François Bayrou, de l'habileté. D'abord, lorsque les universités se mettent à réclamer des moyens, des crédits, des postes d'enseignants et de personnels administratifs, nul ne sait quand et comment la revendication s'arrête (...). Ensuite, en lançant des états généraux de la rénovation universitaire, le ministre s'expose, à six ou sept mois de débats, de polémiques et d'inquiétudes. »

LCI

Pierre-Luc Séguillon

« Entre le gouvernement d'Alain Juppé et les Français, il n'est plus que dialogue de sourds. Et sans doute ne peut-il y avoir que dialogue de sourds puisque le premier ministre estime avoir raison de se cramponner à une politique économique de réduction des déficits budgétaires et de partit de l'entretien du franc avec le mark, et que les seconds pensent avoir pleinement raison d'en redouter les effets douloureux sans être du tout convaincus du bien-fondé de la potion qui leur est imposée. »

Ce dialogue de sourds aboutit à un blocage social qui entraîne un blocage économique et pourrait engendrer un blocage politique. »

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

« Que les syndicats manifestent, que l'opposition tempête, rien au fond de plus normal. Ils font là tout simplement ce pour quoi ils sont faits. L'attitude de l'opinion, en revanche, doit inquiéter davantage le pouvoir. Elle semble en effet s'installer dans un refus sans ambiguïté du plan de sauvetage de la Sécurité sociale. Globalement, le plan Juppé est condamné pour deux motifs. Pour une majorité de Français, le gouvernement aurait dû trouver les moyens de sauver la Sécurité sociale par une relance de l'économie, non par une conversion à la rigueur... Le second motif, c'est, selon l'opinion, l'injustice de ce plan. »

THE TIMES

« Un refus de la Turquie serait une erreur historique (...). Les membres du Parlement européen doivent se prononcer sur le projet d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne... Un noyau de députés britanniques et de socialistes s'y oppose, souhaitant utiliser ce traité comme un levier pour obtenir une amélioration des droits de l'homme... Le rejet de cet accord serait mauvais pour la Turquie et mauvais pour l'Europe, car il renforcerait le parti islamiste du Welfare. Malgré cela, le groupe socialiste pourrait être tenté de le rejeter juste pour démontrer qu'il existe. Ce serait là un acte d'une irresponsabilité historique, et M. Blair devrait le dire. »

Les gens par Kerleroux



A MÈRE
A COMPREND
RIEN A
MODE

La « Sécu », piège ou révélateur pour les syndicats ?

Si ne planait de nouveau la menace d'une longue grève à la SNCF - comme celle qui, pendant plus de trois semaines à la fin de 1986, avait mis en difficulté Jacques Chirac -, Alain Juppé n'aurait aucune raison de boucler son plaisir. Certes, il va devoir affronter, le 24 novembre, un « vendredi noir », suivi le 28 par une grève interprofessionnelle de FO, soutenue par la seule CGT, et le 30 par de nouvelles « manifestations » étudiantes. Plus fondamentalement, il a provoqué une belle zizanie syndicale. Pour un premier ministre qui s'était mis à dos les syndicats et, surtout, leur avait permis de multiplier les signes d'une exceptionnelle unité d'action, avec la grève du 10 octobre et la déclaration commune sur la réforme de la Sécurité sociale, le résultat dépasse ses espérances. Avec son plan « Sécu », il a semé trouble et division à l'intérieur même des grandes centrales syndicales.

Aucun des deux camps ne sort indemne, qu'il s'agisse de celui des héritiers (CGT et FO), qui veulent jalousement à la préservation des principes fondateurs du syndicalisme, ou de celui des reconstituteurs (CFDT, CFE-CGC, CFTC), qui tentent, avec un inégal succès, de redéfinir le syndicalisme. L'une comme l'autre, la CGT et FO défendent la feuille de paie, la Sécurité sociale de 1945 (ou de 1967), les acquis sociaux, et refusent avec

une belle constance la flexibilité de l'emploi et tout toilettage du cndu du travail. Jacques Chirac, aux mêmes racines, chassant sur les mêmes terres - avec la concurrence de nouveaux syndicats, à la pratique radicale, comme SUD aux PIT -, elles demeurent historiquement et idéologiquement antagonistes. Le mur de Berlin est tombé, mais le mur de 1947, qui a séparé sur le terrain syndical communistes et anticommunistes, reste indestructible.

MARCHÉ DE DUPES

Malgré les apparences, les héritiers ne jouent plus sur le même terrain. La CGT a compris que, pour se refaire une santé, elle devait « impérativement s'adapter et changer » : ne plus camper sur la défense d'un monde immuable, élargir la défense des revendications à celle des exclus, réexaminer le rapport au politique, sans faire l'économie de l'examen d'une relation avec le PCF, dont elle mesure mieux tous les inconvénients, se réinsérer dans la négociation sociale, avec depuis le début de 1995 la signature de deux accords. Sur la « Sécu », elle combat la mise en cause des fondements mêmes de la protection sociale, pour éviter, en se limitant aux « menaces » sur la démocratie sociale, d'avoir l'air de défendre un statu quo qui a donné à FO un empire dont elle a été systématiquement exclue.

FO fait ainsi figure de grande perdante. Marc Blondel a joué Jacques Chirac contre Alain Juppé, comme il avait naguère joué François Mitterrand contre Michel Rocard. Il est la première victime d'un marché de dupes, ayant cru s'en sortir en troquant l'élection des administrateurs - où il n'aurait pas retrouvé le score miraculeux de 1983 - contre leur désignation, comme l'avait fait André Bergeron en 1967. La désignation s'accompagne d'une forte mise sous surveillance par le Parlement du faux partenariat qui existait jusqu'alors. Et comme le gouvernement ne pourra pas reconduire l'équilibre de 1983 (deux tiers des 129 présidences de caisses primaires pour FO), son échec consacre la fin de sa sainte alliance avec le CNPF.

M. Juppé a ainsi fait payer à M. Blondel le pilonnage systématique contre sa politique. Le CNPF adopte la même attitude, lassé par les rodomontades de M. Blondel, qui va jusqu'à signer un accord sur le temps de travail. Devant compter avec une opposition interne qui retrouve vigueur, handicapé par son alliance avec les trotskistes qui, même à la « Sécu », ne s'est pas révélée efficace, il risque d'être isolé dans son rôle de commandeur du conservatisme, incapable de mener seul des actions durables, en raison de sa faiblesse dans le secteur privé et du besoin dans lequel il se trouve

d'avoir, dans le secteur public, à une ou deux exceptions près, le renfort de la CGT ou, pour l'enseignement, des seules ennemies de la FEN et de la FSU.

A CONTRE-COURANT

Si M. Juppé peut savourer sa victoire sur M. Blondel, la neutralité ou la bienveillance du camp des reconstituteurs ne lui est pas pour autant assurée. Même si elle applaudit les réformes structurelles, la CFE-CGC a trop radicalement ses discours sur le ras-le-bol des cadres pour se muer subitement en alliée docile. La CFTC est trop hostile à la soumission des allocations familiales à l'impôt pour s'engager dans le soutien espéré.

Même pour la CFDT la partie est difficile. Elle a gagné ses galons de partenaire privilégié du gouvernement et du patronat, mais elle a perdu l'avantage que lui avait conféré son image contestataire et dérangeante. Cette culture de la contestation reste enracinée chez nombre de ses militants qui n'ont pas oublié la sanction électorale de 1983 quand elle avait durement payé, justement dans les élections à la Sécurité sociale, son image progouvernementale. Depuis, la CFDT multiplie les signaux pour ne plus apparaître comme un syndicat de gauche, alors que nombre de ses adhérents s'en réclament. Nicole Notat cultive cette image d'indépendance, en voulant montrer qu'un syndicat, surtout

lorsque son fonctionnement est démocratique, peut juger les actes d'un gouvernement sans tenir compte de sa couleur politique. Elle doit conduire sa nouvelle orientation à contre-courant de la culture contestataire de sa base, comme elle en a fait (courageusement) les frais mercredi à Paris.

En approuvant dans le plan Juppé ce qui correspond à des propositions cédétistes (assurance maladie universelle, élargissement de la CSG, etc.), elle risque de s'engager trop vite dans un soutien à des réformes structurelles qui prendront du temps et sur lesquelles rien ne dit que le gouvernement ne calera pas lorsqu'il devra passer aux actes contre une partie de son électorat juste avant les législatives de 1998.

Si elle n'a pas vocation à jouer les Jeanne d'Arc du syndicalisme, en brouillant FO hors de ses présidences de caisse, M. Notat peut tirer un profit interne d'un réel rééquilibrage du pouvoir si elle persuade ses opposants que le prix n'est pas trop élevé. Mais M. Juppé aura réussi à perturber, voire à redistribuer, la donne syndicale. Rien ne dit pourtant qu'il sera à terme gagnant. Dans un pays où le syndicalisme est si largement minoritaire et le tissu social si érodé, il ne suffit pas de diviser (habilement) les syndicats pour garantir la cohésion sociale.

Michel Noblecourt

سدا عا ال صا

Victoire de la démocratie et du communisme en Pologne

par Georges Mink et Jean-Charles Szurek

AINSI, le bastion le plus emblématique de 1989 est tombé. Avec l'échec de l'élection de Gdansk, la page de Solidarnosc est définitivement et, somme toute, rapidement tournée. L'épopée polonaise, symbolisée par Lech Walesa, ne peut plus masquer que le retour des anciens communistes en Europe centrale constitue un phénomène quasi général, structurel. Comment comprendre ce retour démocratique des anciens dictateurs ?

Les raisons doivent être saisies dans l'évolution même du communisme à l'est, dans la nature de la révolution de 1989 et dans le refus d'une épuratoire radicale de la part des anciens opposants.

Déjà, et dès 1989-1990, les observateurs s'étaient interrogés sur la nature de la césure entre l'ancien régime et le nouveau : avait-on assisté à une révolution ou non, y avait-il eu davantage de ruptures avec le socialisme réel ou de continuité ? Pour les uns, 1989 signifiait une « révolution sans révolutionnaires » (François Fejtó), pour d'autres une « révolution » (Timothy Garton Ash), pour d'autres encore une « révolution négociée » (Laszlo Bruszt).

En Hongrie et en Pologne, les deux pays qui, les premiers, avaient démantelé le système de type soviétique, c'est pacifiquement, quasiment dans la concertation, que s'était opérée la passation des pouvoirs entre les anciennes élites politiques et les nouvelles. Ces dernières s'étaient emparées, certes, du pouvoir à la faveur des premières élections démocratiques, mais les troupes des anciens partis communistes, reconverties en formations social-démocrates, étaient demeurées en place, quoique amoindries.

En fait, l'évolution même du régime communiste le conduisait déjà, par la part croissante qu'y prenait la propriété privée, vers une économie plus capitaliste. Cette évolution, tributaire par ailleurs des injonctions du Fonds monétaire international auxquelles s'étaient soumis les gouvernements communistes des années 80, imposait aussi une politique de rigueur et de sacrifices pour les populations, politiques que mettront précisément en œuvre les premiers gouvernements post (et anti) communistes. La continuité est ici entière, malgré le changement de régime et l'irruption de la démocratie et du pluralisme.

La continuité est d'autant plus prégnante que le seul geste politique qui aurait pu dessiner une rupture révolutionnaire, provoquer une catarsis sociale, a échoué. Les entreprises de décommunisation, c'est-à-dire d'épuration, ont été globalement et étonnamment raisonnables, grâce, notamment, à la sagesse des anciens opposants, les Mazowiecki, Geremek, Kis, Jelew. Tadeusz Mazowiecki a explicitement et délibérément tiré « un gros trait sur le passé » quand il était premier ministre, et Janos Kis s'illustre par les premières réunions électoralistes libres en proclamant qu'« il ne folloit pas faire comme eux ».

Les seuls pays où les « décommunisations » ont traduit un sentiment de vengeance et enflammé les imaginations sont la Tchécoslovaquie et l'ex-RDA, les deux pays qui ont eu le plus à souffrir d'un communisme résolu à tout, les cas roumain et albanais devant ici être traités à part. Mais même dans ces pays les épurations, comparées à celles d'autres pays où à ce qu'elles au-

raient pu être, ont été limitées. Souvent, d'ailleurs, une fois passée l'aspiration initiale à la justice, l'entreprise de décommunisation a été instrumentalisée, servant d'arme politique pour les enjeux de pouvoir, comme ce fut le cas en Pologne dans le camp de Solidarité en 1992 (tentative démagogique d'épuration du premier ministre Jan Olszewski qui coûta à celui-ci son poste et allait jusqu'à englober Lech Walesa).

Il en est résulté une singularité et complexe amnésie à l'égard du communisme. En Lituanie d'abord, en Pologne et en Hongrie après, la majorité des électeurs refusèrent une approche mani-

li a réussi à faire admettre qu'il avait été un vecteur de progrès, une entreprise qui avait su industrialiser et urbaniser des pays agricoles peu développés et que, fonctionnant désormais dans les conditions des règles démocratiques, il demeurerait le social par excellence, bien davantage que les autres partis, ex-général perçus comme corporatistes (tels les partis paysans, par exemple).

L'homme de morale, le film d'Andrzej Wajda sur le stalinisme, illustre bien cet attachement de l'enfant du régime à la construction du social, mais aussi à la liberté (L'Homme de fer), cette liberté qu'il va conquérir avec Solidar-

En montrant le caractère exclusivement instrumental de la démarche décommunisatrice, Walesa est apparu diviseur et conservateur

chéenne du passé communiste, suivant en cela les héritiers du communisme. Cette majorité refusa d'identifier le socialisme réel exclusivement à une période noire des histoires nationales. Une telle approche n'aurait rendu compte ni des mobilités ascendantes (au moins pour une génération), ni de sa diversité, la façade du communisme cachant des entreprises de réformes (Pologne, Hongrie), des combats en faveur d'une indépendance accrue à l'égard de Moscou (Algerias Brazzaville, le président lituanien), des ouvertures vers l'Ouest (Pologne, Hongrie).

Le legs et la force du communisme, c'est que, une fois disparu,

nosc en 1980, puis en 1989. Mais, précisément, la liberté conquise met d'autant mieux en valeur son attachement aux « acquis du socialisme ».

Solidarité, ou ce qu'il en reste, revendiquait toujours, depuis la chute du communisme, la lutte contre l'« Etat-patron », contre le capitalisme. Telles sont les valeurs dominantes du monde ouvrier qui donne ses suffrages non plus à Solidarité, devenue une organisation mi-politique mi-syndicale, mais au Parti communiste transformé en organisation social-démocrate.

L'impossibilité d'une décommunisation en profondeur accompagnant une amnésie relative quant aux crimes commis sous le communisme, celui-ci peut se targuer désormais de son « bilan ». Il

est de plus en plus fréquent d'entendre parler, en Hongrie et en Pologne, de l'« âge d'or » de Kadar ou de Giermek. Le communisme agirait ainsi - en partie - comme un référent identitaire : il a façonné au moins deux générations qui, bien que l'ayant moralement combattu, en sont issues et en ont accepté certaines valeurs : nier le communisme nu le réduire à un tout négatif serait alors se nier soi-même.

Devenu clairement social-démocrate, reniant explicitement son passé bolchevique, l'assumant que l'héritage social des années 1944-1989, le néo-communisme parvient désormais à se poser en option d'autant plus moderne que le camp de Walesa est resté symboliquement installé dans les combats anticomunistes d'hier. Il est symptomatique que ce soient surtout les jeunes qui, peu intéressés, selon de récentes enquêtes, par le « passé », aient voté pour Alexandre Kwasniewski, sensibles à ses mots d'ordre, « choisissons l'avenir » ou « le choix n'est plus entre Solidarnosc et le communisme mais entre la compétence et son contrôle ». Soutenu par l'Eglise, revendiquant la lutte contre l'avortement, pourchassant les « rouges » (« les assassins n'ont pas fait leur examen de conscience et se promènent dans la rue ») - alors qu'il n'a rien fait contre eux depuis son accession au pouvoir, montrant ainsi le caractère exclusivement instrumental de la démarche décommunisatrice -, Walesa est apparu diviseur et conservateur.

Pour l'ancienne opposition, le réveil est aujourd'hui cruel, car c'est au nom de ses propres valeurs que le corps électoral lui a infligé la défaite. Au oom de la démocratie, pour laquelle elle a si longtemps combattu. Au oom

d'une certaine idée de la justice, puisqu'elle a refusé, et cela l'honneur, une épuratoire qui aurait été nécessairement aveugle. De ce fait, elle a fait le lit et légitimé l'existence politique des anciens communistes, qui, quant à eux, ne se sont guère livrés à l'introspection attendue, estimant que l'abandon du pouvoir suffisait. Certains de ces anciens opposants légendaires de Solidarnosc auraient aimé remettre en cause la politique de non-épuratoire. Mais, sauf à verser « dans un passé qui ne passera jamais », il est trop tard. Tel est le prix précieux de la démocratie, si amer soit-il.

Mais c'est aussi une victoire du communisme, au sens où il a bouleversé, modifié les structures sociales qu'il a trouvées (et violées) en 1944, d'un communisme qui a urbanisé, industrialisé, « ouvrierisé » le pays, créant, comme le montrent les enquêtes sociologiques les plus récentes, une élite technocratique compétente, hier la nomenklatura honnie, aujourd'hui ces fameuses classes moyennes dont le pays a besoin et dans lesquelles il se reconnaît, toute morale mise à part, car il faut adhérer à l'Union européenne, à l'OTAN, et qu'il y faut tous les atouts du modernisme.

L'appui massif apporté par la jeunesse de moins de trente ans à Alexandre Kwasniewski - une jeunesse sans mémoire ? - montre que cette social-démocratie issue du communisme, qui a tout intérêt à se dépeupler de l'ancien « appareil », constitue désormais un pôle alternatif libéral et social incontournable, sinon central, de l'après-communisme.

Georges Mink et Jean-Charles Szurek sont chercheurs au CNRS.

les toutes pour les de cent à icté d'im- Les em- es et plus x des so- dans l'emagne, nnes en- s impres- ent pour it destiné pas aux créateurs

ain sur la i lui des sur les rme mais ille au vouloir mploi et être exi- des pro- als aussi l'accueil, le et so- ée.

hfeld

De Nuremberg à La Haye : une promesse non tenue

par Michel Zaoui

L'ONU fête ses cinquante ans, chiffre symbolique que l'ONU voudrait synonyme de maturité. Mais cette qualité s'applique-t-elle à l'ONU ? Rien n'est moins sûr lorsque l'on constate que nombre de ses initiatives, portées d'espoirs à leur naissance, provoquent déceptions et découragements. Et ce n'est pas seulement parce que certains Etats membres ne respectent pas leurs obligations financières que l'Organisation ne parvient pas à acquiescer une véritable crédibilité.

Certes, la création par le Conseil de sécurité, le 25 mai 1993, du tribunal international devant juger les auteurs des crimes commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie a représenté une initiative remarquable. Tout en se référant à cette sorte d'acquis du droit international que constitue le tribunal de Nuremberg, cette juridiction était censée réaliser un authentique progrès.

Car il ne s'agit plus d'une justice rendue par les vainqueurs, mais d'une justice plus sereine rendue par l'ensemble de la communauté internationale et dont les procédures sont mises en action non plus à l'issue du conflit mais pendant les hostilités. Procédures rendues d'autant plus efficaces et rapides qu'elles émanent du Conseil de sécurité. Mais on doit se demander si ces avancées ne dissimulent pas de nombreuses régressions.

Tout d'abord ce tribunal doit juger les seules personnes physiques et non pas également des organisations ou des groupements. Ce qui signifie que les milices serbes comme celle d'Arkan ne seront jamais jugées en tant qu'organisations criminelles. Ensuite, les crimes punissables aujourd'hui ne représentent qu'une partie de ceux qui rentrent dans la compétence de Nuremberg : si ce nouveau tribunal doit en effet juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, il n'aura pas à juger les crimes contre le statut du tribunal de Nuremberg, en « la direction, la préparation, la déclenche-

ment ou la poursuite d'une guerre d'agression ou d'une guerre en violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent ».

La reconnaissance du crime contre la paix revient à transposer sur le plan international, ce qui apparaît aux citoyens d'une nation comme l'accomplissement même de l'œuvre de justice. Alors qu'à La Haye les juges, habilités selon l'article premier à connaître seulement « des personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie », n'auront pas à juger les crimes contre la paix mais seulement les « criminels de terrain ».

Il est vrai que l'article 7 punit ceux qui ont aidé ou incité à

slavie, on ne peut pas aujourd'hui sérieusement contester que les dirigeants de Belgrade, auxquels sont totalement imputés ceux que l'on a appelés les Bosno-Serbes, soient totalement responsables de la captation de 30 % de la Croatie et de plus de la moitié de la Bosnie, pays internationalement reconnus. Et si certains contestent qu'il s'agit là de crimes contre la paix, ne serait-ce pas justement à ce tribunal de dire si une telle agression a bien eu lieu, et d'en désigner les auteurs ? C'est à cette condition que l'ONU aurait pu se dégager des intérêts politiques des Etats, donner son plein sens à la notion de justice internationale et devenir enfin crédible.

Mais il faut mener la critique plus avant. Comment l'ONU peut-elle prétendre se doter d'un véritable tribunal international si la règle élémentaire de la séparation

pouvaient, d'une part, juger les crimes contre la paix et, d'autre part, s'appuyer sur le principe de la séparation des pouvoirs, ils imposeraient aux négociateurs de l'ONU le respect de leurs sentances. Par voie de conséquence, un certain nombre de responsables politiques auraient dû être alors exclus de la négociation car poursuivis judiciairement.

Juger ces crimes pendant le conflit ne représente donc pas nécessairement un progrès. On peut hélas concevoir que s'impose progressivement l'idée d'une amnistie générale, amnistie qui eût été impossible si ces crimes avaient été jugés à l'issue du conflit. Si les juges de La Haye avaient la pleine compétence des juges de Nuremberg, quelle leçon d'espérance pour l'avenir ! Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sanctionnant un Etat n'aura jamais l'efficacité symbolique d'une décision de justice condamnant les responsables de cet Etat, voire l'Etat lui-même.

Tant qu'un tribunal émanant de l'ONU décidera de l'intérêt supérieur de l'humanité dans des conditions qui ne sont pas soutenues par les règles élémentaires qui régissent le droit des Etats particuliers, justice ne sera pas rendue. Cinquante ans après la création d'une organisation si riche de promesses, il n'est pas acceptable que ces règles fondamentales qui permettent le fonctionnement d'un Etat singulier deviennent lettre morte quand il s'agit de la collectivité des Etats. Force est de constater que le tribunal de La Haye témoigne d'une régression manifeste par rapport au tribunal de Nuremberg.

La Haye ou les équivoques de la paix... Parce qu'elle méconnaît le crime contre la paix, tout en faisant de la paix son souci majeur, l'Organisation internationale des Nations unies, qui avait déjà fabriqué l'alibi humanitaire, aura créé, avec ce tribunal, l'alibi judiciaire. Triste anniversaire.

Michel Zaoui est avocat ou barreau de Paris.

L'absurde lutte des classes entre universités

par Didier Raoult

ETUDIANTS en colère et présidents d'universités récentes ou à prédominance littéraire manifestent leur désarroi devant une insuffisance de moyens authentifiée par un tableau diffusé par M. Bardet, ex-directeur de l'enseignement supérieur. Ce tableau a été réalisé et additionné les moyens de toutes les universités, en les divisant par le nombre d'étudiants, ce qui a permis de définir la dotation moyenne par étudiant et par cycle en argent et en enseignants. Appliquée à l'ensemble des universités, cette moyenne montre que certaines universités sont en dessous et d'autres au-dessus de la moyenne.

Tout le combat, qui prend maintenant l'allure d'une lutte des classes entre universités riches (les universités médicales et scientifiques) et les universités pauvres (les universités récentes et celles à prédominance sciences sociales et humaines), est basé sur l'acceptation de ces critères. Je refuse totalement la validité de ces critères.

Premièrement, ils négligent la moitié de la fonction des universités, qui est la recherche. Ce n'est donc pas par hasard qu'ont été retirés, en 1994 et en 1995, des postes d'enseignants dans les universités scientifiques et médicales les plus prestigieuses du pays en termes de recherche. Deuxièmement, ils mettent les universités devant une situation impossible : celle d'accepter tous les étudiants bacheliers en diminuant le financement global par étudiant.

Il faudra bien comprendre qu'en utilisant les seuls critères du nombre d'étudiants, qu'en sous-évaluant le coût du troisième cycle universitaire, qu'en donnant un financement aux universités situées, pour le premier cycle, entre 30 % et 50 % de celui donné aux lycées pour les mêmes fonctions (BTS et préparations) et, pour le deuxième cycle, situé entre 20 % et 60 % de ce qui est donné aux écoles nationales pour les mêmes fonctions, l'uni-

versité - de soubresaut en soubresaut - se paupérise jusqu'à devenir le lieu d'études de ceux qui n'auront pu aller ailleurs.

Quand demandera-t-on à la nation son avis sur ce que l'on doit payer pour l'université et qui doit le payer, sur la participation des étudiants ? Est-il légitime que le nombre d'étudiants par enseignant ne cesse de baisser dans l'enseignement secondaire de l'éducation nationale et ne cesse d'augmenter dans les universités ? Sait-on que le financement moyen d'un élève du secondaire est le double de celui d'un étudiant d'université ?

Il faudra bien comprendre que l'université va finir par se paupériser jusqu'à devenir le lieu d'études de ceux qui n'auront pu aller ailleurs

Pour sortir de la terreur qu'inspire au gouvernement l'éducation nationale, quand demandera-t-on son avis au pays ? Le président de la République, Jacques Chirac, nous a promis un référendum qui, seul, nous sortira des puissants corporatismes et de l'immobilisme actuel qui contraint, année après année, à céder aux revendications les plus pressantes et spoliant les plus anciennes universités, bien qu'elles continuent à faire face à une augmentation d'effectif, au risque de compromettre certains des intérêts vitaux de la nation, et singulièrement de la recherche universitaire.

Didier Raoult est président de l'université de la Méditerranée (Aix-Marseille II).

27

icaïns et res de la s ont dé- tendant que offi- sera l'un e prési- Robert é au Sé- rme que ment de ssemble. nent qui est une i liberté, acun de x.

UNE

uverne- hira de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même a qu'à

es so- malne, as mé- er qu'il mes. Il m plus ci ne apure- licts fi- la mo- que, la l'alde à rités et

L'Etat coûte cher à la SNCF

par Jean Sivardière

Troisième contrat de plan Etat-SNCF: comme en 1984 et 1989, on ne parle que de contraction du réseau ferroviaire et des effectifs cheminots, de recentrage sur les activités directement rentables pour la SNCF. Aucun scénario n'envisage un redéploiement du rail. C'est la logique des techno-comptables de Bercy. Elle l'emporte sur les intentions du chef de l'Etat, qui affirmait il y a peu: «Il faut abandonner la gestion notariale qui ne considère que les données comptables.»

Cette approche est anachronique. Les grands axes routiers et les aéroports sont saturés; leurs riverains sont lassés des nuisances insupportables qui leur sont imposées; les automobilistes s'inquiètent du danger des poids lourds omniprésents sur les routes. Par ailleurs, les techniques ferroviaires se sont remarquablement modernisées et diversifiées depuis une dizaine d'années, élargissant le créneau de pertinence du rail.

Or son avenir est aujourd'hui sérieusement en danger. Que lui reproche-t-on? Son coût excessif. L'accusation est mal fondée. Parlons tout d'abord des 6 000 kilomètres de lignes dont la fermeture est envisagée... juste après le vote d'une loi volontariste sur l'aménagement du territoire. Le président de la SNCF refuse, nous dit-il, tout «acharnement thérapeutique». C'est oublier que la SNCF n'a jamais mis en œuvre la moindre réforme.

Depuis des décennies, il n'y a eu sur les lignes dites à tort «secondaires» ni investissement ni effort commercial; les performances se sont dégradées faute d'entretien, et les méthodes d'exploitation, lourdes et coûteuses, n'ont pas évolué d'un iota.

La SNCF s'est contentée, au coup par coup, de transferts sur route: l'évolution démographique rendait certains d'entre eux inévitables mais, le plus souvent, il s'agissait d'une solution de facilité. Ce sont au-

Il faut apurer toute la dette. On a bien trouvé 100 milliards pour le Lyonnais, 11 pour Bull et 20 pour Air France

jourd'hui des lignes régionales et interrégionales importantes qui sont visées. C'est la cohérence du réseau qui est mise en cause.

L'expérience conduite avec succès par un exploitant privé, la CFTA, sur deux lignes de Bretagne à faible trafic potentiel l'a démontré: grâce à un matériel adapté, un personnel polyvalent et une bonne promotion commerciale, on peut accroître sensiblement l'offre et la fréquentation tout en diminuant les coûts. Ce n'est pas le rail en soi qui coûte cher, c'est la SNCF.

La réforme Haenel, en transformant les régions en autorités organisatrices des transports régionaux, va rapprocher judicieusement décideurs et usagers: si la SNCF veut abandonner une ligne, la ou les régions concernées doivent, avant tout transfert sur route, l'obliger à l'affermier à un exploitant moins coûteux et plus attentif aux besoins des voyageurs et des entreprises.

Venons-en à la contribution publique annuelle au fonctionnement de la SNCF. Le véritable coût de fonctionnement du rail pour l'Etat, et accessoirement les régions, n'est pas de 50 milliards - chiffre régulièrement cité avec insistance, voire complaisance - mais de 20: 6 pour les services régionaux, 3 pour ceux d'Ile-de-France et 11 pour les charges d'infrastructure.

Les 18 milliards destinés aux retraites des cheminots et les 4 milliards versés par l'Etat au service annexe d'amortissement de la

dette concernent le passé. Comme les précédents, les 8 autres milliards consacrés par l'Etat aux tarifs sociaux n'ont rien à voir avec le coût du fonctionnement actuel du rail.

Malgré cette contribution publique, la SNCF est en déficit: sans doute plus de 11 milliards cette année. Faut-il s'en étonner? Actionnaire unique de la SNCF et responsable de la politique des transports, l'Etat a un comportement incertain.

Sans le TGV, la SNCF aurait perdu pied face à la concurrence aérienne et autoroutière. L'Etat l'a poussée à investir massivement et à un rythme très rapide dans le réseau TGV, mais, à l'exception d'une subvention de 30 % accordée au TGV-Atlantique, sans lui apporter les capitaux nécessaires. La SNCF est aujourd'hui écrasée par une dette de 175 milliards. On comprend l'amertume des cheminots: sans ses frais financiers de 14 milliards, elle serait bénéficiaire.

Le rail est le seul mode de transport en concurrence avec tous les autres. Les conditions dans lesquelles s'exerce cette concurrence sont donc cruciales. Or les transporteurs routiers n'assument que pour moitié environ leurs charges d'infrastructures et prennent de sérieuses libertés avec la législation du travail et le code de la route. La sous-tarification du transport routier qui en résulte fait perdre à la SNCF quelques milliards de recettes par an et freine l'essor du transport combiné.

Enfin, le développement accéléré du réseau autoroutier, sans le moindre souci de rentabilité, comme l'a fait observer la Cour des comptes, contribue à déstabiliser le rail en encourageant à l'excès les déplacements routiers, sans parler des primes à l'achat de voitures neuves.

La SNCF coûte cher à l'Etat, c'est vrai, mais l'Etat coûte cher à la SNCF. Il est légitime que l'Etat exige de la SNCF la réforme de ses structures, la maîtrise de ses coûts (ce qui peut impliquer certaines adaptations du statut des cheminots), l'accentuation et l'adaptation de ses efforts commerciaux. Mais la remise en ordre doit concerner aussi la politique de l'Etat: les changements d'ordre institutionnel ne peuvent suffire.

L'Etat doit apurer intégralement la dette de la SNCF, qui, pour l'essentiel, ne résulte pas d'erreurs de gestion de l'exploitant mais des carences de l'actionnaire. Cela a été fait en Allemagne au prix d'une forte augmentation des taxes sur les carburants. On a bien trouvé 100 milliards pour le Crédit lyonnais, 11 pour Bull et 20 pour Air France.

L'Etat et les régions doivent mieux prendre en charge le financement des infrastructures ferroviaires: il est anormal que le réseau classique de la SNCF souffre de sous-investissement depuis des années alors qu'on dépense sans compter pour les routes (83 % des investissements des collectivités locales pour les déplacements leur sont consacrés).

Des conditions équitables de concurrence doivent être établies entre le rail et la route. L'écart actuel des taxations du gazole et de l'essence n'a aucune justification économique. Il doit disparaître progressivement car il prive l'Etat des ressources nécessaires pour relancer le rail.

Plus généralement, chaque mode de transport doit acquitter ses coûts écologiques et sociaux. L'ordre de grandeur de ceux-ci pour la route est connu (3 % du PIB). Faudra-t-il attendre leur estimation au centime près pour qu'on en tienne compte dans la tarification et qu'on valorise enfin les qualités du rail: faible consommation d'espace et d'énergie, sécurité, nuisances réduites?

Jean Sivardière est président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) et membre du Conseil national des transports.

Refonder le consensus sur la dissuasion nucléaire

par Pascal Boniface et François Thual

La décision de mettre fin au moratoire et de procéder à une série d'essais annoncée le 13 juin par le président Chirac a suscité de très vifs débats à l'intérieur et au dehors de nos frontières. En France, les réactions positives ou négatives ont été fort nombreuses. Il n'est pas exagéré de dire que jamais depuis la sortie des organismes militaires intégrés de l'OTAN en 1966 un sujet d'ordre stratégique n'a suscité une polémique d'une telle ampleur.

Les auteurs de ces lignes n'ont pas la même position sur la série d'essais nucléaires en cours. L'un de nous l'approuve, l'autre la juge regrettable. Nous avons par ailleurs voté pour des candidats différents lors de la dernière élection présidentielle. Pour autant, nous partageons la conviction que, au-delà de ce débat sur les essais, les bases d'un nouveau consensus sur la dissuasion nucléaire existent. Ce consensus peut se dégager entre l'ensemble des grandes formations politiques gouvernementales - qu'elles soient aujourd'hui au pouvoir ou dans l'opposition -, dont seuls semblent s'exclure les partis de type protestataire.

Les bases de ce nouveau consensus reposent sur trois points, qui étaient encore contestés il y a peu.

Le premier est que la dissuasion nucléaire demeure indispensable pour la sécurité de la France. Les prophètes d'un monde post-nucléaire - il y en a de tous bords - peuvent se repentir. La disparition de l'URSS a certes fait qu'il n'y a plus aujourd'hui de menace militaire sur notre territoire. Les conflits récents dans lesquels la France a été impliquée d'une façon ou d'une autre (guerre du Golfe, ex-Yougoslavie) ne sont pas de nature à faire jouer la dissuasion nucléaire. Ils se produisent sur des théâtres extérieurs sur lesquels les armes nucléaires n'ont jamais été - pas plus avant qu'après la chute du mur de Berlin - opérantes.

La dissuasion n'a jamais été conçue comme une réponse à tous les défis militaires. Sa fonction unique mais essentielle est de garantir notre intégrité territoriale et les intérêts jugés vitaux par le président de la République. C'est l'essence d'une politique de défense. Or, qui pourrait dire aujourd'hui que nous n'avons plus besoin de défense?

Tant que la France aura un territoire et des intérêts fondamentaux à protéger, la dissuasion nucléaire en sera l'ultime garantie. Si le premier point du nouveau consensus porte sur le principe de la dissuasion, le second porte sur sa nature.

Nous nous réjouissons de voir que les concepts d'utilisation des armes nucléaires - qui ont eu des adeptes aussi bien à gauche qu'à droite - ne sont plus en vogue. Les dissuasions du fort au fort, du fort au faible, les menaces de frappes dites chirurgicales, la volonté de mettre au point des armes nucléaires miniaturisées pour faire des frappes dites décapitantes, ont été solennellement condamnées par le président de la République.

Le débat en cours aura eu le mérite de mettre fin à des théories dangereuses

Une frontière très nette entre les armes conventionnelles et les armes nucléaires doit être fixée de façon éternelle. Les premières peuvent avoir les caractéristiques de précision évoquées plus haut parce que leur but est d'être utilisées pour un conflit. Les secondes au contraire doivent empêcher le déclenchement. Il faut donc éviter de les «domestiquer» pour les

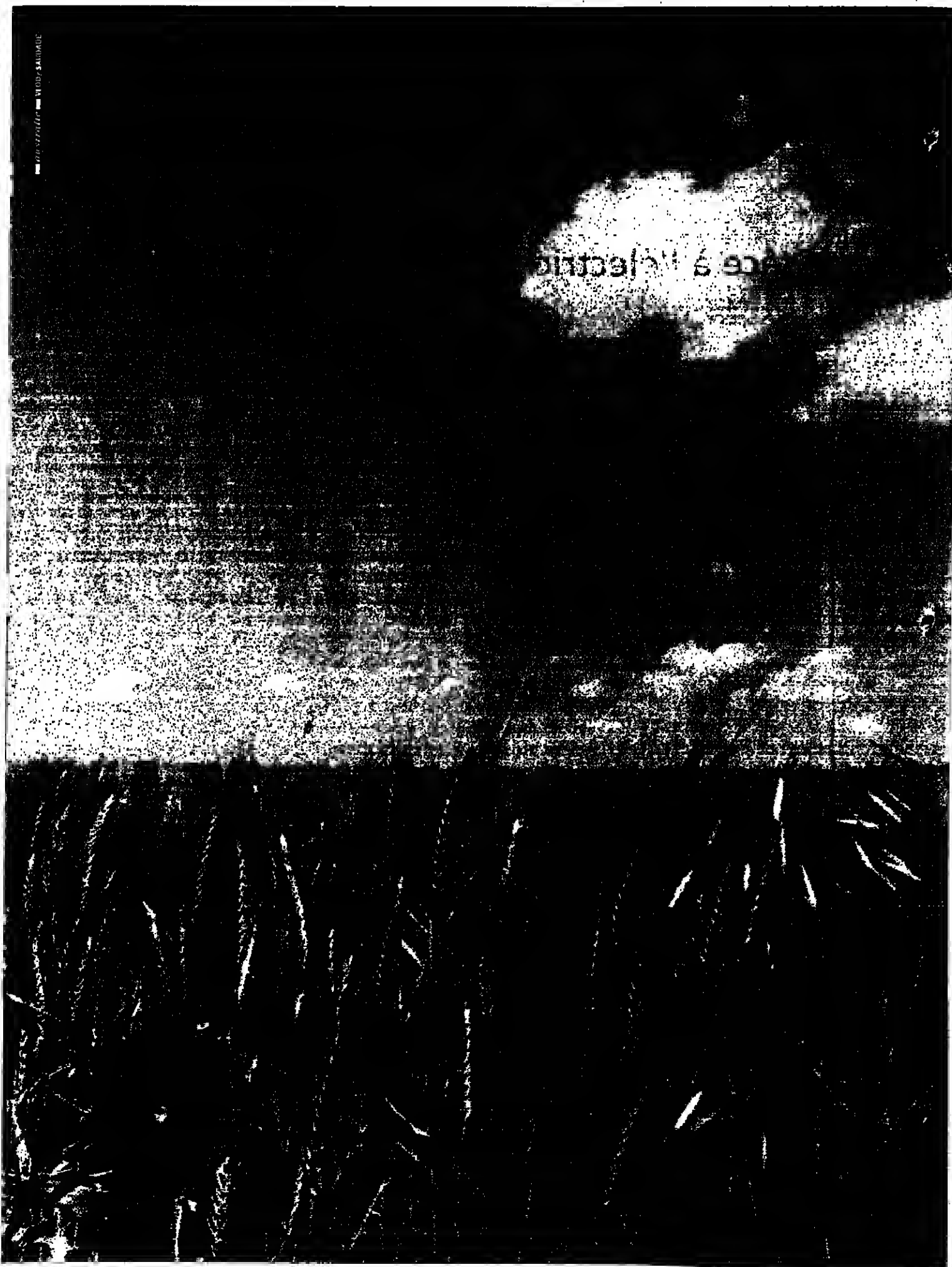
rendre plus facilement utilisables.

Ce débat sur les essais nucléaires aura eu le mérite de mettre fin à ces théories dangereuses voire délirantes.

Enfin, l'articulation entre la force nucléaire française et la défense européenne est désormais admise par tous les partisans de la dissuasion. L'objectif est fixé. Sa réalisation, ses conditions et son calendrier peuvent être débattus. Il nous paraît clair que ce processus est souhaitable pour la France: celle-ci ne peut donner l'impression d'être «nucléairement» égoïste. La France ne peut vouloir à la fois demeurer une puissance nucléaire et appeler à la construction d'une identité européenne de défense sans établir un lien entre les deux. C'est souhaitable pour l'Europe.

Sans dissuasion européenne, il n'y a pas de véritable défense européenne et donc pas de véritable Europe. Enfin, ce processus viendra couronner la construction de l'Europe politique et de la défense commune, mais ne peut, évidemment, la précéder.

Pascal Boniface et **François Thual** sont respectivement directeur et membre de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) de l'université Paris-Nord.



صحنه من الامم

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995

Oswald, le mort mis à nu

Norman Mailer est de retour.
A sa manière : démesurée.
Avec une « folle » enquête
sur l'assassinat de Kennedy

OSWALD
UN MYSTÈRE AMÉRICAIN
(Oswald's Tale
An American Mystery)
de Norman Mailer.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pierre Grandjean,
Flon, coll. « Feux croisés »,
670 p., 168 F.

Il venait d'avoir vingt-quatre ans, ce jeune homme du Sud prénommé Lee, en souvenir du général Lee Oswald. Personne ne faisait attention à lui, ce matin-là. Dallas (Texas) attendait le séduisant et charismatique président des États-Unis, John Fitzgerald Kennedy. C'était il y a tout juste trente-deux ans, le vendredi 22 novembre 1963. Lee Oswald rêvait d'avoir un destin.

Il allait l'avoir. Il voulait être connu. Il allait être mêlé à une tragédie et léguer au monde entier un mystère. Mais il n'avait plus que deux jours à vivre.

Les images, brouillées, d'un mauvais film d'amateur sont célèbres. Il est un peu plus de midi quand la limousine présidentielle ralentit, en tournant dans Main Street. Le président lève la main, la porte à sa tête et s'écroule. Une silhouette en rose, Jackie Kennedy, rampe vers l'arrière de la voiture. Le président ne survivra pas. On arrête Lee Harvey Oswald. Deux jours plus tard, il est abattu par Jack Ruby, qui affirme avoir voulu débarrasser le monde de ce « taré ».

Depuis trente ans donc, livres, films, journaux, télévisions n'ont cessé de chercher les raisons de

la mort de « JFK », de mettre en doute la culpabilité d'Oswald, de vouloir trouver « le » seos de l'épisode de Dallas, en identifiant les commanditaires du crime. Parmi les très beaux textes suscités par ce sujet, il faut rappeler le roman *Libra* de Don DeLillo (1), et son exploration subtile du complot ayant conduit à la mort de Kennedy. Il était fatal qu'un jour vienne le tour de Norman Mailer. On peut même s'étonner qu'il ait attendu d'être septuagénaire pour se saisir de cette affaire. Norman Mailer, grand écrivain américain, est célèbre pour ses empoignades avec l'Amérique et tout ce qu'elle véhicule de conventions, de conformisme et de puritanisme. Il fut explosif et tonitruant, six fois marié, neuf fois père, un peu boteur, une fois candidat à la mairie de New York, ardent adversaire du « politiquement correct » avant même que celui-ci ne soit formalisé.

On pouvait attendre de Mailer une monumentale construction sur « la machination qui a tué Kennedy ». Il fait l'ab-

solu contraire, en choisissant de s'intéresser au seul Oswald, dans un gros livre, une enquête « folle » à force d'être minutieuse. Avec Lawrence Schiller, qui avait déjà travaillé avec lui sur Gary Gilmore (2), Mailer a eu accès aux archives du KGB sur les deux ans passés par Oswald à Minsk (où il a rencontré celle qui est devenue sa femme, Marina), documents auxquels il a ajouté des entretiens avec ceux qui avaient connu Oswald à l'époque. Cette première partie, « Oswald et Marina à Minsk », est un livre en soi, qui a beau-



COURTESY BELMONT & GARY

coup plus aux Américains, si peu informés de la vie à l'Est. La seconde partie, « Oswald en Amérique », a été critiquée de manière plus négative. Les informations y sont moins neuves, mais c'est comme on trouve dans tout livre, où Mailer, enfin, formule des hypothèses – ce que l'Amérique n'aime guère. « Je tiens à insister sur la qualité de "document" de ce livre. Rien n'y est romancé », précise Norman Mailer si on lui demande comment le romancier en lui intervient dans cette histoire. C'est pourtant le roman d'Oswald, ce *Mystère américain* (que Mailer aurait appelé *Une tragédie américaine*, s'il n'y avait eu, en 1925, le fameux livre de Theodore Dreiser) : la fabrication, par Mailer, d'un héros tragique, en lieu et place du « minable » Lee Harvey Oswald. Et c'est aux romanciers russes que Mailer rêve de se mesurer : « Il ne faudrait pas me pousser beaucoup pour que je dise qu'an n'a rien écrit de mieux que

l'œuvre de Dostoïevski et celle de Tolstoï. » Mailer a-t-il enfin trouvé « son » meurtrier, son Raskolnikov ? Peut-être.

Au « qu'est-ce qui a tué Kennedy ? » – quels intérêts ? quelles forces politiques ? –, il veut substituer un « qui a tué Kennedy ? ». Sa réponse est : « sans doute Oswald, seul. » « Non qu'il n'y ait eu aucun complot, explique-t-il. Il y avait pléthore de complots pour tuer le président. Mais on ne peut pas exclure qu'un homme seul, Oswald, se soit faufilé entre tous les complots et ait accompli, lui, le meurtre. » En effet. Mais ce livre ne parvient pas à le démontrer. Ce qui se prouve pas que Mailer échoue. Acharné à donner « des faits, des faits, des faits », il établit pourtant avec son lecteur, comme souvent, une relation passionnelle. On change d'opinion et d'humeur à plusieurs reprises quand on plonge dans cet énorme texte. On est fasciné par certains personnages, ébloui du talent de Mailer pour faire surgir

d'une masse de documents et de témoignages une personne – Oswald. Mais on est parfois accablé de l'abondance de détails, d'entretiens « bruts ».

« A mes yeux, c'est indispensable, affirme Mailer. Je répète que ceci est un document. Le romanesque aurait été néfaste. Par exemple, Marguerite Oswald, la mère de Lee, est le plus beau personnage qu'on puisse trouver. Inutile de l'imaginer. » Certes, elle est là « avec son ego démesuré, ses illusions sur elle-même, son audace solitaire et ses os glacés, ses humiliations perpétuelles qui la brûlent comme des plaies. Oui, elle est digne de Dickens. » Mais pourquoi considérer qu'elle a « déjà fait tout le travail » et reprendre tant d'extraits de ses interrogatoires, parsemés de « nous avons regardé la télévision », « nous avons éteint », « j'étais très occupée avec les bébés », etc. ? « Je me réfère toujours à cette phrase de Thomas Mann, à laquelle je crois profan-

Norman Mailer : « L'histoire n'est pas absurde, le meurtre de Kennedy non plus. Oswald a un destin et il y a un sens dans tout cela »

dément, répond Mailer, "Seul ce qui est exhaustif est intéressant". C'est de l'accumulation des détails que naît la vérité. »

On aurait envie d'engager le débat, sur « vérité » – qui est profondément l'enjeu du roman – et « effet de réalité » – qui l'est, dans le document, de l'accumulation de détails. Ce serait une mauvaise manière à Mailer, un acharnement à boder son plaisir, car, une fois acceptée l'immersion dans cet océan de détails, *Un mystère américain* devient passionnant. Et irrécusable. « Un cliché prétend que traduire, c'est trahir, dit Mailer ; moi, je considère que résumer, c'est trahir. » A propos de ce livre, on se peut qu'être d'accord. Toute manière de le résumer le falsifie. Oswald est à découvrir par le lecteur. Il émerge lentement de ses contradictions, de la lourdeur de sa brève existence, des récits de sa mère, de sa femme Marina, de ses amis. Orphelin de père, enfant dyslexique, adolescent nourri de lectures révolutionnaires, jeune homme engagé dans les « marines » – où il se sent comme une personne déplacée – puis le séjour en Union soviétique, le retour au Texas et la mort vers le drame.

A travers cette « histoire exemplaire », Mailer affirme se battre contre « l'absurde qu'un être fait régner partout aujourd'hui. L'histoire n'est pas absurde, le meurtre de Kennedy non plus. Oswald a un destin et il y a un sens dans tout cela ». Ce sens, on aimerait que Mailer le décrypte vraiment. Quand on lit ses mots de conclusion – « Il est temps de conclure la triste histoire d'un jeune Américain parti vivre à l'étranger et qui a trouvé une tombe au Texas. Disons donc adieu à son vieux rêve apollin de triomphe politique, d'approbation conjugale et de destin grandiose. Qui d'entre nous peut dire que ce rêve n'a aucun rapport avec le nôtre ? », on voudrait que commence un autre livre, le vrai grand roman de Norman Mailer, sa vision toute personnelle de la même histoire : l'invention grandiose de la tragédie Oswald-Kennedy, une manière d'approcher la vérité, enfin, par la fiction. Ce n'est pas le moindre mérite d'*Un mystère américain* que de susciter cette envie-là.

Josyane Savigneau

(1) Stock, 1989.
(2) Le Chant du bourreau, Laffont, 1980.

L'histoire « sensible » des croisades

Le neuvième centenaire de l'appel de Clermont, coup d'envoi des expéditions d'Orient, mobilise davantage les médias que les spécialistes. Une historiographie longtemps partisane

Le 27 novembre 1095, au terme d'un concile, fort stratégiquement tenu à Clermont, hors du domaine capétien comme de l'influence de l'empereur germanique, le pape Urbain II s'adressa à la foule. Ancien moine clunisien devenu évêque à la demande du réformateur Grégoire VII, le pontife lança ce jour-là ce qu'il est depuis convenu de nommer un « appel à la croisade ». Que dit-il réellement ? Formellement, nul ne le sait. Hormis Foucher de Chartres, chapelain d'Etienne de Blois, l'un des premiers croisés, qui assistait au prêche et en transmit dix ans plus tard la substance, les témoignages oculaires ont rarement parlé.

C'est donc au péril de reconstitutions approximatives que les historiens dissertent depuis des siècles sur le projet initial du pape, ses motivations surtout – porter secours aux chrétiens d'Orient, canaliser la violence guerrière prohibée dans cette société chrétienne dont rêvent les clercs, unir l'élan rédempteur des pèlerins et le sursaut millénariste qui promet un au-delà prochain dans ce monde résolulement vieux. Pour les historiens mo-

dermes, ces campagnes orientales furent souvent propices aux récits d'aventures. Jacques Heers, aujourd'hui, reprend le flambeau, trop volontiers abandonné aux romanciers. Plus soucieuse de retrouver la spiritualité qui fut à l'origine de l'épopée (puisqu'il est bien ainsi que l'épisode était lu), la perspective eschatologique fut défendue par Paul Alphandéry et son disciple Alphonse Dupront. Le regard sur les contingences ordinaires – flux commerciaux, rivalités politiques – a proposé dans le même temps une laïcisation de l'histoire des croisades qui tournait résolument le dos au mythe, dissimulant mal une mauvaise conscience de l'homme occidental devant cette violence spirituelle qu'il ne parvenait plus à trouver légitime. Le sujet intéressait toujours mais la prudence était devenue la règle.

Désormais, les historiens des mondes chrétiens, juifs et musulmans s'interrogent sur ce phénomène qui fractura le monde mé-

diterranéen plus sûrement que les confrontations confessionnelles, en place dès les VII^e-VIII^e siècles. Éléments fédérateurs, le commerce de l'islam et les influences artistiques croisées sont remis en cause avec l'invasion des Turcs Seldjoukides venus d'Asie centrale et le début des expéditions des chrétiens d'Occident vers la Terre sainte. Significativement, le précieux *Atlas historique du monde méditerranéen*, de Gérard Chailand et Jean-Pierre Rageau (1) qui paraît ce mois-ci d'octobre, utilise pratiquement plus la vision synthétique des deux bassins méditerranéens – oriental et occidental – au-delà du temps des croisades.

Ce temps n'est plus qu'« une source de très grands malheurs » pour Jacques Le Goff. Soucieux d'éviter tout malentendu en cette fin de XX^e siècle en proie aux intégrismes, le médiéviste substitue la formule de « guerre sacrée » au cliché de « guerre sainte », trop facile parallèle de la vision tout aussi simpliste du Djihad islamique.

Évoquant le sac de Jérusalem de l'été 1099 ou celui de Constantinople en 1204, Le Goff parle de « pages honteuses de l'histoire de l'Occident chrétien ». Faut-il alors renoncer à toute vision synthétique de cette aventure hors normes et se contenter de compiler les communications plus ou moins disparates de colloques « œcuméniques » ? Rééditer des classiques, qui pour vertueux qu'ils paraissent, datent souvent ? On déplorera davantage que le récent *Du Sacré*, de Dupront (Gallimard, 1987), ne soit plus disponible et que la commémoration du concile de Clermont n'ait pas été le prétexte de redécouvertes. Tel cet indispensable *Recueil des historiens des croisades* entrepris à la fin du siècle dernier.

L'historien comme le lettré ne devraient pas être piégés par une soumission de l'histoire à l'actualité. Faisons confiance aux années à venir... L'image de Godefroy de Bouillon en avoué du Saint-Sépulchre n'aura neuf siècles qu'à l'été 1999.

Philippe-Jean Catinchi

(1) Dont Catherine Petit signe la cartographie (Payot, 96 p., 130 F.).



1995 / 15

les toutes pour les de cent à cité d'in- Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s impres- ent pour ti destiné , pas aux créateurs

hfeld

37

icains et res de la s ont dé- tendant que offi- est pro- sera l'un le prési- Robert é au Sé- rme que ment de assem- bent qui est une i liberté, acun de x.

EINE

uverne- hirc de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maïne, as mé- er qu'il mes. Il n plus ci ne apure- icts fi- la mo- que, la 'aide à tites et

L'ÉDITION

■ Réorganisation du Mercure de France. A la suite de la disparition de Simone Gallimard, (Le Monde du 25 octobre), c'est sa fille, Isabelle, qui prend en charge la coordination et le développement éditorial du Mercure de France. Antoine Gallimard (PDG du groupe Gallimard et frère d'Isabelle) en sera nommé PDG à l'occasion d'un prochain conseil d'administration. L'attribution des prix Goncourt et Médicis à André Malraux, publié par le Mercure de France, donne un bel élan à la maison d'édition où seront poursuivies, selon Isabelle Gallimard, « la découverte de jeunes auteurs ainsi que l'exploitation de fonds ». Une collection de poches à 12 et 15 francs, dirigée par Coline Faure-Poiré, vient d'être lancée ; elle publiera, en deux livraisons, dix-huit titres par an. Parmi les premiers textes déjà parus, tous postfacés, citons ceux d'Achim von Arnim, Hoffmann, Horace Walpole, Lydia Cabrera ou Gianbattista Basile.

■ Les archives de Marguerite Duras à l'IMEC. L'auteur de *L'Amant* a décidé de confier à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine l'ensemble de ses archives littéraires, qui comprennent les différentes versions manuscrites de ses œuvres, sa correspondance, des dossiers de travail, ainsi que ses entretiens radiophoniques ou télévisés et des documents audiovisuels. L'IMEC complètera ces archives par un fonds d'études regroupant éditions et traductions des livres de Duras, ouvrages critiques, études universitaires, dossiers de presse etc. Il sera ouvert prochainement aux chercheurs (Renseignements : 42-61-29-29).

■ Procès autour de Brecht. La fille de Bertolt Brecht, Marie Brecht-Schall, a obtenu du tribunal de grande instance de Paris la condamnation à 50 000 francs de dommages et intérêts de John Fuegi, auteur du livre *Brecht et compagnie* (« Le Monde des livres » du 10 mai et *Le Monde* du 19 juin), et de son éditeur français Arthème Fayard, qui devra insérer dans tout nouvel exemplaire un encart mentionnant cette décision judiciaire. Le biographe a été condamné non pour avoir présenté le dramaturge comme un antisémite ou comme s'étant attribué indûment la paternité de ses œuvres, mais pour avoir mis en doute la filiation de Marie Brecht-Schall.

La solitude de Taslima Nasreen

Dans son exil berlinois, l'écrivain bangladais continue à être l'objet de vives attaques

Dans son deux-pièces au cinquième étage d'une maison bourgeoise, on loin du prestigieux Kurfürstendamm à Berlin, Taslima Nasreen, dont la tête est toujours mise à prix par les fondamentalistes de son pays, vit en recluse. Depuis juin dernier, elle a quitté l'exil suédois pour trouver refuge dans cet appartement aux murs blancs, garni d'un mobilier standard, que l'office allemand des échanges universitaires (DAAD) a mis à sa disposition. Le contrat prendra fin en décembre.

« Après, je ne sais pas où aller », dit-elle visiblement épuisée par des accusations qu'un journaliste du quotidien munihois *Süddeutsche Zeitung* a récemment lancées en prétendant que l'écrivain féministe aurait délibérément provoqué les mollahs - y compris avec des écrits froissant la pornographie - dans le seul but de devenir célèbre. Elle aurait ainsi joué « les fausses martyres » afin de pouvoir côtoyer les « grands » de ce monde, de François Mitterrand à Klaus Kinkel, de Susan Sontag à Günter Grass. Elle serait aussi coupable de servir de fer de lance à l'impérialisme culturel de l'Occident dans cet Etat du Bangladesh qui, d'ailleurs, n'aurait pas de leçons à recevoir en matière d'égalité, puisque treize femmes siègent au Parlement et que le premier ministre même est une femme. On avait pu entendre des accusations du même ordre en France lors de la remise du prix Sakharov au Parlement européen de Strasbourg (*Le Monde* du 16 décembre 1994).

Taslima Nasreen est effrayée : « Il semble ignorer comment ces femmes arrivent au pouvoir. Pour la plupart, elles y accèdent après l'assassinat de leur père ou de leur frère. La plupart d'entre elles sont d'ailleurs sélectionnées par des hommes et non élues et servent de faire-valoir à la politique des hommes. » En l'absence de toute connaissance réelle du pays, son détracteur prétend se faire le porte-parole de certains intellectuels bangladais. « Quel genre d'intellectuels ? se demande l'écrivain. Il y a aussi des intellectuels parmi les fondamentalistes. D'autres sont jaloux parce qu'ils sont restés inconnus en Occident. Alors ils in-

vent des histoires colossales et cherchent à se faire connaître en m'attaquant dans les journaux. » C'est ainsi qu'elle explique le changement d'attitude de Daud Haider, écrivain bangladais vivant en exil à Berlin, pourchassé lui-même par les fondamentalistes et qui avait soutenu Taslima Nasreen contre eux. Dans une interview au quotidien berlinois *Taz*, il l'accuse, lui aussi, d'être une fausse victime, un mauvais écrivain qui, pour attirer l'attention sur elle, ne se serait pas gênée d'inclure des « fantaisies pornographiques » dans ses écrits.

CONTRADICTIONS

Cette jeune femme de trente-trois ans qui veut défendre les plus démunies dans son pays, toutes ces femmes violées, mutilées, répudiées au nom du Coran qu'elle a connues à l'hôpital de Dacca lorsqu'elle y travaillait comme gynécologue, se sent devenir victime de sa subite célébrité. « Dans une société patriarcale comme la mienne, il suffit de désigner une partie du corps pour être taxé de pornographe. Écrire le mot « poitrine » peut vous attirer des ennemis. » Aussi ses détracteurs ne sont pas à une contradiction près.

Après avoir insisté sur l'absence d'un réel danger émanant de ces prédateurs « groupuscules de mollahs » qui ont prononcé la fatwa contre elle, le journaliste du quotidien munihois évoque l'importance de protéger une partie du corps pour Taslima Nasreen, qui a été décernée le prix Sakharov. Pourquoi un Etat déciderait-il de protéger une citoyenne qui ne serait pas réellement en danger de mort ? Pour finir, il lui enjoint de rentrer chez elle au lieu de continuer à vivre sur les débris de l'Etat allemand. Les deux ans de prison qui l'attendent seront vite passés.

Taslima Nasreen risque, en effet,

une peine de prison pour avoir affirmé - selon un journal bangladais local - que « le Coran devrait être révisé de fond en comble », alors qu'elle visait la loi islamique et non le Coran. Mais le gouvernement bangladais, sous la pression des fondamentalistes, ne plaisante pas avec des offenses religieuses depuis que l'islam est redevenue religion d'Etat en 1988.

Taslima Nasreen aimerait bien rentrer dans son pays, mais elle sait aussi qu'elle risque sa vie dans des prisons infestées par les fondamentalistes. Et si elle s'en sort vivante, elle continuera à écrire, bien sûr. Elle écoute de la musique bangladaise. Le mal du pays la guette. Des encouragements lui parviennent pourtant des écrivains allemands : Günter Grass se dit aussi traqué qu'elle, Günter Waltraff, « le tigre de Turin », lui dit de tenir bon, Peter Schneider lui propose un débat public.

Mais les déceptions la rattrapent. Le Prix de la paix des libraires allemands vient d'être décerné à l'orientaliste Amemar Schimmel (*Le Monde* du 9 septembre 1995) qui a attaqué Taslima Nasreen et Salman Rushdie. Taslima Nasreen se dit choquée. Comment, se demande-t-elle, peut-on attribuer un tel prix à quelqu'un qui, dans son apologie de la culture islamique, omet d'évoquer les atrocités commises au nom de cette religion ou la servitude de la femme érigée en dogme ? Taslima Nasreen ne comprend pas : « Pourquoi s'attaque-t-on à moi au lieu de s'en prendre à ceux qui veulent me tuer ? »

Brigitte Pätzold

Etats-Unis : distribution des prix

Les quarante-cinquièmes National Book Awards, qui sont à la littérature américaine ce que sont les Oscars pour le cinéma, ont été attribués le 15 novembre. La cérémonie, qui réunissait six cents personnes au Plaza Hotel de New York, est, comme chaque année, l'occasion de collecter des fonds pour le programme de la Fondation du National Book connu sous le nom de The Writing Life et qui a pour objectif de parrainer des discussions littéraires dans les bibliothèques, les écoles, les réserves indiennes, les prisons, les maisons de repos... Chaque prix est doté d'un montant de 10 000 dollars (50 000 F). C'est le poète Stanley Kunitz qui, à quatre-vingt-dix ans, a obtenu le prix Poetry avec *Passing Through: the Later Poems, New and Selected* (Norton). Philip Roth, qui a été préféré notamment à Madison Smartt Bell, a reçu le prix Fiction pour son vingt et unième roman, *Sabbath's Theater* (Houghton Mifflin) ; il avait été nommé six fois depuis 1960, date à laquelle il avait déjà reçu ce prix pour son premier livre *Goodbye, Columbus*. Souffrant, il n'a pu assister au dîner mais il a envoyé un texte citant un passage d'une lettre de Herman Melville à Nathaniel Hawthorne : « I have written a wicked book and feel spoolish as the lamb » (J'ai écrit un méchant livre mais je me sens blanc comme un agneau). En 1994, le prix avait été attribué à William Gaddis pour *A Frolic of His Own* (« Le Moode des livres » du 3 février) - à paraître en français chez Plon, en 1997 et non en 1996 comme cela avait été annoncé. Pour la nono fiction, le prix a été attribué à Tina Rosenberg pour *The Haunted Land: Facing Europe's Ghost After Communism* (Random House Inc.), un regard sur l'Allemagne, la Pologne et les Républiques tchèque et slovaque face à leur passé communiste.

■ A TOUT PRIX. Les prix Campiello (Italie) et Médicis (France) vont être jumelés, ont annoncé Mario Carraro, président, et Giustina Destro, vice-présidente du premier - un des trois grands prix littéraires italiens - et Marcel Schneider, président, et Francine Mallet, secrétaire générale du second. Le prix Campiello n'a pas de jury fixe, les ouvrages sélectionnés par des critiques sont envoyés à un échantillon de lecteurs. A terme, la conséquence devrait être la traduction immédiate et réciproque des livres couronnés. Par la suite, ce jumelage devrait s'étendre à l'Espagne puis à l'Allemagne. En Espagne, le Prix national de poésie a été attribué à Luis García Montero pour *Habitaciones separadas*. Agé de treize-six ans, il est professeur à l'université de Grenade et est un des représentants du mouvement Nueva Seotemotividad.

■ RUSSIE. Natalia Pertsova vient de publier un dictionnaire entièrement consacré à Velimir Khlebnikov et à ses néologismes. Cet ouvrage, qui est le résultat d'un travail titanesque, devrait satisfaire les historiens et tous les passionnés de littérature russe. Velimir Khlebnikov (1885-1922), célèbre poète avant-gardiste, avait axé ses recherches sur l'évolution du vocabulaire poétique. Il créa de nombreux néologismes par variation autour d'une même racine ou par association de mots.

COLLOQUES BULLETINS ET SOCIÉTÉS

née d'études, samedi 25 novembre de 9 h 30 à 17 heures. Neuf communications feront le point des connaissances actuelles sur l'œuvre du poète surréaliste, ainsi que sur sa production lyrique des années 1930-1940 (ENS de Fontenay/Saint-Cloud, 31, av. Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses. Rens. Laurent Fliedler, 39-56-84-76).

■ A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE BORIS SOUVARINE, l'Institut d'histoire sociale organise un colloque, lundi 27 novembre. Les deux séances, présidées successivement par Jean-François Revel et Emmanuel Le Roy Ladurie, permettront aux différents intervenants d'étudier le rôle joué par Souvarine dans la résistance au communisme (IHS, 4, av. Benoît-Franchon, 92023 Nanterre, RER Nanterre-Ville. Tél. 46-14-09-29).

■ ILYA 50 ANS, LE PROCÈS DE NUREMBERG, BILAN ET PERSPECTIVE est le thème de la conférence organisée par le Memorial du Martyr juif Inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine, mardi 28 novembre à 19 h 30, en présence de spécialistes du sujet : Annette Wiewiorka, Michel

Massé et Alain Pellet (Centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-Henri, 75004 Paris. Rens. 42-77-44-72).

■ LE COLLEGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE proposera, samedi 2 décembre, de 9 h 30 à 12 h 30, un débat autour du livre de Jeanine Altounian, *Ouvrez-moi seulement les chemins d'Arménie. Un génocide aux déserts de l'inconscient* (Les Belles Lettres), en présence de l'auteur et d'autres intervenants - René Kaës, Nicole Lapierre, Michel Marfan et Michel Tort. (Salle Pupey-Girard, USC, 18, rue de Varenne, 75007 Paris).

■ CARREFOURS DE L'ODÉON. Dans le cadre des rendez-vous philosophiques proposés par le Théâtre d'Europe et la librairie Carrefour de l'Odéon, une rencontre sera animée par Bertrand Ogilvie, sur le thème « Repenser l'identité », lundi 4 décembre à 20 h 30, en présence d'Alain Finkielkraut, Julia Kristeva et Myriam Revault d'Allonnes. A noter que la pro-

chaîne rencontre, lundi 22 janvier, sera consacrée à Gilles Deleuze (grande salle du Théâtre de l'Odéon). Renseignements publics et gratuits, confirmation consignée : 44-41-36-44).

■ « UN ETAT DES LIEUX DE LA PHILOSOPHIE POLITIQUE EN FRANCE AUJOURD'HUI » est le thème du cycle de conférences organisé par Anne Amiel et Catherine Colliot-Thélène à l'ENS de Fontenay/Saint-Cloud pour l'année 1995-1996. Présentation générale samedi 25 novembre à 10 h 30 et première séance samedi 16 décembre de 10 h 30 à 13 heures : « Philosophie et politique » (ENS, 31, av. Lombart, 92260 Fontenay-aux-Roses).

■ « L'EUROPE ET L'INDE DANS LA PHILOSOPHIE ALLEMANDE DU XIX^e SIÈCLE » sera le thème du colloque organisé par le Centre de recherche et de documentation sur Hegel et sur Marx, vendredi 1^{er} décembre (CRDH, 36, rue de la Chaine, 86000 Poitiers. Tél. 16) 49-45-45-47).

RECTIFICATIFS

Une erreur technique a rendu illisible un paragraphe de l'article de Philippe Pons consacré au livre de Michel Vié, *Le Japon et le monde au XX^e siècle* (« Le Monde des livres » du 17 novembre, p. IX). Nous rétablissons ce passage :

« A l'intérieur des sphères dirigeantes ne s'opposent pas seulement deux tendances - autoritaire et libérale -, mais sevit une tension entre consensus et pluralisme, note Michel Vié. S'il relève souvent de l'exceptionnisme pour évaluer l'opposition, le consensus ne tient pas du mythe dès lors qu'il s'agit de faire face à l'étranger. Mais le pluralisme demeure : il est source d'hésitations et de volte-face stratégiques (dans la guerre en Chine par exemple).

« A la fin des années 20, le Japon passe sans rupture (sans coup d'Etat ou l'équivalent d'une marche sur Rome) du libéralisme - relatif - à l'autoritarisme. Mais en dépit de l'influence grandissante des militaires, il reste un Etat de droit : « La dictature au Japon s'en tient aux limites de l'union sacrée. » Quant aux atrocités qui accompagnèrent l'expansionnisme, elles ne furent jamais inscrites dans

un dessin d'extermination comme ce fut le cas pour l'Allemagne hitlérienne. L'ultranationalisme nippon reste miné de contradictions, signe des clivages internes d'une société qui, en dépit d'un unanimisme apparent, est fondamentalement pluraliste, estime Michel Vié. L'assimilation du Japon militariste à un système « fasciste » est pour l'auteur une simplification et le Japon colonial n'a peut-être pas été pire que les autres colonialismes. »

LE LIVRE NOIR. La formulation du sous-titre de l'article de première page du « Monde des livres » du 17 novembre, consacré au *Livre noir* d'Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, était imprécise. Comme l'indiquait l'article, c'est bien des massacres de juifs soviétiques par les nazis durant la deuxième guerre mondiale qu'il est question dans cet ouvrage. NUREMBERG. En note de l'article « Nuremberg et après » (« Le Monde des livres » du 17 novembre), une erreur d'orthographe a pu laisser penser que l'auteur du livre réédité par les éditions de La Découverte, *Le Commandant d'Auschwitz* parle, était le dauphin de Hitler, Rudolf Hess. C'était en réalité Hoess.

Le Monde ÉDITIONS

LES PANTOUFLES DE MARCEL PROUST
Histoires littéraires - XX^e siècle
François Bott
De Marcel Aymé à Léon Werth, quarante-trois portraits dessinés avec une érudition gourmande. François Bott nous invite à la flânerie dans l'intimité des grands rêveurs du XX^e siècle.
228 pages, index, 85 F

PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1995
Préface de Noëlle Châtelet
Sept récits écrits par des jeunes de quinze à vingt-trois ans, élus parmi des centaines d'autres par un jury de prestigieux écrivains en littérature.
144 pages, 98 F

L'ALBUM DU FESTIVAL D'AVIGNON 1995
Sous la direction de
Colette Godard et Olivier Schmitt
La mémoire du spectacle vivant. Des auteurs encore inconnus, des valeurs consacrées, des formes variées - danse et marionnettes -, des frontières ouvertes de l'Algérie à l'Inde. La magie d'Avignon au présent.
144 pages, photos NB, 120 F

LES VILLES LUMIÈRE
Michel Braudeau
Le tour du monde du cinéma en dix-huit villes, de Mexico à Hollywood, de Sbangat à Berlin, Rome ou Moscou... État des lieux mythiques et rêveries autour d'une formidable industrie.
156 pages, index, 85 F

LE CINÉMA VERS SON DEUXIÈME SIÈCLE
Sous la direction de Jean-Michel Frodon,
Marc Nicolas et Serge Toubiana
Enregistrer, raconter, mettre en spectacle : quel sera, à travers l'analyse de ses trois fonctions historiques, le cinéma de demain ? Cinéastes, producteurs, philosophes, historiens, critiques répondent.
(Colloque international de l'Odéon de mars 1995)
240 pages, photos NB, 98 F

551 61 11 11

LITTÉRATURES

Roland Barthes au seuil d'une vie nouvelle

Le troisième et dernier volume de ses « Œuvres complètes » permet de mieux comprendre le trajet interrompu du critique vers la création littéraire

ŒUVRES COMPLÈTES
Tome III, 1974-1980
de Roland Barthes.
Édition établie
et présentée par Eric Marty.
Seuil, 1 373 p., 330 F.

Faut-il que la littérature soit désirable, et donc qu'elle fasse peur aussi, pour qu'un homme dévoué comme l'a été Roland Barthes à l'écriture et à la lecture ait attendu d'avoir atteint l'âge de soixante-trois ans pour prendre la « décision » d'écrire, alors qu'il publiait depuis l'âge de vingt-sept ans ! D'écrire quoi ? Autre chose, et autrement qu'il ne l'avait fait jusqu'alors. Dans la monumentale entreprise que représente cette première édition d'Œuvres complètes d'un écrivain qui n'était pas sûr d'en être un, et que « l'histoire littéraire » (entendez, les critiques et les lecteurs qui font la postérité d'un auteur), n'a pas définitivement institué « écrivain » (ainsi le petit *Dictionnaire Hachette encyclopédique illustré* de 1994 dit Roland Barthes « critique » et « théoricien »), le plus étonnant, ce qui met le plus l'esprit en mouvement, ce sont quelques pages inédites, reproduites en fac-similé, avec leur transcription, à la fin du troisième et dernier volume qui paraît à présent, en strict respect du calendrier fixé (1).

Il s'agit de huit feuillets de plans et de notes pour un texte que la mort, avec son legs brisant de mystères pour les survivants, a empêché au seuil de l'écriture, de ce qui est appelé aujourd'hui la *textualisation*. Le projet était celui d'une œuvre qui n'a donc jamais été écrite, dont personne ne peut avec certitude mesurer la taille et les proportions qui lui étaient prévues – et c'est pourtant essentiel, la taille que l'écrivain projette de donner à un texte – cinquante pages, trois cents mille à deux cent mille.

Le titre était, comme celui de Dante, *Vita nova*, vie nouvelle, nouvelle vie, entrée non seulement dans une nouvelle période de la vie, mais dans une vie autre. Une vie à laquelle quel qu'un accède par une « décision » qui s'apparente à ces moments d'illumination, de conversion radicale et entière que l'on connaît à Dante, à Pascal, à Michel, à Valéry, à Clandon... et que l'auteur déjà des *Fragments d'un discours amoureux* écrit avoir



B. QUEVEDO

connu le 15 avril 1978, six mois après la mort de sa mère, avec laquelle il vivait, à laquelle il survivait difficilement. Ce qu'Eric Marty, l'éditeur, tout à la fois scrupuleux et hardi, et aussi fin lecteur de ces *Œuvres complètes* si paradoxales, commente d'une note, modèle d'honnêteté biographique et éditoriale : « Nous ne savons rien de précis sur cette « décision » ; il est clair cependant qu'il s'agit mythiquement – sur un mode pascalien – de se convertir à une « nouvelle vie » dans laquelle la « littérature » serait l'horizon total de l'existence. »

Un écrivain se reconnaît à ceci, peut-être, qu'après lui certains

mots doivent être écrits entre « ses » guillemets, parce qu'il leur a donné, sinon un sens nouveau, du moins un tremblement de sens qui lui est propre. Il en est ainsi de « texte », « littérature », « écrivain », « auteur », « écriture », que nul ne peut plus, ayant lu Barthes, employer innocemment. On le voit bien ici même. Le sous-titre, de même que l'éditeur de l'ouvrage ont été ici tentés le compte rendu, craint les malentendus.

Qu'est-ce qu'une vie vécue à la littérature ? En quoi, après la « décision » de 1978, l'existence de Roland Barthes a-t-elle été convertie ? Qu'il soit clair que

nous n'en savons pas plus que ce que nous donnait à penser ces huit feuillets que la mort a transformés en « mémorials » d'une œuvre à jamais inachevée.

La biographie ne nous serait d'aucun secours. Mais si Barthes avait raison quand il affirmait qu'un véritable texte, qu'un « bon » texte, comme il refusait de le qualifier, était un texte « scriptible », c'est-à-dire éveillant chez le lecteur le désir de l'écrire à son tour, cette *Vita nova* (selon la graphie de Barthes) cette simple esquisse, si peu littéraire, parce qu'elle prend sens de tout ce qui la précède, va rester sans doute l'horizon de questionnement des Œuvres complètes de Roland Barthes. La *Vita nova* reste éternellement à écrire dans l'esprit de ses lecteurs.

Elle permet en tout cas de mettre en meilleure perspective les deux textes posthumes qui ont été publiés par une décision (discutée) de François Wahl, son éditeur au Seuil, en 1987, dans un petit livre, sous le titre de l'un d'eux, *Incidents*, et qui sont des textes que l'on dira « littéraires », par défaut, puisqu'ils ne sont ni critiques ni théoriques. D'après l'un des plans (p. 1302 du tome III), le texte empruntant la forme journal et intitulé « Soirées de Paris » aurait pu prendre place dans la *Vita nova* où est prévue une place pour la « Drague », les « Vaines Soirées ».

Leur écriture somme toute banale peut donc avoir été très concertée, pour être l'une des écritures possibles d'un vaste « roman romantique », selon le terme que Barthes donne à une réflexion qu'il mène dans son dernier cours au Collège de France, où il décrit une position nouvelle du roman qu'il s'approprie à prendre, à réaliser lui-même, à partir d'une réflexion antérieure et extrêmement subtile qu'il avait menée en 1965 dans un article de la revue *Critique* au sujet de *Drame*, roman de Philippe Sollers, et qu'il repart et développa en 1979 dans le bref volume *Sollers écrivain*, où il tentait de montrer l'originalité absolue d'une narration qui ne serait rien d'autre que l'écriture au travail.

Dans le prolongement de cette réflexion, il se serait agi, en somme, pour Barthes de produire un livre (une série de livres ?) qui

unisse et dépasse les ambitions de Pascal et de Mallarmé, une apologie pour la littérature, faite de fragments, avec des positions d'énonciation diverses (un « je » et un « il » aussi ambigus que possible) et peut-être même incompatibles. On peut retenir un mythe de ce projet : après le renoncement à l'amour des garçons (puisque son corps plus jamais ne sera aimable, s'il l'a jamais été, comme il l'écrit d'une façon déchirante dans une lettre à Hervé Guibert), il y aura (il y a eu ?) une rencontre finale avec une Béatrice qui serait la littérature elle-même confondue avec la mère inspiratrice et guide, tutrice céleste.

La littérature comme « horizon total de l'existence »

Les retrouvailles avec elle se produiront dans un monde qui n'est pas celui du paradis chrétien, mais bien celui de la littérature considérée comme un absolu au

quel la seule autre vie à opposer serait celle de l'oisiveté taoïste, du « rien faire philosophique », qui a été la tentation de Barthes ! Alternative à une littérature trop exigeante, à laquelle il s'est peut-être soustrait par une inconsciente volonté de mort, de mort à la fois libératrice et fusionnelle : mettre un terme à l'œuvre qui précisément la constitue en œuvre, épouser la mère crainte et adorée. Mais tout cela reste bien mystérieux, et donc très conjectural.

Par bonheur, écrite après l'énigmatique projet de *Vita nova* et peut-être comme un livre de diversion avant l'entrée définitive dans une sorte de mystère de la littérature laïque qui aurait pu littéralement avorter, il y a *La Chambre claire*, essai sur la photographie, essai révisé qui est aussi un roman sur l'image tant

aimée de la mère. Ce dernier livre nous prouve que, finalement, Roland Barthes était né à l'écriture qu'il désirait, autrement dit que la vie nouvelle s'écrit tous les jours, pour un écrivain qui tente de ne pas se répéter. Ce que la mort emporte est seulement l'ambition démesurée, faute de laquelle, d'ailleurs, nul n'écrit quoi que ce soit qui vaille. Restent les livres, les articles, qui dans leur disparité, et même leur chute parfois dans la fadeur (certaines chroniques du *Nouvel Observateur*, en 1979), dessinent bel et bien la figure « à l'Arcimboldo » d'une œuvre moderne, mobile, impossible à fixer, indéfinissable selon les critères qu'elle a contribué à ébranler. Alors, Barthes écrivain ? Bien sûr. Mais que cela n'empêche pas la discussion de continuer à son sujet, autour du beau tombeau de ces Œuvres complètes qui finissent dans l'inachevé.

Michel Contat

(1) Voir « Le Monde des livres » du 16 octobre 1993, pour le premier volume. Le troisième comprend les textes les plus connus de Barthes à la dernière période, celle où il abandonne progressivement la lecture critique et théorique, au profit d'une écriture pour une bonne part « autobiographique » : *Roland Barthes par Roland Barthes* (1975), *Fragments d'un discours amoureux* (1977) et même *Leçon* (1977, Collège de France ; 1978, Seuil), *La Chambre claire*, note sur la photographie (1980). La correspondance de Roland Barthes reste pour le moment réservée. La publication en « hypermédia » de ses cours au Collège de France est actuellement à l'étude, conjointement par le Seuil, l'IMEC et l'ITEM/KNRS. Dans un avenir relativement proche, ces cours (notes rédigées et enregistrements de leur développement oral) pourraient donc faire l'objet d'une édition en CD-ROM, commercialisée par le Seuil.

La verve moraliste de Jean-Louis Curtis

L'écrivain a rassemblé des chroniques écrites depuis quarante ans. Un regard narquois sur les rites langagiers

LE MONDE COMME IL VA
de Jean-Louis Curtis.
Ed. du Rocher, 206 p., 110 F.

Il y a dans l'œuvre de Jean-Louis Curtis, récemment disparu (voir *Le Monde* du 14 novembre), un point de vue moraliste, plus ou moins apparent, qui en accentue la portée. Des romans comme *La Quarantaine* ou *Un jeune couple* pourrissent, outre leur valeur proprement littéraire, servir de référence à une étude des mœurs d'une époque déterminée. Ce sens de l'observation, souvent narquois, des tics, modes et travers d'une société se retrouve aussi dans ses essais. Celui qui paraît aujourd'hui rassemble des textes écrits entre 1955 et 1995 et brosse ainsi un savoureux panorama des rites langagiers, artistiques, littéraires ou « socio-culturels », comme on dirait aujourd'hui.

Ce climat de préoccupations propre à un écrivain curieux de son temps – ou devrait-on dire de « ses » temps ? – est le reflet d'un long parcours d'investigation, à la fois personnelle et créatrice, et échappe à ces constats de saison, à ces appréhensions fugitives de l'air du temps qu'une époque trop pressée assène souvent en véritables premières.

DÉGRADATION

Tout est d'abord, sans doute, une question de langage. Et Curtis recense ces « béquilles de la parole » que sont les « disons que... » ou les « si vous voulez », qui répondent à un souci d'abréviation pour tenir le rythme au cadran minuté des horaires médiatiques, ou encore l'abus des termes « insolite » ou « fasciner » qui dispensent de s'expliquer. Dans la dégradation du langage relevée ainsi dans le cours des années 60, l'auteur discerne quatre facteurs. D'abord, le souci de se démarquer de toute appartenance bourgeoise, du « comme il faut » ; d'où le paradoxe de voir les classes populaires montrer plus de respect pour la langue que les nantis qui agrémentent leurs propos d'une « fécalité grand teint ». Il y a ensuite la hantise de la jeunesse qui porte les adultes à copier maladroitement un vocabulaire qui n'est pas le leur ; verlan, argot, onomatopées, termes

rock (flipper, trip). A noter encore l'envahissement de mots techniques dans le langage courant ainsi que le goût affirmé pour une certaine préciosité, privilégiant le bizarre, le saugrenu, le « surréaliste », mot si abusivement sorti de son contexte qu'il ne veut plus rien dire.

Jean-Louis Curtis s'est amusé à comparer les amores de romans, du début du XIX^e siècle à nos jours, de Balzac à Flaubert, d'Anatole France à Mammia, d'Aragon à Nathalie Sarraute. On a ainsi une méthode comparative éloquentes qui nous montre à quel point les notions de temps, d'espace, de vitesse, de perspective, de relief ont pu évoluer dans la création littéraire et comment le temps des verbes employés – de l'imparfait au présent – a modifié l'éclairage narratif.

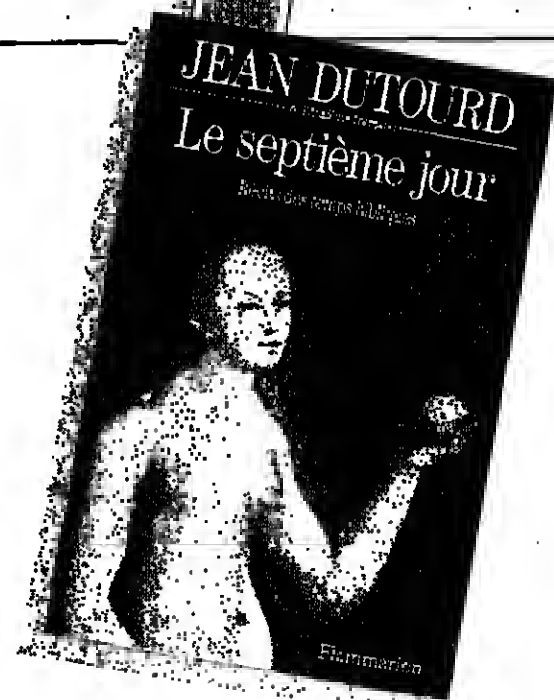
Dans cette reconnaissance caustique d'un climat d'époque, Curtis a aussi isolé quelques « types » actuels, figures de la comédie sociale qu'il « naturalise » d'un trait sûr : le cinéphile ébloui, la séductrice énigmatique qui se prend un peu pour Antinée, le quadragénaire qui essouffie tout le monde avec sa vitalité, la squatteuse pique-assiette qui rentabilise très bien sa « bohème », le « sapiens » qui s'impose en régentant les commentaires des médias, le paysan parvenu qui s'est élevé « à la force du sexe ». Il ironise, de même, sur les endroits « in » ou « out », conseille sur l'itinéraire à suivre pour renouer avec le mythe solaire du « bon sauvage », hors des sentiers tout tracés, sur les pas des hippies qui furent, en ce sens, les dignes héritiers des « grands voyageurs sybarites d'autrefois ».

« Qui l'emportera ? Le technocrate ou le bon sauvage ? Le commissaire ou le yogi ? Le principe de réalité ou le principe de plaisir ? Le rationalisme ou l'émotion ? De ces tensions sera fait notre avenir. En ces tensions, le XIX^e, déjà, s'est défini. » Il reste, en attendant ces lendemains qui ne chanteront peut-être pas, à emprunter les raccourcis que nous offre *Le Monde comme il va*, où l'on cultive le bonheur de juger avec humour et qui même, en ces temps de confusion et de clameurs, à une certaine sagesse souriante.

Pierre Kyria

ERIC CHEVILLARD
L'occasion de se faire
un roman
Un fantôme
aux éditions Delamain
avec le livre
DELAMAIN
le mardi 28 novembre
à partir de 18 h 30
100 rue Saint-Sauveur, Paris 5
01 46 36 46 78

Où trouver
un livre épuisé ?
service de recherches gratuit
LE MONDE DU LIVRE
50, rue Bouret, 75019 Paris
Formulez votre demande :
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66
PAR MINITEL : 38 15 MDL
Merci de joindre cette annonce
à votre demande



Jean Dutourd
met une allégresse constante
à désembuer le miroir
que nous tend la Genèse
savamment obscurcie par les
gloses récentes...
C'est un art de l'écrit que de
donner ce naturel à un texte,
sans lui ôter sa tenue...
La langue est comme les vins
de qualité : elle voyage bien.

Renaud Matignon
Le Figaro littéraire



Flammarion

les toutes
pour les
de cent à
sité d'in-
Les em-
et plus
x des so-
est dans
Allemagne,
annes en-
s'impres-
sion pour
it destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
sur les
rue mais
lique an
voulait
implioi et
être ex-
des pros-
aussi
accueilli
se et so-
tée.

hfeld

47

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
est pro-
sora l'un
ne prési-
Robert
é au Sé-
me que
ment de
semble-
ment qui
est une
liberté,
acun de
x.

ENE

trouve-
hira de
s les six
n prési-
un faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
qu'il
mes. Il
n plus
ci de
apure-
lits fi-
la mo-
que, la
aide à
rités et

السؤال الأول

LITTÉRATURES

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

Prodigieuse Corée !

Au début du siècle, un voyageur français notait : « Celui qui arrive à Séoul par la colline du Nam-San aperçoit, entre les arbres, un grand village aux toits de chaume. Il a d'abord peine à croire que ces cabanes enfumées soient la capitale de la Corée (1). » Voilà qui ferait sourire les Coréens d'aujourd'hui.

Avec ses quelque douze millions d'habitants, ses forêts de grattage, ses ponts innombrables sur le fleuve Hang-Gang, ses immenses centres commerciaux, ses nouveaux quartiers qui poussent à vue d'œil et ses incroyables embouteillages, la ville champignon futuriste étouffe encore. Par le grouillement de ses marchés ou la profusion de cortèges de mariés, aussi, dont parlait déjà le récit nostalgique de Georges Ducreux, paru en 1904. Une formidable vigueur à commercer, qui vous rappelle étrangement, au milieu des foules du quartier de Myong-Dong, l'existence de la France, avec les boutiques des stylistes internationaux et les déballages de fringues dans la rue au son de *Gloire immortelle de nos aïeux* (en français) !

Sans doute, cette rage de consommer quelque peu morbide des Coréens, qui frappe le visiteur, est-elle liée à l'histoire souvent tragique, sanglante, d'un pays, longtemps convoité par la Chine, puis la Russie, pour tomber pendant des décennies sous la domination du voisin japonais (1910-1945). Avant de se déchirer de nouveau, entre 1950 et 1953, dans une guerre entre le Nord et le Sud, extrêmement meurtrière, qui laissa un pays en ruines, occupé par les Américains. Et une division en deux Corées séparées par le 38^e parallèle, théâtre d'incessants incidents de frontière ; et la menace du Nord d'utiliser le nucléaire... Une déchirure qui pesait sur les fils des pères partis vers le Nord, qui pèse aussi sur la littérature, comme dans *La Place*, de Ch'oe In-hun, puis dans le court texte, si fort, de Yi Mun-yol, *L'Hiver cette année-là*, ou dans *L'autre côté d'un souvenir*, de Yi Kyun-yong.

Les années 60 avaient commencé avec les manifestations étudiantes renversant le président Syngman Rhee, les années 80 avec la répression de Kwangju, dont Ch'oe Yun évoque la violence dans *La-bas, sans bruit, tombe un pétale*. Kwangju, comme exorcisé par la 1^{re} Biennale d'art contemporain qui vient de s'y tenir, où le cinéaste des victimes s'exposait en même temps que ses poèmes (2). Le retour à la démocratie n'empêche pas quelques survivances du



Une obsession : le Nobel

passé, dont on ne parle pas, l'existence de prisonniers d'opinion, plusieurs centaines d'opinion, notamment deux écrivains connus emprisonnés à Kyongju, la vieille capitale du royaume de Silla, joyau des agences de tourisme : Park No-hae, un poète condamné, en 1992, à la prison à vie pour « activités antigouvernementales » pendant le gouvernement Rob, et Hwang Sok-yong, un romancier, né en 1943, condamné pour avoir violé la loi de sécurité nationale en se rendant en Corée du Nord en 1989. Il est l'auteur de *La Route de Somp'o* sur l'industrialisation des années 70 et d'un roman fleuve très populaire, *Tchang Guil San*, sur un bandit d'honneur révolté contre la corruption des fonctionnaires... Depuis, c'est l'ancien président Rob-Tae-woo qui est en prison !

Les Japonais, qui avaient interdit la langue coréenne à l'école, puis les dictatures militaires musclées qui se sont succédé jusqu'aux élections de 1992 n'avaient pas réussi à museler les écrivains et les poètes. Cependant il avait fallu attendre le début des années 90 pour voir une littérature inconnue qui, tout d'un coup, éclatait hors de ses frontières. Tandis que deux collections qui naissaient simultanément chez Actes Sud et chez Picquier. Une littérature qui avait sa personnalité, ne ressemblait ni à la chinoise ni à

la japonaise, excellent dans des textes courts, ou plutôt de longues nouvelles, publiées d'abord en feuilleton dans les revues, et qui, outre leur valeur documentaire, révélaient une culture confinée jusque-là dans la presqu'île du Matin-Calmé.

Ainsi, avec la nouvelle politique dite de « globalisation », on a vu pour la première fois, en mai dernier, s'ouvrir à quelque cinq cents éditeurs étrangers la Foire du livre de Séoul, créée en 1954, et restée une manifestation nationale, avec la promesse de mettre fin au piratage qui était jusque-là la règle. « La Corée se tourne vers l'Europe » : tel est le titre du dernier numéro de la *Lettre d'information de France-Edition* (3), consacré à la Corée à l'occasion des Belles Étrangères. On y souligne le dynamisme de l'édition, dont le chiffre d'affaires 1993 des 10 325 maisons d'édition (?) était de 1 005 milliards de wons (plus de 7 milliards de francs), soit une progression de 297 % par rapport à 1985. Une Corée qui veut faire reconnaître sa différence, s'ouvrir vers le monde et chez qui le nombre des traductions est en progression constante : si les traductions depuis les États-Unis représentent, en 1993, 43 % du total des achats, le Japon est second avec 22,1 %, suivi par le Royaume-Uni (9,5 %)

et la France (6,4 %) notamment, grâce au soutien de la Fondation coréenne pour la culture et les arts (700 000 F l'an dernier).

Un système scolaire extrêmement dur et brutal (que montre Yi Mun-yol dans *Notre héros défiguré*) se prévalait d'avoir des enfants scolarisés à 100 % dans le primaire, 94 % dans le secondaire, et 46 % qui poursuivaient leurs études dans le supérieur. Il s'agit de dépasser les autres, d'être le meilleur. En littérature, comme en électronique ou en économie... Ainsi, la Corée veut le prix Nobel ! Dans un éditorial du *Korea Herald* du 17 octobre, intitulé « L'obsession du Nobel », le commentateur déplorait qu'il y ait trop peu de traducteurs de coréen afin de pouvoir présenter au reste du monde, et à Stockholm en particulier, des « écrivains du calibre Nobel ». Les espoirs se portaient sur la romancière Pak Kyong-ni, née en 1926, l'auteur de *La Terre* (Belfond, 1994), une immense fresque décrivant la décadence d'une famille aristocratique, de la chute de la monarchie à l'occidentalisation. Et dans la plus grande librairie de Séoul, on pouvait voir les portraits de tous les lauréats, suivis par un cadre vide : « Réservez ou futur Prix Nobel coréen » !

En tout cas, la relève semble assurée, comme veulent le prouver les « beaux Coréens » invités. On comme le proposent les deux tomes de *l'Anthologie de nouvelles contemporaines* (4), et qui regroupent dix écrivains, tous nés dans les années 50. *Transparente sentimentale*, de Kim Hyang-suk, conte avec humour le calvaire de l'épouse sacrifiée à la carrière du mari et à l'ascension de celui-ci dans le *chaebot*, le conglomérat industriel sur le modèle Samsung ; et *L'Insecte*, de Kim Yonghyun, évoque la métamorphose en insecte du militant emprisonné, tout en niant les qualités littéraires de Kafka : « Il était originaire de Prague, il avait des cheveux très courts et des yeux de chat. Je crois qu'il était fou, à moins que je m'ongne d'esprit pour le comprendre réellement... »

- (1) *Pauvre et douce Corée*, de Georges Ducreux, Zulma, 1993 (diff. Calmann Lévy/Hachette).
(2) Voir l'article de Geneviève Bréret dans *Le Monde* du 30 octobre : « La Corée du Sud se lance à la conquête du monde de l'art contemporain ».
(3) N° 14, novembre 1995, France-Edition, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris, tél. : 44-41-13-13, fax : 46-34-63-83.
(4) Picquier - Édition établie par Gilles Baud Berthier, 89 F chaque tome.

« Belles étrangères »
du Matin-Calmé

La vingt-cinquième édition des Belles étrangères, organisée par le Centre national du livre, est consacrée à la littérature coréenne. A cette occasion, treize écrivains, prosateurs et poètes, certains encore inconnus du public français, sont invités en France du 28 novembre au 7 décembre (1).

POÈTES

Hwang Tonggyu (né en 1938). Professeur d'anglais, il a publié son premier recueil, *Un jour d'éclaircie*, à vingt ans. Dans son œuvre, il évoque souvent le voyage comme un passage.

Ko Un (né en 1933). Il a été moine zen, puis a mené une vie d'errance, qui est l'une de ses sources d'inspiration. En 1970, il a fondé, avec une centaine d'écrivains, une association contre le gouvernement militaire, ce qui lui a valu d'être emprisonné. Il est l'auteur de plus de trente recueils.

Sin Kyongnim (né en 1935). Marqué dès l'adolescence par la lecture de Dostoïevski en japonais. Son dernier recueil, *Rêve d'un homme abattu*, vient de paraître chez Gallimard (voir ci-dessous l'article d'André Velter).

ROMANCIERS

Ch'oe In-hun (né en 1938). Originaire du Nord, installé au Sud depuis la guerre, il inaugure, avec *La Place* (1960 ; Actes Sud, 1994), une réflexion sur l'intellectuel confronté à la réalité douloureuse de son pays, la « littérature de la division ».

Kim Won-il (né en 1942). Hanté par l'histoire de son père, qui a choisi le Nord, à la fois bouddhiste et chrétien, il est l'auteur du *Voyage de M. Lee* (Picquier, 1993).

Cho Seuhil (né en 1942). L'auteur, très populaire, du *Nain* (Actes Sud, 1995). (Voir, en page XII, son portrait par Philippe Pons)

Yun Hung-kil (né en 1942). Une recherche d'évasion dans l'écriture. A publié en français *La Mère* (Picquier, 1993).

Yi Mun-yol (né en 1948). Il est actuellement l'auteur le plus lu et le plus vendu en Corée du Sud. Chez Actes Sud : *Notre héros défiguré*, *L'Hiver cette année-là*, *L'Oiseau aux ailes d'or* (1990) et *Babel* (1993). *Chant sous une forteresse* (1991), *Le Poète* (1992), *Le Fil de l'homme* (1995).

Yu Kyun-yong (né en 1951). Auteur de *L'autre côté d'un rêve obscur* (Actes Sud, 1991). Profes-

seur d'histoire coréenne à l'université, il a écrit notamment une étude sur un mouvement d'intellectuels des années 20.

ROMANCIÈRES

Pak Wanso (née en 1931). Considérée comme un auteur de premier plan, elle évoque le statut des femmes et les bouleversements d'une société confucéenne en train de se défaire. Une vieille anémone un jour lugubre (Le Méridien, 1989) et *Le Piquet de ma mère* (Actes Sud, 1993).

Oh Jung-hi (née en 1947). Depuis ses débuts, à vingt et un ans, elle traite de la solitude des femmes et de leurs désirs refoulés. Dix été traduits : *L'Amour* (Le Livre de Poésie, 1989) et *Le Chant du pèlerin* (Picquier, 1992).

Ch'oe Yun (née en 1953). Séoulaise, admiratrice de Flaubert et de Péguy, elle a étudié à Aix-en-Provence. Professeur de littérature, traductrice de Duras, Todorov, Kristeva, elle dirige, avec Patrick Maurus, la collection « Lettres coréennes » chez Actes Sud, où elle a publié *La-bas, sans bruit, tombe un pétale* (1991). Il surveille son père (1993). Avec cette neige grise et soie (1995).

Han Malsuk (née en 1931). Née dans l'aristocratie, elle a la réputation d'un écrivain moraliste et réaliste. Une première traduction en français doit paraître à L'Harmattan.

LIVRES POUR ENFANTS

Par ailleurs, les Belles étrangères s'ouvrent pour la première fois au livre pour enfants avec une exposition consacrée à l'édition de jeunesse et aux illustrateurs de Corée (2). Organisée par la Fondation Samsung pour la culture, la Joie par les livres et l'IBBY France, elle réunit une vingtaine d'éditeurs coréens ainsi que les originaux d'illustrateurs, tels Liu Jae-soo ou Kang Woo-hyon (primé à Bratislava en 1989). Une excellente introduction à la culture d'un vieux pays neuf en pleine mutation, où le livre illustré de qualité n'a vraiment démarré que dans les années 80.

- (1) Renseignements au Centre national du livre, 53, rue de Valenciennes, 75007 Paris, tél. : 49-54-68-68.
(2) « Découvrir la Corée », au Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna, 75016 Paris, et au Centre Pompidou, salle d'actualité de la BPI. Jusqu'au 6 décembre.

Un imprécateur engagé

LE RÊVE D'UN HOMME

ABATTU
de Sin Kyongnim.
Traduit du coréen
par Patrick Maurus et Ch'oe Yun
Gallimard, coll. « Connaissance
de l'Orient », 130 p., 80 F.

Plutôt que de revendiquer d'emblée sa qualité de poète, Sin Kyongnim s'est fait successivement précepteur, paysan, mineur, ouvrier, commerçant. En Corée comme ailleurs, l'épreuve de la vie réelle est fortement déconseillée : à voir le monde et les hommes de trop près, on risque de prendre de mauvaises habitudes, de garder de vilains réflexes, voire de défendre des solidarités passablement rustiques. C'est pourquoi Patrick Maurus, dans sa préface, multiplie les mises en garde avant d'annoncer la terrible nouvelle : les poèmes de Sin Kyongnim sont pour la plupart « engagés » et peut-être bien « réalistes ».

Toujours dans le camp des humbles et des déshérités, Sin Kyongnim ne célèbre pas un peuple abstrait, il parle de ceux qu'il a côtoyés, et qui sont devenus ses compagnons. Il parle des innombrables victimes qu'un développement économique forcé, insensé, massacrur et souvent crapuleux, a broyées. Loin de s'octroyer un beau rôle d'avant-garde, il se met au contraire à l'écoute des chants populaires qu'il recueille et enregistre directement sur le terrain. La métrique précise de ses poèmes, comme les rythmes profonds qui les hantent, viennent de là. « On en-

tend leurs cris/ On entend les hurlements/ On entend le bruit des ongles obliques/ Griffant les murs/ Qui est pauvre ? / Qui est du côté des opprimés ? / Il n'y a personne/ Pour le dire/ On entend/ Le bruit de ces pas précipités/ On entend un bruit de chute et/ De renversement le soupir des hommes/ Impuissants qui recouvrent les morts/ On entend le bruit des coups furieux/ Qui tombent à verse là-dessus/ On entend des chants. »

Reconnu comme le porte-voix des sans-voix, Sin Kyongnim n'a rien d'un frère précepteur. S'il ne dédaigne pas l'imprécation, il se garde de la harangue. Il ne cache ni ses doutes, ni ses incompréhensions, ni ses errances. « Pour celui qui vit comme chassé comme en fuite/ La vie est quelquefois tourmentée/ Regardant les étoiles enfouies dans le ciel noir sur la longue crête/ Je parviens à voyager qui s'est trompé de route. »

Un long texte narratif, *Le Col Sae-jac*, forme à lui seul la seconde partie de ce choix de poèmes. Il appartient à un genre très prisé en Corée. Les références historiques ou légendaires entrant sans difficulté en résonance avec les exactions des temps présents, on y entend, modulé sur tous les tons, un appel à la rébellion des sans-grade, à la révolte des affamés, à la mise hors la loi volontaire des exclus. D'une sobriété exemplaire, sans affectations ni jérémiades, les chants de Sin Kyongnim ont la force d'échos vengeurs et sombres. Ils forment aujourd'hui la mémoire douloureuse de ce « pays du matin rarement calme », la Corée.

André Velter

La Salamandre
COLLECTION DIRIGÉE PAR
PIERRE BRUNEL

Ouvrages composés avec les caractères historiques de l'Imprimerie Nationale sur Vergé. Édition de tête 30 exemplaires sur Vélin : 2000 F.
Édition reliée numérotée de 1 à 450 : 270 F. Édition brochée. 170 F.

IMPRIMERIE NATIONALE
Éditions

LA RENAISSANCE DES GRANDS TEXTES



ÉCONOMIE
PAR PHILIPPE SIMONNOT

Richesse inégale des nations

L'ÉCONOMIE MONDIALE 1820-1992
d'Angus Maddison.
Analyse et statistiques.
Études du Centre
de développement,
OCDE, 274 p., 120 F.

Un rêve d'économiste, sinôn d'économiste : remonter le plus loin possible dans le temps pour mesurer le progrès du niveau de vie. Déjà, Angus Maddison nous avait offert, il y a six ans, une statistique de l'économie mondiale démarrant en 1900. Cette fois, le point de départ est 1820, avec des plongées en arrière jusqu'à 1500. Bien sûr, tous ces calculs posent d'immenses problèmes de méthode. Mais ne boudons pas notre plaisir. Même un allergique aux chiffres et aux graphiques, ici forcément abondants, sera captivé par les résultats de cette recherche. En voici les principaux : les deux derniers siècles sont véritablement exceptionnels en matière de croissance.

De 1500 à 1820, la population mondiale avait seulement doublé, le niveau de vie était passé de 565 à 651 dollars par tête, soit une croissance de 0,04 % par an. De 1820 à 1992, la population a été multipliée par cinq, la richesse globale par quarante, et le niveau de vie individuel par presque neuf, soit une progression moyenne de 1,21 % par an et par tête. Les sombres prédictions de Malthus n'ont été démenties.

L'âge d'or de ces deux siècles a bien été la période 1950-1973. Mais ce que l'on ne savait pas avec une telle précision, c'est que les deuxième et troisième meilleures périodes de croissance ont été, respectivement, 1870-1913, et 1973-1992. Replacées dans la très longue période, nos lamentations quotidiennes sur la crise économique paraissent injustifiées et tout bonnement ridicules.

Autre résultat majeur : l'inégalité des nations n'a cessé de s'accroître pendant ces deux siècles. Les pays ou les régions les plus prospères au début de la période, l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, ont progressé le plus vite. L'écart entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre était de 3 à 1 en 1820. Il est aujourd'hui de 72 à 1. Cependant, le classement lui-même est en 1992 à peu près le même que celui qu'Adam Smith avait tiré de ses célèbres recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Ainsi l'Afrique est-elle restée au bas de l'échelle, son revenu moyen par tête étant maintenant au même niveau que celui de l'Europe en 1820.

En tête des facteurs explicatifs de cette prodigieuse expansion de la richesse et de son inégale distribution, Angus Maddison place le progrès technique, notamment dans les transports et les communications - en 1820, le trajet Paris-Lyon prenait encore cinq jours par les transports publics, que la plupart de gens n'avaient pas les moyens de s'offrir. Vient ensuite l'accumulation du capital physique, la très forte élévation du niveau moyen d'éducation, l'interdépendance croissante des économies (en 1820, les exportations ne représentaient que 1 % du produit mondial contre 13,5 % en 1992). Les richesses naturelles jouent, quant à elles, un rôle de plus en plus négligeable.

L'une des questions qui taraudent tout historien de l'économie multiséculaire est relative à la Chine. Pourquoi n'a-t-elle pas décollé alors que ses performances économiques il y a deux mille ans étaient comparables à celles de l'Empire romain, et qu'elles étaient supérieures à celles de l'Europe entre 500 et 1400 ? A partir de ses analyses, Maddison répond : « Il est probable que la création par la Chine de la plus grande et de la plus durable entité politique ait été incompatible avec un développement capitaliste réussi. » Certes, les idéogrammes, parce qu'ils pouvaient être compris par des personnes habitant aux quatre coins de l'empire, renforçaient le contrôle et la cohérence du géant. Mais l'apprentissage long et pénible de 40 000 caractères était un obstacle à l'alphabétisation des masses, et donc au développement du « capital humain », tout en renforçant l'ethnocentrisme et l'auto-satisfaction des élites.

Éducation, démocratie et prospérité iraient donc de pair. Le meilleur des mondes !

L'opéra de Puccini de A à Z

Texte intégral en italien et en français. Guide d'écoute. Buttrfly sur scène et à l'opéra. Discographie. Dictionnaire : 60 mots clés, 132 pages, 70 ph. couleurs.

Avec le soutien de la Fondation d'entreprise France Télécom

OPÉRA POCHE

Éditions Premières Loges, Paris. (1) 42 33 51 51 Fax (1) 42 33 80 51. Enluminure par Gérard Lefebvre, 1995. Tirage limité à 500 exemplaires. 60 F.



POLITIQUE

PAR ANDRÉ LAURENS

LA RÉGRESSION DÉMOCRATIQUE

d'Alain-Gérard Slama.
Fayard, 286 p., 120 F.

Comme l'amour, la démocratie reste un bonheur fragile, même quand il semble durablement installé. La routine, le confort, peuvent le vider de son contenu s'il perd de vue ses motivations, ses élans et ses exigences. C'est bien un manque qu'en marxiste politique Alain-Gérard Slama constate et déplore dans son essai sur *La régression démocratique*. Un manque de passion, en quelque sorte ! Il apporte la sienne, nourrie au lait des grands penseurs de la démocratie et servie avec brio. Si l'on ne le suit pas dans toutes ses indignations, ce n'est pas qu'elles manquent d'arguments, de références, ou de verve. Pour le coup, elles secouent la supposée « pensée unique » et prouvent qu'il y en a au moins une autre, apte à s'imposer avec force dans le débat, dans la veine d'un gaullisme républicain et libéral. Tant mieux, voilà un livre qui annonce la couleur et participe de la salubrité intellectuelle ! Alain-Gérard Slama diagnostique une maladie qui crée le vide : elle se caractérise par le rejet sans contre-

La démocratie en état de manque

partie du système politique, au profit d'une « idéologie sans sujet » et elle se propage dans un organisme amoindri, « un État sans notion ». A terme, c'est la conception française de la République qui est menacée dans ses fondements et sa survie. Tout se passe comme si la propagation du mal était à la fois insidieuse et acceptée. Comme si elle témoignait d'une bonne santé alors qu'elle est pernicieuse.

« INDIVIDUALISME TRIBAL »

L'auteur combat une idéologie erratique, qui devient dominante sur le terrain abandonné par les utopies épuisées mais, aussi par l'irresponsabilité des politiques ; elle se manifeste, selon lui, par la glorification de mythes, de renoncements et de dérives, présentés comme autant de progrès démocratiques ou moraux. Ainsi en est-il de l'exaltation du fait communautaire, « aberration idéologique majeure du temps » que l'auteur appelle « individualisme tribal ». Elle conduit, à ses yeux, à la négation du lien national, à la délaicisation de la société, à la dilution de la citoyenneté. Ce n'est pas, explique-t-il, la montée des extrémismes et des extrémismes qui provoque la crise de la citoyenneté, mais le contraire. L'auteur ne manque pas d'exemples récents pour étayer une démonstration

qui n'épargne aucune des communautés (religieuses, ethniques, sexuelles, corporatistes) dont la propension commune est de fixer les termes du débat public.

Il dénonce avec la même ardeur « le mythe de l'exclusion », ou celui de « la société d'élite », qui, outre qu'il ne lui paraît pas correspondre à la réalité de la société française, nourrit, assure-t-il, les différentes variétés de populisme et ne laisse d'autre alternative que la victimisation et la culpabilisation. La vraie nature de la crise luge, affirme-t-il, dans l'effondrement des classes moyennes et des catégories de salaires proches, car « elles ont fait les frais de la politique d'assistance généralisée ». Il déplore, au passage, que le système de protection sociale ait été assis, en France, sur la solidarité plutôt que sur l'assurance, ce choix ayant contribué à la crise de la responsabilité et du civisme.

L'auteur est tout aussi indigné par la propension politiquement correcte « à réglementer de plus en plus ce que nous devons faire, penser et être » qui frappe « la liberté de la source ». A cet égard, « l'ampleur démesurée, obsessionnelle prise par le débat sur la corruption », ainsi que « le mythe de la transparence » tombent sous le coup de sa colère. « L'abus du droit », « la juridiction de la so-

ciété », la tentation de confier à « la dictature de l'opinion » et aux juges la charge de trancher de la vérité et de la vertu, éloignent, à son sens, la France de son modèle républicain et de son « exception », alors que dans le jeu mondial des influences et des recompositions nécessaires, elle aurait tout intérêt à y rester fidèle.

Il s'agit donc, pour Alain-Gérard Slama, de reconstruire la République, de refaire des citoyens. Ce la suppose que le politique retrouve sa primauté et assume sa responsabilité, qui est de décider, d'agir et de contrôler - plutôt que d'éviter systématiquement le conflit sous le couvert du consensus et de l'arrangement transactionnel -, que l'État récupère des prérogatives trop souvent cédées à la société civile, que la laïcité et la conception universaliste de la citoyenneté redeviennent des règles républicaines.

Ce discours s'adresse aux gouvernants et aux élites susceptibles de le relayer. Glissons un conseil qui ne relève ni de l'abus de la transparence ni de l'obsession de la corruption : il vaudrait mieux que les restaurateurs de la République, s'ils se lèvent, soient, dans leurs agissements, cohérents avec les vertus qu'ils prétendent défendre et les efforts qu'ils réclament.

SOCIÉTÉ

PAR ROBERT SOLÉ

La science piégée par les maths

LA DÉFAITE DE PLATON

Fayard, 502 p., 150 F.

Règle d'or : rester à sa place, ne pas sortir de sa case. Il est formellement déconseillé à un scientifique de s'aventurer, ne serait-ce que timidement, hors de sa spécialité. Il donnerait l'impression de marcher sur les plates-bandes des voisins et passerait de toute manière pour un zozo incompétent.

Claude Allègre n'en a cure. Cet éminent spécialiste de la physique du globe s'est voulu iconoclaste jusqu'au bout en se promenant sans complexe dans toutes les disciplines avec un objectif audacieux : exposer simplement à l'« honnête homme » d'aujourd'hui l'ensemble des progrès accomplis par la science au XX^e siècle. Cela nous vaut un livre lumineux, où il est question, avec la même clarté et le même enthousiasme, des ordinateurs et des astronautes, des enzymes coupeuses et de la géochimie.

Le lecteur a le droit de passer rapidement sur tel ou tel chapitre qui l'intéresse moins que d'autres. Rien ne lui interdira d'y revenir par la suite, car le livre de Claude Allègre est de ceux que l'on conserve dans sa bibliothèque et que l'on consulte au besoin. Cela dit, tout va de plus en plus vite

dans le domaine scientifique, et nul ne sait ce que nous réservent les dernières heures de ce siècle stupéfiant.

Les progrès accomplis depuis cent ans sont sans commune mesure avec tout ce que l'humanité avait découvert jusque-là. Même le cher XIX^e fasciné par la science n'arrive pas à la cheville du siècle qui s'achève. Claude Allègre fait pourtant remarquer un étonnant paradoxe : cette science triomphante est aujourd'hui victime d'une véritable ségrégation, en France tout au moins ; elle s'est éloignée de la culture et, par là même, de la conduite des affaires.

A la fin du siècle dernier, l'espace des savants était divisé en deux compartiments, de prestige très inégal : en haut, les sciences « rigoureuses », ayant pour seul langage les mathématiques (mécanique, thermodynamique, électromagnétisme) ; en bas, les sciences « naturelles », constituées de disciplines éparpillées et morcelées. Ce bel édifice allait être complètement jeté à bas avec l'épanouissement de la physique microscopique, puis de la biologie et de la chimie. Et, naturellement, l'ordinateur a joué un rôle déterminant dans ce grand chambardement. Aucune des grandes révolutions scientifiques récentes n'aurait été possible sans lui.

L'ordinateur illustre de manière spectaculaire le changement qui est intervenu entre la science et

ses applications. L'ordre traditionnel a été bouleversé : ce n'est plus une discipline scientifique qui donne naissance à une technologie, mais l'inverse. L'informatique, par exemple, est une science créée par un produit. Désormais, l'homme a tendance à inventer d'abord des « objets » (comme les supramolécules) pour en chercher ensuite les propriétés. Des découvertes fondamentales (comme la pile atomique, le transistor ou le génie génétique) sont réalisées dans des laboratoires industriels.

LOIN DU RÉEL

Claude Allègre chérit toutes les sciences et tous les scientifiques. Mais il a plus de mal à s'extasier devant les mathématiques et les mathématiciens. L'ex-discipline reine lui paraît coupable d'égotisme abusif, sinon de « hold-up intellectuel ». Il l'accuse, et plus ni moins, de polluer tout le système d'enseignement en France. On n'est pas là dans le pur débat d'idées, lancé par un savant en chambre. Ce spécialiste mondial des sciences de la Terre, proche ami de Lionel Jospin, a été le conseiller du dirigeant socialiste lorsque celui-ci occupait le poste de ministre de l'Éducation nationale. Il a donc pu mesurer de près ce qu'il dénonce, à défaut d'avoir pu y mettre fin.

Les maths, souligne-t-il, ne sont nullement la science de référence, comme on continue de le croire en

France. Leur rôle dans les découvertes modernes n'a cessé de diminuer. Pourtant, certaines sciences humaines ont cru devoir les utiliser à tout prix dans le but d'acquiescer une légitimité. C'est le cas de l'économie, enfermée dans l'illusion qu'elle posséderait des lois aussi universelles que celles du monde physique. Elle n'a fait ainsi que s'éloigner du réel dont elle était partie.

Car rien n'est plus éloigné du réel que les mathématiques pures, affirme Claude Allègre. Les prendre comme instrument de sélection est le signe d'une « pensée platonicienne » complètement dépassée, qui conduit à une consécration « géométrisation des esprits dirigeants ». La France est, avec la Russie, le seul grand pays industrialisé à avoir fait un tel choix. N'a-t-elle pas toujours préféré « les certitudes de l'esprit aux incertitudes dérangeantes du réel » ?

Claude Allègre ignore pas les contre-arguments des mathématiciens, mais il enfonce joyeusement le clou. Dans un monde qui bougera de plus en plus, poursuit-il, on devrait départager les élèves en fonction de leur capacité à imaginer, à inventer, à s'adapter au réel. « Notre enseignement ne forme pas les jeunes à l'esprit scientifique, il leur enseigne une discipline obsolète. » Loin de les sensibiliser à la science, les maths ne feraient, en somme, que les en éloigner. Un joli pavé dans la mare.

REVUES INTERNATIONALES

Les chemins de la paix en Bosnie

Belgrade, dernier refuge des « kreninologues » ? Selon *Transition*, la revue bi-mensuelle de l'Open Media Research Institute (OMRI), qui sert de fondement à Radio Free Europe, le processus qui a conduit aux accords de Dayton commence par un signal hautement crypté : à partir du 5 août, la carte qui illustre les bulletins météorologiques de la télévision d'État à Belgrade a cessé de faire apparaître les « terres serbes », autrement dit les zones contrôlées par les « amis » à l'extérieur de la mini-fédération yougoslave. Ces zones ont été remplacées à l'écran par des massifs de fleurs. Coïncidant avec le début de l'offensive croate contre la Krajina, ce premier signe devait être suivi de plusieurs autres : remplacement du ministre des affaires étrangères, le 15 août, rapprochement entre le président serbe et son homologue du Monténégro depuis longtemps plus modéré, attaques de ce dernier contre les ultranationalistes de l'église orthodoxe serbe, etc.

Slobodan Milosevic n'est pas blanchi pour autant. Patrick More

souligne dans la même revue la « soif de pouvoir » du « dictateur de Belgrade » et constate que les « Serbes de l'ouest » risquent de subir le même sort que les Allemands des Sudètes et d'ailleurs après la deuxième guerre mondiale - « celui de civils en majorité innocents payant le prix d'une guerre d'agression lancée par une dictature nationaliste » (*Transition*, n° 19 et 20, OMRI, Motokov Building, Na Strzi 63, 14062 Prague 4. Le numéro : 5,7 DM).

Écrivant bien avant la signature des accords de paix du 21 novembre, deux auteurs français engagés avaient souligné, dans *Politique internationale*, l'ampleur du tournant qui devait y conduire. Pour Alain Finkelkraut, « deux grands dogmes ont empêché, pendant quatre longues années, toute percée diplomatique : celui de l'invincibilité serbe et celui de la nécessaire neutralité de la communauté internationale ». Selon l'auteur, Jacques Chirac était encore sensible à ces dogmes, lorsque, le recevant début juillet à l'Élysée avec d'autres intellectuels, le président français leur avait dit : « Vous, vous mobilisez

pour des causes. Nous, les hommes politiques, nous mobilisons pour des résultats. » Or, poursuit Alain Finkelkraut, « pourquoi lui avait-on demandé audience ? Parce que la politique suivie jusqu'à présent n'avait produit aucun résultat. Elle n'a commencé à porter ses fruits que lorsque le principe jugé réaliste de la neutralité a été abandonné ».

Pierre Hassner constate lui aussi qu'il y a eu un changement dans l'attitude française avec la création de la Force de réaction rapide, mais aussi « le passage à une politique fondée davantage sur l'action militaire et sur l'OTAN que sur l'action humanitaire et la diplomatie ». Il y a eu surtout l'entrée en scène des États-Unis qui, sans changer de politique comme on l'a dit parfois (ils avaient toujours préconisé des frappes aériennes et soutenu les plans du groupe de contact), ont enfin pris l'initiative.

Bien sûr, tout cela ne pouvait se terminer par un compromis boiteux fort éloigné de la vision d'une Bosnie « unie et tolérante » préconisée à l'origine par les bons esprits. L'auteur admet

notamment qu'il « n'y a pas de bonne solution » au problème des réfugiés, mais que l'on doit au moins maintenir le principe du droit au retour, assorti de quelques accommodements : compensations accordées à ceux qui acceptent d'y renoncer, échanges de terres et de maisons, etc.

Relevant que Richard Holbrooke, le négociateur américain, est devenu le « Kissinger des Balkans », Pierre Hassner rappelle que « les exploits de Super-Henry n'ont pas évité la défaite américaine au Vietnam, ni mis fin au conflit arabo-israélien ». De fait, l'accord de Dayton évoque par sa complexité celui qui avait été signé sur le Vietnam en janvier 1973 à Paris, une autre « usine à gaz » tombée en ruine deux ans plus tard avec la chute de Saïgon. Il est vrai qu'à l'époque il s'agissait de désengager l'Amérique d'un long conflit. Aujourd'hui, on va au contraire engager 20 000 GI. Mais le terrain est tout aussi glissant... (*Politique internationale*, n° 69, 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris. 60 F.).

Michel Tatu

سكاك الامل

150

CHRONIQUE

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



TESTAMENT À L'ANGLAISE
(What a Carve Up)
de Jonathan Coe.
Traduit de l'anglais par Jean Pavans.
Gallimard, « Du monde entier », 504 p., 180 F.

Hippolyte Taine, qu'on lisait beaucoup à la fin du siècle dernier, affirmait que le fameux humour anglais reposait sur un fond de mélancolie et qu'« en Angleterre l'homme qui plaisante n'est que rarement bienveillant et jamais heureux ». Peut-être y a-t-il une manière d'antidote entre la poursuite du bonheur, cette lente et patiente conquête, et le rire, expression de la satisfaction immédiate, mais aussi réaction aux imperfections de la vie et à ses ridicules. Par bonheur, les Français seraient gais ; par amertume et par pessimisme, les Anglais auraient de l'humour.

Testament à l'Anglaise, quatrième roman de Jonathan Coe et le premier traduit en français, pourrait passer pour une illustration exemplaire de cette théorie. Coe, qui a trente-cinq ans et qui a reçu la formation chic du Trinity College de Cambridge, semble mettre ses pas dans les traces de ses glorieux ancêtres que furent Saki, Waugh, Wodehouse ou Trollope. Au centre de son roman s'agit une vieille famille de l'aristocratie anglaise, les Winshaw, avec leur antique manoir humide et glacé, leur snobisme congénital, leur inculture, leurs excentricités, leur monstrueux égoïsme. Des êtres tarés derrière une façade noble : c'est un ressort comique puissant, et Coe l'exploite avec une efficacité digne de ses devanciers.

Mais Waugh et les autres marchaient à la nostalgie, ils riaient jaune. Ce monde dont ils observaient la décadence et l'inadéquation aux nouvelles normes de la société moderne, c'était le leur, celui de leur jeunesse, celui du temps où

l'Angleterre dominait le monde et où l'on buvait le thé à 5 heures et selon les mêmes rites à Birmingham et à Calcutta, au Caire et à Sydney. Leurs aristocrates étaient des niais obtus, mais ils n'en défendaient pas moins, sans vraiment s'en rendre compte, les derniers flots d'une civilisation, la dernière figure d'un ordre, contre le raz de marée des barbaries diverses. Jonathan Coe reprend l'histoire de ces « grandes familles » là où Waugh les a laissées, à la fin de la deuxième guerre mondiale. Et chez lui la colère prend le pas sur la nostalgie.

Les nobles n'ont, moralement, pas changé. Egocentriques, vaniteux, enfermés dans leurs préjugés de classe, avides de plaisirs, volontiers cyniques. Mais si leur statut et leurs prétentions élitistes ont pu être un moment menacés, tout cela n'est plus qu'un mauvais souvenir : ils sont de nouveaux maîtres du jeu. Ils étaient décadents, dépassés, fantomatiques, à contre-courant, pittoresques dinosaures condamnés par les lois de l'évolution ; et leur anachronisme les rendait gentiment ridicules, joliment comiques. Aujourd'hui, c'est le peuple qui

est mis hors du coup, illusionné, manipulé, escroqué et battu comme plâtre. S'il y a toujours une farce, on a changé de dindon. Testament à l'Anglaise raconte ce renversement, ces quarante années d'histoire anglaise, entre 1950 et 1990, au cours desquelles la vieille société inégalitaire, arrogante, égoïste, maladivement méprisante, enfermée dans une éthique de caste, a repris le pouvoir. Il décrit une Restauration.

Jonathan Coe a composé un pamphlet cocasse, autrement dit, cruel et malheureux. Les derniers rejetons de la dynastie Winshaw sont six. L'une dirige un groupe d'agrochimie, ce qui nous vaut des pages cliniques, magnifiques et insoutenables, sur quelques aspects de ce qu'on ose encore appeler l'élevage des animaux. Une autre, totalement dépourvue de talent, est une vedette du journalisme à grand tirage, célèbre pour le « bon sens » de ses chroniques, c'est-à-dire pour la bassesse de leur démagogie. Elle prépare, comme il se doit, un roman dont l'humanité est aussi prévisible que le succès. Un troisième est marchand de tableaux malgré sa parfaite ignorance artistique que compensent ses talents de boursicotier sur le marché de l'art.

Le quatrième est un banquier dont le plus grand plaisir est de participer à la ruée des déna-

lionalisations, au pillage, pour le profit de quelques-uns choisis parmi les plus riches, de ce qui appartenait à tout le monde. Mais déposséder les pauvres ne suffit pas à satisfaire ses appétits : il rêve d'en faire des zombies, de purs voyeurs enchaînés à leurs écrans. Aussi investit-il l'argent de ses clients dans l'industrie de la vidéo. Le cinquième fait une carrière politique. Il a été travailleur modéré - quand le vent soufflait vers la gauche, mais Margaret Hilda Roberts, rencontrée à Oxford avant qu'elle n'épouse M. Thatcher, n'a pas tardé à le séduire et à le convertir aux joies du libéralisme. Il n'hésitera pas à poignarder Margaret dans le dos quand le besoin s'en fera sentir, mais il a désormais un but dans sa vie politique, un idéal : soumettre le système de santé aux normes du marché, ce qui serait évidemment le hold-up le plus fructueux jamais réussi, le casse du millénaire. Le sixième et dernier membre de la bande est trafiquant d'armes. Comme nous sommes dans les six derniers mois de 1990, on le voit fournir à Saddam Hussein les engins de destruction les plus sophistiqués et faire mener ensuite campagne contre le même Saddam Hussein afin qu'on détruise son arsenal.

La Restauration

Il faut bien que la demande se renouvelle... Ces six affreux le sont tellement que Jonathan Coe courrait le risque de n'être pas crédible. A faire tant rire de tant d'excès, on cesse d'être pris au sérieux. Or le propos de Coe est sérieux, comme sa révolte. Fort heureusement, le romancier vient à point nommé donner la main à l'homme en colère. L'homme en colère frappe avec un punch redoutable ; le romancier transforme le jeu de massacre en tableau véridique pour peu qu'il ait du talent. Coe est, sans doute aucun, l'un des romanciers anglais les plus doués d'aujourd'hui. Sa palette est riche, du comique au poignant, du réalisme descriptif aux fantaisies de l'imagination, du reportage social aux séductions de l'énigme policière, de la citation cultivée aux plongées dans les mythes de la littérature populaire. Il use avec autant de dextérité du sarcasme et de la fleur bleue, de l'analyse et de la poésie, du suspense et de l'évocation lyrique.

Mais Coe est avant tout un ingénieur expert en machinerie romanesque. Il y a, au départ, deux axes dans Testament à l'Anglaise. L'axe des Winshaw et celui de Michael Owen. Owen est un jeune écrivain, plutôt dépressif, qui passe ses jours et ses nuits enfermé dans sa chambre à regarder un vieux film, *What a Carve Up*, une histoire gothique de meurtres en série dans un vieux château anglais. Les deux fils commencent à se nouer : quelques années auparavant, Owen en panne d'argent, a accepté d'écrire un livre de commande sur la glorieuse famille Winshaw. Il a abandonné le projet en friche lorsqu'il s'est installé dans la déprime. Les fils, un instant, se dénouent. Mais d'autres prolifèrent autour de la geste des Winshaw et autour de la triste histoire de Michael Owen, de son enfance, de ses amours, de son imagination, de ses fantasmes, de sa vocation d'écrivain. Et peu à peu, comme les rameaux de deux plantes grimpantes plantées à bonne distance l'une de l'autre, des fragments minuscules de la vie d'Owen se retrouvent dans la proximité de quelques tentacules poussées par la pleuvre dynastique des Winshaw. Les deux romans qui coexistaient commencent à s'enrouler l'un autour de l'autre par les extrémités. Encore quelques séquences, quelques avancées dans les méfaits d'un Winshaw et dans la conscience malheureuse d'Owen et nul ne pourra plus savoir si les pages qu'il lit appartiennent à la geste des prédateurs ou au picaresque des victimes.

Cette construction végétale du roman, élaborée et poursuivie avec une précision méticuleuse, permet à Jonathan Coe d'atteindre des objectifs réputés contradictoires. Testament à l'Anglaise brasse des éléments multiples, hétérogènes - de la guerre contre l'Irak à la décadence du goût esthétique, de la situation catastrophique des hôpitaux au pouvoir hypnotique des images - sans que se perde jamais le sentiment d'une unité, d'une logique sous-jacente à tous ces phénomènes. De la même façon, le livre raconte des histoires individuelles, solitaires, mais de telle façon que chacune d'elle soit comme la diffraction d'une histoire unique, tragique, lugubre et néanmoins, en elle-même, insaisissable : celle de l'Angleterre de la Restauration, celle qui triomphe à visage presque découvert au cours des années Thatcher. Celle qui oblige Michael Owen - à moins que ce ne soit Jonathan Coe - à sortir de sa torpeur et de sa déprime pour se convertir à la colère : « Je suis soudain le sentiment que quelque'un, quelque part, savourait une monstrueuse plaisanterie à mes dépens. »

1995 / 15

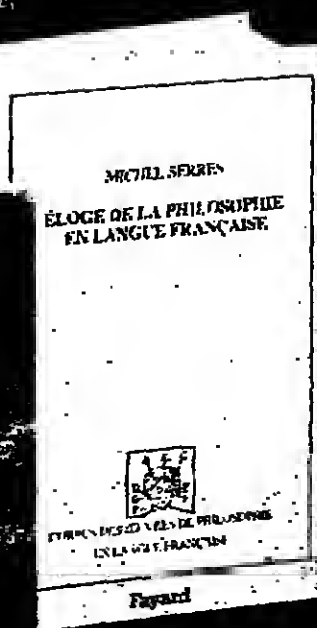
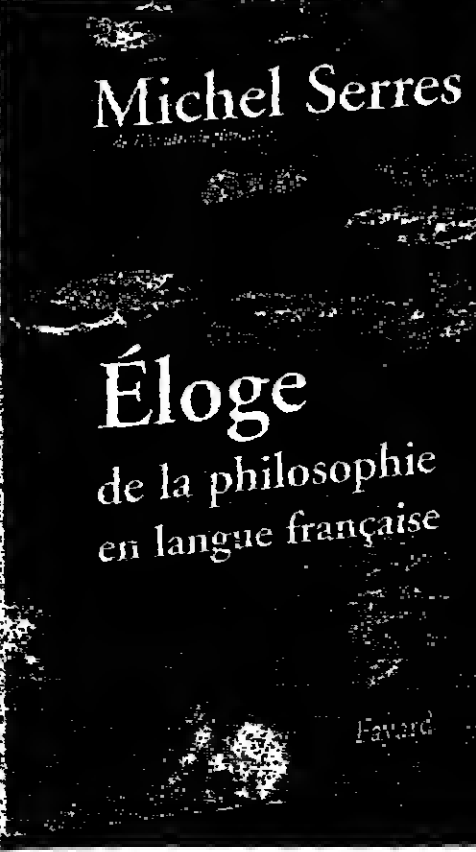
les toutes pour les cent d'In- Les em- et plus x des so- est dans llemagne, mnes en- s impres- rent pour it destiné, pas aux créateurs

ain sur la 1 lui de- s sur les rme mais ique au vouloir mpol et être exi- des pro- als aussi 'accuell, e et so- ée.

hfeld

Michel Serres de l'Académie française

« Serions-nous que presque tous nos philosophes endurèrent l'exil, la prison, l'interdit ou la condamnation, une forme d'exclusion ? Qu'ils refusèrent, avec courage, de se plier aux idées dominantes ? Qu'ils s'exposèrent à mille risques pour garder leur liberté de penser ? Que leurs vies, aussi diverses que parallèles, garantissent l'authenticité de leurs écrits ? Des mille conflits dont ils souffrirent et dont la France, au bout du compte, tira son unité, si rare parmi les nations, naquirent presque toutes les œuvres publiées par le Corpus, ces milliers de pages d'où fuse un cri, déchirant, de liberté, dont l'allégresse et la gravité distinguent la philosophie écrite en notre langue. »



Relié 160 F
Broché 288p., 120 F

Fayard

Liste des ouvrages parus par siècle dans le CORPUS DES ŒUVRES DE PHILOSOPHIE EN LANGUE FRANÇAISE

- XVI^e SÈCLE**
Bodin, Les six livres de la république, 1576 (6 volumes). Hotman, La Gueule française, 1574. La Popelinière, Histoire des provinces, 1599 (2 volumes). Le Roy, De la vicissitude ou variété des choses en l'univers, 1575.
- XVII^e SÈCLE**
Arnauld, Des vraies et des fausses idées, 1683. Bernier, Abrégé de philosophie de Gassendi, 1664 (7 volumes). Boussuet, De la connaissance de Dieu et de soi-même, 1722. Charron, De la sagesse, 1604. Guez de Balzac, Traité de la connaissance des animaux, 1668. Descartes, Discours de la méthode, avec les essais de cette méthode, 1637. Duplès, La logique, 1603. Duplès, La physique, 1603. Duplès, La métaphysique, 1610. Duplès, L'éthique, 1610. La Moine Le Vayer, Les neuf dialogues liés à l'imagination des anciens, 1630-1631. Mazon, Essai de logique, 1678. Méneceur, Questions insolites, 1634. Proulx de la Barre, De l'égalité des deux sexes, 1673. Scudéry, De l'usage des passions, 1641. Silhon, Les deux vices, 1626. Vauclercq, La nouvelle algèbre de M. Viète, 1650.
- XVIII^e SÈCLE**
Académie de Berlin, De l'université européenne de la langue française, 1784. D'Alembert, Essai sur les éléments de philosophie, 1759. Bonnet, Considérations sur les corps organisés, 1762. Bouffier, Essai philosophique sur l'âme des bêtes, 1728. De Brosses, Du culte des dieux fétiches, 1740. Cossart, Traité des systèmes, 1749. Condillac, Traité des sensations, Traité des animaux, 1754. Condorcet, Sur les élections et autres textes, 1794. Cousin, Traité du beau, 1715-1802. Diderot, Les véritables principes de la grammaire, 1729-1756. Abbé de l'Épée, La véritable manière d'instruire les sourds et muets, 1784. Fontenelle, Œuvres, t. I à VI, 1657-1757. Frédéric II, Œuvres philosophiques, 1740-1780. Gallani, Dialogues sur le commerce des bêtes, 1770. Helvétius, De l'esprit, 1758. Helvétius, De l'homme, 1773 (2 volumes). D'Holbach, Système de la nature, 1770 (2 volumes). D'Holbach, Système social, 1773. La Mettrie, Œuvres philosophiques, 1737-1752 (2 volumes). Laplace, Exposition du système du monde, 1796. Linguet, Théorie des lois civiles, 1767. Mably, De l'étude de l'histoire, 1775-1783. Maillet, Tellmead, 1755. Saint-Martin, Cours de la science, précédé d'autres textes philosophiques, 1782-1802. Abbé de Saint-Pierre, Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe, 1713. Voltaire, Œuvres, t. I : 1768-1795 et t. II : 1796-1820.
- XIX^e SÈCLE**
Balthus, Essai sur les institutions sociales, 1818. Bernheim, Hypnotisme, suggestion, psychodidactique, 1891. Boussuet, De l'immortalité de l'âme, 1828. Candolle, Histoire des sciences et des savants depuis deux siècles, 1873. Cantagrel, Le fou du palais Royal, 1841. Chaillet-Lacour, Études et réflexions d'un pessimiste, 1862. Comte, Traité philosophique d'astrologie populaire, 1844. Comte, Cours de philosophie, 1828. Diderot, Le sommeil et les rêves et autres textes, 1885. De Gérando, De la génération des connaissances humaines, 1802. Destut de Tracy, Mémoire sur la faculté de penser ; De la métaphysique de Kant, 1798-1802. Destut de Tracy, Traité de la volonté et de ses effets ; De l'amour, 1818. Gatteaux, Des conspirations et de la justice politique ; De la peine de mort en matière politique, 1822. Guyon, Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction, 1885. Lamarck, Recherches sur l'organisation des corps vivants, 1802. Leroux, De l'humanité, 1840. Proudhon, De la justice dans la révolution et dans l'Église, 1860 (4 volumes). Quatremaire de Quincy, Considérations morales sur la destination des ouvrages de l'art, 1815. Quételet, Sur l'homme, 1835. Quines, Le christianisme et la révolution française, 1845. Ravaisson, De l'habitude : La philosophie en France au XIX^e siècle, 1838. Renouvier, Œuvres, 1876. Thaine, Philosophie de l'art, 1865.
- XX^e SÈCLE**
Dubois, Le mine et la combinaison chimique, 1902. Lachelles, Du fondement de l'induction, et autres textes, 1902. Metzger, La méthode philosophique en histoire des sciences, 1914-1939. Meyerson, De l'explication dans les sciences, 1921. Reches, L'homme et la terre, 1905 (2 volumes).

ricains et res de la s ont dé- l'endant que offi- est pro- sera l'un e prési- Robert é au Sé- rme que nent de vsemble. nent qui est une i liberté, acun de x.

INE

uverne- birac de s les six i prési- t faire chemi- à voir ité so- dicats avec la i. Mais même a qu'a

is so- raine, s mé- qu'il tes. Il plus ne nre- tis fi- mo- e, la de à is et

Le nazisme comme anarchie féodale

Par-delà la - commode - notion de « totalitarisme », l'historien Ian Kershaw donne une vision nouvelle du régime hitlérien : la « domination charismatique » du Führer se nourrit non d'un renforcement, mais d'une crise majeure de l'Etat

L'OPINION ALLEMANDE SOUS LE NAZISME
Bavière 1933-1945
de Ian Kershaw.
Traduit de l'anglais
par Pierre-Emmanuel Dauzat,
CNRS Editions, coll. « Histoire
du XX^e siècle », 376 p., 190 F.

HITLER
Essai sur le charisme
en politique
de Ian Kershaw.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Carnaud
et Pierre-Emmanuel Dauzat,
Gallimard, coll. « NRF Essais »,
242 p., 115 F.

On ne se y trompe pas : le Hitler de Ian Kershaw ne vient nullement apporter une pierre supplémentaire à l'édifice déjà impressionnant des biographies qui ont le fondateur du III^e Reich pour sujet.

Réflexion politique et historique sur la nature du régime nazi, l'ouvrage arrive à point nommé pour relancer, en France, un débat essentiel sur la question de la singularité du nazisme dans le siècle. Ce débat aurait pu avoir lieu au début de cette année, autour du livre de François Furet, *Le Passé d'une illusion* (1), qui réactive la vieille comparaison entre bolchevisme et fascisme, esquissée naguère par Vassil Grossman dans *Vie et destin*. Nonobstant le concert de louanges qui a accueilli, en France tout au moins, l'essai de l'historien français, certaines de ses thèses méritent, en effet, la discussion, sinon la controverse.

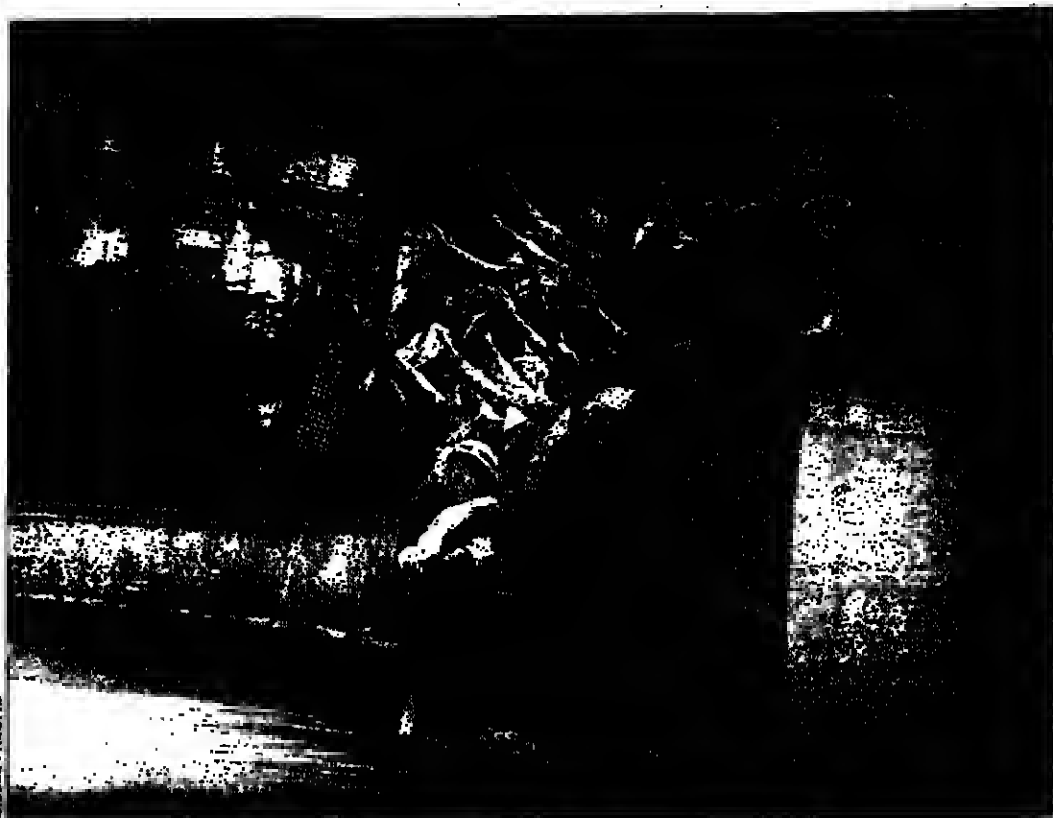
Ainsi de sa référence-référence à Ernst Nolte, chef de file des intellectuels néoconservateurs alle-

mands. Certes, François Furet se démarque des arguments les moins présentables de celui que certains historiens allemands considèrent comme un « marginal ». Il qualifie ainsi de « briste » l'utilisation par Nolte, en guise de « justification » de la paranoïa antisémite de Hitler, d'une déclaration du président de l'exécutif sioniste, Haim Weizman, appelant, en 1939, les Juifs du monde entier à se ranger aux côtés de l'Angleterre. Mais, pour François Furet, Ernst Nolte n'en a pas moins eu le mérite d'avoir brisé un tabou - celui de l'« antifascisme » - et d'avoir mis en lumière un lien de cause à effet entre le déchaînement nazi contre les « races inférieures » et la violence exterminatrice légalisée puis stalinienne contre les tenants de la « bourgeoisie » - deux faces, selon lui, d'une même révolte totalitaire contre la démocratie libérale.

Après l'effondrement du communisme, le moment semblait pourtant venu d'affiner la notion de « totalitarisme », théorie de combat qui rassemble les deux dictatures sous un même modèle théorique : celui de l'absorption de la société civile par l'« Etat total ».

La mise sur le même plan d'Auschwitz et du Goulag, il est vrai, permet d'échapper aux pesanteurs d'une mémoire communiste qui a longtemps minimisé, voire dissimulé, sous le masque de l'« antifascisme », l'ampleur de la terreur soviétique. Mais cette démarche a un inconvénient majeur : une banalisation de la Shoah et des crimes nazis, où l'intelligibilité de la période hitlérienne ne trouve pas nécessairement son compte.

Il est, en tout cas, certain qu'en rapportant la violence politique et



Premiers adeptes du nazisme à Francfort-sur-le-Main en 1932

génocidaire nazie exclusivement à « l'Etat total », on dédouane à bon compte la société civile allemande de sa responsabilité. Son consentement, au moins passif, au génocide nazi, en tout cas, ce que montre Ian Kershaw depuis des années. Dans *L'Opinion allemande sous le nazisme*, paru en 1983 et que les éditions du CNRS viennent de traduire fort à propos, il avait étudié de façon détaillée les réactions de la population bavaroise face à l'évolution du régime national-socialiste.

Dans une véritable entreprise

d'histoire par le bas, ce médiéviste de formation cherchait alors à mesurer l'espace laissé dans l'Allemagne hitlérienne à ce qu'il appelle la « dissension ». *L'histoire de la dissension, écrit-il, de l'opposition et de la résistance sous le III^e Reich est en même temps l'histoire du consentement, de l'approbation et de la collaboration.* S'il concédait que l'opinion allemande n'avait sans doute pas été à l'origine de l'entreprise criminelle nazi, il concluait tout de même que, « si elle fut le fruit de la haine, la route d'Auschwitz fut pavée d'indifférence ». Une indifférence que ni la terreur ni la coercition ne suffisent à expliquer.

Dans *Hitler, essai sur le charisme en politique*, son dernier livre, Ian Kershaw est plus sévère encore. Ainsi, toujours à propos du génocide, il soutient que celui-ci, « loin d'avoir été l'œuvre d'un seul homme, fut au contraire le résultat de l'impressionnement de larges secteurs de la société à servir les buts millénaristes d'un « chef charismatique » qui, le jour où les conditions de l'extermina-

tion se trouvèrent réunies, s'affranchit de toute contrainte constitutionnelle ou légale ».

Le nazisme se caractérise, en effet, par la montée en puissance d'un pouvoir personnel de plus en plus absolu et d'un type de rapport gouvernement-gouverné inédit à l'ère moderne : celui de la « domination charismatique ».

Les talents personnels de Hitler, personnalité incontestablement médiocre dont l'ascension constitue l'énigme de départ du livre, n'ont tout au plus exercé leurs effets que sur le premier cercle des fondateurs du Parti national-socialiste au début des années 20. Au-delà, l'acceptation, par les masses, de cette « domination charismatique » provient non d'un renforcement mais, au contraire, d'une crise majeure de l'Etat.

Car, pour Ian Kershaw, ce n'est pas un Etat moderne, universaliste et bureaucratique, au mieux de sa forme et de sa puissance, qui a pu se lancer dans les atrocités qui marquent l'histoire du III^e Reich, mais

un Etat en proie à un processus de dissolution tel qu'il a autorisé, en plein XX^e siècle, la reconstitution inattendue d'une société féodale, où la dévotion à une personne s'est substituée de plus en plus exclusivement à la relation politique à des institutions, anonymes par essence.

C'est ainsi que, dans l'Allemagne nazie, le serment n'était plus prêté qu'au Führer lui-même, et non à sa fonction. Tel est le propre d'un Etat en crise mais aussi d'un Etat profondément instable. Ian Kershaw montre comment le III^e Reich n'a pas tardé à dégénérer en anarchie. Chaos administratif, doublement systématique de centres de décision rivaux (symbolisés par la juxtaposition de la SS et de l'armée) : l'incertitude volontaire du Führer planait au-dessus de cette « polycratie » qui s'accompagnait d'une incohérence croissante au fur et à mesure que le régime prit ses distances avec toute forme de rationalité politique. Un exemple parmi tant d'autres de cette confusion : alors que la guerre est sur le point d'être perdue, l'ensemble de la hiérarchie du Reich est mobilisé des mois durant pour savoir s'il convient d'interdire les courses de chevaux dans les grands centres urbains !

La comparaison classique entre bolchevisme et nazisme dépend peut-être d'une analyse à venir sur l'existence ou non d'une société civile dans l'URSS de Staline. Mais, d'ores et déjà, le livre de Kershaw complice opportunément un tableau qui a grand besoin de sortir des analyses sans manques de la guerre froide.

Nicolas Weil

(1) Robert Laffont-Colinvaux-Lévy. Voir « Le Monde des livres » du 20 janvier.

« Ian Kershaw amènera une séance sur le thème « Nazisme et stalinisme : l'inévitable mais douteuse comparaison » (conférence en langue anglaise, discussion en anglais et en français) lundi 27 novembre, de 14h30 à 16h30, à l'Institut historique allemand (8, rue du Parc-royal, 75008 Paris).

« La photographie ci-dessus fait partie d'une exposition de Gisèle Freund intitulée « Photographies Francfort-sur-le-Main, 1932 » qui se tient à partir du 8 décembre jusqu'au mois de mai 1996 au Musée d'Art moderne de Francfort.

CŒUR DE TIGRE
de Françoise Giroud.
Plon/Fayard,
230 p., 98 F.

Est-ce l'époque ? Est-ce l'âge ? Toujours est-il que nous manquons de fauves. De ce grand vide, l'actuel gouvernement donne l'illustration criante : braves filles et gentils garçons, plus gendres à gominas et bruns pimpantes qu'hôtes féroces de la ménagerie politique.

Par Edik Orsenna

C'est dire si vient à point, pour nous réveiller et nous enchanter, le portrait que nous offre ces jours-ci Françoise Giroud : un tigre, un vrai, Clemenceau dans tous ses états.

Où le monstre de mari, renvoyant soudain et sans ressources sa Mary de femme dans son Amérique natale. Ah, l'amoureux superbe offrant à Anna de Noailles les œuvres de ses poulx accompagnées du mot suivant : « De bons œufs à la coque, / Voici belle coquette. Etant un très bon coq, / puis-je être la mouillette ? » Autre temps, autres vers : imagine-t-on l'impoué Jean-Louis Debré tenir si lestement à quelque gloire de nos Lettres ? Passé quatre-vingts ans, Clemenceau aime encore, follement. Cette fois, la dame s'appelait Marguerite. L'idylle durera six ans, le temps de six cent soixante-huit lettres découvertes seulement en 1970...

De telles capacités de passion méritent l'envie. Et le respect. De même que son sens de l'amitié. Cette tendresse de toute une vie pour Claude Mo-

Clemenceau au grand galop

net, le pape de l'impressionnisme, qu'il va soutenir comme un enfant jusqu'au dernier instant. Le jour de sa mort, il arrachera le drap noir qui recouvrait le cercueil de son ami : « De la couleur pour Monet ! ».

On admirera aussi sa vaillance de bretteur. Outre les vrais duels (quarante-sept fois sur le pré, y compris la piètre rencontre avec Déroulède, douze balles tirées, aucun sang...), Clemenceau se donne à des causes : six cent soixante-cinq articles en sept ans pour défendre Dreyfus, autant que pour dire son amour à Marguerite, journaliste à l'Aurore, il sera l'allié de Zola. A ce titre, ce taureau bougonnant, si rugueux d'allure, est l'ancêtre glorieux de nos grands intellectuels.

Du politique, que dire de nouveau ? Que révéler de l'homme d'Etat ? La gageure n'était pas mince, Clemenceau n'est pas on inconnu. La réputation laisse pantois et hors d'haleine. En quinze courts chapitres menés à grand galop, défilent cinquante années cruciales de notre histoire : l'installation chaotique et militante de la République, l'épreuve terrible de 14-18, la naissance de l'Europe nouvelle, minée par les nationalismes. Pauvre Vieux Continent, les fées penchées sur son berceau versaillais se révéleront sorcières.

Toutes ces tensions, tous ces combats, Clemenceau les incarne. Comme de Gaulle plus tard, comme Churchill ailleurs, il est son pays. Foile d'un homme qui se prend pour la France. Gratitude de la France qui, pour être sauvée, avait besoin d'une telle démenée nielée

dans tant de force. Outre cet accélérateur lumineux, ce livre fournit quelques règles de base à méditer par tous les drogués du pouvoir :

1) distinguer soigneusement les conflits politiques des inimitiés personnelles (Clemenceau méla tout) ;

2) donner tout son soin aux traversées du désert : c'est là que le destin se forge ;

3) les qualités pour acquiescer le pouvoir ne sont pas celles que son exercice réclame (cf. récente présidentielle) ;

4) corollaire : les chefs de guerre sont de piètres faiseurs de paix.

Vive Madame Giroud, passionnée par la politique sans en être jamais dupe !

On connaît la mode des biographies « à l'américaine ». Cette naïveté à laquelle Sartre n'a pas échappé avec son Flaubert : « Tout dire » sur un homme. S'ensuivent souvent d'indigestes pavés, par surabondance de pages et disette de talent, manquant pourtant l'essentiel, la flamme, le ressort, l'énergie d'une vie, le brillant d'un regard, la fêlure d'une âme.

Quelles délices, la brièveté de ce livre-là. En trois formules et deux traits, tout est dit, l'homme est là, on le voit boiter, on l'entend ronchonner, on sent sa force, on hume le velours côtelé, la boue des tranchées ou les saveurs de Vendée. Paul Morand avait montré la voie avec son *Fouquet, le Soleil affaibli*. En si peu de pages, le siècle de Louis XIV était croqué. Voici, dans la lignée, le bien beau portrait d'un ardeur qui va dans les chaos d'une époque qui naît, la nôtre.

Coup double un essai une anthologie de 49F à 59F

HACHETTE Livre

ESSAIS

De Clermont à Jérusalem

D'Urban II à Godefroy de Bouillon, Jacques Heers a réuni tous les protagonistes de la première croisade. Une aventure qu'on voudrait dépriser de son aura épique

LIBÉRIER JÉRUSALEM
LA PREMIÈRE CROISADE
1095-1107
de Jacques Heers
Perrin, 372 p., 138 F.

Le neuvième centenaire de l'appel de Clermont, point de départ de la première croisade, n'a pas mobilisé les historiens aussi volontiers que les médias (numéros spéciaux dès l'été, soirée thématique sur Arte prévue courant 1996 gros plan sur France Culture la semaine prochaine).

En attendant la prochaine publication de la version française de l'*Atlas des croisades*, de Jonathan Riley-Smith (chez Autrement, début mars 1996, 192 p., 290 F) et, plus lointaine encore, la parution prévue en 1997 chez De Boeck Université, en Belgique, d'un *Christianisme et Islam au temps de la première croisade*, du médiéviste Jean Flori (1), seul l'universitaire Jacques Heers relève le gant et propose en une présentation classique, informée et très accessible le récit d'une aventure aussitôt parée d'une aura épique, voire mythique.

Le pèlerinage en Orient est déjà classique à la fin du XI^e siècle, et Heers rappelle fort justement cette tradition qui ne souffre pas de la perte du contrôle politique de la région. En Occident, la parole de l'islam n'empêche pas de visiter, dès le IX^e siècle, Compostelle : saint Jacques, patron des guerriers, n'apparaît-il pas en *matamoros* (tueur de Maures) à la bataille de Clavijo (844) ? Négociants indispensables aux échanges de l'Égypte fatimide, les Amalfitains obtiennent même du sultan une église de rite romain dans Jérusalem même (Santa Maria Latina, achevée vers 1024).

L'appel historique du chancelier Urban II - connu seulement grâce à des recueils - est lancé à Clermont, au terme d'un concile essentiellement disciplinaire. Il s'agit de confiner l'excommunication du roi français Philippe I^{er}, coupable d'avoir enfreint les toutes récentes dispositions matrimoniales établies par l'Église dans son vaste dessin réformateur, et de préciser les interdits qui depuis les



Gravure du XIV^e siècle représentant le siège de Jérusalem, extrait du « Roman de Godefroy de Bouillon »

premiers pas de la paix de Dieu au concile de Charroux (989) entendent assurer aux clercs le contrôle d'une société chevaleresque, brutale et trop peu économe de son sperme comme de son sang.

Le préche de Clermont n'innove pas par son projet, mais par la rencontre de deux réflexes distincts jusqu'à la remission des péchés relève du pèlerinage et les récompenses spirituelles promises dans l'au-delà de la guerre sainte, déjà à l'œuvre dans la péninsule ibérique.

Désigné hors de la chrétienté un ennemi à combattre, exutoire à la violence mal contenue d'un monde de guerriers, la croisade pacifique l'Occident, l'unité aussi sous l'autorité d'un chef spirituel qui court-circuite ainsi l'échelon temporel jusqu'à la primordiale victoire annoncée du pontife sur l'empereur (ou le roi) dans la querelle fondamentale du temps.

Voici donc une présentation claire et précise des protagonistes de l'épique Pierre l'Érmitte, à

la popularité légendaire, à Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse, si puissant qu'il sera écarté du trône de Jérusalem au profit de Godefroy de Bouillon.

Le récit vivant des préparatifs et des épisodes militaires culmine avec les sièges d'Antioche : prise par le Normand Bohémond de Tarente, la ville est assiégée dès le lendemain par les troupes turques, tandis que l'invention de la lance qui perça le flanc du Christ lors de sa Passion réchauffe la ferveur des croyants. L'issue est connue : la chute de la Ville sainte, le 15 juillet 1099, à l'heure où s'accomplit le drame du Golgotha, et le massacre qui s'ensuivit, plus tard l'organisation des nouveaux États latins et les débuts d'une stratégie dynastique.

Il faut attendre la conclusion pour dépasser à nouveau l'événementiel et envisager une problématique indissociable. Qui furent ces nobles croisés ? Des cadets « sans avoir » partis tenter leur chance ? Les champions de l'Église en voie d'affirmation ne peuvent tous relever de cette marge.

Quelle féodalité en Orient ? Une formule originale qui ne connaît pas la structure pyramidale prétendument de règle en Occident, mais une sorte de société aristocratique égalitaire fondée sur le service (« fief de soudée »), puisque le roi décide de tout pour les fiefs - attributions, mariages et tutelles. Une utile réflexion critique sur les sources, des arbres généalogiques et des cartes et plans bienvenus complètent cet ouvrage qui aurait pu apporter davantage si les débats en cours avaient été mieux intégrés. Et si le choix du cadre chronologique étonne (pourquoi diable finit-il l'aventure en 1107 ?), ces réserves ne doivent pas handicaper cette vision synthétique que les travaux du colloque de Clermont, à paraître fin 1996, appelleront à nuancer sans la contredire.

Ph.-J. C.

(1) Auteur d'une remarquable et courte synthèse sur le sujet : 1095-1099. *La Première Croisade. L'Occident contre l'islam* (Complexe, coll. « La mémoire des siècles » n° 221, 1992).

L'éternel face-à-face islamo-chrétien

Des croisades de jadis aux minorités non musulmanes actuelles

HISTOIRE DES CHRÉTIENS D'ORIENT
de Jean-Michel Billoud.
L'Harmattan, coll. « Comprendre le Proche-Orient », 252 p., 130 F.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE D'ORIENT
Chrétiens d'Irak, d'Iran et de Turquie
de Raymond Le Coz.
Le Cerf, coll. « Histoire », 445 p., 198 F.

L'HISTOIRE DE LA MER ROUGE DE MOÏSE À BONAPARTE
Tome 1
de Roger Joint-Daguenet.
Perrin, 335 p., 148 F.

L'ÉPOPEE DES CROISADES
de René Grousset.
Perrin, 325 p., 135 F.

Les croisades ne sont pas terminées pour tout le monde. Nous ne pensons pas à ces chercheurs européens qui, pour avoir « colloqué » sur le sujet, se firent tancer ici et là par des esprits jugeant le passé à l'aune de la morale actuelle. Nous pensons plutôt aux islamistes qui, en Europe, considèrent encore Paris comme « la capitale des croisés » ou à leurs émules d'Orient qui justifient quelquefois les assassinats de chrétiens autochtones aujourd'hui par la main-forte que les ancêtres de ces derniers prêtèrent aux Français il y a huit siècles... Justification invoquée notamment en Égypte, où elle est particulièrement déplacée puisque les croisés ne se lièrent point aux chrétiens, même lorsque Saint Louis porta le fer dans le delta du Nil, contrairement à ce que firent Arméniens en Asie Mineure et Maronites au Liban.

L'histoire obscure des fidèles orientaux du Christ et leur non

moins obscure situation actuelle sont mieux établies depuis la somme du diplomate Jean-Pierre Valognes, *Vie et mort des chrétiens d'Orient des origines à nos jours* (1). D'autres auteurs ont cependant estimé que le sujet méritait encore d'être approfondi. C'est le cas de Jean-Michel Billoud, qui a travaillé avec la caution du Père Mak-soud, directeur général de l'Œuvre d'Orient, type même de l'organisme caritatif qui agit loin des projecteurs et a acquis in vivo, depuis cent cinquante ans, un immense savoir sur les Orientaux. *Histoire des chrétiens d'Orient* (2) trace, pour ceux que rebute le millier de pages du « Valognes », une synthèse - rapide, mais ne laissant presque rien échapper d'essentiel - de l'itinéraire tourmenté des « nazaréens », selon l'un des noms que leur donnent les musulmans du cru.

Spécialiste de saint Jean Damascène, Raymond Le Coz a choisi une démarche inverse, creusant plus que Valognes encore, si c'était possible, l'aventure des seuls chrétiens de Mésopotamie, de Perse et d'Anatolie. Dans ces trois régions antiques, l'Irak conserve, de nos jours, une communauté chrétienne qui, avec plusieurs centaines de milliers d'âmes, n'est pas en voie de disparition, contrairement à celles d'Iran et surtout de Turquie ; là, à la fin de l'Empire comme sous la République, la violence, sans autre raison connue que d'éliminer des « différents », s'est exercée, le plus fortement de tout le Proche-Orient, contre les chrétiens.

Cette *Histoire de l'Eglise d'Orient*, appelée encore jadis *Eglise de Perse* ou *Eglise nestorienne* - par allusion, semble-t-il, au patriarche Nestorius, théologiquement condamné au concile d'Éphèse en 431 -, est celle

de ces chrétiens hardis, nommés aujourd'hui « chaldéens » (catholiques) ou « assyriens », dont les ancêtres portèrent l'Évangile jusqu'chez les Mongols. De cette épopée oubliée sur la Route de la soie subsiste, au Kerala, l'Eglise syro-malabare, dite de saint Thomas, qui, avec un million et demi de fidèles, est largement plus nombreuse que les « assyro-chaldéens » du Proche-Orient, d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord réunis.

« VAE VICTIS ! »

Raymond Le Coz rappelle que la langue de l'Eglise d'Orient, le syriaque, proche de l'araméen, le seul idiome que parla jamais Jésus, servit notamment à transmettre la science grecque aux musulmans. Cet échange culturel garantit un temps aux « nestoriens » une vie tranquille dans l'aire califale, mais la suite fut moins idyllique, particulièrement entre 1840 et 1945, où de successifs massacres et pillages de civils chrétiens - tueries moins connues encore que le génocide arménien et jamais reconnues par quiconque - furent perpétrés, notamment par des Kurdes, en Iran, Irak et Turquie. Tardifs hommages, aujourd'hui Saddam Hussein finance la construction d'églises dans son pays et l'Irak a donné à des rues de Tébérân le nom de soldats chrétiens morts lors de la guerre contre Bagdad.

Ancien diplomate, féru des affaires d'Aden et de Djibouti, Roger Joint-Daguenet a choisi d'envisager dans sa globalité la mer Rouge, aujourd'hui lac presque entièrement islamisé et qui fut jadis l'un des champs clos de la rivalité entre la Croix et le Croissant. Avant les croisés, les légionnaires romains avaient tenté, avec le même insuccès, d'atteindre les délices de l'*Arabia Felix*. L'auteur, au fil de cinq mille ans d'émergence

et de disparition des civilisations riveraines, des invasions et des contre-invasions, nous fait découvrir des événements complètement enfouis, comme la longue présence portugaise dans cette région ou celle, plus tard, des Turcs. On attend avec intérêt le second volet de cette Histoire qui doit couvrir les deux derniers siècles.

L'*Épopée des croisades*, de René Grousset, est un classique, en un seul volume pour ceux qu'éclairaient les trois tomes de son *Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem*. Son style vivant et son érudition impeccable font que cette *Épopée*, fruit de recherches vieilles de plus d'un demi-siècle, reste inimitable. L'orientaliste montre ce que l'on néglige trop souvent, à savoir que les croisés, par leur venue, prolongèrent de trois siècles la vie de Byzance. Au départ ni colonialistes ni même missionnaires, les chevaliers et cul-terreux des Flandres ou de Provence s'étaient « croisés » pour une « reconquête » - pendant de la Reconquête chrétienne sur l'Espagne arabo-berbère -, puisque le Proche-Orient avait, lui aussi, été envahi par des chrétiens par des conquérants venus d'Arabie. La mauvaise réputation des croisés sur leur continent d'origine vient sans doute du fait qu'après deux siècles de « reconquête » ils furent finalement rejetés de Méditerranée orientale. *Vae victis !* (Malheur aux vaincus !) : c'est un peu ce que, sous une autre forme, certains disent à présent aux chrétiens d'Orient.

Jean-Pierre Péroncel-Hugot

(1) Editions Fayard. Voir *Le Monde* du 14 avril 1994.

(2) Cet ouvrage est publié à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Harmattan, maison d'édition tournée vers l'origine vers les sujets « difficiles » relatifs aux peuples du Sud.

La geste des croisés

LE VIEUX DE LA MONTAGNE
de Freidoune Sahebjam.
Grasset, 364 p., 130 F.

LE CHEVALIER DE SAINT-JEAN-D'ACRE
de Gilles Cosson.
Plon, 336 p., 128 F.

1095, LE CLAIR-OBSCUR
de Jacques Céron.
Editions Cérès (63340 Nonette), 256 p., 98 F.

Sans évoquer la pionnière *Jérusalem délivrée* du Tasse, le monde de la croisade a inspiré nombre de romanciers depuis l'inévitable *Talisman* de Walter Scott, maître incontesté du genre. Cet automne la commémoration du voyage vers la Terre sainte suscite la parution de quelques fictions intéressantes, même si là encore l'aventure spirituelle et militaire retient moins les romanciers que ses marges.

Aux confins du périple des croisés, d'Ispahan à la forteresse d'Alamut, l'Iran des chîtes extrêmes sert de cadre à Freidoune Sahebjam pour l'évocation de la figure mystérieuse d'Hassan Ibn Sabbah, grand maître des ismaéliens nizarites et chef de la secte des Assassins (1). L'homme propagea la contestation contre les Seldjoukides sunnites et instaura un contre-pouvoir efficace grâce au zèle de ses disciples, entretenus par la consommation des drogues (*hoschisch* serait à l'origine du moderne *ossossin*) qui promettaient les charmes du paradis d'Allah et périmait les fascinations terrestres. Outre la captivante silhouette du poète savant Omar Khayyam, présenté ici, malgré son épicurisme pessimiste, comme un double pacifique d'Ibn Sabbah, deux croisés de la première heure - Baudouin de Mézières et Lothaire de Wüzburg - apparaissent, discrets, dans un coin de cette fresque colorée d'un Orient déchiré où les incursions chrétiennes sont tenues pour ordinaires, Byzance ayant longtemps occupé là le terrain des luttes confessionnelles.

Le temps de la grande mobilisation de l'islam contre les Francs viendra plus tard, avec Saladin et le tournant crucial de la troisième croisade. Les enjeux politiques « nationaux » prendront alors le pas sur le projet rédempteur du contrôle des Lieux saints. C'est l'épisode qu'a choisi Gilles Cosson pour son *Chevalier de Saint-Jean-d'Acre*. De la chute d'Akka (juin 1191) à l'assassinat de Conrad de Montferrat, époux de la reine de Jérusalem Isabelle, lui aussi victime des Assassins ismaéliens (avril 1192), il se passe moins d'un an de combats, de négociations, de rivalités person-

nelles et dynastiques pour s'assurer du contrôle d'un espace colonisé patiemment (2) mais dont la transmission féodale reste précaire. Flanqué d'un templier irlandais, le jeune héros Thibaud de Commarque vient d'Aquitaine dans les bagages de Richard Cœur-de-Lion, mais sa vision des enjeux évite les simplismes faciles puisque sa mère est une chrétienne d'Orient épousée lors d'un pèlerinage paternel à Jérusalem. Le lecteur découvrira lui-même l'intrigue, mais le scrupule de l'auteur soucieux de rendre compte d'une plausibilité psychologique contrôlée montre les progrès d'un genre aussi populaire que dénié.

Avec 1095, *le Clair-Obscur*, la croisade est vue en amont. Ce roman qui emprunte son prologue au précieux *Guilbert de Nogent*, source indirecte mais essentielle de la première croisade, nous immerge dans l'Auvergne rude et superstitieuse qui attend Urban II à la veille du concile. Loups-garous et sortilèges, raptés et prophéties, autant de figures inquiétantes de la femme, piège séducteur où s'abîme l'idéal moral que les clercs imposent peu à peu aux laïcs : rien ne manque tout au long de la quête d'Am-bard d'Apoche. Le culte idolâtre des reliques, l'obsédant souci de réforme monastique, les règles naissantes du mariage chrétien dont le Capétien Philippe I^{er} fait les frais (à propos, peut-on le qualifier de « Copet » ? C'est douteux...), tout indique un soin documentaire scrupuleux. L'évocation de cet imaginaire sombre et tourmenté introduit à la soif rédemptrice du pèlerinage armé. C'est le mérite de ces romans d'aventure de respecter les acquis de la recherche historique. Pour le récit de la *Gesta Dei per Francos*, restent les historiens : Chalandon, Grousset et, aujourd'hui, Heers...

Ph.-J. C.

(1) On consultera avec profit le tout récent manuel collectif dirigé par Jean-Claude Gascio, *Etats, sociétés et cultures du monde musulman médiéval, X^e-XV^e siècles*, tome 1 : *L'évolution politique et sociale* (PUF, coll. « Nouvelle Clio », 680 p., 298 F.).

(2) L'archéologie a corrigé le scepticisme de rigueur jusqu'à la avec Ronnie Ellenblum (*Frankish Rural Settlement in Crusader Palestine*, Université hébraïque de Jérusalem, 1991) ; publié à l'automne, le bref article de Monique Amouroux sur « L'Eglise régulière, motif de la colonisation de la Syrie par les croisés » reprend le travail du jeune chercheur israélien (*in Colombar au Moyen Age*, ouvrage collectif dirigé par Michel Balard et Alain Ducellier, Armand Colin, 406 p., 195 F.).

Une théorie des élites réconciliées avec l'idéal du bien public.



les toutes pour les de cent à ichté d'in- Les em- x des so- est dans demagne, smes en- s impres- rent pour it destiné , pas aux créateurs

ain sur la i lui de- s sur les me mais ique au vouloir mplot et être exi- des pro- ais aussi 'accueil, se et so- ée.

hfeld

27

icaïns et res de la s Ont dé- tendant que off- sera l'un le prés- Robert é au Sé- ment que ssemble. nent qui est une i liberté, acun de x.

FINE

urverme- s des six n prés- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus il ne apure- licts fi- la tro- que, la 'aide à ités et

Des prophètes en « anthropologues »

Dans une subtile étude consacrée aux prophètes ivoiriens, Jean-Pierre Dozon constate que loin d'être exotiques, ces personnages hors du commun s'affirment comme « de bons analyseurs des sociétés en train de se faire »

LA CAUSE DES PROPHÈTES
Politique et religion en Afrique contemporaine de Jean-Pierre Dozon. suivi de « La Leçon des prophètes », de Marc Augé. Seuil, « La Librairie du XXI^e siècle » 300 p., 140 F.

Prenez au sérieux la formule d'un lointain observateur arabe : « Toujours l'Afrique apporte son nouveau ». Elle invite à ne plus voir le monde noir sous l'aspect d'une tradition qui se répète et de maux qui restent sans remède. Elle manifeste un juste étonnement face à la grande capacité d'innovation, de production d'inédit propre à ce monde ; la fade répétition y est moins présente que la multiplication des expériences, des recherches de réponses aux défis de l'histoire et aux aléas de la condition humaine. La vieille constatation aide à ne pas se méprendre quant à l'appréciation de l'actuel ; elle permet de comprendre que le temps de la modernité puisse être aussi celui des « prophètes ».

Jean-Pierre Dozon, dans une étude complète et subtile consacrée aux prophètes ivoiriens, traite de la « production religieuse de la modernité » ; son mouvement le conduit à montrer que ces personnages hors du commun ne sont pas aussi exotiques et aussi pittoresques qu'ils apparaissent. Ils portent « un regard aigu sur l'évolution du monde et de la modernité » ; en ce sens, ils ont une fonction révélatrice qui concerne bien davantage que le cercle de leur action. Ils sont, eux aussi, affirmes anthropologues, les traitant en « collègues », des « bons analyseurs des sociétés en train de se faire ». La Côte-d'Ivoire leur a offert, leur offre toujours, un terrain fertile : leurs accomplissements accompagnent le « miracle ivoirien », transfiguration moderniste réalisée en quelques décennies.

Le moment inaugural reporte au



Les Harristes, entretiennent la parole de W.W. Harris, « prophète des temps modernes »

début de ce siècle, avec l'irruption d'un étranger venu du Liberia voisin : W.W. Harris. Il a la Bible pour livre de tous les savoirs, la lutte contre les dieux du passé et contre la sorcellerie pour principe, la guérison des croyants par la confiance mise en un seul Dieu source de toute puissance pour objectif. Il est dit « prophète des temps modernes », capable d'accéder à la connaissance du secret qui donne au colonisateur sa force et ses machines.

PUISSANCE DE LA PAROLE

Harris est à l'origine, et toute une suite de prophètes entretiennent sa parole, bâtissant des Églises dont la sienne reste le modèle. Mais chacun d'eux impose sa marque, rivalise, contribue à la « libre production » de cultes jouant de la nouveauté. Il en est un qui, ayant trouvé sa montagne sa-

crée, y invente même une écriture, « machine » jugée propice aux révélations et génératrice de toute puissance.

Comment peut-on devenir prophète dans cet univers concurrentiel ? Le processus « n'a rien de bien original », il répète ce qui a toujours été au commencement de toute innovation/révolution religieuse. Il faut associer des marques distinctives et des preuves d'efficacité symbolique et rituelle. Les signes de naissance, la personnalité hors du commun manifestée par une vie tourmentée, la rupture avec le monde ordinaire provoquée par un appel ou un message divin sont les conditions premières.

Au-delà, la démonstration par les épreuves et les preuves s'impose : actions extraordinaires, guérisons miraculeuses, apaisement social en éradiquant les pratiques de sorcellerie.

Le succès attire les adhésions, et celles-ci donnent la possibilité de convertir un mouvement de croyants en une institution, en une Église avec son lieu central et ses temples. La démonstration suprême, exceptionnelle, est apportée par une sorte de « duel » des pouvoirs qui révèle l'impuissance des prêtres traditionnels encore révévés et par la provocation des grands dignitaires du catholicisme local.

En dernier lieu, ce qui devient constitutif du prophète, c'est son propre récit, ce qui est relation de son aventure spirituelle et de ses actes, ce par quoi il se persuade lui-même en élaborant continuellement sa propre image. Jean-Pierre Dozon souligne justement ce point.

Il convient cependant de rappeler, dans une Afrique actuelle hétérogène des civilisations de l'oralité, la

puissance de la parole. Là, plus qu'ailleurs, « dire, c'est faire » ; la maîtrise de la parole et du rite qui l'accompagne peut encore rivaliser avec la maîtrise technique, puis ouvrir l'accès à celle-ci. Le dire du prophète, les mots du culte et des prières, les confessions publiques des adeptes qui font l'aveu de leurs conduites néfastes, les paroles allées à l'eau qui guérit de tous les maux témoignent de cette suprématie.

Tous les prophètes ivoiriens affirment livrer un double combat : contre les fétiches, contre la sorcellerie. C'est encore là une affaire de langage. Ils désignent ainsi ce qui touche à la personne, à sa sauvegarde, et ce qui, abandonné à son libre mouvement, ravage les relations entre les personnes. Les Églises nouvelles sont d'abord des « communautés thérapeutiques » ; le traitement des maux individuels et celui du malheur partagé ont une même finalité : « traiter le lien social ».

RÉVÉLATEUR

C'est en ce sens que les prophètes ivoiriens deviennent les « collègues » de leurs anthropologues. Ils contribuent au décodage de l'actuel. Ils sont les révélateurs des changements : montée de la revendication des jeunes et des femmes, protestation des oubliés du progrès, formation d'une opinion publique et ouverture à ses demandes. Ils indiquent des points critiques, notamment lorsqu'ils associent le signe « argent » et les maux sociaux résultant de son extrême valorisation et de la compétition.

Mais on peut se demander si la qualité de prophète désigne au mieux ces innovateurs religieux qui allient en des proportions variables le remploi de thèmes anciens et les recours à des thèmes empruntés aux Églises chrétiennes. Il ne suffit pas que leur organisation, leurs communautés, préfigurent « un monde nouveau... sans fétiches ni sorcellerie ». Il manque cette affir-

mation de rupture historique, cette annonce d'une destruction du monde présent et cette attente qui ont caractérisé naguère les messianismes de l'Afrique centrale.

Les prophètes ivoiriens sont des clairvoyants et des guérisseurs ; ils décryptent ce qui est en train de se faire plus que ce qui s'accomplira autrement dans le futur ; ils disent pouvoir porter remède aux maux du présent. En ce sens, leur parole et leur action s'inscrivent dans le contexte de l'histoire récente de la Côte-d'Ivoire ; Jean-Pierre Dozon en produit une remarquable démonstration. En ce sens aussi, ce qu'ils entreprennent a une portée politique immédiate, et l'on comprend ainsi que le long règne du président Houphouët-Boigny ait été entouré d'un halo prophétique. Les miracles des prophètes ne pouvaient opérer à l'encontre de celui que le fondateur réalisait.

Lorsque Marc Augé, en complément à l'étude de Dozon, examine « La leçon des prophètes », il éclaire de sa propre expérience un enseignement partagé. L'anthropologue qui entre dans le cercle prophétique ne cède pas à la fascination, mais à la passion intellectuelle d'accompagner des lecteurs du social qui opèrent sur des voies différentes. Il s'étonne de la force des intuitions, de l'acuité des observations, de ce qui donne vigueur à une sorte d'utopie que la bureaucratie de ces Églises nouvelles ne peut entièrement réduire. Il découvre, selon la formule de Marc Augé, que, dans un monde bouleversé par tous les discours sont en forme de « pari sur l'avenir », l'observation minutieuse de quelques prophètes africains constitue « une bonne propédeutique à l'étude du monde contemporain dans son ensemble ». C'est bien là l'efficacité de ce détour qui nous renvoie à nous-mêmes, à nos incertitudes et à nos attentes, et nous met en garde contre les risques de toutes les propositions simplificatrices.

Georges Balandier

Hériter sans compter

Renoncer au patrimoine familial ou le dilapider : deux attitudes extrêmes qui suscitent une passionnante étude d'Anne Gotman

DILAPIDATION ET PRODIGALITÉ
d'Anne Gotman. Nathan, 367 p., 149 F.

Tout héritage, quelle que soit son importance, n'est pas seulement une bonne fortune, il pèse également son poids d'injonctions et d'obligations, implicites ou non, entre générations. Derrière les biens se profilent les liens et la dette des premiers vants parfois dispense des seconds. Sociologue, spécialiste des questions de transmission patrimoniale, auxquelles elle a déjà consacré un excellent ouvrage (1), Anne Gotman s'intéresse cette fois aux prodiges enclins à disperser ou à dilapider la richesse qui leur échoit et aux dilapidateurs qui la croquent avec entrain. Deux attitudes dont l'excès, en forçant le trait, montre ce qu'il y a de troublant, et ici de trouble, dans la position d'héritier.

Ceux qui renoncent au patrimoine familial ou s'en défont au bénéfice de parents, d'œuvres, de causes, voire de parfaits inconnus, tel ce poète qui s'ingéniait à glisser discrètement des poignées de billets dans les poches des premiers venus, abandonnent leur place de receveur dans la lignée. Ceux qui en jouissent sans compter l'épuisent dans une consommation effrénée, le bradent dans des affaires aléatoires ou le risquent aux jeux de hasard, esquivalent une future place de donneur à leur tour. Les uns et les autres, en laissant filer l'argent, subvertissent à leur manière l'enchaînement de la dette et du don dans la verticalité des rapports de parenté.

Dans un style clair et vif, Anne Gotman étale son analyse sur de nombreux exemples, personnes réelles ou personnages littéraires, tant ils poussent loin le renoncement ou la liquidation exubérante. Le cas de Ludwig Witt-

genstein, par sa complexité, est tout à fait passionnant : en refusant à la fois l'héritage et tous les avantages symboliques et relationnels que lui offrait le renom de sa famille, le philosophe a choisi, par-delà l'ascèse de l'appauvrissement, de ne rien devoir qu'à lui-même, en une sorte d'auto-engendrement. Mais, en voulant ainsi « devenir un autre homme », détaché de son milieu et de sa famille, il s'est aussi conformé au modèle d'un père qui avait construit sa vie sur une rupture. De l'un à l'autre, quelque chose est donc passé, qui comptait et pesait énormément. Comme Wittgenstein, les prodiges sont souvent aux prises avec une ascendance écrasante. Ascendance au contraire plutôt effacée voire absente pour les dilapidateurs, tel Sparto, héritier à vingt ans, qui affirme avoir semé à tout vent en s'offrant dix années de bêtise dorée et d'oisiveté munificente.

PRODIGALITÉ

Autrefois, sans doute en aurait-il été empêché. Longtemps, en effet, nous rappelle Anne Gotman, la prodigalité fut condamnée par la justice comme dérèglement portant atteinte à la paix des familles ou à la stabilité de l'ordre public. A Rome, où dépenses somptueuses et libéralités étaient sollicitées par la cité, il importait d'autant plus de protéger l'économie domestique de débours excessifs. Le droit de l'Ancien Régime comme le code civil les ont sanctionnés ou entravés au nom des valeurs familiales d'abord, puis d'une morale économique de prévoyance et d'épargne. Embastillé aux côtés des fous et des libertins, soumis plus tard à l'autorité d'un de ces conseils judiciaires que la mère de Baudelaire réclama pour son fils, le prodigue restait un répréhensible. La promotion des libertés individuelles, les nouveaux impératifs de l'économie et l'essor de la consommation ont

changé l'image de la folle dépense. Elle n'est désormais prévenue, ou contenue, que si juges et médecins l'identifient comme symptôme ou conséquence possible d'une pathologie. « Incapables majeurs » rebaptisés « majeurs protégés », les seuls prodiges surveillés (et non plus punis) aujourd'hui sont les adultes mentalement handicapés et les vieillards perdant leurs facultés.

Les autres, qui peuvent user de leur bien à leur gré, suscitent à la fois fascination et réprobation. Deux séries de représentations et de jugements s'opposent très nettement : « beau geste » ou gaspillage, générosité flamboyante ou irresponsabilité imprévoyante, mépris ou valorisation de l'accumulation, logique symbolique contre logique économique en somme. Anne Gotman retrouve cette opposition dans quelques textes ethnologiques célèbres consacrés au potlatch, une forme cérémonielle d'échange et de distribution de biens pratiquée à l'occasion d'événements importants dans diverses sociétés traditionnelles. Détour révélateur, tant ce qui est observé au loin revient en regard critique sur la réalité proche. Ainsi, Marcel Mauss compare l'importance du don observé en Polynésie à l'égoïsme utilitariste du monde moderne, et Marshall Sahlins, la consommation immédiate et paisible des sociétés à l'aliénation productiviste des sociétés industrialisées. Regard plus sombre et point de vue plus radical, Georges Bataille, lui, exalte la « fonction insubordonnée de la dépense libre ». Largesses ritualisées, « folles » brisées ou « part maudite », le sens donné à la dilapidation et à la prodigalité est un bon révélateur des valeurs et des rituels d'une société.

Nicole Lapiere

(1) Hériter, PUF, 1988.

Le franco-judaïsme à l'épreuve

Selon Pierre Birnbaum, les épousailles passionnées mais tenaces de la France avec les juifs seraient en train de se défaire

DESTINS JUIFS
De la Révolution française à Carpentras de Pierre Birnbaum. Calmann-Lévy, 300 p., 145 F.

Pierre Birnbaum a déjà consacré de nombreuses et importantes études à l'histoire du franco-judaïsme, de ses engagements enthousiastes, de ses moments de fracture, et de ses grandes figures de juifs d'État (1). Il y revient ici dans une démarche interprétative où passé et présent s'éclaircissent mutuellement.

Au regard des débats historiques actuels qui mettent en cause le caractère niveleur, voire totalitaire du jacobinisme, il souligne les effets contrastés de l'émancipation sur les diverses populations juives de France. Il rappelle, par exemple, que celles de l'Est, initialement les plus hostiles à l'étatisation de leur communauté, ont finalement conjugué avec un certain particularisme culturel avec une adhésion entière aux valeurs universalistes de la République, au point que parmi elles se sont recrutés nombre de ces hauts fonctionnaires dévoués au bien commun sans pour autant renoncer à diverses activités communautaires. Il rappelle également combien cette alliance entre le maintien, plus ou moins accentué, d'une fidélité privée aux origines et l'adoption résolue des idéaux républicains et laïcs fut certes durement secouée, mais non défaits, par le choc de l'affaire Dreyfus et l'essor de l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle. Contre les attaques des ligues, les pamphlets de Drumont, la force des préjugés qui pénaient l'armée et parfois l'administration elle-même, la confiance en un État garant de l'égalité de tous et la croyance aux seules vertus de la méritocratie tenaient bon. Vichy et la collaboration ont trahi cette confiance. C'est contre l'État devenu persé-

cuteur et grâce à des solidarités dans la société civile que des juifs purent alors se cacher et se sauver. Mais là encore, malgré l'ampleur du drame, l'aspiration largement dominante, dans les milieux juifs après la Libération, était de retrouver une place légitimement intégrée dans la nation.

Ce sont ces longues épousailles, passionnées, mouvementées, violentes, mais néanmoins tenaces, de la France avec ses juifs qui se raient en train de se défaire aujourd'hui. L'ampleur des réactions après les profanations des sépultures de Carpentras, selon Pierre Birnbaum, marqué un tournant, en faisant ressurgir une « communauté imaginaire » à laquelle le pouvoir politique donnait soudain consistance : « L'indignation phraséologique qui emporte alors une très large partie de la population française en mai 1990 s'accompagne, cette fois, d'une tendance, venue d'en haut, à communautariser les juifs français ».

DISCUSSION

Cette analyse, qui constitue la partie la plus originale du livre, est aussi celle qui prête le plus à discussion. Sur la place de l'événement d'abord : si Carpentras a suscité en effet un émoi général, en raison de sa machabré symbolique, il n'est pas certain que l'attentat de la rue des Rosiers ou plus encore celui de la rue Copernic n'aient pas eu plus d'impact en milieu juif. Sur la portée et l'incidence du phraséisme des dirigeants politiques ensuite : certes il y eut une solidarité unanimement manifestée et explicitement adressée à « la communauté juive ». Toutefois, et bien que les mots contribuent toujours à faire exister ce qu'ils désignent, il y a dans ces termes largement autant de rhétorique floue que de particularisation.

Plus politologue que sociologue, Pierre Birnbaum met l'accent sur cet « effet d'en haut », au risque

d'en surestimer l'importance et de forcer sa convergence avec « l'effet d'en bas », à dire le mouvement de revivification identitaire qui s'est affirmé depuis le début des années 80. Or ce dernier, diffus, multiple et porté par une fraction de la génération juive née après la guerre, se développe assez largement en dehors des organisations communautaires. Il touche une population pour qui la citoyenneté française est une évidence (et non plus une affiliation passionnelle) et aux yeux de laquelle apparaissent en revanche plus vacillants, donc sujets à question, recherche, voire revendication, les contours et contenus d'une identité fragile.

Par ailleurs, il n'est pas dit que le judaïsme venu d'Afrique du Nord, plus attaché à la tradition et plus investi dans les structures juives officielles, soit un vecteur profond de repli. Aussi peut-on se demander si l'on n'assiste pas aujourd'hui moins à une communautarisation, comme l'affirme l'auteur, qu'à une recomposition du franco-judaïsme. L'intérêt de ce livre, clair et érudit, est d'apporter des éléments à ce débat. Il renvoie plus généralement à deux questions essentielles et liées : les enjeux de mémoire dans l'héritage français et la capacité de l'état-nation, républicain désormais, à souder une communauté de citoyens sur une communauté de destins, en renouvelant l'alliance de l'universel et du particulier.

N. L.

(1) Les Fous de la République, Fayard, 1992, Points-Seuil, 1994.
* A signaler également l'ouvrage de Philippe R. Landon : L'Opinion juive et l'affaire Dreyfus, qui, à partir d'archives en partie inédites, retrace l'évolution de l'attitude juive face à l'affaire en soulignant combien les juifs sans compromettre finalement leur idéal républicain (Albin Michel, coll. « Présences du judaïsme poche », 160 p., 45 F.).

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

VENDEUR 24 NOVEMBRE 1995 A1

1995 / 15

ESSAIS

La philosophie comme antidote

Une enquête de l'Unesco l'établit : loin d'être dépassée, la philosophie est l'objet d'un intérêt croissant à travers le monde

PHILOSOPHIE ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
Une enquête de l'Unesco de Roger-Pol Droit.
Préface de Federico Mayor, Le Livre de poche/Éditions Unesco, 215 p., 40 F.

À la suite de Heidegger, nombre de ses épigones continuent à chanter l'air de la fin de la philosophie (de la métaphysique, de l'ontologie, de l'anthropologie, etc.). Heidegger, du moins, voulait que la place de la philosophie soit prise par la « pensée de l'être », dont il reste à ce jour difficile de voir en quoi elle pourrait consister. Pour cette raison peut-être, certains se contentent, en lui empruntant le vocabulaire de la « déconstruction », de se livrer à des exercices négatifs sur le corpus de la philosophie héritée, alors que d'autres réclament l'avènement d'une « pensée faible ». De l'autre côté de l'Atlantique, où la philosophie proprement dite a été et reste qualifiée de « continentale » — au sens d'un continent européen qui s'arrêterait à la Manche —, la philosophie analytique continue à occuper la place principale dans l'enseignement universitaire de la philosophie (absente de l'enseignement secondaire), et même temps qu'un pragmatisme ressuscité proclame — voir Richard Rorty — l'immortalité de la philosophie au sens établi du terme.

Par Cornelius Castoriadis

À côté de ce qu'on pourrait appeler une crise interne, des facteurs historiques lourds travaillent contre la présence effective de la philosophie dans la société. À l'échelle mondiale, la montée de la techno-science, marquant la domination presque incontestée de l'imaginaire capitaliste, trouve son complément dans le positivisme de la « plupart des sciences », mais aussi dans la croyance superstitieuse des populations en la toute-puissance de la science et de la technique — que Heidegger lui-même partageait. En outre, malgré l'effondrement du totalitarisme marxiste-léniniste dans la plupart des pays qu'il dominait — mais pas dans tous —, des dictatures plus ou moins idéologiques survivent dans de nombreux pays, et des fondamentalismes religieux — principalement islamiques — dominent ou menacent dans d'autres, rendant en fait impossibles, dans les deux cas, l'exercice public et l'enseignement libre de la philosophie.

Dans ce contexte, il est consolant d'apprendre que, loin d'être moribond, l'enseignement public de la philosophie, dans l'éducation secondaire comme dans les uni-

versités, a connu pour la première fois dans l'histoire, pendant le dernier demi-siècle, une expansion remarquable. C'est ce qu'établit la deuxième enquête menée par l'Unesco, à partir de septembre 1994, dans le cadre de son programme « Démocratie et philosophie dans le monde ». Soixante-sept pays y ont répondu, quand la précédente enquête (1951-1953) n'avait concerné que neuf d'entre eux.

On peut être surpris de cette extension de par le monde de l'enseignement de la philosophie. Il n'y a guère de doute qu'elle est due pour une bonne part à l'accession de nombreux pays à l'indépendance. Même s'il y a à l'effet d'une adoption de modèles occidentaux, il reste qu'on peut se féliciter du processus qui, probablement, étonnera plus d'un lecteur européen. Comme le dit Roger-Pol Droit — qui a coordonné l'enquête, présente ses principaux enseignements et encadre le tout d'une réflexion pertinente et fournie —, il s'agit d'une « invention significative de la plus récente modernité », dont on est encore loin de voir les fruits. Il faut y ajouter les effets de la libération récente d'un grand nombre de pays de la tyrannie communiste qui, certes, rendait obligatoire l'enseignement de la « philosophie » mais réduisait celui-ci à l'endoctrinement dans le matérialisme dialectique et historique.

DEUX POSITIONS OPPOSÉES

Des questions discutées par ce livre, celles concernant la relation de la philosophie à la démocratie et le caractère « européen » de la philosophie — ou du moins des contenus de son enseignement — soulèveront assurément l'intérêt le plus prononcé.

Au regard de la première, Roger-Pol Droit dégage des réponses reçues deux positions diamétralement opposées : la philosophie, spécialisée comme les autres, pouvant être abordée seulement par quelques esprits ; n'aurait aucun rôle à jouer dans l'éducation politique des citoyens, qui doit s'effectuer ailleurs ; ou bien, élément-clé de la formation des citoyens, indissociable de la démocratie, la philosophie devrait « permettre à chacun de perfectionner l'usage de ses propres convictions, de saisir la diversité des arguments et des problématiques des autres, d'appréhender le caractère limité de nos savoirs les plus assurés ».

Plus difficile est la deuxième question. La philosophie en général, ou la philosophie enseignée, serait-elle « grecque », « européenne », « euro-péenne », « euro-péenne » ? Pour peu qu'on pousse, son enseignement ne serait-il pas un moyen sournois — un de plus — d'étendre la domination culturelle de l'Occident sur la planète ? On n'a pas

besoin de discuter l'exacte place de la pensée indienne ou chinoise relativement à la philosophie gréco-occidentale (la philosophie arabe, o'en déplaçant à certains, fait partie de l'histoire de cette dernière ; c'est aux questions d'Aristote qu'elle a, pour l'essentiel, essayé de répondre). On peut facilement admettre qu'elles devraient faire partie d'une façon ou d'une autre, des programmes d'enseignement, y compris évidemment en Europe. Cela n'efface pas la très forte singularité de la philosophie gréco-occidentale. Il ne s'agit pas d'un « privilège », encore moins d'un résultat de la domination mondiale de l'Occident.

OBLIGATIONS

Il se trouve que c'est dans cette région du monde, chez ces peuples et par leurs langages, que démocratie et philosophie ont été créées ou développées à un point inconnu ailleurs. Cela ne crée aucun privilège, mais bien des obligations. Ce n'est pas un hasard si c'est cette philosophie, et pas une autre, qui a été la matrice du développement des sciences de la nature autant que des disciplines humaines. Ni si elle est la seule à avoir travaillé à penser la politique (l'essence du pouvoir) et la politique (le contenu souhaitable de l'ordre de la Cité). Ni si elle ne s'est pas bornée à affirmer que l'être est, ou qu'il n'est pas, mais s'est inégalement demandé comment il est, et ce qu'il signifie. Ni enfin, pour abréger une longue série, si elle a constamment pratiqué l'auto-réflexivité.

Il est encore plus difficile d'accepter la teneur de certaines réponses. « Décoloniser la philosophie », disent des répondeurs africains. « Aucun rapport entre l'enseignement de la philosophie et les traditions culturelles [du pays] n'est perceptible » (Uruguay). Dire qu'il faut nécessairement établir un rapport entre ces traditions et le reste de l'enseignement est privé de sens. Pourquoi ne pas décoloniser les mathématiques ou la biologie ? Et si « les rapports de l'enseignement philosophique avec les traditions culturelles sont conflictuels » (Mali), il faut rappeler que ce conflit, l'opposition de mythos et de logos, signe même de naissance de la philosophie. Héraclite voulait qu'Homère soit chassé des jeux et battu, et traitait Hésiode d'ignorant.

Une chose me paraît insuffisamment accoutumée dans l'ensemble de l'enquête : l'importance capitale de la philosophie pour éveiller chez tous le « thomozéin », le questionnement éternel devant le monde, l'être, la vérité, notre propre existence. Questionnement éternel qui reste l'antidote suprême aux croyances idéologiques comme au délire technoscientifique contemporain.

Les 20 Jours des Dictionnaires Le Robert

Du 18 novembre au 9 décembre 1995

Achetez le
Petit Robert des noms propres.*
Economisez 100 francs
et enrichissez-vous de :

40 000 noms propres,
2 000 illustrations en couleur,
3 millions d'années d'histoire,
510 millions de km² de géographie,
4 Rousseau,
1 Allen Stewart Konigsberg dit Woody,
1 Kāma Sūtra,
7 nains et 1 Blanche-Neige,
1 coulommiers
moulé à la louche...



*100F remboursés sur tout achat d'un ou plusieurs dictionnaires Le Robert d'une valeur de 300F minimum. Modalités de remboursement dans les bulletins disponibles sur le point de vente ou en téléphonant au 16 (1) 40 52 26 66.

DICTIONNAIRES LE ROBERT

Cette offre a été étudiée dans le respect de la loi Lang

L'école du désir

AVERTISSEMENT AUX ÉCOLIERS ET LYCÉENS
de Raoul Vaneigem.
III, de Laurent Parienty, éd. Mille et une nuits, 75 p., 10 F.

Une postface iconoclaste à une nouvelle édition du *Manifeste du Parti communiste* (I) de Marx et Engels, dans laquelle il précise que « ceux qui proclament que la lutte des classes a disparu ouroient tout intérêt à reconnaître qu'il en est ainsi parce que le prolétariat est partout, parce que l'esclavage n'a plus devant lui qu'un seul ennemi qui le rend esclavage de la misère et de la mort : lui-même », et la réédition de ses *Bonités de base* (2) parues dans les numéros 7 (avril 1962) et 8 (janvier 1963) de *L'Internationale situationniste* prouvent avec brillance que Raoul Vaneigem brûle encore du désir de « jeter à bas l'ordre millénaire des choses pour y substituer la souveraineté du vivant ».

Mieux encore, l'auteur du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* persifle et signe, avec *Avertissement aux écoliers et lycéens*, un superbe brûlot que le ministère de l'éducation nationale s'honorait, vu

son prix modique, d'offrir à tous les enseignants et enseignés. A contre-courant de l'antienne qui voudrait que tout le système éducatif — de l'école primaire à l'université — ne devrait plus être qu'une lancinante préparation de l'enfant à servir l'entreprise, au prétexte que l'économie a besoin de chair fraîche, Raoul Vaneigem en appelle à un enseignement qui serait enfin libéré de sa « préoccupation dominante : améliorer les techniques de dressage afin que l'animal soit rentable ».

Il aurait été facile à Vaneigem de prendre les enseignants pour cible et de les réduire au rôle d'auxiliaires serviles d'écoles et de lycées qui se comportent comme des boutiques dont les élèves seraient les clients obligés, faute de choix. Mais eux aussi sont, à ses yeux, les victimes d'un système étouffant qui les contraint au despotisme face à des enfants qui, parfois, explosent car « une école où la vie s'ennuie n'enseigne que la barbarie ».

Le monde, nous rappelle Vaneigem, a changé davantage en trente ans qu'en trois mille ans, mais l'école n'a suivi l'évolution, le bouleversement, devrait-on

dire, qu'en apparence. Certes, de moins en moins d'établissements scolaires ressemblent à des prisons ou des casernes, mais on y prépare toujours les élèves « à l'exil de soi, à la séparation d'avec la vie ». Les lecteurs coutumiers des écrits de Raoul Vaneigem ne seront pas surpris par ce pamphlet écrit dans une langue superbe, où ne manquent pas les formules à l'emporte-pièce dont certaines pourraient bien, demain, devenir de magnifiques graffitis.

Face à un tel texte, qui bouscule avec fièvre et allégresse tous les conformismes, on entend déjà le chœur des raisonnables : mais où veut-il en venir ? Que propose-t-il ? Tout simplement l'école du désir, un lieu ouvert à tous les créateurs, qu'ils soient luthiers, ébénistes, peintres ou maraîchers, afin qu'ils viennent transmettre leur passion à des élèves de tous les âges, de tous les milieux. Utopiste, Vaneigem ? Bien sûr et heureusement car, dit-il, « la pire désignation est celle qui se donne l'air de la révolte ».

Pierre Drachline

(1) Mille et une nuits, 77 p., 10 F.
(2) Ed. Ludd, 86 p., 80 F.

les toutes
t pour les
de ceot à
ctité d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
it destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 lui des-
s sur les
me mais
lique au
voulait
emploi et
être exi-
des pro-
des aussi
accueil,
se et so-
fé.

hfeld

27

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
est pro-
era l'un
ne prési-
Robert
é au Sé-
me que
ment de
semble,
nent qui
est nne
liberté,
acun de
x.

LINE

uverne-
hirc de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
vo plus
ci ne
apure-
icis fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

Cho Sehui, écrivain citoyen

C'est l'un des auteurs les plus lus dans son pays. Et pourtant, d'entrée de jeu, le Coréen Cho Sehui tient à exprimer une réserve: « Vous voulez écrire un article sur un romancier mais je ne me suis jamais considéré comme un écrivain. C'est la souffrance qu'inspire cette société qui me pousse à écrire, à témoigner: une responsabilité de citoyen en quelque sorte. » Et, en guise de préambule à l'entretien, il assène quelques-unes de ses vérités: sur la responsabilité du Japon et ses rapports à la Corée, sur la division du monde entre oppresseurs et opprimés...

Peu à peu, cigarettes et cafés aidant, il va quand même se détendre. Et une sensibilité à vif sous la robustesse physique, une rage au cœur, une rage de dire reprendront le dessus sur l'idéologie. Il sort un livre de photographies en noir et blanc des maisons traditionnelles à couverture de chaume de la Corée, et il en tourne les pages pour nous, les commentant, soulignant la beauté de ces maisons de torchis tapies sous leur coiffe de paille de riz. Aujourd'hui, elles ont pratiquement disparu pour faire place à une uniformité de toitures de couleur: « Vivons mieux: c'est sans ce slogan que le régime Park (1961-1979) défigura les campagnes et encouragea une monstrueuse urbanisation (1). »

Par les thèmes qu'il traite, Cho Sehui appartient à l'école réaliste. Mais, contrairement à ce que semble suggérer le discours défensif des premiers moments de la rencontre, il ne porte, dans son œuvre, aucun jugement moralisateur ou dénonciateur. Il se contente de décrire avec force et pudeur, en cherchant à atteindre le lecteur par des images plus que des commentaires abstraits. En cela, il rompt tant avec la figure traditionnelle de l'écrivain dans la veine confucéenne (conseiller du prince et moraliste) qu'avec celle du contestataire embusqué derrière sa grille de lecture du monde.

Cho Sehui est engagé. « La Corée est peut-être l'un des rares pays où les intellectuels sont toujours engagés », mais il s'efforce de dire l'injustice et la violence plus que de les dénoncer de manière manichéenne dans la veine du courant littéraire populiste et prolétarien, dit *minjung* (« des masses »), qui a longtemps dominé la littérature contestataire. Il écrit par à-coups. Comme si, soudain, la force des mots s'imposait, l'urgence le submergeait. D'où un style tout en phrases courtes, en ruptures brusques de la temporalité ou des niveaux de la narration, sous la véhémence duquel semble percer, comme le natet ses traducteurs, cette apostrophe chère aux communistes de 1971: « C'est la canaille? Eh bien, j'en suis! »

Au cours de ses études de lettres, Cho Sehui avait lu Faulkner, Kafka, Sartre et Camus. Il avait été nourri des brefs espoirs

de la révolution étudiante du 19 avril 1960 qui mit à bas le régime de Rhee Syngman. A vingt-trois ans, en 1965, il fit paraître un premier texte, *Une barque funéraire sans mat*, couronné par un prix littéraire. Puis, pendant dix ans, plus rien. C'est qu'il fallait bien vivre. Pour nourrir sa famille, Cho Sehui dut, sous la dictature de Park Chung-hee, accepter n'importe quel travail, accumuler les petits métiers. Il ne pourra renouer avec l'écriture qu'au milieu des années 70. Pour rencontrer alors, avec les douze textes rassemblés sous le titre *Le Nain* dans l'édition française (2), un succès rarement égalé. Une nouvelle version de cette série est sortie en 1994. Les deux précédentes avaient fait l'objet, en 1978 et 1986, de plus d'une quarantaine d'éditions à chaque fois.

Depuis cinq ans, Cho Sehui travaille à un livre qu'il vient finalement d'achever. Son titre, *Vestes blanches*, fait référence à une expression traditionnelle pour désigner le peuple coréen. Alors que les nouvelles du *Nain* ont pour cadre la Corée des années 70 - celles du « miracle », c'est-à-dire du décollage économique sous la férule d'un capitalisme des plus sauvages -, *Vestes blanches* débute au lendemain du massacre de Kwangju, cette ville martyre victime d'une répression sanglante par l'armée, en mai 1980, qui fit officiellement deux cents morts, deux à trois fois plus selon les habitants. « Kwangju a cassé quelque chose dans l'histoire de la Corée, ouvrant un fossé entre ceux qui tuent et les autres », affirme Cho Sehui.

En stigmatisant les méfaits de l'industrialisation et de l'urbanisation, masquerait-il sa nostalgie pour ces temps de pauvreté que furent les années 50 et 60? La réponse est sans détour: « Formulée ainsi, la question est un piège. Une sorte de chantage. Hitler ou la pauvreté. On ne peut contester l'expansion économique mais elle a été payée très cher par la majorité. Pour moi, le pain et la liberté sont inséparables. » C'est à ceux qui ont payé, qui paient encore, les souffrances et les humiliations, souvent les mêmes personnages que l'on retrouve de l'une à l'autre de ses nouvelles, que s'attache Cho Sehui: exploités, enfants, figures atrophiées comme celle du *Nain* qui est d'abord un nain social, un être brisé qui, en mourant, « s'est débarrassé d'une douleur plus grande que son corps ». « Nous sommes tous des nains », dit l'un des personnages féminins. L'une des richesses des personnages de Cho Sehui tient à leur ambivalence. Ils ne sont ni bons ni mauvais, simplement humains, contraints à l'oubli par une vie qui ne les ménage pas et les conduit parfois à commettre des actes immoraux à leurs yeux. Mais ils ont aussi des bouffées de solidarité ou de tendresse. « Il faudrait établir une loi pour punir ceux qui n'ont pas d'amour », dit un fils

« Nous sommes tous des nains », affirme l'un de ses personnages. Le romancier s'efforce de dire, sans manichéisme, l'injustice et la violence du « miracle » économique sud-coréen. Son monde, c'est celui des humbles, des exploités, des offensés, des humiliés

du *Nain*. Peut-être parce que Cho Sehui dit une cruelle vérité sur la Corée d'aujourd'hui, beaucoup se reconnaissent dans les personnages d'une société qui a fait de l'homme « un laup pour l'homme », qui les a dressés les uns contre les autres. « Seul l'argent compte dans cette société. Il autorise tout. » En toute bonne conscience de ceux qui piétinent les autres.

« Dans les années noires de la dictature, nous nous sentions démunis, exploités. Mais on pensait qu'il fallait s'unir pour combattre. La répression avait pour pendant l'espoir, un espoir qui prenait la forme du combat. Aujourd'hui, l'ennemi est devenu plus insaisissable et les opposants semblent s'être mis en congé. »

Dans la galerie des personnages de Cho Sehui, si l'homme est souvent brisé, la femme incarne une sorte de pérennité. « Comme le *Nain* qui sombre dans la démence, l'homme est vaincu, mais cela ne signifie pas pour autant un échec. La force brisée qu'il porte renaît en d'autres. Mais, dans l'interstice, c'est la femme qui prend sa place. Elle porte en elle le passé douloureux, l'héritage et, en même



temps, la génération suivante. Dans mon dernier roman, il y a une vieille femme que j'ai nommée *Matin*. Elle a cent vingt ans et veut revoir une dernière fois ses enfants partis au Nord. Mais quand la justice décide de ne pas poursuivre les coupables du massacre de Kwangju, elle se laisse mourir de désespoir: cette fille des Carènes du Sud a assumé leur propre histoire, celle d'un supposé miracle économique qui o

lence comme dernier recours, lorsque, devant l'intolérable, même la révolte s'est épuisée, est une attitude prégnante dans l'histoire intellectuelle du pays. Cho Sehui a alors choisi de témoigner autrement: « Je suis parti avec un appareil photo pour la ville minière de Sabak », une ville industrielle « modèle », effrayant phalanstère imaginé par le régime Park. Peu avant la population de Kwangju, les mineurs s'y étaient soulevés. Leur « *Germinal* » fut maté. Cho Sehui tira de son expérience un émouvant livre de photographies qu'il intitula, précisément, *Les Racines du silence*.

Les étudiants qui manifestent depuis quelques semaines pour exiger que la lumière soit faite, quinze ans après, sur la page la plus sombre de l'histoire de la Corée depuis la guerre civile des années 50 ne sont que l'avant-garde d'un mouvement d'opinion plus large qui dépasse les milieux contestataires et témoigne d'un ressentiment plus profond. « Kwangju est au carrefour du passé et de notre avenir. Si le Sud ne peut digérer sa propre histoire, la réunification du pays est un leurre », estime Cho Sehui.

Aujourd'hui, la Corée est « démocratique ». Les réformes obtenues depuis 1987, à la suite d'un soulèvement des étudiants et d'une partie de la population, et l'élection, en 1992, d'un civil à la tête de l'Etat obnubilent les bous

esprits, comme si la seule démocratisation des institutions était synonyme de justice sociale. Pourtant, si l'on en croit Cho Sehui, « on respire de plus en plus mal dans ce pays. La liberté est là, pense-t-on. En réalité, si on n'est certes plus ligoté, on est enghé. Ce qui est pire. Dans les années noires du « miracle », nous nous sentions démunis, exploités. Mais on pensait qu'il fallait s'unir pour combattre la dictature. La répression avait pour pendant l'espoir, un espoir qui prenait la forme du combat. Aujourd'hui, l'ennemi est devenu plus insaisissable et les opposants semblent s'être mis en congé. Ils n'ont pas trouvé une énergie nouvelle. Leur désarmement laisse place à la bonne conscience moralisatrice et cynique de l'élite et au je-m'en-foutisme de la majorité. La Corée a l'air en bonne santé et pourtant elle est malade: elle s'asphyxie. »

Philippe Pons

(1) La capitale, Séoul, regroupe, à elle seule, plus du quart de la population de la Corée du Sud.
(2) Actes Sud avait déjà publié, en 1991, l'un de ces textes sous le titre *La Petite Balle lancée par un nain*.

LE NAIN

Traduit du coréen par Ch'oe Yun et Patrick Maurus. Actes Sud, 291 p., 145 F.

LITTÉRATURES

■ ŒUVRES COMPLÈTES
Tome III, 1974-1980
de Roland Barthes. Page III

■ LE MONDE COMME
IL VA
de Jean-Louis Curtis. Page III

■ PROSPECTUS
ET TOUTS ÉCRITS
SUIVANTS
Tomes III et IV
de Jean Dubuffet. Page IV

■ CORRESPONDANCE
de Jean Dubuffet
et Witold Gambrowicz. Page IV

■ ÉCRITS
ET ENTRETIENS
de Joan Miró. Page IV

■ LE RÊVE D'UN
HOMME ABATTU
de Sin Kyongnim. Page V

Le Feuilletton
de Pierre Lepape
■ TESTAMENT
À L'ANGLAISE
de Janathan Coe. Page VII

CHRONIQUES

■ L'ÉCONOMIE MONDIALE
1820-1992
d'Angus Maddison. Page VI

■ LA RÉGRESSION
DÉMOCRATIQUE
d'Alain-Gérard Slama. Page VI

■ LA DÉFAITE DE PLATON
de Claude Allègre. Page VI

■ LA SOCIÉTÉ
DES CONSOMMATEURS
de Robert Rochefort. Page VI

ESSAIS

■ L'OPINION ALLEMANDE
SOUS LE NAZISME
Bavière 1933-1945
de Ian Kershaw. Page VIII

■ HITLER
Essai sur le charisme
en politique
de Ian Kershaw. Page VIII

■ CŒUR DE TIGRE
de Françoise Giroud. Page VIII

■ 1095, LE CLAIR-OBSCUR
de Jacques Ceron. Page IX

■ LE VIEUX
DE LA MONTAGNE
de Frédoune Saheljam. Page IX

■ LE CHEVALIER
DE SAINT-JEAN-D'ACRE
de Gilles Cosson. Page IX

■ HISTOIRE
DES CHRÉTIENS D'ORIENT
de Jean-Michel Billoud. Page IX

■ HISTOIRE
DE L'ÉGLISE D'ORIENT
de Raymond Le Coz. Page IX

■ L'HISTOIRE
DE LA MER ROUGE
DE MOÏSE À BONAPARTE
de Roger Jaint-Daguenet. Page IX

■ L'ÉPOPEE DES CROISADES
de René Grousset. Page IX

■ LA CAUSE DES PROPHÉTÉS
de Jean-Pierre Dozon. Page X

■ DESTINS JUIFS
de Pierre Bimbaum. Page X

■ DILAPIDATION
ET PRODIGALITÉ
d'Anne Gotman. Page X

■ PHILOSOPHIE
ET DÉMOCRATIE
DANS LE MONDE
de Roger-Pol Droit. Page XI

■ AVERTISSEMENT
AUX ÉCOLIERS ET LYCÉENS
de Raoul Vaneigem. Page XI

Notre supplément
sur les livres de poche
paraîtra exceptionnellement
dans le numéro de vendredi
daté samedi 9 décembre

Le Monde
POCHE Le premier vendredi
de chaque mois

صلى الله عليه وسلم

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

17

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995

ACQUISITIONS Suntory, le quatrième brasseur japonais, pourrait se lancer dans une bataille boursière afin de mettre la main sur le groupe hôtelier britannique Forte. Suntory serait

sur le point de lancer une contre-OPA de 4,1 milliards de livres (51,5 milliards de francs) sur le groupe anglais Granada qui propose 3,4 milliards de livres. ● L'ABSENCE DE VER-

ROUILLAGES du capital des groupes britanniques et les cours jugés attractifs en dépit des records de la City favorisent les OPA à la Bourse de Londres. ● LA BAISSÉ DE LA LIVRE de l'ordre de

30 % depuis trois ans face aux devises fortes comme le yen, le mark, ou le franc français explique le nombre des OPA lancées par des groupes étrangers. La Lyonnaise des Eaux a annoncé

jeudi 23 novembre le lancement d'une offre amicale de 823 millions de livres (6,3 milliards de francs) sur la compagnie régionale de distribution d'eau Northumbrian Water.

La faiblesse de la livre expose les groupes britanniques aux OPA

La monnaie britannique a perdu 30 % en trois ans face aux monnaies fortes. Les offres publiques d'achat se multiplient. Derniers exemples : Granada et le japonais Suntory sur les hôtels Forte, et la Lyonnaise des Eaux sur Northumbrian Water

UNE NOUVELLE bataille boursière de grande ampleur se profile à Londres. Le groupe britannique de services Granada a lancé une OPA de 3,4 milliards de livres (26 milliards de francs) sur les hôtels Forte et pourrait être contré par le brasseur japonais Suntory dont l'offre atteindrait 4,1 milliards de livres (31,5 milliards de francs). Les acquisitions, fusions et autres batailles boursières se succèdent sans discontinuer à la City ces derniers mois. Portées par les OPA, la Bourse de Londres ne cesse de battre des records mais la hausse des cours ne semble pas freiner les ardeurs des acheteurs, bien au contraire.

A cela plusieurs raisons : à commencer par l'absence de participations croisées et autres verrouillages du capital et par le niveau, jugé toujours très attractif, des cours des groupes britanniques. En dépit d'une hausse de

près de 19 % depuis le début de l'année et d'un nouveau record battu, mercredi 22 novembre, par l'indice FT 100, les valeurs anglaises sont considérées comme « bon marché ». Selon une étude de la banque Morgan Stanley, le rapport cours/bénéfices (*price earning ratio*) s'établit en moyenne à 12,6 pour 1996 à 12,6 encore en dessous du niveau de Paris (12,8)... qui depuis le début de l'année n'a pas progressé. Les comparaisons avec Francfort (PER de 17,1) et Zurich (15,7) sont encore plus favorables à la City.

ANIMATION CÔTÉ BANQUES

Mais les groupes britanniques sont d'autant plus attractifs qu'ils se payent en livres. Un investisseur en monnaie forte bénéficie à plein de la baisse de la devise britannique, qui a encore touché, le 17 novembre, un nouveau plancher historique face au

deutschemark à 2,1725. En trois ans, la livre sterling a perdu environ le tiers de sa valeur face à la monnaie allemande, au franc français et au yen.

La vague d'acquisitions n'est pas un phénomène totalement nouveau, mais elle s'accroît depuis deux ans. En 1994, les prises de contrôle de groupes anglais par des sociétés étrangères ont déjà été importantes. Les plus spectaculaires ont été celle de Smith-Kline Beecham Animal Health par l'américain Pfizer pour 924 millions de livres, de 80 % du constructeur automobile Rover par BMW pour 800 millions de livres et de Provincial Insurance par l'Union des assurances de Paris pour environ 260 millions.

En 1995, les opérations boursières étaient restées plutôt circonscrites à certains secteurs d'activité comme la banque et les services financiers, la pharmacie

(fusion Glaxo-Wellcome) et la distribution d'électricité et de l'eau qui sont tous en phase de concentration et de restructuration.

Du côté des banques, l'année a été particulièrement animée et les « fleurons » de la City passent un à un dans des mains étrangères. Les établissements de pays à monnaie forte (Allemagne, Suisse, Pays-Bas) se taillent la part du lion. Barings, ruinée par les malversations d'un courtier à Singapour, a été sauvée et reprise par le néerlandais ING. La première banque d'affaires du pays, Warburg, est passée sous le contrôle de la Société de banque suisse.

Kleinwort Benson a été reprise par la Dresdner Bank. Le premier courtier britannique Smith New Court a été racheté par l'américain Merrill Lynch. Là encore, un mouvement déjà engagé s'accroît. An cours des dernières années, Hoare Govett, Phillips and

Drew, Morgan Grenfell, Gartmore et Charterhouse ont été acquises respectivement par le néerlandais ABN Amro, l'Union de banques suisses, la Deutsche Bank, Indosuez et le CCF allié à l'allemand BHF.

Dans le secteur électrique britannique, c'est l'expiration des *golden shares* (actions privilégiées) détenues par l'Etat cinq ans après la privatisation qui ont précipité les OPA sur les compagnies régionales de distribution.

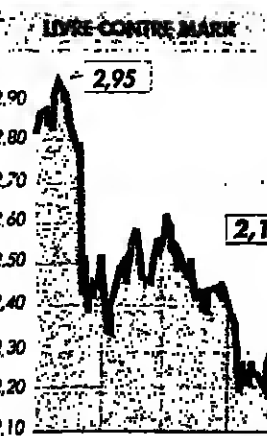
SURENCHÈRE

Les britanniques comme Scottish Power et Trafalgar House mais aussi l'américain Southern Electric se sont lancés dans l'arène. Du côté de la distribution d'eau, c'est la Lyonnaise des Eaux qui s'est mise en avant en lançant jeudi 23 novembre une OPA amicale (de 823 millions de livres) sur la compagnie régionale Northumbrian Water.

La contre-OPA attendue du japonais Suntory sur Forte, révélée par le quotidien *The Guardian*, illustre bien l'attrait exercé par les groupes britanniques. La surenchère pourrait atteindre 700 millions de livres (5,5 milliards de francs) sur l'offre de Granada. Cette dernière proposait déjà une plus-value de 23 % par rapport au cours de clôture de l'action Forte du 21 novembre. Une OPA pourtant considérée comme inamicale par les dirigeants du groupe hôtelier.

Pourquoi Forte suscite-t-il tant de convoitise ? Les premières raisons avancées, mercredi, par Granada pour justifier son OPA mettent en avant les erreurs de gestion. Forte n'aurait pas suffisamment valorisé le groupe dans l'intérêt de ses actionnaires. Selon Gerry Robinson, directeur général

Une baisse continue



Source : Bloomberg

En trois ans, la livre sterling s'est dépréciée de 30 % face à la monnaie allemande.

de Granada, Forte est un groupe « fatigué » et « sous-exploité » mais qui « peut s'offrir une excellente affaire financière » car « il possède de très beaux atouts ». Forte emploie 41 000 personnes et a réalisé au cours de l'exercice précédent un bénéfice de 127 millions de livres. Il possède 940 hôtels (97 000 chambres) et 600 restaurants.

Le peu de « savoir-faire » hôtelier de Granada et du brasseur Suntory démontre que la logique de l'opération est avant tout financière et boursière.

François Bostnavaron et Eric Leser

Aluminium Dunkerque ou la filiale fantôme du groupe Pechiney

OÙ EST DONC passée l'usine modèle de Pechiney à Dunkerque ? Ce site ultramoderne créé par Jean Gandois et organisé avec les méthodes sociales de l'ancien ministre du travail Martine Aubry, qui a coûté plus de 6,2 milliards de francs, n'apparaît curieusement qu'en filigrane au bilan du groupe candidat à la privatisation. Explication : l'usine a fait l'objet de ce que les spécialistes appellent un « financement de projet ».

Lorsque les pouvoirs publics ont demandé en 1989 à Pechiney de construire une nouvelle usine d'aluminium, le groupe public n'avait pas les moyens de se l'offrir : ce projet aurait entraîné un accroissement intolérable de son endettement alors que sa santé financière était déjà chancelante depuis le rachat coûteux d'American National Can (ANC) en 1988.

UN MILLIARD DE DÉFICIT

Pechiney a eu recours à un astucieux montage financier pour s'offrir son usine sans que cela apparaisse trop dans ses comptes et en limitant sa mise de départ à moins de 1 milliard de francs. Au lieu d'être directement propriétaire de son usine, Pechiney a décidé de la louer dans une société ad hoc baptisée Aluminium Dunkerque. Dotée d'un capital de 850 millions de francs, Aluminium Dunkerque n'est détenue qu'à 35 % par Pechiney : le solde a été placé auprès d'investisseurs, comme la BNP (10 %), les ACF (8,8 %), Norwich Union (10 %), GE Capital (10 %), etc.

Pour acquérir ses installations, Aluminium Dunkerque a dû s'endetter lourdement de 4,6 milliards de francs (y compris 850 millions de francs de dette subordonnée). Le principe du montage est simple et dans le goût de l'époque : peu de capitaux et beaucoup de dettes. Les liquidités dégagées par l'usine

doivent permettre à Aluminium Dunkerque de payer ces dettes. Lorsqu'elles seront remboursées à plus de 80 %, Pechiney s'est engagé à racheter les actions des actionnaires qui le désirent.

Avantage de la manœuvre : pendant toute la durée du montage, l'usine n'apparaît pas dans les comptes de Pechiney. Fin 1994, seuls les 35 % d'Aluminium Dunkerque sont consolidés dans le bilan de Pechiney, pour un montant de 229 millions de francs. En revanche, la dette d'Aluminium Dunkerque, qui dépasse encore 4 milliards de francs, n'y figure pas, ce qui évite d'alourdir l'endettement global du groupe (21,4 milliards de francs fin 1994).

Seul ennui, Aluminium Dunkerque a démarré en plein retournement du marché de l'aluminium. Depuis 1992, elle a accumulé 1 milliard de francs de déficit. « Le montant des capitaux propres est devenu négatif », note Pechiney dans sa notice d'introduction en Bourse. D'ici à décembre 1996, la société Aluminium Dunkerque va devoir mener un « plan de restructuration financière », afin de reconstituer ses capitaux propres tout en faisant « face à ses échéances contractuelles d'emprunts » et lui permettre de « poursuivre durablement son activité ».

Pechiney n'a pas jugé nécessaire, pour son introduction en Bourse, de chiffrer le risque encouru ni de déprécier les quelque 626 millions de francs supplémentaires qu'il a prêtés à sa filiale fantôme. Or, actionnaire principal, il sera le premier à devoir remettre au pot pour sauver son usine modèle. En septembre 1990, le financement d'Aluminium Dunkerque avait reçu, en présence de Pierre Bérégovoy, le prix de l'innovation financière 1990.

Arnaud Leparmentier

Le point sur l'électricité nucléaire.

Grâce à l'électricité nucléaire, notre ciel ressemble de plus en plus à un ciel.



Aujourd'hui 75% de l'électricité est nucléaire.



Nous vous devons plus que la lumière.

Notre supplément sur les livres de poche paraîtra exceptionnellement dans le numéro de vendredi 9 décembre.

Le Monde POCHÉ

Tokyo organise le sauvetage des banques

LE MINISTÈRE DES FINANCES japonais a annoncé mercredi 22 novembre la création d'un organisme de sauvetage bancaire sur le modèle du Resolution Trust Corporation (RTC) américain. La faillite, fin août, de la plus grande banque mutualiste du Japon, Kizu Credit Union, avait contraint les autorités à envisager une telle solution. Pour le ministère des finances, « l'énormité du trou de Kizu empêche d'organiser son sauvetage dans le cadre réglementaire existant », c'est-à-dire en sollicitant le fonds de garantie des dépôts. Les pertes de Kizu, plus importantes que prévu, devaient finalement s'élever à 960 milliards de yens (48 milliards de francs). Le RTC, reprenant l'institution défailtante, la liquide au plus offrant, de façon que le passif résiduel, payé par les contribuables, la profession bancaire et les collectivités locales, soit le plus faible possible.

La Générale des eaux remet de l'ordre dans son pôle immobilier

LA COMPAGNIE générale des eaux a présenté mercredi 23 novembre la réorganisation de ses activités immobilières, à l'origine des premiers résultats négatifs de son histoire. Les 515 sociétés immobilières et foncières du groupe seront regroupées au sein d'une même entité, la Compagnie générale pour l'immobilier (CGI), détenue à 100 % par sa maison-mère. Le groupe acquiert, en même temps, la société de promotion George-V, filiale du groupe Bernard Arnault, qui recevra en échange 0,79 % du capital de la CGI. La CGI constituera (hors George-V), avec 8,1 milliards de chiffre d'affaires cette année, le premier pôle européen immobilier. Mais elle devrait afficher 6,7 milliards de francs de pertes, dont 4,3 milliards pour les dotations aux provisions. La société, qui porte un endettement de 20 milliards, va recevoir dans les prochaines semaines 6 milliards de francs de fonds propres de sa société-mère. Elle prévoit encore un déficit d'au moins 1 milliard de francs pour 1996.

DÉPÊCHES

■ **SAINT LAURENT** : Pierre Bergé, président de la maison de couture, et Jean-François Breteille, ancien directeur financier, mis en examen le 30 mai 1994 pour « violation de monopole des sociétés de Bourse et d'illégalité », ont obtenu un non-lieu le 16 octobre, a révélé L'Express. La Commission des opérations de Bourse avait condamné Pierre Bergé à payer 3 millions de francs, sanction réduite en appel à 1 million. Le parquet a décidé de faire appel.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : Exploitant téléphonique public, qui dégage 9 milliards de francs de bénéfices cette année, versera 4 à 5 milliards de dividendes à l'Etat. En 1994, ces derniers avaient été de 4,5 milliards. Compte tenu de ce prélèvement, France Télécom affectera 12 à 13 milliards à la réduction de sa dette, une somme conforme à ce qu'impose son contrat de plan, mais en augmentation par rapport à 1994 et par rapport aux premières prévisions pour 1995.

■ **CRÉDIT FONCIER DE FRANCE** : Intersyndicale de l'institution a décidé d'appeler les salariés de l'entreprise « à une grève notoire lundi prochain, pour la défense de leurs emplois et des missions du Crédit foncier face au déclin des pouvoirs publics ». Les organisations CFTC, CFTC-CFC-CCG, FO, CGT et SNA (autonome) appellent en outre les salariés à une manifestation nationale à Paris, qui se dirigera vers Matignon.

■ **TSI** après sept semaines de grève, les salariés de TSI (groupe Wagons-Lits), sous-traitant de la SNCF chargé du nettoyage des rames TGV, ont décidé de reprendre le travail. Alors que la direction voulait imposer le passage à temps partiel de 127 des 300 salariés (Le Monde du 10 novembre), un accord a été trouvé. Cette mesure ne concernera que 70 salariés.

■ **AÉROSPATIALE** : 5 000 salariés de l'entreprise aéronautique ont manifesté, mercredi, à Toulouse et à 1 000 à Saint-Nazaire contre un plan de restructuration prévoyant 3 100 suppressions d'emploi. Par ailleurs, la division missiles qui emploie actuellement 4 900 personnes va réduire le nombre de ses salariés à 3 100 d'ici fin 1998, le site de Bourges qui emploie 1 800 personnes en emploiera 2 000 à cette date, grâce à un regroupement des activités.

■ **PECHINEY** : le groupe d'aluminium a annoncé jeudi 23 novembre un chiffre d'affaires sur neuf mois de 60 milliards de francs, en hausse de 19,7 % par rapport à la même période de 1994. Pechiney International, filiale cotée du groupe Pechiney, a souffert de la baisse du dollar. Son chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois s'élève à 25,4 milliards de francs, en baisse de 2,1 %.

■ **SNCF** : le conseil d'administration de la SNCF a décidé mercredi de créer une société filiale, Telecom Développement, qui devrait s'ouvrir à des capitaux externes. La SNCF, qui souhaite garder la maîtrise de son réseau de télécommunication interne nécessaire à la circulation des trains, pourrait trouver un partenaire opérateur afin de participer aux investissements de modernisation et de valorisation du système.

■ **LEESON** : le courtier britannique Nick Leeson, soupçonné d'avoir provoqué la faillite de la banque britannique Barings, a été extradé mercredi soir vers Singapour pour y être jugé, a indiqué son avocat Eberhard Kempf.

BMW s'implante en Caroline du Sud pour reconquérir le marché haut de gamme américain

Les constructeurs allemands recherchent des régions peu syndicalisées et des salaires attractifs

Dans les années 80, les constructeurs automobiles japonais avaient peu à peu expulsé leurs concurrents européens du marché américain de

haut de gamme, qui représente un million de voitures. La force du yen permet une reconquête. Les allemands BMW et Mercedes ont

décidé d'implanter une usine sur place et de produire des véhicules spécialement adaptés à ce marché.

SPARTANBURG

(Caroline du Sud)

de notre envoyé spécial

Le million de conducteurs américains qui roulent dans des voitures haut de gamme constitue un marché de choix. Infiniti (modèles haut de gamme de Nissan), Lexus (Toyota) et Acura (Honda) avaient presque réussi dans les années 80 à en expulser les Européens. BMW avait vendu 96 000 voitures en 1986 aux Etats-Unis, sa meilleure année, et seulement 53 000 en 1991.

Mais la reconquête s'effrite. Le constructeur allemand a vendu outre-Atlantique, en 1994, 84 500 voitures ; il devrait en vendre 90 000 cette année et plus de 95 000 en 1996. Sur les dix premiers mois de l'année, Lexus a vu ses immatriculations baisser de 10 % (64 600 unités) tandis que Mercedes les augmentait de 1 % (60 051).

Forcer l'allure est difficile ; Mercedes et BMW sont freinés par des coûts salariaux et un cours du mark élevé. Depuis plusieurs mois déjà, les deux groupes proclament leur volonté d'internationaliser leur production, afin de vendre, non plus du « made in Germany », mais du « made by Mercedes » ou « engineered by BMW ». Ils sont donc parvenus, en poursuivant le même raisonnement, à la même décision : bâtir une usine aux Etats-Unis, où les coûts de production sont d'environ 30 % inférieurs à leur niveau d'Allemagne. « Les

salaires y sont inférieurs de 10 %, la construction d'une usine de 15 à 20 %. Les frais de fonctionnement, comme l'électricité, y sont également intéressants. Et comme nos fournisseurs bénéficient des mêmes avantages, cela diminue d'autant notre poste achats », explique Carl Fleisher, vice-président de BMW Manufacturing Corporation, raison sociale de l'usine américaine de BMW.

DONS ET SUBVENTIONS

Le groupe allemand a choisi Spartanburg, en Caroline du Sud, une ville au nom bien allemand, dans une région où l'immigration germanique est traditionnellement forte. Il a investi 600 millions de dollars dans des chalets ultramodernes. « Le terrain où nous avons construit l'usine, inaugurée en novembre 1994, nous a été donné par l'Etat. Nous avons bénéficié de subventions pour la formation du personnel. Nos charges fiscales seront réduites pour nos vingt premières années d'exploitation », expose Carl Fleisher. Autre avantage non négligeable de la Caroline du Sud : le syndicalisme y est inexistant. Pour des raisons semblables, Mercedes a porté son choix sur Tuscaloosa, une petite ville universitaire située dans l'Etat voisin d'Alabama. Au total, le groupe de Stuttgart reconnaît avoir économisé 250 millions de dollars (1,1 milliard de francs) grâce aux dons d'infrastructure et allègements d'impôts

de l'Etat. Les deux constructeurs ont en outre décidé de produire sur place des nouveaux véhicules adaptés au marché américain mais exportables en Europe. En 1998, 70 000 exemplaires du 4x4 de Mercedes, qui sera lancé en 1997, devraient sortir de Spartanburg. Dans les deux cas, plus de 50 % de la production est destinée au marché local.

RETARDS DE PRODUCTION

Mais les deux constructeurs allemands avaient sous-estimé une difficulté : celle de la rareté des ouvriers qualifiés. Car ni la Caroline du Sud ni l'Alabama n'ont jamais eu d'industrie automobile. Les deux groupes ont engagé des programmes de formation très importants, mais BMW a dû revoir à la baisse ses objectifs de production pour 1995 : 72 000 voitures et non 72 000. « Nous avons retardé de cinq mois la production de la Z3 (débutée mi-novembre). Le manque à gagner est de 8 000 voitures », avoue Carl Fleisher. Selon le groupe, les fortes commandes de Z3 déjà enregistrées ont justifié la mise en place d'une seconde

équipe de 500 ouvriers (en plus des 1 000 personnes déjà recrutées), qu'il a fallu embaucher cet été et former cet automne. Les équipementiers venus s'installer en Caroline du Sud pour fournir BMW, comme Sommer-Allibert ou Plastic Omnium, n'ont pas pu tenir leurs objectifs. Et l'introduction d'une nouvelle technique de peinture mal maîtrisée a encore ralenti la production.

Il est vrai que l'usine de Spartanburg est un site-pilote pour BMW, qui installe pour la première fois une chaîne flexible, pouvant produire indifféremment trois modèles (en Bavière, chaque ligne de production est consacrée à un modèle unique). Le développement du roadster Z3 a également permis à BMW d'expérimenter une nouvelle méthode : l'organisation par projet. « Nous avons ainsi réduit notre temps de développement à trente-six mois contre sept ans habituellement pour ce type de produit. Sans parler du coût de développement qui est le plus bas que nous ayons jamais enregistré », dit Carl Fleisher.

La première usine BMW hors d'Allemagne, qui pourrait être agrandie dès 1997, devra servir de modèle à ses homologues allemandes et aux futures implantations du groupe, qui a ouvert deux usines d'assemblage cette année, au Mexique et au Vietnam.

Virginie Mallinre

Helmut Maucher, président de Nestlé, choisit son successeur

LA SUCCESSION d'Helmut Maucher, administrateur délégué de Nestlé depuis 1981 et président du conseil d'administration depuis 1990, a été officiellement réglée mercredi 22 novembre. Le numéro mondial de l'agroalimentaire (56,9 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires en 1994, soit 245 milliards de francs français) a annoncé que M. Maucher abandonnerait ses responsabilités lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 5 juin 1997. C'est l'un des neuf directeurs généraux du groupe helvétique, Peter Brabeck-Letmathe, un Autrichien de cinquante et un ans, qui lui succédera.

Agé de soixante-huit ans, Helmut Maucher conservera son poste de président « actif » du conseil d'administration jusqu'à l'an 2000, date où il aura atteint la limite d'âge (soixante-douze ans) prévue. Il aura été chez Nestlé l'artisan de la croissance externe, avec les rachats de Perrier dans les eaux minérales, de Rowntree Macintosh dans le chocolat, ou de Buitoni dans l'alimentation.

Son successeur est un homme de

marketing à forte expérience internationale. Peter Brabeck-Letmathe, licencié en économie, a débuté sa carrière au sein du groupe en 1968, comme vendeur chez Finis Autriche. En 1981, il devient directeur de Nestlé en Equateur puis, deux ans plus tard, prend les rênes du groupe au Venezuela. Il rejoint le siège à Vevey en 1987 pour devenir responsable de la division produits laitiers. Depuis 1992, il est directeur général en charge du marketing et de la communication, responsable d'un des deux groupes d'affaires stratégiques de Nestlé (alimentation, chocolat, confiserie et glaces, Buitoni et produits pour animaux familiaux).

La nomination de M. Brabeck constitue une surprise : le dauphin présumé de M. Maucher était l'es-

pagnol Ramon Masip, cinquantenaire, actuel président de la direction générale alimentation. Pour des « raisons personnelles », celui-ci a résigné à des fonctions « moins importantes au sein du groupe » et abandonnera son poste, lui aussi en 1997, pour devenir administrateur de Nestlé.

En deux ans, la direction de Nestlé aura été profondément modifiée : le numéro trois du groupe en charge des finances, Reto Domein, cédra en mai sa place à Mario Corti, quarante-neuf ans, aujourd'hui directeur financier de Nestlé USA. Ce renouvellement très progressif ne devrait pas entraîner de changement stratégique décisif. La priorité du groupe n'est plus aux acquisitions externes, mais à la croissance interne, voire

au recentrage. Nestlé s'est ainsi séparé de son activité vinicole américaine Wine World.

Mais les performances financières du groupe, un peu assombrées aux yeux des observateurs, restent en deçà des espérances. Nestlé devrait annoncer pour 1995 un résultat net en baisse (3,25 milliards de francs suisses en 1994). La direction accuse la force du franc suisse et la hausse des cours du café, qui provoque la baisse de la consommation. Plus fondamentalement, la stagnation de la consommation en Europe où Nestlé réalise la moitié de son activité affecte les marges. Depuis le début de l'année, l'action a baissé de près de 20 % par rapport à la moyenne des valeurs suisses.

Ar. L.

Philippe Kahn quitte la société de logiciels Borland

C'EST LA FIN d'une « success story » qui, ces derniers mois, avait déjà perdu beaucoup de son éclat. Le Français Philippe Kahn, surnommé « le barbare » par la communauté informatique outre-Atlantique, notamment en raison de ses méthodes commerciales offensives, s'apprete à tourner définitivement la page Borland. Mercredi 22 novembre, il a annoncé qu'il quittera le 1^{er} janvier 1996 la présidence de cette société spécialisée dans les logiciels qu'il a créée voilà douze ans en Californie, après avoir enseigné les mathématiques à Grenoble.

Philippe Kahn avait déjà pris ses distances par rapport à Borland, renonçant en début d'année à la direction opérationnelle pour ne garder qu'un poste de président et de conseiller stratégique. Il y avait été fortement invité, en raison des difficultés financières de la société, qui a accumulé les pertes depuis le rachat, en 1991, de sa concurrente Ashton-Tate. Cette acquisition, trop chère et qui a gonflé artificiellement

le chiffre d'affaires, n'a jamais été digérée.

Borland a, de plus, dû encaisser la contre-offensive du numéro un du secteur, Microsoft, la société de Bill Gates, qui, imitant les pratiques qui avaient fait son succès, a fortement baissé les prix de ses logiciels. La firme a également souffert d'une adaptation tardive de ses produits à Windows, le système d'exploitation de Microsoft qui est désormais au cœur de tous les micro-ordinateurs de type PC.

S'il reste présent au conseil d'administration de Borland, Philippe Kahn se consacrera dorénavant entièrement au développement de Starfish Software, la nouvelle société de logiciels qu'il a créée en 1994. « Devant le rythme rapide de croissance de Starfish Software, je réduis mes engagements extérieurs pour me concentrer complètement sur cette société », a-t-il déclaré.

Ph. L. C.

La RATP augmentera ses tarifs de 5,2 % en 1996

POUR faire passer les recettes directes du trafic d'environ 8 milliards de francs cette année à environ 8,5 milliards en 1996, le budget en préparation de la Régie autonome des transports parisiens envisage d'augmenter le prix des titres de transport de 5,2 % au 1^{er} mai 1996, soit une hausse supérieure de plus de 3 points à celle de l'inflation. Le prix du ticket à l'unité passerait de 7,50 francs à environ 8 francs.

La fréquentation des lignes de la RATP ne devrait en revanche progresser que de 1 %. Il s'agit pourtant, selon la régie, d'« un objectif ambitieux », au regard de la baisse des recettes de l'ordre de 2 à 3 % enregistrée chaque année depuis 1990.

Après une progression du trafic de plus de 0,5 % au premier semestre de cette année, la vague d'attentats amorcée le 25 juillet a fait perdre 70 millions de francs à la RATP d'août à octobre (près de 1 % de ses recettes annuelles).

Sur un budget de plus de 21 milliards de francs, la part des recettes voyageurs dans le total des produits devrait continuer de progresser en 1996, pour atteindre 38,1 %. Mais la majorité des recettes restera payée par des tiers, notamment les pouvoirs publics (29,2 %) et les employeurs (20,5 %). Les salaires augmenteront en moyenne de 3,4 % (augmentation générale et glissement vieillesse technique). Dans ces

conditions, le déséquilibre entre recettes commerciales et dépenses de fonctionnement (« le petit équilibre ») sera ramené à 244 millions de francs, contre 700 millions de francs en 1995.

Enfin, les investissements s'élèveront à 5,1 milliards de francs. Autofinancés à hauteur de 2,3 milliards de francs, ils seront subventionnés par la région, l'Etat et la Ville de Paris à hauteur de 900 millions de francs. Pour le solde, la RATP aura recours à des emprunts, portant sa dette totale à 26,5 milliards de francs, contre 25 milliards environ fin 1995.

C. J.

SICAV

UNIVAR
MONÉ.J

Création d'actions C et D

Les Sicav monétaires UNIVAR et MONÉ.J ont décidé, lors de leurs Assemblées Générales Extraordinaires du 20 novembre 1995, d'offrir à leurs actionnaires le choix entre deux catégories d'actions. Désormais, en plus des actions de capitalisation "C", ils pourront détenir des actions de distribution "D" versant un dividende annuel.

Les actionnaires ont reçu une lettre d'information leur indiquant comment transformer, s'ils le souhaitent, tout ou partie de leurs actions "C" en actions "D". Ils devront faire connaître leur choix avant le 14 décembre 1995. Cette création d'actions C et D prendra effet le 15 décembre 1995.

L'Assemblée Générale Extraordinaire d'Univar a également décidé de fixer la date de clôture de l'exercice à fin mars.

Le versement du dividende pour les actions "D" interviendra au titre de l'exercice en cours :

- En juin 1996 pour Univar,
- En décembre 1996 pour Moné.J.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours

d'UNIVAR et de MONÉ.J sur

■ SICAVÉCOUTE

Tél. : 36.68.56.55

Codes : 15 Univar et 13 Moné.J

(3 unités par urne)

CA SEGESPAR

la société de gestion du Crédit Agricole

صكنا من الامل

1500

■ LA BOURSE DE MEXICO a terminé la séance, mercredi 22 novembre, en forte hausse. L'indice a progressé de 4,21 %, tandis que le peso s'est repris à 7,67 pour 1 dollar, contre 7,74 la veille.

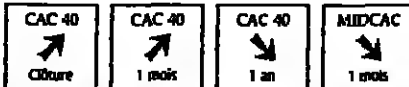
■ WALL STREET a été établi, mercredi, un nouveau record. L'indice Dow Jones a gagné 0,36 %, malgré des prises de bénéfices, en fin de séance, après la fermeture du marché en raison de la fête de Thanksgiving.

■ LE DÉPARTEMENT AMÉRICAIN du Trésor prévoit d'émettre, la semaine prochaine, 18,25 milliards de dollars en bons à deux ans, ainsi que 12 milliards en titres à cinq ans.

■ L'AGENCE de notation Moody's a attribué la note AAA au fonds commun de créances, d'un montant de 2 milliards de francs, lancé mercredi par le Crédit foncier de France.

■ LA BANQUE nationale de Belgique (BNB) a réduit, mercredi, son taux central de 0,05 %, ramené de 4 % à 3,95 %. La précédente baisse de ce taux remontait au 2 novembre.

LES PLACES BOURSILIÈRES

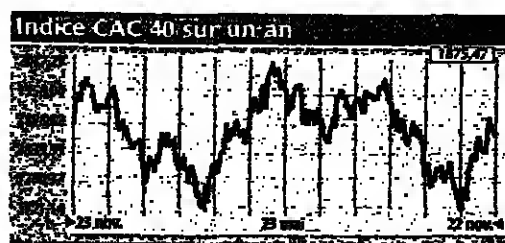


Effritement à Paris

Après un bon début de séance, la Bourse de Paris s'effritait jeudi 23 novembre pour la dernière séance du terme boursier, largement gagnant. En hausse de 0,25 % à l'ouverture, puis de 0,50 % par la suite, l'indice CAC 40 a fait une incursion dans le rouge avant de revenir à l'équilibre (+0,03 % à 1876,11 points) aux alentours de 12 h 30. Le montant des échanges atteignait 1,2 milliard de francs sur le compartiment à règlement mensuel.

Les opérateurs se montrent très prudents à la veille d'une journée de grève dans la fonction publique. Par ailleurs, se réunissant le Conseil de politique monétaire de la Banque de France. Les milieux financiers doutent que cette réunion bimensuelle débouche sur un assouplissement de la politique monétaire mais sont néanmoins convaincus que les taux vont baisser ces prochaines semaines en raison du ralentissement des économies européennes.

Du côté des valeurs, Pechiney CIP perdait 1,15 % et Pechiney International 0,19 % à 103,20 francs.



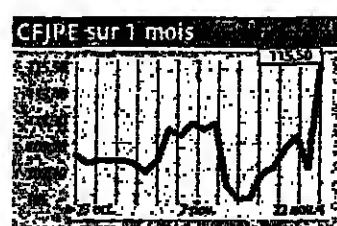
Des informations sur un placement difficile du groupe continuant de circuler alors que la cotation de Pechiney se situait en bas de la fourchette de prix annoncée par le gouvernement.

« Pourquoi souscrire alors qu'on peut avoir le même papier au même prix sur le marché ? », demandait un opérateur.

CFIPE, valeur du jour

LA SOCIÉTÉ de capital-risque Compagnie financière Jean-Paul El-Kam, filiale à 67 % du GAN, cotée au second marché, a profité des nombreuses offres de rachat déposées à la suite de l'appel d'offres, lancé par l'assureur public dans le cadre de son programme de désinvestissements de 4,8 milliards de francs. L'alliance Crédit national-BNP - au travers de leur filiale Financière Saint-Dominique et Baned - aurait la faveur du GAN en dépit d'offres supérieures proposées par la BFC

et le fonds d'investissement britannique Elektra. Le titre a gagné 7,54 % à 115,5 francs dans la matinée avant la suspension de sa cotation.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 22/11	Var. %	Var. %
Nordson (Nij)	358	+5,56	+21,27
Unior Sackor	75,30	+2,72	+3,60
Car Gemma Sogem	148,40	+2,68	+1,81
Capemans DI (Iu)	785	+2,28	+3,64
Syntheslabo	295	+2,43	+3,67
Gr Zanner (Lyt)	61,25	+2,23	+3,67
CS Segreant (CSSE)	202,90	+2,21	+3,67
Unior	30	+1,98	+6,57
Finet-Lab	425	+2,01	+15,44
Radotechnique	275,90	+1,82	+47,82

BAISSES, 12h30	Cours au 22/11	Var. %	Var. %
Supremat (Nij)	1260	-2,54	-1,50
Meridol	230	-2,19	-11,11
Valourac	187,30	-3,45	-29,43
US	113	-5	-44,89
Nij	471	-2,88	-15,59
SG	130	-2,35	-30,34
Jean Lefebvre	287,20	-2,49	-12,13
Discount-Notation	350	-2,64	-16,50
Euro Disney	12,95	-2,63	-16,14
Mecanorup	51,20	-2,45	-30,15

SEANCE, 12h30	22/11	21/11	Capitulation
SAUSSES, 12h30	484,90	484,90	0
BAISSES, 12h30	1260	1260	0
SEANCE, 12h30	1260	1260	0

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 22/11	Var. %	Var. %
Le Boursier	41,40	+2,90	+7,05
Boue Verones	485	+4,45	+9,29
Chalcidex	97,30	+4,05	+4,13
Deville	145,75	+3,46	+2,38
Pier Import	12,50	+3,46	+27,69

BAISSES, 12h30	Cours au 22/11	Var. %	Var. %
Dapco-Industrial	61,40	-2,45	-3,98
Technolab	87,20	-2,45	-2,78
Ganier France 20	280	-4,69	-16,75
Securidex 2	81	-4,69	-5,35
Manova	63,10	-4,69	-7,40

INDICES SBF 120-250 MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	22/11	21/11	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1284,60	1282,30	+0,18
Ind. gen. SBF 250	1237,80	1237,40	+0,04
Ind. Second Marché	245,75	245,75	+0,00
Indice Midcac	1038,14	1038,14	+0,00

Nouveau record à Wall Street

LES BOURSES de Tokyo et de New York sont fermées, jeudi 23 novembre. Mercredi, Wall Street avait établi un nouveau record. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait terminé la séance en hausse de 18,06 points (0,36 %) pour s'établir à 5 041,61 points. En cours de séance, il était même monté jusqu'à un niveau de 5 067,63 points, avant un mouvement de prises de bénéfices à l'approche des fêtes de Thanksgiving. L'activité avait été importante avec quelque 407 millions d'actions échangées.

Wall Street a été soutenue par l'annonce d'un déficit commercial moins important que prévu. Les analystes du courtier Prudential Securities prévoient que les achats de fin d'année des gérants de portefeuilles devraient permettre la

poursuite de la hausse. Parmi les valeurs en hausse, Chrysler a gagné 1 5/8, à 51 1/4, après la démission de Joseph Antonini du conseil d'administration. Tracinda, deuxième plus gros actionnaire, firme d'investissement de M. Kercoff, avait indiqué qu'elle tenterait de faire élire M. York au conseil d'administration de Chrysler au poste de M. Antonini.

INDICES MONDIAUX	Cours au 22/11	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	1876,11	+0,03	+0,03
New York DJ Indus.	5041,61	+0,36	+0,36
Tokyo Nikkei	1829,80	+0,36	+0,36
Londres FT 100	3631,40	+0,36	+0,36
Francfort Dax 30	2195,25	+0,36	+0,36
Bruxelles C20	1701,60	+0,36	+0,36
Amsterdam AEX	146,50	+0,36	+0,36
Stuttgart DAX	307,92	+0,36	+0,36
Stockholm OMX	136,85	+0,36	+0,36
Londres FTSE	2657,20	+0,36	+0,36
Hong Kong Hang Seng	9501,41	+0,36	+0,36
Singapore Straits	2107,22	+0,36	+0,36

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones	22/11	21/11	Var. %
Alcoa	57,75	55,12	+4,78
American Express	42,87	42,25	+1,47
Allied Signal	45	44,25	+1,67
AT & T	64,75	64,37	+0,58
Bechtel	14,25	13,62	+4,63
Boeing Co	74,12	73,57	+0,75
Caterpillar Inc.	95,75	93,37	+2,58
Chevron Corp.	49,50	50,87	-2,75
Coca-Cola Co	75	76,75	-2,35
DuPont	62	60,87	+1,13
Du Pont Nemours & Co	67,25	65,12	+3,27
Eastman Kodak Co	69,57	69,87	-0,30
Exxon Corp.	72,75	70,87	+2,88
Gen. Motors Corp.	49,25	50,62	-1,37
Gen. Electric Co	66,25	67,37	-1,12
Goodyear T & Rubber	42,50	40,62	+4,63
IBM	95,37	94,50	+0,87
Intl Paper	36,62	35,50	+3,16
J.P. Morgan Co	77,10	77	+0,10
McCormick & Co	90	89,62	+0,38
Merck & Co Inc.	58,87	59,37	-0,50
Minnesota Mining & Mfg	64,12	64,50	-0,38
Philip Morris	89,62	90,12	-0,50
Pfizer & Co	85,25	84,50	+0,75
Sears Roebuck & Co	39,87	39,50	+0,37
Texaco	71,12	71,62	-0,50
Union Carb.	40	39	+1,00
Intl Technol.	92	90,75	+1,25
Westinghouse Electric	16,12	15,87	+1,50
Woolworth	15,37	15,12	+1,65

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100	22/11	21/11	Var. %
Allied Lyons	4,94	4,97	-0,30
Barclays Bank	8,10	7,93	+2,15
B.A.T. Industries	5,79	5,63	+2,84
British Aerospace	7,73	7,70	+0,30
British Airways	4,62	4,64	-0,20
British Cal	2,55	2,53	+0,79
British Petroleum	4,34	4,33	+0,23
British Telecom	3,64	3,60	+1,11
B.T.R.	3,32	3,34	-0,60
Cadbury Schweppes	5,53	5,47	+1,10
Eurotunnel	0,56	0,55	+1,82
Glen	5,62	5,63	-0,18
Grand Metropolitan	4,34	4,33	+0,23
Guinness	4,58	4,63	-1,08
Hanson Plc	1,94	1,93	+0,52
Great I.	5,83	5,83	+0,00
H.S.B.C.	9,36	9,30	+0,67
Imperial Chemical	7,49	7,42	+0,94
Lloyds Bank	2,71	2,71	+0,00
Mark & Spencer	4,47	4,42	+1,13
National Westminster	6,53	6,54	-0,15
Peninsular Orienta	4,93	4,81	+2,50
Reuters	8,10	8,12	-0,25
Saunder & Saatchi	0,91	0,91	+0,00
Shell Transport	8,01	7,93	+1,02
Smithline Becham	6,94	6,90	+0,58
Tate and Lyle	4,45	4,44	+0,23
Unilever Ltd	12,19	12,16	+0,25
Wellcome	10,88	10,60	+2,64
Zeneca	13,01	12,90	+0,85

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30	22/11	21/11	Var. %
Allianz Holding N	2700	2710	-0,37
Basf AG	311,50	312,60	-0,35
Bayer AG	367	367,80	-0,22
Bay hyp/Wertheim	34,23	34,45	-0,64
BMW	40,05	40,05	+0,00
Continental	74,30	74,30	+0,00
Continental AG	20,23	20,23	+0,00
Daimler-Benz AG	702,50	702,50	+0,00
Deutsche Bank	141,50	141,50	+0,00
Deutsche Bank AG	65,58	65,58	+0,00
Deutsche Bank AG FR	38,32	38,32	+0,00
Henkel AG	52,50	52,50	+0,00
Hoechst AG	357	357,25	-0,07
Karstadt AG	566	566,50	-0,09
Kaufhof Holding	451,90	452,50	-0,13
Linde AG	841	841	+0,00
OT. Linde AG	184	184	+0,00
Man AG	406	411,50	-1,34
Mannesmann AG	464,20	479,50	-3,24
Metallgesellschaft	30,92	30,86	+0,19
Preussag AG	411	411	+0,00
Siemens AG	515,50	515,50	+0,00
Schering AG	97,05	97,25	-0,20
Siemens AG	739	741,80	-0,39
Thyssen	264,80	266	-0,45
Veba AG	57,25	57,52	-0,47
Viel AG	562,50	562	+0,09
Wella AG	692	731	-5,34

LES TAUX

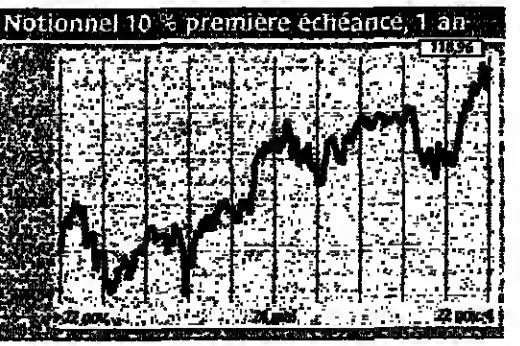


Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert sur une note stable, jeudi 23 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre progressait de deux centimes à 119,12 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,98 %, soit un écart de rendement de 0,68 % par rapport aux titres d'Etat allemands de même

échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé en baisse, le rendement de l'emprunt à treize ans se situant à 6,26 % à 6,28 %. Le Bundesbank avait, par ailleurs, abaissé de 3,98 % à 3,97 % le taux de ses prises en pension et la Banque de Belgique avait réduit son principal taux directeur de 4 % à 3,95 %.

Jeudi, la Banque de France a laissé inchangé le taux de l'argent au jour le jour à 5,37 %.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE	Taux au 22/11	Taux au 21/11	Indice des prix
TAUX 22/11	5,31	5,31	7,20
France	5,31	5,31	7,20
Allemagne	5,31	5,31	7,20
Grande-Bretagne	5,31	5,31	7,20
Italie	5,31	5,31	7,20
Japon	5,31	5,31	7,20
Etats-Unis	5,31	5,31	7,20

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS	Taux au 22/11	Taux au 21/11	Indice
TAUX DE RENDEMENT	5,31	5,31	105,99
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,05	6,05	105,99
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,37	6,37	105,99
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,67	6,67	105,99
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,18	7,18	105,99
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,67	7,67	105,99
Obligations françaises	7,59	7,59	105,99
Fonds d'Etat à TME	-1,22	-1,22	101,82
Fonds d'Etat à TME	-0,91	-0,91	101,76
Obligat. franc. à TME	-0,79	-0,79	100,26
Obligat. franc. à TME	+0,17	+0,17	100,24

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)	Ach. 22/11	Vente 22/11	Ach. 21/11	Vente 21/11
Jour le jour	5,37	5,37	5,37	5,37
1 mois	5,40	5,40	5,40	5,40
3 mois	5,42	5,42	5,42	5,42
6 mois	5,44	5,44	5,44	5,44
1 an	5,47	5,47	5,47	5,47

MATIF	Échéance 22/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %	119,12	91,622	119,12	119,12	119,12	119,12
Dec. 95	119,12	676	119,12	119,12	119,12	119,12
Jan. 96	119,12	787	119,12	119,12	119,12	119,12
Sept. 96	119,12	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS	5,37	27,300	5,37	5,37	5,37	5,37
Dec. 95	5,37	704	5,37	5,37	5,37	5,37
Mars 96	5,37	506	5,37	5,37	5,37	5,37
Sept. 96	5,37	317	5,37	5,37	5,37	5,37
ECU LONG TERME	89,20	819	89,20	89,20	89,20	89,20
Dec. 95	89,20	—	—	—	—	—
Mars 96	89,20	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40	Échéance 22/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Nov. 95	1876,11	1827	1876,11	1876,11	1876,11	1876,11
Dec. 95	1876,11	256	1876,11	1876,11	1876,11	1876,11
Jan. 96	1876,11	294	1876,11	1876,11	1876,11	1876,11
Mars 96	1876,11	301	1876,11	1876,11	1876,11	1876,11

LES MONNAIES

Faiblesse du dollar

LE DOLLAR restait faible, jeudi 23 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4090 mark, 100,75 yens et 4,86 francs. Le billet vert n'a pas tiré profit de l'annonce, la veille, d'un déficit commercial américain moins élevé que prévu au mois de septembre : 8,35 milliards de dollars. Les analystes prévoient 10,4 milliards. Ils considèrent pourtant

que le déséquilibre des comptes extérieurs américains est à l'origine de la faiblesse structurelle du billet vert. Le franc était stable, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,4195 francs pour 1 mark. La devise française est pénalisée par les mouvements sociaux et les manifestations érudites. La livre sterling regagnait un peu de terrain à 1,1930 marks et 7,38 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS				
DEVICES	Cours 22/11	% 21/11	Actual	Vente
Allemagne (100 dm)	345,0300	+0,01	330	354
Ecu	6,3275	+0,09	—	—
Etats-Unis (1 USD)	4,8630	—	4,6000	5,2000
France (100 F)	16,7820	+0,03	16,7800	17,2000
Fr.-S. (100 S)	308,1200	+0,02	—	—
Grande-Bretagne (100 lb)	3,0580	+0,08	2,7500	3,3200
Danemark (100 kr)	89,0600	+0,06	82,5000	92,5000
Grande-Bretagne (1 tpe)	7,8800	+0,15	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 12 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 18 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 24 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 30 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 36 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 42 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 48 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 54 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 60 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 66 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 72 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 78 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 84 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 90 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 96 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 102 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 108 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 114 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 120 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 126 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 132 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 138 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 144 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 150 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 156 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 162 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 168 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 174 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 180 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 186 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 192 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 198 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 204 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 210 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 216 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 222 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 228 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 234 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 240 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 246 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 252 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 258 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 264 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 270 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 276 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 282 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 288 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 294 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 300 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 306 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 312 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 318 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 324 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 330 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 336 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 342 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 348 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 354 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 360 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 366 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 372 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 378 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 384 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 390 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 396 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 402 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 408 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 414 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 420 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 426 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 432 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 438 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 444 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 450 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 456 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 462 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 468 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 474 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 480 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 486 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 492 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 498 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 504 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 510 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 516 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 522 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 528 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 534 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 540 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 546 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 552 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 558 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 564 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 570 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 576 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 582 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 588 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 594 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 600 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 606 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 612 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 618 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 624 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 630 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 636 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 642 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 648 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 654 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 660 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 666 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 672 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 678 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 684 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 690 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 696 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 702 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 708 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 714 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 720 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 726 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 732 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 738 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 744 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 750 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 756 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 762 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 768 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 774 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 780 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 786 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 792 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 798 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 804 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 810 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 816 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 822 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 828 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 834 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 840 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 846 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 852 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 858 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 864 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 870 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 876 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 882 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 888 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 894 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 900 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 906 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 912 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 918 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 924 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 930 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 936 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 942 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 948 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 954 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 960 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 966 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 972 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 978 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 984 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 990 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 996 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1000 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1006 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1012 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1018 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1024 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1030 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1036 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1042 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1048 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1054 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1060 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1066 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1072 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1078 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1084 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1090 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1096 m)	7,8800	+0,16	7,3400	8,0900
Grande-Bretagne (1 tpe 1102 m)	7,8800	+0,16</		

RÈGLEMENT
MENSUELJEUDI 23 NOVEMBRE
Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 7,38
Cours relevés à 12h30CAC 40
PARIS

+0,06%

CAC 40 :
1876,51

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
EDF-CDF 3%	7515	7500	-0,19	7500
BNP (P.P.)	900	904	+0,44	904
Crédit Lyonnais (P.P.)	812,20	815	+0,34	812
Renault (P.P.)	1924	1922,50	-0,07	1922
Rhone-Poulenc (P.P.)	2035	2035	0,00	2035
Saint-Gobain (P.P.)	1108	1112	+0,36	1110
Thomson S.A. (P.P.)	1080	1080	0,00	1080
Accor	617	618	+0,16	615
Air Liquide	813	817	+0,49	815
Alcatel Alsthom	499,30	497,80	-0,30	498
Alcatel Cable	399,30	399	-0,08	399
Alpi	367	368	+0,27	365
ACF-As. Gen. France	161,90	160,90	-0,62	161
Axa	307,60	309,20	+0,52	307
Bail Invest.	831	827	-0,48	827
Banque (Cie)	334	334	0,00	334
Bazar Hol. Ville	386,50	386	-0,13	386
Bertrand Faure	153,10	153	-0,06	153
BIC	446	446	0,00	446
BIS	648,30	648	-0,01	648
B.N.P.	227,70	228,60	+0,40	227
Bolloré Techno.	442	442	0,00	442
Bouygues	2765	2765	0,00	2765
Caisses d'Alloc.	547	548	+0,18	547
Canal +	862	862	0,00	862
Cap Gemini Societ.	145,50	145,50	0,00	145,50
Cassini	218	217,50	-0,23	218
Cassini	264	264	0,00	264
Casho Gold	137,40	137,40	0,00	137,40
Cassini DI (L.)	101,40	101	-0,09	101
C.C.F.	760	760	0,00	760
CCM (ex-CCM) Ly.	45,50	45,50	0,00	45,50
Cegid (Ly.)	367	368	+0,24	365
CEP Communication	42,10	42,10	0,00	42,10
CEP Equip. Rem.	65	65	0,00	65
Cedex	860	857	-0,35	860
CGP	943	942	-0,10	943
Chargers	1070	1065	-0,47	1070
Christian Dior	474,80	474,80	0,00	474,80
Ciments Fr. (P.P.)	204	203,10	-0,54	204
Claris	444,80	443	-0,22	444
Colp Méditerranée	416	415	-0,24	416
Colp	155	155	0,00	155
Colt	840	835	-0,60	840
Comptoir Entrep.	14,35	14,30	-0,35	14,35
Comptoir Mod.	1501	1482	-1,27	1501
CPH	893,50	893	-0,06	893
Créd. Fon. France	96,60	95,70	-0,93	96

Crédit Local For.

Crédit Lyonnais C.P.

Crédit National

CS Signaux (S.E.R.)

Dassault

Dassault Aviation

Dassault Electron

De Dietrich

Degremont

Dev. R.N.-P. Cal. R.I.

DMC (Dollfus M.)

Docks France

Duclos

Eau (Gie des)

Eco

Eiffage

Eiffage

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Crédit Local For.

Crédit Lyonnais C.P.

Crédit National

CS Signaux (S.E.R.)

Dassault

Dassault Aviation

Dassault Electron

De Dietrich

Degremont

Dev. R.N.-P. Cal. R.I.

DMC (Dollfus M.)

Docks France

Duclos

Eau (Gie des)

Eco

Eiffage

Eiffage

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Crédit Local For.

Crédit Lyonnais C.P.

Crédit National

CS Signaux (S.E.R.)

Dassault

Dassault Aviation

Dassault Electron

De Dietrich

Degremont

Dev. R.N.-P. Cal. R.I.

DMC (Dollfus M.)

Docks France

Duclos

Eau (Gie des)

Eco

Eiffage

Eiffage

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

Eramet

سكنا مع العلم

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 21

1995 / 15

AUJOURD'HUI

SCIENCES

BIOLOGIE Une grande part de la recherche médicale et des sciences du vivant serait désormais impossible sans un outil d'exception, apparu au début des années 80 : la souris trans-

génique. Celle-ci contient dans ses chromosomes un ou plusieurs gènes étrangers qui ont été injectés dans ses cellules au stade embryonnaire. ● TROIS CENTS LIGNÉES de souris ont

ainsi été créées dans les laboratoires, chacune porteuse d'un enseignement sur la fonction d'un gène. ● LES PERSPECTIVES sont innombrables, et vont de l'étude du développement

embryonnaire des mammifères à la mise au point de modèles de graves maladies humaines, cancers, affections cardio-vasculaires ou mucoviscidose. ● MAIS LES ANIMAUX TRANS-

GÉNIQUES, fabriqués sur mesure, n'en sont pas moins des êtres vivants. Reste à savoir au-delà de quelle limite l'utilisation de cette technique représente une atteinte à leur « dignité ».

La souris transgénique au service de l'homme

Parce qu'ils hébergent dans leurs chromosomes un ou plusieurs gènes étrangers, ces petits animaux de laboratoire constituent, depuis le début des années 80, un fabuleux « matériel » pour la recherche biomédicale

DÉCIDÉMENT, elles servent à tout. On en fabrique des grandes, des petites, des sans poil et des bicolors. Certaines sont programmées pour devenir obèses, d'autres pour développer des cancers. Il en est même qui naissent sans côtes, voire sans tête. Les souris transgéniques ont envahi les laboratoires, et les chercheurs



ne peuvent plus s'en passer. Le plus récent de ces avatars, créé par l'équipe américaine de Salomon Snyder à l'université Johns Hopkins de Baltimore (Maryland), figure dans le numéro de la revue *Nature* daté du 23 novembre : une lignée de souris dont les mâles présentent un comportement anormalement agressif, associé à une activité sexuelle hors du commun. Seule modification induite chez ces souris : l'inactivation, dans certaines de leurs cellules nerveuses, du gène de la NO-synthase. Une enzyme impliquée dans la fabrication du monoxyde d'azote, une substance chimique dont on a récemment découvert qu'elle jouait

un rôle essentiel dans l'organisme (Le Monde du 3 février 1993). Il ne s'agit que d'un exemple parmi d'autres. Parmi trois cents autres, si l'on en croit la liste des souris dont une fonction biologique a été modifiée par manipulations génétiques que vient de publier la revue scientifique *Current Biology*. Trois cents lignées de rongeurs, chacune porteuse d'un enseignement sur la fonction de tel ou tel gène parmi les dizaines de milliers qui composent le patrimoine héréditaire de ces petits mammifères. Car la plupart de ces souris transgéniques ont été obtenues grâce à la technique, désormais en pleine ascension, dite du « knock-out » (ou K.O. : « hors combat »).

Ce procédé consiste, non plus à introduire au hasard un gène surnuméraire (technique la plus ancienne, dite de « surexpression »), mais à remplacer sélectivement un gène par un autre. Cela grâce à la capacité qu'ont deux brins d'ADN (acide désoxyribonucléique, le support de l'hérédité) de se recombiner entre eux, pour peu que leur séquence chimique soit complémentaire l'une de l'autre (technique dite de « recombinaison homologue »).

« Pour sophistiquée qu'elle soit, la transgénèse de surexpression reste une technologie relativement grossière. L'information ajoutée s'insère de multiples fois, au hasard, dans le génome. Ne contrôlant ni le nombre ni le lieu des ajouts, le risque est important d'endommager d'autres gènes, et de créer ainsi des perturbations biologiques sans rapport direct avec le

gène que l'on veut exprimer », précise Thierry Pèneau, spécialiste de la transgénèse au laboratoire de pharmacologie-toxicologie de l'INRA (Toulouse). Rien de tel avec la technique du knock-out, qui permet, cette fois, une intervention totalement précise dans le génome. Les chercheurs disposent ainsi d'une véritable « gomme moléculaire », capable de supprimer spécifiquement l'activité d'un gène faisant partie intégrante du patrimoine de l'espèce et donc, par contraste, d'en étudier l'action.

PLUSIEURS MODÈLES DE MALADIE
Les perspectives ? Elles sont innombrables, et principalement de deux ordres : mieux comprendre le développement embryonnaire des mammifères, et développer des modèles de maladies humaines. « A ce jour, la méthode [de la transgénèse] a déjà porté l'élu-

ment précisé les mécanismes du développement embryonnaire humain, ainsi que la formation et le fonctionnement du système immunitaire. Elle devrait être utile pour expliquer comment fonctionne le cerveau normal et comment certaines mutations déclenchent des maladies génétiques », résume récemment, dans la revue *Science*, Mario Capecchi (faculté de médecine de Salt Lake City, Utah), l'un des pionniers de la transgénèse aux États-Unis.

Déjà, les chercheurs disposent grâce à elle de plusieurs modèles de graves maladies humaines, dans lesquels sont impliqués des facteurs génétiques. Des lignées de souris ont ainsi été créées pour développer spécifiquement des cancers ou des affections cardiovasculaires, tandis que d'autres présentent des symptômes de la maladie d'Alzheimer, de l'athérosclérose ou de la mucoviscidose.

Troublant bestiaire

En matière d'embryologie, les souris transgéniques offrent un formidable terrain pour étudier une famille particulière de gènes, dits « gènes du développement » ou « homéogènes ». Étudiés dans un premier temps chez la mouche drosophile, ces gènes existent chez tous les mammifères, homme compris. Leur rôle est de déterminer le devenir des cellules selon la région de l'embryon où elles sont situées. En 1992, une équipe de l'Institut Pasteur parvenait ainsi à obtenir des souris dont la morphologie avait été modifiée par l'inactivation d'un seul de ces gènes, l'homéogène Hox 3-1. Les souris issues de cette manipulation présentaient toutes une anomalie de vertèbres, qui prirent l'apparence de vertèbres habituellement situées plus bas dans la colonne vertébrale. Plusieurs lignées transgéniques ont depuis lors été obtenues selon le même principe. La plus spectaculaire – et la plus controversée – s'étalait en couverture de *Nature* le 30 mars : une souris née sans tête, à la suite de l'inactivation d'un seul gène (Lim 1).

dose. « Disposer d'un modèle satisfaisant de maladies humaines, c'est pouvoir immédiatement tester de nouveaux médicaments, voire engager un protocole de thérapie génique », précise Thierry Pèneau, qui utilise la technique du knock-out pour étudier certaines enzymes hépatiques et leur éventuelle implication dans le développement du cancer. D'autres, en France ou ailleurs, espèrent, grâce à elle, progresser dans des domaines plus spécifiques encore, tels la fonction des filaments intermédiaires constitutifs du cytosquelette, les modalités de la différenciation musculaire, ou la cascade de gènes mis en jeu dans la formation du système nerveux.

PUISSANCE ET LIMITES

Revers de la médaille : les souris transgéniques ayant fait amplement leurs preuves, les chercheurs ont parfois tendance à surestimer leurs capacités. A trop tester cette technique au petit bonheur la chance, ses résultats risquent de devenir de plus en plus difficilement interprétables. Puissance et limites de la transgénèse sont ainsi illustrées par les travaux publiés par la revue *Nature*. Des travaux qui s'inscrivent, il est vrai, dans une perspective hautement ambitieuse : mieux faire la part, dans le comportement animal, de ce qui relève du déterminisme génétique.

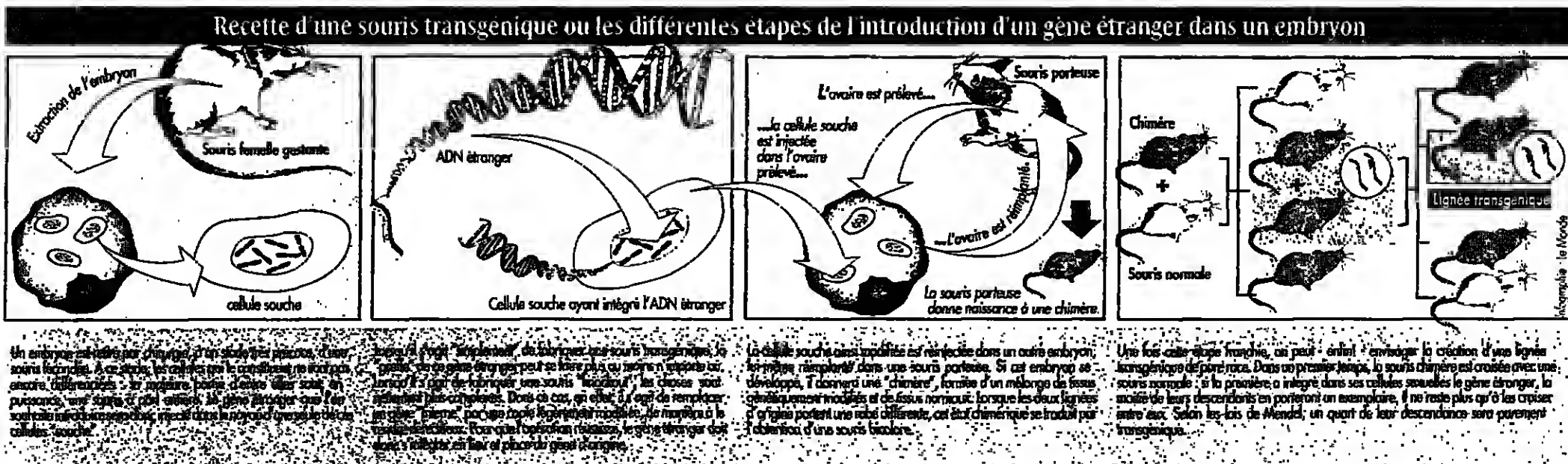
Dans cette étude, l'équipe de Salomon Snyder s'est attachée à observer une lignée de souris transgéniques, dont certains œuvres sont dépourvus d'une enzyme essentielle à la synthèse du

monoxyde d'azote (NO). Ce composé gazeux – dont Snyder fut parmi les premiers, à la fin des années 80, à comprendre l'importance biologique –, pourrait en effet jouer le rôle d'un neurotransmetteur, notamment dans les régions cérébrales impliquées dans le contrôle des émotions. Une hypothèse que cette dernière étude semble confirmer... Sans pour autant fournir à cette observation le début du commencement d'une explication.

« L'effet sur l'agressivité de cette modification génétique paraît significatif, mais bien d'autres mutations ont également des effets sur l'agressivité », commente Jean-Pierre Changeux, neurobiologiste à l'Institut Pasteur. Sur le plan neuronal, le système des émotions est d'une grande complexité et sujet à de multiples régulations. Ce que montre ces résultats, c'est qu'il n'y a pas un seul neuro-médiateur de l'agressivité, encore moins un seul gène de l'agressivité.

Une certitude que confirme Pierre Karl, professeur émérite de neurophysiologie à la faculté de médecine de Strasbourg et spécialiste des comportements d'agression, qui rappelle que « les comportements d'agressivité, chez la souris et à fortiori chez l'homme, sont largement multidéterminés ». Aussi performante soit-elle, la technique de la transgénèse ne constituera pas une panacée contre les pathologies humaines, pas plus qu'elle ne permettra de percer tous les mystères de notre biologie.

Catherine Vincent



Des animaux en quête d'éthique

LE DOSSIER, dormant depuis trois ans. Il vient d'être réveillé et soumis à une procédure orale par l'Office européen des brevets dont les conclusions devraient être rendues prochainement. L'enjeu : décider si la lignée de souris transgéniques « Myc-Mouse », créée en 1984 par une équipe américaine pour comprendre les mécanismes d'apparition du cancer du sein, peut être brevetée.

Si les États-Unis ont tranché depuis longtemps (Myc-Mouse y est brevetée depuis 1988), l'Europe, faute d'un réel consensus juridique concernant le droit du vivant, hésite encore. Mais tout indique que la protection par brevets des inventions biotechnologiques finira par obtenir gain de cause. D'autant que les industriels s'intéressent à bien d'autres espèces qu'aux souris transgéniques. A commencer par les animaux d'élevage, que beaucoup rêvent de transformer en usines vivantes pour la production de substances pharmaceutiques. Si la France reste dans ce domaine assez frileuse (malgré les recherches de l'INRA), des firmes anglo-saxonnes ont déjà investi dans l'obtention de chèvres ou de brebis modifiées pour produire, dans leur lait,

une protéine humaine à usage médical. Au-delà de la brevetabilité du vivant, le pouvoir qu'ont donné à l'homme les progrès de la génétique pose un autre problème moral : est-ce donner à l'animal le droit, au nom du bien-être de l'humanité, d'asservir d'autres espèces supérieures ? Est-il légitime de faire naître sciemment des souris sans poulmon, sans oreille, sans muscle ?

Fabriqués sur mesure, les animaux transgéniques ne sont pas moins des êtres vivants. Tout comme cette souris de laboratoire, récemment présentée par l'équipe américaine du Dr Charles Vacanti (University of Massachusetts Medical Center, Worcester), sur le dos de laquelle avait poussé, une oreille humaine. Un hybride issu d'une greffe cellulaire, assortie d'une manipulation génétique visant à réprimer son système immunitaire, dont la justification médicale est de faciliter les transplantations d'organes. Reste à savoir au-delà de quelle limite la transgénèse et les manipulations effectuées sur des animaux représentent une atteinte à leur « dignité ».

Ca. V.

L'héroïne obscure de la boîte à outils des chercheurs

tout entière, et non sur le comportement d'une seule cellule.

Le problème, lorsqu'on introduit un gène dans un embryon de mammifère, est moins conceptuel que technique. Le risque est que le gène (ou même la manipulation ou soi) interfère dans le processus complexe et délicat du développement. Ce qui n'empêche pas les souris transgéniques d'exister aujourd'hui et d'occuper une place essentielle dans ce qui est devenu la boîte à outils des biologistes.

DISPONIBLES EN QUANTITÉ

Pourquoi des souris ? Certes, on a beaucoup travaillé sur les animaux chez lesquels les jeunes se forment hors du sein maternel, dans des œufs souples, transparents, les mouches, les grenouilles, et de plus en plus, certains poissons, ont aujourd'hui rejoint les souris et les rats dans les laboratoires de génie génétique.

Mais la souris, comme l'homme, est un mammifère. Elle peut donc aider à connaître les maladies humaines et leur évolution. De plus, elle et ses sœurs

sont de petite taille, disponibles en quantité et bon marché. Elles sont faciles à élever, croissent vite et réclament peu de soins. Ce n'est pas un hasard si l'y a pas d'éléphants, de girafes, de pandas géants, ou de baleines bleues transgéniques.

Encore fallait-il vérifier qu'un embryon de mammifère pouvait tolérer l'introduction d'un matériel génétique étranger. En 1976, le professeur Rudolf Jaenisch, aujourd'hui au Massachusetts Institute of Technology, a montré qu'un rétrovirus, celui de la leucémie de la souris Moloney (RLSM), peut contaminer des embryons de souris par l'insertion d'une copie de son ADN dans le génome de la mère. La souris se développe normalement, et peut transmettre le gène de RLSM comme s'il était le sien.

Mais les virus sont sélectifs quant à leur lieu d'élection dans le génome d'accueil, et leur gène ont des modes d'expression très spécifiques. Bieo qu'il ait été ainsi établi qu'un organisme aussi complexe que celui d'une souris pouvait accueillir sans mal un ADN étranger, on se savait pas très bien, à l'époque, à

quoi cette découverte allait servir. Quatre ans plus tard, pourtant, en 1980, le professeur Jon W. Gordon et ses collègues de la Mount Sinai School of Medicine de New York prouvèrent qu'il est en principe possible d'introduire un ADN étranger, quelle que soit sa provenance, directement dans un embryon de souris. La technique qu'ils mirent au point – une injection d'ADN dans les cellules mêmes de l'embryon – est pour l'essentiel celle utilisée aujourd'hui.

Dans un article paru en 1981 dans la revue américaine *Science*, Gordon et Frank H. Ruddle de l'université de Yale (New Haven, Connecticut) inventèrent le terme « transgénique » pour désigner leurs souris, terme qu'ils appliquèrent depuis à tout organisme intact contenant un matériel génétique artificiellement introduit.

Henry Gee
Traduit de l'anglais par
Sylvette Gléze

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue internationale *Nature*.

les toutes
t pour les
de cent à
ité d'in-
Les em-
et plus
x des so-
est dans
Allemagne,
annes en-
s impres-
rent pour
it destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 Jul de-
sur les
me mais
digne an-
voulait
mploir et
des exi-
des pro-
ais aussi
accueil,
te et so-
éc.

hfeld

27

icains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
pro-
l'un
le prési-
Robert
é au Sé-
me que
ment de
semble,
neot qui
est une
liberté,
acun de
x.

EINE

uveme-
hirc de
s les six
n prési-
nt faire
chemi-
à voir
rité so-
mdicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maïne,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
appare-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
tées et

Les Français ne désespèrent pas de la « pub » pour soutenir la consommation

Selon un sondage Ipsos réalisé à l'occasion d'un forum organisé par « Le Monde », « L'Expansion » et « Europe 1 », 63 % des personnes interrogées considèrent que la publicité est un bon moyen pour faire acheter

Les dernières analyses montrent que les intentions d'achats ne sont pas très vigoureuses en cette fin d'année. Le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland, devait faire un ex-

posé sur la consommation et les moyens de relancer la demande intérieure, jeudi 23 novembre, en introduisant un forum exceptionnel, organisé à Paris par Le Monde, Europe 1 et L'Expansion, sur le thème « Les

Français, la publicité et la consommation ». Pour étayer leurs réflexions, les participants aux différentes tables rondes du forum ont eu à leur disposition un sondage réalisé par Ipsos qui éclaire différents

comportements des Français à l'égard de la publicité. A l'exception d'une minorité de « pubiphobes », ceux-ci sont très largement convaincus que cette méthode de communication reste un excellent support

pour faire vendre; elle peut même dans certains cas déclencher l'acte d'achat. Enfin, l'opinion des Français sur la qualité des messages publicitaires est sensiblement meilleure qu'il y a une dizaine d'années.

LES DERNIERS INDICATEURS

de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) concernant la consommation ne laissent rien présager de bon. Le moral des Français est, comme le thermomètre en cet automne, à la baisse. Signe indiscutable de ce blues - un effritement de la confiance qui s'inscrit bien dans les interrogations sur l'avenir du système de protection sociale et les restrictions de dépenses publiques sur fond de chômage inextinguible - les ventes de détail ont lourdement chuté en octobre.

Le moment était donc particulièrement bien choisi pour se demander si l'un des principaux ressorts de la consommation, la publicité, était ou non détérioré. Au tournant de la décennie 80, la guerre du Golfe a déstabilisé cette branche, qui après avoir fabriqué de l'image jusque pour la sphère politique, se trouvait confrontée, en pleine tourmente financière, à une exigence d'efficacité formulée par les annonceurs. D'une crise l'autre? Après la restructuration des agences, leurs méthodes de communication devaient prendre le virage du rendement à l'anglo-saxonne en remet-

tant en cause ses approches du public.

Eh bien, en dépit des doutes qui la taraudent, la « pub » a encore de belles années devant elle: elle reste une excellente machine à faire vendre pour une large majorité de Français (63 %) interrogés du 20 au 23 octobre par Ipsos. Ce sondage a été réalisé pour Le Monde, Europe 1 et L'Expansion auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus à l'occasion du Forum exceptionnel qui devait avoir lieu jeudi 23 novembre sur le thème « Les Français, la publicité et la consommation ». Et une analyse fine des entretiens montre que cette incitation à la consommation est encore plus sensible chez les jeunes de 15-19 ans (81 %) et chez les couples avec enfants (67 %).

HUMOUR ET INSOLENCE

Si on n'y a jamais douté du pouvoir de la publicité, ces chiffres devraient renfortifier le moral des agences. D'autant que les Français ont sensiblement une meilleure opinion de la publicité qu'il y a une dizaine d'années: ils y trouvent

plus d'esthétique (60 %) et aussi plus d'humour et d'insolence (50 %), même si une forte proportion - parmi lesquelles une majorité de femmes, de personnes âgées et de provinciaux - y décèle une crudescence de la vulgarité (44 %) et de violence (41 %). Plus d'une mère de famille sur deux pense ainsi que la publicité est plus informative qu'autrefois, répondant en cela à ce qu'on attend d'elle (48 %), avant d'aider au choix d'un produit ou d'une marque (16 %) et d'être convaincante (14 %).

Bref, alors qu'il n'est pas facile de se reconnaître influençable par la publicité, ce sont entre 20 et 40 % des personnes interrogées selon les tranches d'âge ou les catégories socioprofessionnelles qui admettent que celle-ci joue un rôle important, voire décisif, dans leur acte d'achat. Cela fait qu'une majorité de Français (52 %) est favorable à la mise en œuvre de la publicité comparative autorisée sans grand succès par la loi Neiertz. Et cela fait que la publicité a un rôle déterminant dans le choix d'un jouet de Noël (41 %), d'une voiture (38 %), d'un parfum ou d'une eau de toilette (33 %) et d'un téléviseur (32 %).

La publicité n'atteint pas pour autant son but dans tous les cas. Outre le constat de certains « dérapages » - l'image de la femme qu'elle véhicule et l'utilisation de plus en plus fréquente des enfants - un certain nombre de personnes interrogées par Ipsos ont déclaré avoir renoncé à l'achat d'un produit à cause d'une publicité (8 %). Ils ne sont que 10 % à ne pas comprendre fréquemment les messages et 26 % à ne pas se souvenir d'une marque ou des produits pour lesquels ils ont été réalisés.

PAS DE COUPURES DES FILMS

Ces limites enregistrées, il reste que les Français s'accommodent fort bien de ce mode de communication. Ils lui reconnaissent des qualités esthétiques et de l'humour. Ils sont souvent surpris par les effets spéciaux qu'elle utilise (64 %). Ils comprennent que les retransmissions d'événements sportifs puissent être liées au parrainage (48 %). En revanche, ils ne souhaitent pas qu'elle devienne trop envahissante: 93 % des personnes interrogées sont opposées à la publicité par téléphone ou par télécopie; 90 % sont hostiles aux cou-

pures des films ou des téléfilms par des écrans publicitaires sur les chaînes du service public; 71 % sont opposées à la généralisation des envois postaux directs en nombre (mailings); 50 % ne sont pas favorables au développement du téléachat.

Témoignage d'une volonté de ne pas laisser la publicité envahir de nouveaux espaces, cette position s'explique de plus en plus par deux secteurs d'activité: alors qu'en 1985, 50 % des personnes interrogées par Ipsos trouvaient anormale l'interdiction de la publicité pour la grande distribution, elles ne sont plus que 42 %. De même deux tiers des Français approuvent les dispositions de la loi Evin sur le tabac et l'alcool. En revanche, 67 % des Français ne comprennent pas pourquoi cet ostracisme frappe les livres, les journaux et les spectacles.

En tout cas la publicité à la télévision semble provoquer un phénomène de « zapping »: 40 % des personnes interrogées changent de chaîne quand les programmes sont interrompus par la publicité et 31 % font autre chose, 28 % seulement suivant les écrans avec une attention plus ou moins soutenue. Le

rapport est plus favorable aux annonces publicitaires par les journaux ou les magazines, qui sont regardées par 50 % des lecteurs, alors que 46 % tournent systématiquement la page. Sans doute le lecteur est-il plus impliqué dans l'acte de lecture que le téléspectateur ne peut l'être dans la contemplation d'une « lucarne » où apparaît une succession de « tunnels publicitaires ».

Au total il se dégage du sondage Ipsos l'idée qu'une majorité de consommateurs se trouvent en situation de dépendance raisonnée à l'égard de la publicité, idée qui devrait « remonter le moral » aussi bien des annonceurs que des agences.

Alain Giraud

Le temps de la comparaison

Apparue aux Etats-Unis dans les années 70, la publicité comparative a été autorisée en France par la loi Neiertz du 20 janvier 1992. Elle reste cependant difficile à utiliser car les neuf conditions qu'elle doit remplir (ne pas dénigrer, ne pas tirer parti de la notoriété d'une marque, faire des comparaisons objectives portant sur des caractéristiques essentielles et pertinentes, etc.) sont difficiles à réunir ainsi que l'accord du concurrent avec lequel la comparaison est faite. On l'a mesuré au début du mois d'août, lorsque les Trois Suisses ont dû retirer une campagne conçue par l'agence BDDP, qui comparait ses produits de livraison rapide avec ceux d'un autre grand de la vente par correspondance, La Redoute (Le Monde du 11 août).

En dépit des obstacles juridiques - que devrait lever en partie un récent accord des ministres européens de la consommation - une majorité de Français estiment être en mesure de faire eux-mêmes le tri: selon le sondage Ipsos, 52 % des personnes interrogées sont favorables à l'avènement de la publicité comparative, la proportion atteignant 62 % dans la tranche d'âge 25-34 ans.

Pubiphobes-pubiphages

Au-delà du comportement général des Français à l'égard de la publicité, une analyse fine de l'enquête réalisée par Ipsos permet de chasser les personnes interrogées dans cinq groupes qui ont des réactions identiques face au phénomène. Les portraits-robots qui se dégagent de cette typologie sont les suivants: ● 20 % d'inconditionnels: un cinquième des Français sont de véritables « pubiphages ». Ils se recrutent parmi les hommes et les plus jeunes. Fascinés par la publicité, qu'ils ont tendance à parer de toutes les qualités, ils sont favorables à toutes les formes qu'elle emprunte, actuelles ou futures. Ces « accros » considèrent que toutes les restrictions actuelles sont anormales. Ils admettent sans mal que la publicité déclenche chez

eux des achats d'impulsion. Son rôle est décisif dans leur choix d'une marque plutôt qu'une autre, et quels que soient les produits, contrairement à la moyenne des Français.

● 28 % de circonspects: un très gros quart des Français considère la publicité comme un mal nécessaire. Ce groupe est constitué par une majorité de femmes âgées de 25 à 45 ans résidant dans des agglomérations de plus de 100 000 habitants. Pour cette population, le rôle de la publicité est important sans être décisif dans l'acte d'achat. Elle avoue même être parfois dissuadée d'acheter un produit à cause de la publicité. Bref, ce groupe est très attentif à ce que la publicité ne dépasse pas les bornes: on est opposé à la publicité comparative, on est

réticent à la création de chaîne de téléachat et on est favorable au statu quo en matière d'interdiction d'écran pour les grandes surfaces à la télévision.

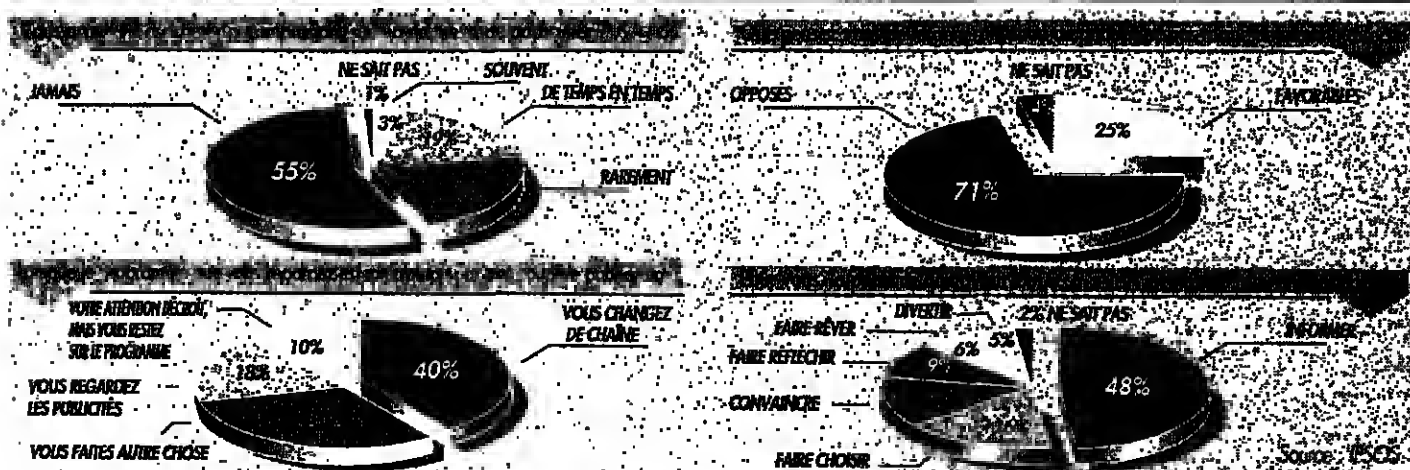
● 11 % d'indifférents: un peu plus d'un Français sur dix - des personnes ayant plus de 60 ans, retraitées avec des revenus faibles et consommant peu de médias à l'exception de la télévision - n'a pas d'avis sur ce qu'est la publicité aujourd'hui et pas d'idée sur ce qu'elle pourrait être demain. Les membres de ce groupe ne formulent pas de critiques à son égard, considérant qu'il y a autant d'humour dans la publicité que naguère et ni plus ni moins de vulgarité ou d'insolence. Ils avouent du bout des lèvres que leur attention décroît pendant les flashes publicitaires à la télévision.

● 25 % de « pubiphobes »: tranquilles: un quart des Français ne veulent pas croire que la publicité est un support de la consommation. Majoritairement masculins, les pubiphobes résident dans des petites communes et appartiennent essentiellement au monde ouvrier. Pour eux, la publicité a un rôle limité au choix entre les marques, quels que soient les produits. Ils ne regardent pas les pages de publicité des magazines et des journaux, ils zappent tout aussi systématiquement pendant les écrans publicitaires à la télévision. Naturellement, ils sont hostiles au développement de la publicité sous forme de mailing ou de chaîne de téléachat.

● 16 % de réfractaires: un Français sur six est agacé, choqué,

dissuadé par la publicité. Il est viscéralement et violemment « pubiphobe ». Les membres de ce groupe sont majoritairement favorables à l'introduction de la publicité comparative. Ils figurent parmi les plus gros lecteurs réguliers de journaux et de magazines et révisent essentiellement des femmes âgées de 35 à 60 ans, vivant en couple. Pour eux, la publicité est plus érotique et plus insolente qu'avant, mais elle est aussi moins drôle. Ils sont en outre irrités par l'utilisation de plus en plus fréquente des enfants dans la publicité et par l'image que celle-ci véhicule de la femme. Une proportion importante des gens de ce groupe considère que la publicité contribue à réduire l'indépendance des médias.

Les Français consomment grâce à la publicité selon IPSOS



Voici une liste d'objets ou de produits de grande consommation pour chacun d'entre eux dites quel rôle joue la publicité ?

	NE SAIT PAS	TOUJOURS	SOUVENT	RAREMENT	JAMAIS
UN MICRO-ORDINATEUR	8%	24%	59%		
UN YACHT	5%	20%	73%		
UN VÊTEMENT	5%	17%	76%		
UN PARFUM, UNE EAU DE TOILETTE	9%	24%	65%		
UN JOUET DE NOËL	11%	31%	56%		
UNE VOITURE	9%	29%	59%		

De multiples incertitudes pèsent sur les comportements d'achat

COMMENT se comporteront les consommateurs à la fin de cette année et en 1996? Tureront-ils sur leur épargne pour renouveler leur voiture, rénover leur appartement, changer leur cuisine? Préféreront-ils dépenser pour leurs loisirs? Au contraire augmenteront-ils leurs économies?

Rarement les spécialistes de la conjoncture n'auront autant ausculté les ménages et leurs états d'âme qu'en cette fin 1995. La croissance, en effet, dépend beaucoup du « moteur » de la consommation et en particulier du comportement d'épargne. Les autres carburants de l'économie sont moins incertains: les exportations restent bonnes mais vont malheureusement subir les contrecoups du ralentissement général des partenaires économiques de la France, en particulier de l'Allemagne.

Les investissements des entreprises en revanche vont continuer de croître à bon rythme (+8 % en 1995) dans l'objectif de rattraper le

retard accumulé les années précédentes. Dans ce contexte « la quasi-totalité de la croissance attendue pour 1996 reposera sur la consommation des ménages », selon les pronostics de la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances.

CLIMAT SOCIAL

Or le consommateur a un horizon très troublé. La première interrogation porte sur les taux d'intérêt. Leur hauteur a jusqu'ici freiné les achats d'immobilier et les ventes à crédit mais une décade est engagée depuis le discours du président de la République appelant à la rigueur le 26 octobre et depuis l'annonce des mesures de comblement du déficit de la Sécurité sociale par le premier ministre.

Mais jusqu'où ira cette décade? Les analystes ne sont pas très optimistes. A leurs yeux l'essentiel de la baisse serait déjà engrangé (Le Monde du 19-20 novembre). Les taux français resteraient nettement

au-dessus des taux allemands qui pourraient toutefois légèrement descendre eux-mêmes, entraînant les Français. Espoir malgré donc de ce côté.

Deuxième interrogation: quel sera le climat économique et social dans les mois qui viennent? Le potentiel de confiance dont disposait Jacques Chirac après son élection a été gâché et le président comme son premier ministre font face à une morosité bien installée de l'opinion qui ne peut que rabougrir les appétits des consommateurs.

OPTIMISME ?

Aujourd'hui les études montrent que les ménages, rendus pessimistes, anticipent une détérioration de l'économie et s'attendent même à un nouvel accroissement du chômage.

Les statistiques de l'ANPE d'août et de septembre reflétant une crudescence leur donnent raison sur ce point. Mais qu'en sera-t-il dans six mois, dans un an? Le pari de M. Juppé repose sur un regain

d'optimisme qui pousse les Français dans les magasins. Tout pronostic est à ce sujet hasardeux.

La troisième question a une réponse plus mesurable. Elle concerne les conséquences sur la consommation des mesures fiscales annoncées par le gouvernement pour 1995 et à l'étude (la grande réforme fiscale) pour 1996. L'impact sera à coup sûr considérable en volume puisque les impôts nouveaux annoncés vont réduire en 1996 de 1,7 % le revenu disponible des Français, selon les économistes de la chambre de commerce et d'industrie. Le pouvoir d'achat ne progresserait plus que de 1,6 % selon les mêmes économistes (de 1,2 % selon ceux de Rexecode) contre 2,7 % cette année.

An total, selon les différents instituts de conjoncture, la consommation rétrograderait tout de même à hauteur de 2,2 % cette année et de 2 % en 1996. Une performance satisfaisante étant données les incertitudes mais qui repose sur

un postulat: la baisse du taux d'épargne des Français. D'après les analyses de la direction de la prévision ce taux descendrait à 13,2 % contre 13,8 % fin 1995, à cause essentiellement du recul du chômage, permettant un surcroît de consommation par rapport au revenu. Là réside la clé de la conjoncture 1996, son turbo, toute proportion gardée.

REBOND ATTENDU

Ce rebond est attendu pour 1996. Pour l'heure, la consommation a vécu un début d'année chaotique avec un bon premier semestre (+2,1 %) mais une chute brutale dans le courant de l'été, conformément au retournement du climat dans l'opinion: au troisième trimestre les ménages ont freiné de 0,9 % leurs dépenses de consommation. Mais si on ôte l'évolution très négative des achats d'automobiles, la consommation a tout de même gagné 1,3 % au troisième trimestre. C'est ce qui explique que le gouvernement ait

voulu aider ce secteur par une mesure qui remplace les primes à la casse installées par Edouard Balladur. L'effet de la prime Juppé reste encore inconnu mais, au total, les constructeurs s'attendent à une année de stagnation de leurs ventes.

D'autres secteurs se portent mieux, comme la santé-pharmacie (ce qui a provoqué le creusement du déficit de la Sécurité sociale) ou le secteur du cuir. Inversement, d'autres souffrent terriblement, comme le textile-habillement (l'été s'est prolongé tardivement, il est vrai) ou les dépenses de logement, malgré les emprunts à taux zéro mis en place par le gouvernement.

Dans une tendance générale qui n'est pas mauvaise, la consommation des Français pourrait devenir bachelée, bésitante, erratique. Une évolution difficile pour les producteurs et les commerçants mais pas forcément mauvaise pour la publicité.

Eric Le Boucher

صحة من الامم

سكرايتو

La loi Sapin a assaini le monde de la publicité dans un climat de crise économique

La restructuration des agences et des centrales s'est faite à marche forcée

Le chapitre de la loi Sapin consacré à la publicité a révolutionné les rapports entre les annonceurs, les agences et les centrales d'achat d'es-

pace. La transparence imposée par ce texte dans les rémunérations a contraint le secteur à une restructuration en profondeur. Ces restructura-

tions qui sont intervenues sur fond de crise économique ont compromis la capacité d'investissement des agences.

LA PUBLICITÉ est au purgatoire. Le paradis, paré des couleurs d'une croissance exponentielle à deux chiffres, appartient définitivement au passé. C'est à dire aux années 80. La « punition » a frappé le microcosme publicitaire le 1^{er} avril 1993, avec l'entrée en vigueur d'une loi, votée le 29 janvier 1993, qui porte le nom de son auteur, Michel Sapin, alors ministre de l'économie et des finances de Pierre Bérégovoy. Le texte s'appliquant à la publicité n'est que l'un des chapitres du texte « relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ».

Ce lien entre corruption et publicité a fait couler beaucoup d'encre et a déclenché de violentes réactions. C'est bien le moins dans une profession dévouée à l'image, et censée façonner les réputations d'une marque ou d'un produit. Cette loi était en germe depuis 1987. Le conseil de la concurrence, qui avait alors été saisi par des agences inquiètes de la puissance grandissante des centrales d'achat d'espace publicitaire, avait stigmatisé les « pratiques opaques » au sein du marché – des agissements qui auraient permis, en toile de fond, le financement occulte des partis politiques auquel la loi anticorruption s'attaquait prioritairement.

Ces pratiques étaient le fait de la majorité de la profession, entraînée dans ce que les Anglo-Saxons surnommaient la « French Disease » (« maladie française »). Un système varié d'entente bilatérale était fondé sur des remises, dégressives, « surcommissions » et autres ristournes – qui pouvaient aller de

Les 10 premiers groupes			
	en millions de francs	en %	
1. EURO-REX FRANCE	1 422	1 610	-9
2. PUBLICIS COMMUNICATION FRANCE	1 140	1 166	-2,2
3. DDB-MEDIAM FRANCE	548	476	+15,1
4. WORME & MATHIAS FRANCE	342	342	0
5. LINDAS	288	304	-5,3
6. C&P	285	264	+7,8
7. OGBV & MARBER	265	252	+5,3
8. MICHELETTI FRANCE	250	245	+2,5
9. SAATCHI & SAATCHI	196	224	-12,5

Source : AACC

tant aux centrales et aux agences un strict rôle de mandataire et en replaçant l'annonceur au cœur du système. « Cette loi représente un véritable tournant historique pour nous », estime Jacques Bille, directeur général de l'Association des agences conseils en communication (AACC, qui regroupe les agences conseils en publicité, en promotion, etc.). « Cela a beaucoup « nettoyé » le problème des intermédiaires », note Françoise Jarry, secrétaire générale de Filipacchi Médias, tandis qu'Alain Grangé Cabane, vice-président directeur général de l'Union des annonceurs (UDA), note qu'« un retour en arrière est impossible ».

Les critiques ne manquent pourtant pas. Conjuguées aux effets de la crise qui a débuté en 1991 avec la

l'AACC. « Les annonceurs savent qu'ils ont le pouvoir. Ils nous coïncent et nous sommes en bout de chaîne », résume un autre publicitaire, qui parle de « revanche » de leur part mais évoque également, du bout des lèvres, le dumping auquel se livrent des agences pour emporter un budget.

Pour Nicolas Monnier, PDG d'Alice, agence qui vient de remporter le budget de la privatisation de Pechiney, la loi Sapin a surtout été un frein à l'exportation de la publicité française à l'étranger. Comme le cinéma ou la presse magazine, la publicité française (avec la pub japonaise) était pourtant seule à concurrencer la publicité américaine. Les groupes français qui avaient posé leurs jalons internationaux – Euro-RSCG, Publicis, TBWA, FCB, etc. – doivent maintenant reconstruire leurs capacités d'investissement donc d'exportation. Aux entreprises de publicité, « recréer sur leur métier et hyper-pointues », de valoriser leur rémunération auprès des annonceurs.

RECONVERSION

Tout est affaire de pédagogie, selon Alain Grangé Cabane : « Ce que les annonceurs ont été habitués à supporter de manière invisible, ce n'est pas en quelques mois, et surtout en période de crise, qu'ils l'acceptent de manière visible et payante ». Préchant l'optimisme et affichant sa foi en « un retour à la confiance », le directeur général de l'UDA admet que les temps sont durs et « qu'il faut être vigilant afin que les agences et centrales gagnent bien leur vie ».

La réduction des frais généraux, des coûts de structure, les blocages de salaire et les licenciements, combinés à l'augmentation de la productivité – en 1992, un salarié d'une agence de publicité gérait des investissements de 4,9 millions de francs en moyenne, en 1994 cette moyenne s'élève à 5,8 millions – sont devenus la norme. Selon une étude récente de l'AACC, avec 15 % d'effectifs en moins, les agences ont vu leur marge chuter de 21 % entre 1992 et 1994 tandis que le résultat d'exploitation avant impôt a été divisé par deux : de 2,5 % à 1,8 % (Le Monde du 11 novembre). Cela alors que le bout du tunnel pouvait être

discerné en 1994 – 2,5 % de croissance selon l'institut de recherches et d'études publicitaires (IREP) – mais que la « sorie de crise » se fait toujours attendre.

Enfin, si la loi a aggravé les difficultés des agences et des centrales, elle les a aussi paradoxalement tirées vers le haut. « Aucune industrie n'a dû se reconstruire en un temps aussi bref », estime Bruno Kemoun, directeur général de Carat. En un sens, la loi Sapin a magnifié l'expertise : 75 % des outils que nous proposons à nos clients n'étaient pas il y a trois ans. « De société de négoce, nous sommes devenus une société de services qui offre la totalité de la palette : conseil, achat médias et contrôle de performance », affirme son alter ego Eryck Rebbouh. « Nous travaillons avec des coûts inférieurs à ce qu'ils étaient il y a trois ans. Nous avons procédé aux économies indispensables et, en ce sens, la loi nous a également incités à l'assainissement », observe Vincent Leclercq, d'Australis.

Pourtant, les signaux sont encore au rouge. L'augmentation des tâches administratives et techniques (facturation) qu'impose la loi se font parfois au détriment de la création. L'absence de visibilité à moyen terme, le blocage des salaires comme la productivité à laquelle est soumis le personnel des agences et des centrales contribuent à nuire au moral des publicitaires. Or, dans un univers où la conviction et l'enthousiasme sont des vertus cardinales, le pessimisme peut être porteur de germes mortels.

Y.-M. L.

L'indépendance des supports

La publicité est une des principales sources de revenus des médias 25 % du chiffre d'affaires du Monde, 36 % du Point, 51 % de L'Express, 83 % de TF1 et 90 % d'Europe 1. L'opinion des Français sur la dépendance que cela pourrait ou non créer entre les supports et les annonceurs a sensiblement évolué depuis dix ans. La moitié des personnes interrogées par Ipsos en octobre (50 %) estiment que cette situation est de nature à réduire l'indépendance d'un journal, d'une radio ou d'une télévision, alors que 31 % pensent au contraire qu'elle l'augmente. Les réponses à la même question posée en juin 1985 pour Le Point par le même Institut de sondage avaient donné des proportions quasiment inverses : 41 % pensaient que l'indépendance était augmentée et 36 % qu'elle était réduite (le nombre de personnes ne se prononçant pas étant équivalent dans les deux enquêtes, 23 et 19 %).

Les « média-planneurs » ont perdu la ménagère de moins de 50 ans

Cette cible n'a pas suivi l'évolution de la société

LA CAMPAGNE vantant la Twingo mettait en scène des jeunes. Or, l'âge moyen des acheteurs se situe autour de cinquante ans. Mais la publicité étant censée faire rêver, il est préférable de faire croire à l'acheteur potentiel qu'il est jeune et de le faire fantasmer sur l'image de moins de 30 ans au volant. Autre exemple : une nouvelle gamme de chewing-gums. Pour l'annonceur, le public potentiel est les 15-25 ans ; il préconise donc de passer de la publicité au cinéma et sur les radios FM. En fait, les consommateurs de ces tablettes sont à 70 % âgés de plus de 25 ans, ce qui implique de choisir plutôt la télévision.

Ces cas montrent que le « média-planning », activité qui consiste à choisir les médias, supports des publicités, en fonction des cibles que l'on désire toucher ou en fonction des nouvelles cibles que l'on veut gagner, est un art complexe. Et que « la cible média n'est pas forcément la cible consommation », explique René Saal, directeur général de Carat Expert. Il y a là un risque de perte d'efficacité des campagnes lancées par les annonceurs. Les instituts spécialisés savent de longue date atteindre des cibles repérées avec une précision croissante (Médiamétrie en propose vingt-quatre en dehors de ses « cibles complémentaires »). Carat travaille à partir d'une palette de soixante et vérifie ensuite si les messages ont atteint leur but. Reste à savoir si les fameuses cibles de références utilisées depuis plus de vingt ans en média-planning sont les bonnes. Elles auraient besoin d'être révisées, les pratiques d'achat ayant changé et les caractéristiques démographiques n'ayant plus la même signification.

Les moins de 50 ans constituent l'essentiel des cibles de référence, et notamment « la ménagère de moins de 50 ans », archétype popularisé par les « Guignols de l'Info ». Or, il y a un décalage entre les cibles du média-planning et la réalité démographique. La cible des moins de 50 ans inclut les 15-24 ans – à faible poids économique –, et laisse de côté les 50-59 ans qui disposent d'un fort pouvoir d'achat. Les 15-24 ans ne représentent plus qu'un quart de la population ; ils arrivent de plus en plus tard sur le marché du travail du fait de l'allongement des études et du chômage. Dans la tranche 15-19 ans figurent 78 % de lycéens ou d'étudiants et dans les 20-24 ans, 34 %. C'est donc une cible à faible pouvoir d'achat et à forte dépendance économique (75 % d'entre eux habitent encore chez leurs parents). Leur pouvoir d'achat (2 900 francs mensuels) représente la moitié de celui de la moyenne des Français (environ 6 000 francs).

Les 50-59 ans sont dans une situation inverse : leur nombre s'accroît, ils représentent aujourd'hui 10 % de la population. Plus d'un

Français sur six entrera en l'an 2005 dans cette classe d'âge. Il s'agit d'une population en majorité active (68,7 % des hommes et 45,6 % des femmes de 50-59 ans). Enfin, ils possèdent 19 % du revenu total des ménages français. Leur maturité professionnelle et leur capacité d'épargne font d'eux des surconsommateurs.

Semblable analyse peut être faite sur la cible des ménagères. Une ménagère, c'est selon la définition « la maîtresse de maison du foyer ». Cette personne – qui est toujours une femme dans la définition ancienne –, est la fois prescripteur, décideur et acheteur de tout ce qui touche à l'économie domestique.

DES CHOIX CRUCIAUX

Or, l'évolution des mentalités et des mœurs a sensiblement modifié ce statut : les femmes travaillent (43,5 % des actifs), le partage des rôles dans le couple évolue ainsi que la répartition des tâches domestiques (20 % des hommes en couple font les courses tous les jours), les foyers monoparentaux augmentent tandis que 35 % des foyers ont un enfant. Moyennant quoi, la cible de référence pour toucher ces individus en charge de l'achat des produits domestiques reste... la « ménagère de moins de 50 ans » ! A quoi servent les stratégies s'ils visent à côté ? De leurs choix dépendent pourtant des budgets d'investissements publicitaires importants (plus de 50 milliards de francs en 1994). Il est donc urgent de réfléchir à de nouvelles cibles de référence plus contemporaines.

Les « responsables d'achats » (RDA) sont par définition les individus qui sont le plus souvent responsables des achats courants dans le foyer. La radio, à travers l'étude « 75 000 » de Médiamétrie, a déjà fait apparaître cette cible, suivie rapidement par la télévision qui se contentait jusque-là d'additionner hommes célibataires et ménagères. Utiliser ces responsables d'achats, c'est intégrer 6 millions d'hommes au bataillon des ménagères. C'est aussi prendre en compte la réalité du partage des tâches domestiques.

En outre, il serait dommage de se priver du pouvoir économique des 50-59 ans, en tablant sur le fait que les hommes et femmes qui travaillent aujourd'hui disposeront de deux retraites – en laissant de côté les 15-24 ans. Il faut en finir une fois pour toutes avec la cible paradoxale des « moins de 50 ans ». Prendre pour cible les 25-59 ans, c'est se donner les moyens de toucher les véritables détenteurs du pouvoir économique. Bref, les cibles appropriées aux stratégies de communication se doivent aujourd'hui d'être en adéquation avec le mode de vie des individus qui les composent.

Y.-M. L.
(avec Isabelle Putard)

Avantage à la télévision

Contrairement à certaines attentes, la loi a favorisé la concentration des médias, notamment des journaux, et la poursuite de la progression de la télévision, qui reste la coqueluche des annonceurs et crée chez la plupart d'entre eux des réflexes quasi automatiques. La télévision a accru à nouveau sa part de marché publicitaire en 1994 (+7,3 %), selon l'IREP. Avec 31,9 % des investissements publicitaires, elle atteint un niveau presque comparable à celui d'autres pays européens, aux dépens de la presse. Si cette dernière ne plonge plus, comme en 1993, elle ne s'honore que de +4,2 %, et perd en part de marché, faute d'avoir réussi à « vendre » sa spécificité et de disposer d'instruments d'audience extrêmement affinés. Parmi également de n'avoir pas présenté un front commun face à la télévision. La radio, média de l'instancanéité et de la « réclame », s'en tire mieux (+4 % en 1994 mais +6,2 % en 1993).

20 % pour la presse régionale jusqu'à 75 % pour la radio. Consensus par le vendeur à l'acheteur, en fonction du volume et de la fréquence des espaces publicitaires achetés, souvent ignorés des annonceurs, ces rabais permettaient aux intermédiaires (centrales ou agences pratiquant l'achat d'espaces) de réaliser de substantielles marges, justifiées par des services – conseils, expertises médias, etc. – qu'ils rendaient aux supports comme aux annonceurs.

Ce mécanisme créait des rapports de forces tels que les médias étaient obligés de se soumettre aux volontés des centrales, s'ils voulaient obtenir les budgets nécessaires à leur existence. La loi Sapin a mis fin à ces pratiques, en confé-

rence du Golfe, cette loi aurait mis à mal la santé des agences et produit des effets que certains publicitaires qualifient de « désastreux ». Les plus lucides reconnaissent qu'elle n'est qu'un paramètre et qu'« une loi ne peut pas retourner les tendances lourdes du marché ».

Pour certains groupes ou agences, de 10 % à 50 % de leurs revenus antérieurs se sont envolés. La difficulté consiste aujourd'hui à faire comprendre aux annonceurs que le conseil, l'expertise médias ou la création ont un prix justifié, alors que ces services étaient auparavant globalement tarifés avec l'achat d'espace. La « justification » est devenue le problème crucial des agences », note Philippe Gaimont, PDG de FCB et président de

Béatrice Roux, directrice de la communication de Chronopost

« Chaque média possède un rôle spécifique »

« Quels médias choisissez-vous pour vos campagnes ? »

« Chaque média possède un rôle spécifique. Pendant sept ans, nous avons surtout fait appel à la télévision, qui est un bon accélérateur de notoriété ; l'affichage nous offre la proximité, un lien avec une population locale ; la radio est le média de la « réactivité ». Quant à la presse, on est à la fois dans une relation d'intimité avec le journal, dans une relation proche de l'information (ou à besoin de toucher le papier) et en même temps dans l'univers de la référence et de la crédibilité. »

« On s'attend à ce qu'un journal vérifie la teneur et la validité des messages publicitaires qu'il imprime. L'environnement est

fondamental. Le discours publicitaire est forcément plus précis, plus long dans un journal. Il s'inscrit dans la durée. Le choix d'une campagne dans la presse stipule donc qu'il y a une construction dans le temps. »

« Comment répartissez-vous vos campagnes entre médias ? »

« L'investissement est lié à l'importance accordée à chaque cible ainsi qu'aux objectifs à court terme et à moyen terme. Pour le court terme, nous utilisons la radio et la télévision, pour le moyen terme la presse. Globalement, un tiers est dédié cette année à la radio ou à la télévision, un tiers à la presse, et le dernier à l'affichage. »

« Que pensez-vous des études d'audience de la presse ? »

« C'est un problème véritable. Aujourd'hui, nous nous servons des études de l'Association pour la promotion de la presse magazine, alors qu'antérieurement nous utilisions celles du Centre d'études des supports publicitaires (CESP). Mais le CESP est moins précis. Ce qui pose le problème de ses moyens de fonctionnement. Aucun chiffre ne donne le reflet de l'ensemble de la presse et aucun n'est absolument crédible. C'est de la responsabilité de la presse et des annonceurs. Il y a encore beaucoup de travail pour donner à la presse une position crédible. »

Propos recueillis par Yves-Marie Labé

Vous ne regarderez plus les agences de publicité de la même manière

Avec le CD-Guide Agences 1996 de Stratégies, posez un nouveau regard sur les agences de publicité. Un regard plus précis, plus convivial et surtout plus rapide. Soutenez-y le CD-Guide Agences 1996 vous permet de chercher facilement parmi les agences selon les critères de votre choix (nom de l'agence, nous des clients et des budgets, spécialités, domaines d'intervention...). Ce CD-Rom est compatible Mac/PC ; il vous propose une présentation « live » des campagnes TV, radio et print. Et ce n'est pas tout : le CD-Guide Agences 1996 de Stratégies présente le palmarès du Grand Prix Stratégies 1995 et pour ceux qui veulent tester leurs connaissances, le Quiz de la Publicité 1996.

Le guide papier (2 tomes) - le CD-Rom : 590 F TTC
Contact : Xavier Tournier à Stratégies - 45, 23 et 25 - Les CD-Guides sur une base de données et de recherches 1996/1997

Stratégies
La référence

les toutes
t pour les
de cent à
acité d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
Allemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
n destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
l lui des
sur les
me mais
lique an
vouloir
emploi et
être exi-
des pros-
aussi l'ac-
accueil,
se et so-
ée.

hfeld

icains et
res de s
s ont dé-
tendant
que offi-
pro-
séra l'un
ne prési-
Robert
s au sé-
me que
ment de
semble-
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

JINE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
t faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'a

es so-
maïne,
as mé-
er qu'il
mes. Il
un plus
ci ne
apure-
cités fi-
la mo-
que, la
aide à
tées et

Cinq clubs qualifiés pour les quarts de finale de la Ligue des champions

TROIS CLUBS ont rejoint, mercredi 22 novembre, la Juventus de Turin et le Spartak Moscou, qualifiés de la précédente journée pour les quarts de finale de la Ligue des champions. L'Ajazz d'Amsterdam s'est assuré la première place dans le groupe D en allant battre le Real Madrid sur son terrain (2-0). Les Néerlandais, tenants du titre, ont fait une nouvelle démonstration de leur force dans le match au sommet de cette cinquième journée, en dominant nettement les champions d'Espagne, qui restent toutefois bien placés pour obtenir la deuxième place et le second billet. L'Ajazz connaît déjà le nom de son adversaire pour les quarts de finale, les 6 et 20 mars : le Borussia Dortmund. Les champions d'Allemagne se sont en effet imposés (2-1) sur le terrain de la Juventus de Turin. Cette victoire leur offre la deuxième place du groupe C, derrière les Italiens, qui étaient déjà certains de participer aux quarts grâce à leur quatre victoires précédentes.

Avec cette défaite à domicile de la Juventus, les Russes du Spartak Moscou demeurent les derniers invaincus de cette Ligue des champions. Ils ont obtenu, mercredi soir, une cinquième victoire consécutive face aux Blackburn Rovers (3-0). Les champions d'Angleterre ont ainsi ajouté une nouvelle déception à leur calvaire : ils ne comptent qu'un match nul en cinq rencontres. Dans ce groupe B, la deuxième place qualificative se disputera entre le Rosenborg Trondheim et le Legia Varsovie, les Suédois ayant préservé leurs chances de qualification en dominant les Polonais (4-0). Enfin, les Grecs du Panathinaïkos d'Athènes ont eux aussi obtenu leur qualification. Mais ils ne sauront s'ils termineront premiers ou deuxième du groupe A qu'à l'issue de leur déplacement à Nantes, le 6 décembre.

Les Nantais joueront leur avenir européen contre le Panathinaïkos d'Athènes

Leur match nul (2-2) face à Porto conforte leurs chances de qualification

Le FC Nantes a obtenu le match nul à Porto (2-2), grâce à deux buts de Reynald Pedros (3^e et 34^e), mercredi 22 novembre, lors de la cinquième jour-

née de la Ligue des champions. Les Nantais ont ainsi gardé toutes leurs chances de qualification pour les quarts de finale. Il leur suffit désormais d'un

match nul contre le Panathinaïkos d'Athènes, qu'ils recevront le 6 décembre. Les Grecs sont qualifiés après leur victoire (2-0) sur les Danais d'Aalborg.

PORTO

de notre envoyé spécial

Et Nantes réapparut. Depuis la fin de la saison dernière, la belle équipe qui enchantait, s'était éclipisée. Elle avait été portée disparue. On l'avait même dit morte, privée de ses organes vitaux avec les départs de Christian Karembeu et Patrice Loko. On n'osait croire la triste nouvelle. Parfois, quelques témoins signalaient ses passages furtifs. A certains instants du championnat de France et de la Coupe d'Europe, ils auraient juré avoir vu quelque chose qui lui ressemblait un peu, en plus pâle cependant. Les adorateurs se mettaient à espérer mais l'apparition était floue, de trop courte durée. Il pouvait s'agir d'une imposture.

Mais, mercredi 22 novembre, une équipe a obtenu un beau match nul (2-2) sur la pelouse du FC Porto, en Ligue des champions. Et là le doute n'était plus permis. C'était bien elle qui évoluait dans l'Estádio das Antas. Elle était revenue, comme avant ou presque. L'équipe était parée de tous les atouts du jeu à la nantaise. Elle avait retrouvé sa capacité à démultiplier par quelques tours de magie, ou plutôt de passe-passe, un terrain de dimension réglementaire. Une combinaison bien ajustée et aussitôt d'immenses champs libres s'ouvraient devant les attaquants. Les arrières portugais, trop lourds, ne parvenaient pas à freiner cette conquête de l'espace.

Contraint et forcé, le FC Porto a facilité le travail exploratoire des attaquants nantais. L'équipe avait impérativement besoin d'une victoire pour maintenir intactes ses

chances de qualification. Bobby Robson, l'entraîneur, avait donc forcé ses penchants naturels et aligné une formation très offensive. Tandis que leurs partenaires se pressaient devant le but adverse, les quatre infortunés défenseurs se sont trouvés les gardiens d'un trop vaste territoire. Ils allaient s'en persuader bien vite.

JOUER ENSEMBLE

Dès la troisième minute, Reynald Pedros sautait dans un grand vide et battait d'un tir lobé Vitor Bala, le gardien de but portugais. Il

« Je sentais que l'équipe était bien. C'est ce qui m'a permis de m'exprimer », préférerait penser l'intéressé, dans une redite de la fable de la poule et de l'œuf.

« Nous avons su au cours de ce match exploiter les points forts de notre équipe », analysait Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur. Ces qualités, il y avait longtemps que le responsable technique n'avait pu compter dessus. La veille de la rencontre, il estimait encore tout à revoir. L'équipe avait si souvent été l'ombre d'elle-même, « incapable de jouer ensemble ». Les joueurs

Victoire conseillée, mais plus obligatoire

En obtenant le match nul (2-2) à Porto, mercredi 22 novembre, Nantes s'est placé en excellente position pour se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions. Même en cas de victoire de Porto à Aalborg lors de la dernière journée du groupe A, un match nul suffirait au club français pour se qualifier. En cas d'égalité de points, les deux buts inscrits à l'extérieur aux Portugais pèseront en effet en faveur des Nantais. Mais le match qui se disputera au stade de la Beaujoire, le 6 décembre, contre le Panathinaïkos d'Athènes, une formation déjà assurée de terminer dans les deux premiers, aura un autre intérêt à plus long terme. Il serait préférable de l'emporter pour terminer premier de ce groupe et ne pas avoir à affronter, en quarts de finale, le Spartak Moscou, qui a écrasé le groupe B. Une première place permettrait de rencontrer le deuxième de ce groupe, de moindre réputation : les Polonais du Legia Varsovie ou les Suédois du Rosenborg Trondheim.

récidivait, à la trente-quatrième minute, un de ses multiples appels de balle en profondeur étant récompensé d'un service millimétré de Benoît Cauet. La frappe puissante sous la barre éclaircissait soudain un des mystères qui entouraient la baisse de régime des champions de France. Depuis une tentative de transfert avortée à l'intersaison, Reynald Pedros traînait quelque spleen sur le terrain.

Mercredi, le joueur a retrouvé son aura de la saison écoulée et a inspiré favorablement les Nantais. pratiquaient sur le terrain un déni de la culture du club, basée sur la cohésion et l'altruisme.

Un match de Coupe d'Europe qui s'annonçait après a permis de recréer l'entraide nécessaire. L'absence de Japhet N'Doram, le meneur de jeu et buteur, suspendu, a encore accentué le sentiment d'urgence à retrouver des vertus collectives. Après avoir autorisé, par un cafouillage mal à propos, un premier but égalisateur du FC Porto, (Ljubinko Drulovic, 10^e), puis, sur un coup franc insuffisamment

Benoit Hopquin

L'Espagne compte sur Conchita Martinez pour conserver la Coupe de la Fédération de tennis

JAMAIS Conchita Martinez ne se dévot. Sauf sur un court de tennis. Sauf pour souffler fin octobre le rang de numéro deux mondiale à sa compatriote Arantxa Sanchez-Vicario ou pour priver, en 1994, Martina Navratilova d'un dixième titre lors de ses adieux à Wimbledon. Au-delà, on a beau chercher, rien ne filtre. Son match terminé, Conchita redonne transparent. Son tournoi gagné, l'explosion de joie passée, elle tient son trophée avec la gêne d'une écologiste prise en faute. Et elle s'éclipse comme une voleuse. Du coup, elle gagne dans une sorte d'indifférence générale. Pourtant, sur le terrain, la jeune femme brune au regard sombre qui emmène l'équipe féminine espagnole samedi à Valence face aux États-Unis pour la finale de la Coupe de la Fédération est bien là. A vingt-trois ans, elle affiche un palmarès exemplaire : vingt-huit titres en sept ans de carrière dont huit cette saison.

Conchita Martinez est une anti-star. Née en Aragon dans les contre-forts des Pyrénées, « là où les gens ont le tête dure », elle n'a rien fait comme une joueuse espagnole bon teint. Dans son pays, le tennis se joue à Barcelone, le fief de la famille Sanchez-Vicario. Plutôt que de s'y étaler à l'ombre d'Arantxa, son aînée de quatre mois, Conchita part à quatorze ans pour le camp d'entraînement du rude néerlandais Dennis Van Harpen en Suisse. « C'était important pour progresser », lâche-t-elle pudiquement.

Elle n'avouera pas les crises de cafard, la solitude, ni le brutal choc culturel. « J'y ai appris à parler pas mal l'allemand et l'anglais », dit-elle seulement. Sous la férule de Van Harpen, la jeune droitrière mal dégrossie développe un coup droit qu'on dit presque aussi percutant que celui de Steffi Graf. L'intraitable entraîneur l'élève à la dure : footing forcé qu'elle gagne ou qu'elle perde, discipline de fer. Ses adversaires sur le circuit font le reste : « On a toujours dit que mon revers était faible, mais les filles ont tellement pris l'habi-

tude de jouer dessus qu'il devient un atout », s'est félicité l'expert du jeu de fond de court après son festival de passages à Wimbledon en 1994.

VIOLENTES DOULEURS

Après deux ruptures et deux réconciliations, elle s'est définitivement affranchie de Van Harpen en mars. Depuis toujours, il se plaignait de la nonchalance de son élève, de son manque de combativité. Comme à son habitude, l'Aragonnaise a protesté mollement. Mais, cette fois, elle n'a pas pardonné : « On ne devient pas troisième mondiale sans rien faire. » Il ne la voyait

guère. N'a-t-il mené la délicate Gabby Sabatini à la victoire à l'US Open en 1990 ?

Aussi Kimmyr partage-t-il volontiers son box d'entraîneur avec Gigi Fernandez, la fidèle amie de Conchita. Ensemble, ils bavardent joyeusement. Quand elle n'a pas le double à gagner sur le court voisin, la pétulante Porto-Ricaine ne manque pas un match de Conchita. Martinez soutient plus souvent. Elle apprécie cette harmonie et engrange des titres. Même si depuis Wimbledon de violentes douleurs au cou lui gâchent la fin de saison. Il y a une semaine, elle s'est inclinée

Sur le format de la Coupe Davis

Pour la deuxième année consécutive, l'Espagne, tenante du titre, retrouve les États-Unis en finale de la Coupe de la Fédération, l'équivalent féminin de la Coupe Davis, dont elle a adopté cette année le format (les huit équipes du groupe mondial - Espagne, Bulgarie, Japon, Allemagne, France, Afrique du Sud, Autriche et États-Unis - se sont affrontées dans le pays d'origine d'une des équipes). La finale a lieu les 25 et 26 novembre en Espagne à Valence sur terre battue. Deux matches de simple suivi d'un double seront disputés le samedi, puis deux autres simples décisifs si nécessaire le dimanche. L'Espagne, qui s'était imposée l'an dernier à Francfort, jouera devant son public. Conchita Martinez, Arantxa Sanchez-Vicario, Virginia Ruano-Pascual et Maria Sanchez-Lorenzo n'auront pas à craindre Monica Seles, blessée, qui a été remplacée par Chanda Rubin, dix-neuf ans. L'équipe américaine, quatorze fois victorieuse de l'épreuve depuis sa création, aligne encore Lindsay Davenport, Mary Joe Fernandez, Gigi Fernandez et Amy Frazier.

pas aller plus haut, elle a rapidement prouvé qu'il avait tort.

Aidé maintenant par le Brésilien Carlos Kirmayr, tout juste libéré d'une courte collaboration avec Cédric Pioline, elle s'est présentée à Roland-Garros invaincue sur terre battue : trente-neuf matches, trente-neuf victoires. On l'a retrouvée en demi-finale de tous les tournois du Grand Chelem. Elle garde des ronds de enfant et traîne toujours sa réputation de flemmarde. Kimmyr semble s'en moquer. Le petit homme aux yeux perçants voit plus loin. Il sait secouer ses élèves sans en avoir l'air, respecter leur fra-

en quart de finale du Masters face à Brenda Schultz-McCarthy à New York.

Samedi à Valence, Kirmayr la soutiendra, assis dans les tribunes. Même si cette finale de la Coupe de la Fédération est une affaire qui dépasse un peu ses attributions. Comme l'an passé, la piquante Gigi sera à l'affût de l'autre côté du filet : elle défend les couleurs américaines en double. Pour deux jours, Conchita tentera d'oublier leur complicité : « Je veux battre toutes mes adversaires qu'elles soient. »

Patricia Jolly

Le Britannique Colin McRae champion du monde des rallyes

COLIN MCRAE est devenu à vingt-sept ans le premier pilote britannique sacré champion du monde des rallyes. Grâce à une deuxième victoire consécutive dans le Rallye de Grande-Bretagne (RAC) au volant de la Subaru, mercredi 22 novembre, il a devancé de cinq points son coéquipier Carlos Sainz au classement général final. Au terme de quatre jours d'une palpitante bataille contre son rival espagnol, McRae s'est finalement imposé avec une avance de 36 secondes. Victime d'une crevasse qui le reléguait à 1 min 14 s de Sainz lors de la deuxième journée, l'Écossais a comblé son retard avec brio dans les fortes galloises lors des deux dernières journées, s'adjugeant au total dix-sept des vingt-huit spéciales disputées.

Le couronnement de Colin McRae intervient dans une fin de saison mouvementée, marquée par l'exclusion de l'écurie Toyota pour tricherie lors du Rallye de Catalogne et la suspension d'un an infligée à l'équipe japonaise (Le Monde date 5-6 novembre). C'est la raison pour laquelle Didier Auriol, le champion du monde 1994, et Juha Kankkunen, sacré à quatre reprises, étaient absents du RAC.

La découverte de la supercherie de Toyota (le truquage d'une bride de turbo) n'avait pas été le seul incident à ternir le Rallye de Catalogne, en octobre. A Lloret-del-Mar, McRae avait été contraint par son écurie d'abandonner la victoire à Sainz. Ce statut de pilote numéro un, n'avait pas empêché l'Espagnol d'annoncer peu après qu'il quittait Subaru pour aller chez Toyota. Dès lors, il était évident que le Madrilène ne bénéficierait pas tout à fait de la même considération que McRae au départ du Rallye de Grande-Bretagne. (AFP/Reuter)

■ ÉCHECS : le président de la Fédération Internationale des échecs (FIDE), le philippin Florencio Campomanes, a présenté, mercredi 22 novembre, sa démission à l'Assemblée générale de la FIDE, qui se tient à Noisy-le-Grand jusqu'au 25 novembre. Cette démission intervient à l'issue d'une motion du comité central de la FIDE désapprouvant la gestion de son comité présidentiel. M. Campomanes, qui dirigeait la FIDE depuis 1982, a proposé comme successeur Kiran Ilumjinov, milliardaire et président de la République russe de Kalmouk. Selon M. Campomanes, M. Ilumjinov est un ami personnel des deux champions du monde d'échecs, les Russes Garry Kasparov, tenant du titre de la Professional Chess Association (PCA), et Anatoli Karpov, tenant du titre FIDE. Cette démission laisse en suspens le projet de match de réconciliation du titre de champion du monde d'échecs, initialement prévu pour 1996. (AFP)

RÉSULTATS

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS

5^e journée

GROUPE A

Panath. Athènes (Gré.)-Aalborg (Dan.) 2-0
FC Porto (Por.)-FC Nantes (Fra.) 2-2

Classement : 1. Panathinaïkos Athènes, 10 ; 2. FC Nantes, 9 ; 3. FC Porto, 6 ; 4. Aalborg, 3

GROUPE B

Spartak Moscou (Rus.)-Blackburn Rovers (Angl.) 3-0
Rosenborg BK (Nor.)-Legia Varsovie (Pol.) 4-0

Classement : 1. Spartak Moscou, 15 ; 2. Legia Varsovie, 7 ; 3. Rosenborg BK, 6 ; 4. Blackburn Rovers, 1

GROUPE C

Glasgow Rangers (Éco.)-Steaua Bucarest (Rou.) 1-1
Juventus Turin (Ita.)-Borussia Dortmund (All.) 1-2

Classement : 1. Juventus Turin, 12 ; 2. Borussia Dortmund, 9 ; 3. Steaua Bucarest, 5 ; 4. Glasgow Rangers, 2

GROUPE D

Paraceros (Hou.)-Grasshops Zurich (Sui.) 3-3
Real Madrid (Esp.)-Ajax Amsterdam (P-B) 0-2

Classement : 1. Ajax Amsterdam, 13 ; 2. Real Madrid, 7 ; 3. Paraceros, 5 ; 4. Grasshoppers Zurich, 2

HANDBALL

SUPERCOUPE

Allemagne-France 22-23
Russie-Espagne 24-24

« 1996 : Quel projet pour l'Europe ? »

CONFÉRENCE PUBLIQUE

Salamanque - Espagne

Jendredi 30 novembre 1995

09 h 30 - 10 h 45 La CIG de 1996 : enjeux et préparation
10 h 45 - 14 h Quelle architecture institutionnelle pour l'Union ?
16 h 00 - 19 h 30 L'Europe, une puissance mondiale ?

Vendredi 1^{er} décembre 1995

09 h 30 - 14 h Le chantier de l'économie européenne
16 h 00 - 18 h Unifier l'Europe : le pouvoir de la diversité
18 h 30 - 19 h 30 Clôture

Lieu : Palais des Congrès et Expositions.
Cuesta de Oviedo, s/n. 37008 Salamanque, Espagne.

Information : AIESEC Salamanque. Edificio Fonseca.
C/Fonseca, s/n. 37007 Salamanque, Espagne.
Tél. + Fax : 19-34-23-29-45-97

Comité de patronage : Jacques Delors, Alfred Grosser,
Klaus Hänsch, Alois Mock, Edgar Morin, Jacques Santer

avec le soutien de :

COMMISSION
EUROPÉENNE

Le Monde

AIESEC

صحة من الاجل

الصحف

Pluies et brouillards

UNE PROFONDE dépression se décale rapidement du sud de l'Islande vers les îles britanniques. Elle apporte une lente dégradation par l'ouest du pays mais continue d'entretenir une certaine douceur grâce au vent de sud qu'elle engendre.

Vendredi, il pleuvra dès le début de matinée sur le Finistère. Ces pluies gagneront lentement l'est pour atteindre l'est de la Bretagne, le Cotentin et le pays nantais en

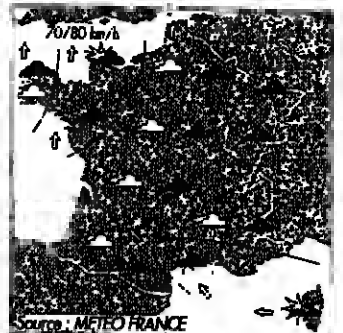
cours d'après-midi. Ces pluies s'accompagneront d'un fort vent de sud qui soufflera jusqu'à 80 km/h sur les côtes. Sur le reste du pays, le temps sera très souvent gris en début de matinée. Les brouillards seront présents de l'Aquitaine à l'Île-de-France et au nord-est. Ils seront particulièrement tenaces de l'Alsace à la vallée de la Saône. Ailleurs le vent de sud fera disparaître cette grisaille avant la mi-journée pour laisser place à un ciel partagé entre nuages et éclaircies. Ces nuages commenceront cependant à s'épaissir en cours d'après-midi du Nord-Pas-de-Calais à la Vendée. Le vent de sud commencera à se renforcer sur la côte charentaise et sur le littoral de la Normandie et de la Picardie. Les éclaircies seront prédominantes de l'Aquitaine aux Pyrénées.

Aux abords de la Méditerranée, le vent de sud ramènera de nombreux nuages bas qui toucheront essentiellement le Roussillon et le Languedoc. Ces nuages s'épaissiront en cours de journée et donneront des pluies faibles principalement sur les Cévennes l'après-midi. Le temps restera incertain en Corse avec de fréquents passages nuageux et quelques ondes résiduelles le matin.

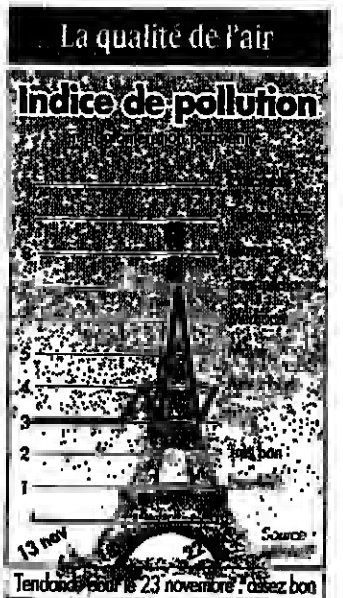
Le thermomètre affichera une dizaine de degrés le matin sur la côte atlantique et le pourtour méditerranéen.

L'après-midi, la douceur sera de mise sur une grande moitié ouest du pays avec un mercure compris entre 12 et 15 degrés avec même des pointes à 18/20 degrés au pied des Pyrénées par effet de foehn. Malgré la grisaille, il fera entre 14 et 17 degrés sur les rivages de la Méditerranée. Ailleurs, les températures maximales seront de l'ordre de 11 à 13 degrés mais se limiteront localement à 7/9 degrés sous la grisaille persistante du nord-est.

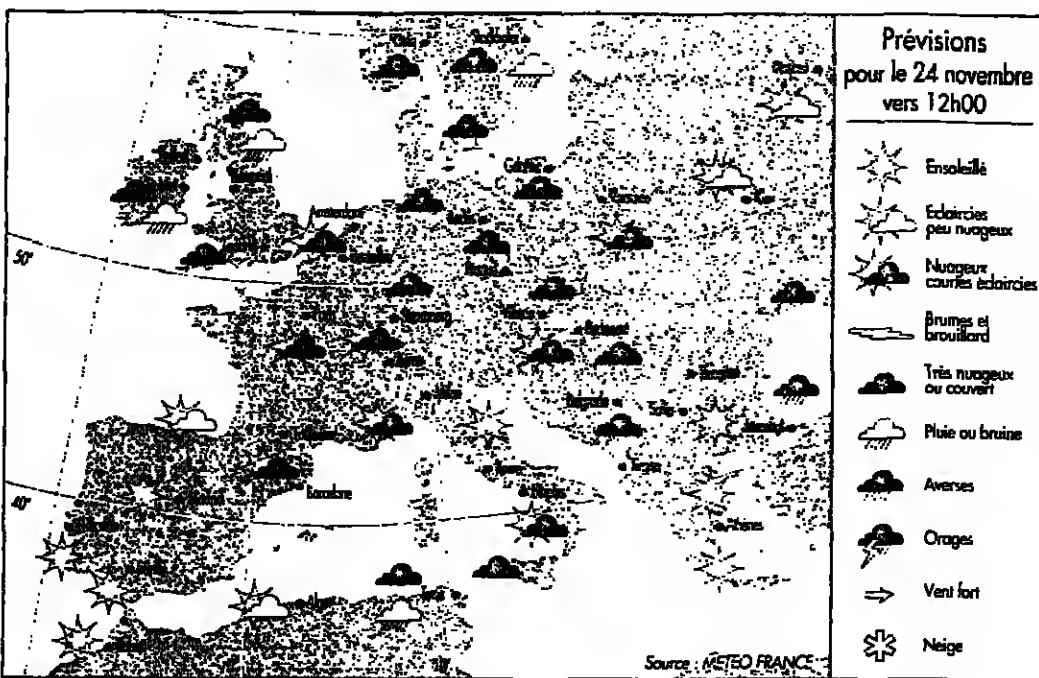
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 24 novembre vers 12h00



Tendances pour le 23 novembre, classe bon



Prévisions pour le 24 novembre vers 12h00

- Ensoleillé
- Eclaircies peu nuageuses
- Nuageux courtes éclaircies
- Brumes et brouillards
- Très nuageux peu éclaircies
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES	du 22 nov. 1995	maxima/minima
GRENOBLE	7/5	
LILLE	10/9	
LYONS	9/7	
MAIRIE	9/6	
PARIS	10/7	
NANTES	12/9	
NICE	11/7	
STRASBOURG	10/8	
TOULOUSE	10/8	
ALGER	24/22	
AMSTERDAM	9/6	
ATHÈNES	7/4	
BANGKOK	31/24	
BARCELONE	18/12	
BEIRUT	37/7	
BOMBAY	34/20	
BRASILIA	26/19	
BRUXELLES	10/9	
BUDAPEST	17/10	
BUEENOS AIRES	24/14	
CARACAS	24/15	
CHICAGO	5/-7	
COPENHAGUE	5/-7	
DAKAR	32/26	
DIJON	13/10	
DUBLIN	9/5	
FRANCFORT	22/17	
GENEVE	6/4	
HANOI	29/21	
HELSINKI	5/1	
HONGKONG	27/17	
ISTANBUL	6/1	
JEKUSALEM	24/12	
KIEV	17/1	
KINSHASA	28/22	
LE CAIRE	21/11	
LIMA	27/16	
LISBONNE	18/11	
LONDRES	13/9	
LOS ANGELES	18/13	
LUXEMBOURG	13/10	
MADRID	15/10	
MARRAKECH	27/11	
MEXICO	13/8	
MILAN	7/5	
MONTREAL	2/-6	
MOSCOW	-4/-7	
MUNICH	20/5	
NEW DELHI	28/17	
NEW YORK	6/2	
OSAKA	21/11	
PARIS	10/7	
PRAGUE	9/-10	
PRETORIA	15/13	
RABAT	21/11	
RIO DE JANEIRO	24/20	
ROME	13/12	
SAN FRANCISCO	16/11	
SANTIAGO	24/12	
SEVILLE	20/11	
ST PETERSBURG	2/1	
STOCKHOLM	2/1	
SYDNEY	18/14	
TENERIFE	25/19	
TOKYO	14/9	
TUNIS	18/13	
VARSOVIE	-4/-8	
VIENNE	14/7	

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Les communistes en Europe

AU MOMENT où les communistes acceptent de partager les responsabilités du pouvoir dans le premier gouvernement régulier de la France depuis la Libération, il nous paraît opportun d'examiner les positions qu'occupent les communistes dans plusieurs pays du Vieux Continent.

Une constatation préliminaire s'impose : les communistes ont adopté après la seconde guerre mondiale une tactique toute différente de celle qu'ils pratiquèrent après la guerre de 1914, quand fut créé le Komintern à Moscou. Ils n'entendent plus garder leur virginité révolutionnaire. Ils ne se dressent plus farouchement contre le monde bourgeois. Ils ne dénoncent plus la trahison des socialistes de la II^e Internationale. Ils ont accepté d'entrer dans des cabinets de coalition et d'unité nationale. Loin d'être une exception, le cas actuel de la France ne fait que confirmer la règle politique suivie par les communistes dans tous les pays où ils constituent une force réelle.

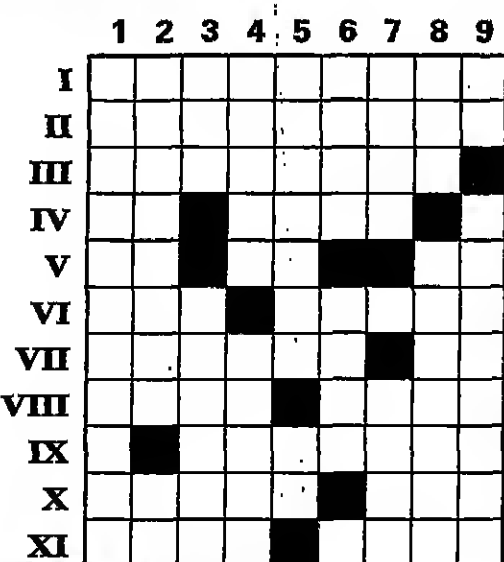
On sait que les positions des communistes sont faibles dans l'Europe septentrionale et en Grande-Bretagne, sauf en Finlande et au Danemark où ils ont gagné des voix et des sièges aux élections. En Grande-Bretagne, en Norvège et en Suède, ce sont les socialistes qui l'emportent et qui ont pu constituer des cabinets homogènes. Le tableau est tout autre en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Italie. Dans les assemblées et gouvernements provisoires formés après la défaite de l'Allemagne, les communistes jouent un rôle très important et détiennent parfois des ministères-clés. Mais partout ils luttent selon les méthodes démocratiques et parlementaires qu'ils avaient longtemps méprisées dans la période comprise entre les deux guerres.

André Pierre

(24 novembre 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6693



HORIZONTALEMENT
I. Travailleurs immigrés. - II. Femme qui fait beaucoup de mouvements. - III. L'endume et le marteau, par exemple. - IV. Utile pour ceux qui font des projets. Les vieux jours. -

V. Evoque un joli bouton. Conjonction. Symbole. - VI. Pas sombre. Comme le point, quand on arrive bien. - VII. Le bord de la nappe. Abréviation qui rend le code inutile. - VIII. Comme un centre pour les enfants. Qui n'a rien coûté. - IX. Manifestait un grand amour. - X. Peut-être se faire sauter très cavalièrement. Ordre de départ. - XI. D'un audiaire. Ceux qui n'ont rien appris.

VERTICALEMENT
1. Peut exposer de belles bobines dans sa vitrine. - 2. Endroit où l'on peut choisir des boutons. Article. - 3. Peut servir pour rehausser. Il ne faut pas en prendre de la graine. - 4. Fait par celui qui veut aller loin. Chantait leurs œuvres. - 5. La grande société. Terminaison savante. - 6. Un homme à la mer. Si l'on l'ouvre, c'est parce qu'on se méfie. - 7. Sont réfractaires. Qui n'a pas assez poussé. - 8. Peut servir de fourrage. C'est rude quand il n'y en a pas. - 9. Symbole. Qui bénéficient d'une protection.

SOLUTION DU N° 6692
HORIZONTALEMENT
I. Mascarde. - II. Impératif. - III. Toise. Tuf. - IV. Rut. Serre. - V. Aram. Tint. - VI. Nialses. - VII. Lot. Nets. - VIII. Lier. Râ. - IX. Ex. As. Nao. - X. Utile. Tub. - XI. Relents.
VERTICALEMENT
1. Mitrailleur. - 2. Amour. Ointe. - 3. Spitante. IL. - 4. Ces. Ml. Râle. - 5. Arès. An. Sen. - 6. Râ. Eber. - 7. Attristants. - 8. Diurnes. Au. - 9. Effets. Bobo.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-42-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

• LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for \$ 802 per year + LE MONDE+ 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 1201, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Champlain, N.Y. 1201-2308. Pour les abonnements envoyez aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2903 USA Tel.: (804) 481-3845

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____ 501 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
• par écrit 10 jours avant votre départ.
• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 49-60-32-90 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE 3617 LMLUS

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2) 23 (fin)

Le Monde en collaboration avec la SA Le Monde, société anonyme aux directeurs et conseil de surveillance

la reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-cedex.

Directeur général : Jean-Marie Colombani

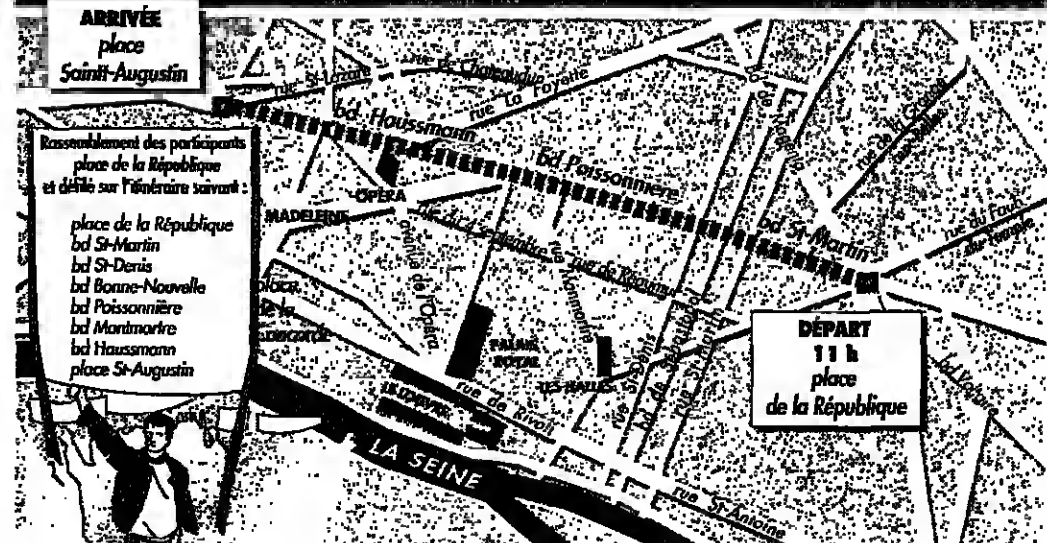
Directeur adjoint : Gérard Mourou

Secrétaire générale : Dominique Alévy, Gisèle Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75400 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Le parcours de la manifestation parisienne



Les services affectés par la grève des fonctionnaires

L'APPEL à la grève lancé par six fédérations de fonctionnaires pour le vendredi 24 novembre devrait concerner les fonctions publiques de l'Etat, l'hospitalière et la territoriale, ainsi que le secteur public. Les services susceptibles d'être touchés sont :

• Métro : la RATP prévoit un trafic « très perturbé » avec un métro sur cinq, un train sur cinq sur le RER A, un trafic quasiment nul sur le RER B, et un bus sur trois. Les voyageurs peuvent se renseigner au 05-15-11-11 (numéro vert), au 36-68-77-14, ou consulter le Minitel, 3615, code RATP.

• SNCF : le trafic sera très fortement perturbé, à partir du jeudi 23 novembre, 20 heures. Sur les lignes de banlieue de Paris et de province, aucun train n'est prévu. Sur les grandes lignes et le réseau TGV, ne sont prévus que trois allers et retours sur Paris-Lyon et Paris-Bordeaux, deux sur Paris-Marseille. Les trains de nuit sont tous supprimés du jeudi 23 au samedi 25. Le trafic pourrait être également perturbé les jours suivants. Renseignements au (16-1) 45-82-50-51 et au (16) 36-35-35-35, ainsi que sur le Minitel, 3615 code SNCF.

• Trafic aérien : les transports aériens devraient être fortement perturbés, en raison de la grève des contrôleurs aériens, du jeudi 24 jusqu'au samedi 25. La liste des vols maintenus, dans le cadre d'un service minimum, devrait être consultable auprès des compagnies aériennes. Air Inter indique qu'elle maintient 40 des 91 vols prévus jeudi 23, à partir de 19 heures, et 90 des 476 vols prévus vendredi 24. Les dessertes de Strasbourg et de la Cnse ne seront pas affectées. Renseignements sur Minitel, 3615 ou 3616 code Airinter, et au 36-68-34-24. Air France annonce qu'elle maintient presque tous ses long-courriers internationaux, ceux à destination des DOM-TOM, mais une partie seulement de ses vols métropolitains et quelques-uns des moyen-courriers européens.

• Enseignement : écoles primaires, collèges, lycées, université.

• Mairies : les services de l'état civil pourraient n'être pas en mesure de délivrer des fiches ou des actes de décès, sauf si le maire désigne certains employés pour un service minimum.

• Préfectures : les grèves pourraient affecter la délivrance

de cartes grises et de cartes de séjour.

• Presse : il ne devrait pas y avoir de quotidiens dans les kiosques en raison de la grève du Livre CGT.

• ANPE : les guichets pourraient être fermés, la CFDT et la CGT faisant grève.

• Hôpitaux : un service minimum devrait être mis en place, comme pour le dimanche et les jours fériés.

JEUX

LE MONDE	
5 16 20 30 36 45 = 14	
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100	
4 24 26 27 29 32 = 7	
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100	
4 24 26 27 29 32 = 7	

les toutes pour les de cent d'in. Les emes et plus des so- illemagne, ennes en- s impres- rent pour t destiné , pas au créateurs

ain sur la 1 ini de- s sur les :me mais ilique au vouloir :emploi et être ex- des pro- ais aussi 'accueil, se et so- ée.

hfeld

27

icains et res de la s ont dé- lendant que offi- pro- sra l'un ve prési- : Robert é au Sé- me que ment de resem- blent qui est une 'liberté, acun de x.

INE

uverne- hirac de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'a

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus -ci ne apure- icits fi- la mo- que, la 'aide à ités et

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 27

E 1995 / 15

Danser au milieu d'une ville africaine assiégée par la misère

Les Premières Rencontres de création chorégraphique panafricaine se sont tenues à Luanda

Du 17 au 20 novembre, les Premières Rencontres de création chorégraphique panafricaine se sont tenues à Luanda, capitale de l'Angola. A l'origine du

projet : l'association française Afrique en Création, et le chorégraphe Alphonse Tiérou. Huit compagnies, d'une qualité étonnante, ont été sélection-

nées à l'issue de plate-formes organisées en 1993 et en 1994. La culture peut-elle encore sauver l'Afrique ?

LUANDA (Angola)
de notre envoyé spécial
Il est né à Johannesburg, à Soweto. Torse nu, tous muscles dehors, il porte un pantalon imprimé de papillons bruns. Un danseur ? Plutôt un gaul, sorte d'oiseau au port orgueilleux qui gratte le sol d'une patte distraite. Au théâtre Avenida, le seul de Luanda, le public reste bouche bée devant Vincent Mantsoe et sa compagnie Moving Into Dance. Ce solo palpitant, imitatif autant qu'abstrait, a été chorégraphié, en 1993, Le Sud-Africain s'intéresse à la danse depuis seulement quatre ans : « Avant de me mettre à danser, j'attendais quelque chose, ou plutôt rien. Je jouais au foot ». Une sorte de révélation le pousse à apprendre tout très vite, tous les styles.

Mantsoe est le gagnant du concours des Premières Rencontres de création chorégraphique panafricaine, qui viennent d'être organisées à Luanda. Il montre quelques mimiques caticales blanches à son poignet, sur son torse : « Ma mère, une guérisseuse, une femme de caractère, fortifie mon corps en m'insufflant des produits obtenus à partir d'herbes ». Pourquoi avoir choisi Luanda, capitale dévastée de l'Angola après vingt ans de guerre civile ? Pourquoi cette ville avec ses bandes d'enfants orphelins livrés à la rue, affamés, ses bidonvilles ; Luanda et ses nouveaux riches, ses affaires proches du pouvoir ; Luanda et ses rares hôtels envahis par les migrants impuissants des Nations unies, des organisations humanitaires.

Cette idée est née d'une volonté de l'association Afrique en Création et d'Alphonse Tiérou, chorégraphe et chercheur, en quête d'une ville symbole pour accueillir les Premières Rencontres de création chorégraphique panafricaine. Les accords de Lusaka, signés en novembre 1994 rendaient l'affaire envisageable. Contactée, il y a onze mois, Ana Maria de Oliveira, ministre de la culture, membre de l'Unita, a soutenu sans délai le projet. « En choisissant l'Angola, on voulait sortir du pré carré francophone », explique Patrice Pétoulet, directeur d'Afrique en Création, au cours d'un déjeuner à l'Aphrodisia

Club, endroit - protégé par des gardes - situé sur la lagune. « Le continent africain n'est pas la folie que les Occidentaux décrivent sans vraiment le connaître. Après vingt ans de chaos, l'Angola veut s'ouvrir aux autres. Afrique en Création, qui dépend du ministère de la coopération, veut développer l'art contemporain en Afrique. Nous sommes là pour impulser, fédérer les énergies, en aucun cas nous substituer aux artistes. Alphonse Tiérou, et Irène Tassemba, chorégraphe burkinabè, travaillent sur ce projet depuis 1993. Ils ont organisé des plateaux de sélection dans plus de quinze pays. Les gagnants sont à Luanda pour participer au concours.

Comment résister à Alphonse Tiérou, ouragan dialectique, doté

moderniser le théâtre Avenida (200 000 F), le seul de la ville, y installer la climatisation, des douches - installées la veille du concours. Christophe Duplex, technicien français, sur place depuis trois semaines, discute avec le Malgache Theo Raharainy et Evariste Vava, le Gabonais. Moyenne d'âge : entre quinze et vingt-cinq ans. Tous s'interrogent sur le sens à donner au terme « contemporain ».

RITUEL.
Is ont conscience d'être les acteurs d'un événement « historique », croient encore que la culture peut sauver l'Afrique. « Il faut nous bouger les fesses tout seuls, pas attendre qu'on nous le bouge. L'Europe continue à nous voler notre culture », dit Irène Tassemba, la

quant à la forme, on dirait du Philippe Decouflé sous hallucinogènes. Plus politiques, plus durs les garçons de la compagnie du Zimbabwe. Ils vivent dans les townships, et veulent y rester. Ils dansaient... and Rwanda, sous la direction de Neville Campbell, un Anglais. Une idée et une seule : celle du meurtre, ou du diable qui mène la danse, mais poussée à son paroxysme par des corps de combat. « Nous nous sommes inspirés d'un rituel de chasseurs, le chinyambira, et du diu, rituel qui célèbre le début des moissons », explique un des danseurs. La compagnie Tumbuka vient d'obtenir une bourse Ford pour la deuxième fois consécutive.

Le Silex des fous de Salia Sanon, Burkinabè, danseur chez Mathilde Monnier en France, a été pris en tenaille entre son expérience occidentale et l'Afrique. Choisi dans l'atelier des Bourgeois du Faso, Sylvie Kafando, quinze ans, a de l'autorité : « Salio ? Mais c'est tout à fait africain », explique-t-elle avec assurance. Ana Clara Marques représentait l'Angola. Un travail de jazz avec masques pour une Angola libre : « Nous avons appris à ne plus faire confiance aux politiques. Je veux faire des recherches sur les ethnies. Mais dans ce pays quand la police vous arrête, mieux vaut ne pas obéir. Elle roquette pour se nourrir. Plus personne ne se promène la nuit ».

Tous les Angolais ont peur d'une police qui les agresse et les vole. Il y a une presse satirique qui dénonce les magouilleurs : Feuille Huit, Impartial Fax, dont le directeur vient d'être tué. Ces dénonciations sont envoyées auprès des entreprises équipées de fax, puis circulent en ville. Récemment, il leur a été interdit d'approcher les ministères - résultat de l'usage intense des mines antipersonnelles - se sont révoltés, volant des armes aux policiers : ils n'ont plus rien pour survivre. L'Angola est le pays où l'Handicap International a le plus de travail. Dans ce contexte, les corps glorieux, incroyablement vifs, de ces Rencontres de Luanda indiquent avec une force inhabituelle que tout espoir n'est peut-être pas perdu.

Dominique Frétyard

Les « Dialogues des carmelites » contre toutes les intolérances

L'opéra de Francis Poulenc séduit Toulouse

DIALOGUES DES CARMÉLITES, de Francis Poulenc, d'après la pièce de Georges Bernanos. Avec Alain Verhies (le Marquis de la Force), Catherine Dubosc (Blanche de la Force), Christian Papis (le Chevalier de la Force), Nadine Denize (M^{re} de Croissy), Françoise Pollet (M^{re} Lidoine), Martine Dupuy (Mère Marie), Brigitte Fournier (Sœur Constance), Anne Pareuil (Mère Jeanne), Muriel Chauvin (Sœur Mathilde), Christian Jean (l'Aumonier), Ricardo Cassinelli et Yves Bisson (les commissaires). Chœur et Orchestre national du Théâtre du Capitole, direction Michel Plasson. Prochaines représentations, le 26, à 14 h 30. Tél. : 61-63-13-13. De 80 F à 400 F.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial
La Halle aux grains est une salle hexagonale au milieu de laquelle est disposée la fosse d'orchestre. Le décor la ferme sur l'un de ses côtés. Pour les Dialogues des carmelites, Hubert Monloup a imaginé un décor sobre, mystérieusement chargé de sens : une façade d'église, aux lignes épurées, toute d'ombres et de lumières, semblable aux décors expressionnistes que l'on voyait dans le cinéma et le théâtre d'avant-guerre. Un décor qui ne révèle sa force imposante que par le jeu de lumières qui en dévoilent peu à peu la matière : le métal froid des lames de la guillotine.

On doit aussi à Hubert Monloup les costumes, fidèles à l'époque révolutionnaire : du blanc au noir, ils déclinent toutes les nuances de gris.

Nicolas Joël a réussi une mise en scène dont la force tient dans l'absence d'éléments décoratifs qui détourneraient l'attention, dans une maîtrise de la construction géométrique des scènes qui lui permet de s'affranchir de la fameuse grille qui sépare les carmelites du monde séculier, et dans une direction d'acteurs qui évacue tout geste intempestif. L'opéra de Poulenc se prête à cette nudité. Est-ce un opéra ? Plutôt une tragédie chantée, l'un des rares ou-

vrages du répertoire dont le livret serait plus fort que la musique. Celle de Poulenc concilie force dramatique hors de l'ordinaire, économie des moyens et sens de la prosodie avec une perfection dont assez peu d'opéras des XIX^e et XX^e siècles peuvent se prévaloir.

La distribution n'est pas impeccable vocalement, mais le travail de Nicolas Joël et la musique de Poulenc profitent paradoxalement des faiblesses - relatives et passagères - des uns et des autres, d'autant que Michel Plasson, remodelant les nuances d'un orchestre qui menace sans cesse d'engloutir les voix, porte le plateau avec une attention que beaucoup de ses confrères n'ont pas si souvent pour des chanteurs confrontés à des rôles écrasants. Le seul défaut de cette distribution tient dans les efforts qu'il faut faire pour comprendre le texte. Si l'on saisit tout ce que dit Martine Dupuy dont l'incarnation est historiquement aussi parce que l'on sait le doute qui taraude un artiste irremplaçable, si l'on saisit presque tout le rôle de Nadine Denize - presque aussi admirable -, on peine parfois à comprendre Françoise Pollet dès qu'elle chante un tant soit peu fort. Pollet est pourtant une M^{re} Lidoine irrémédiable, tout comme Catherine Dubosc est une Blanche de la Force dont la présence vocale et scénique s'impose peu à peu avec vérité.

Le public o'applaudit presque pas à l'issue de la représentation : en plaçant les révolutionnaires et le peuple derrière le chef, tout près des spectateurs pour la scène finale, Nicolas Joël lui fait assister à cette série d'assassinats légalisés par la Terreur à la façon dont Mnouchkine faisait participer le public à la Révolution, il y a vingt ans, à la Cartoucherie de Vincennes. Si cet opéra ne prend pas tout pour les uns ni pour les autres, il est une parabole contre toutes les intolérances et contre toute forme d'engagement qui, annihilant les consciences individuelles, pousse à l'exaction comme au sacrifice.

Alain Lompech

Contexte angolais

Mena Abrantes, écrivain, homme de théâtre, et porte-parole du gouvernement, était membre du jury des Rencontres de Luanda : « Le MPLA est issu d'un mouvement culturel. Il y avait Agostinho Neto, mais aussi Viriato da Cruz, Lúcio Lara. Ce dernier était tous les soirs aux Rencontres. Récemment l'exposition Zone Limite d'Antonio Ole montrait le degré zéro du pays. Alvim, après son installation sur les mutités, prépare un projet autour d'un avion qui s'est écrasé en ville. En revanche, au théâtre, je dirige la seule troupe de Luanda, celle du Centre Elanga. Le cinéma angolais, si important il y a quinze ans, a été tué par la bureaucratie. Pendant la guerre, il y avait des groupes de danse dans les immeubles qui s'entraînaient pour des concours à la télévision. Ce phénomène s'est arrêté avec la paix. Aujourd'hui, les romans parlent d'amour. La paix ? Jonas Savimbi o' toujours trahi. Quand il o' prêt serment à Bruxelles, il était le seul à rester sérieux ».

d'une énergie à déplacer le Kilimandjaro. Petit, râblé, tout aussi à l'aise en smoking, cet Ivorien se bat pour que la danse africaine bouge : « A l'oubli du XIX^e siècle, on voit la danse africaine dans des costumes du Moyen Age. Il est temps de la rendre aux danseurs et chorégraphes afin qu'elle redevienne une matière vivante », dit-il.

Elf Aquilino, très présent en Angola, est le sponsor d'une opération dont le coût total s'élève à environ 2 millions de francs - regroupant la Mission de coopération pour 600 000 F, l'Union européenne pour 700 000 F, la Direction des affaires internationales (ministère de la culture) pour 200 000 F, et Afrique en Création pour 500 000 F. Il a fallu reconstruire,

Burkinabè, à l'issue d'un débat sur tradition et modernité au Musée d'anthropologie. Evariste Vava avoue : « Moi, je viens de la danse des bolles de terre de Libreville. J'ai appris à être chorégraphe sur le tas. Je trouvais barbares les rituels. J'ai compris que j'allais devoir revenir en arrière si je voulais évoluer. Je me suis fait initier, en ville. Je me sens à contre-courant du discours dominant. Dès que l'on veut changer la danse africaine, la structure est brisée, et le sens, dont elle est porteuse, disparaît. Il ne reste plus que le vide sur lequel rien ne peut se bâtir. Pour le concours, j'ai suivi le cahier des charges. On verra si j'ai compris ».

Vava a très bien compris : Ah Pih, son opéra d'insectes multicolores, indique l'état mental de l'initiation.

La science en débat

A l'occasion de la journée mondiale du sida, la cité des Sciences, avec le concours de l'association AIDES Paris Ile-de-France et SIDAMAG - France 3, propose les 1er, 2 et 3 décembre 1995, des conférences, des animations et des projections de films.

Conférences samedi 2 décembre 1995 à 11h

Le sida : des droits et des devoirs à partager
Daniel Defert, sociologue, université Paris VIII, fondateur d'AIDES, ancien membre de la commission du sida à l'OMS, Yann Pedler, avocat à la cour, secrétaire général à AIDES Paris Ile-de-France.
Jean-Baptiste Bollens, conseiller social à AIDES Paris Ile-de-France.
Animation : Anne-Marie Ferrand, cité des Sciences et de l'Industrie.

à 15h

Le point sur les traitements dans la lutte contre le virus et les maladies opportunistes
Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, Jérôme Soletti, coordinateur de l'action thérapeutique, AIDES, Fédération nationale, Paris, Patrick Yeni, clinicien, service de médecine interne, hôpital Bichat, Paris, Pierre-Marie Girard, service des maladies infectieuses, hôpital Rothschild, Paris.

Animation : Frédérique Galisson, cité des Sciences et de l'Industrie. (Ces deux conférences seront interprétées simultanément en langue des signes).
à 17h

Maladies sexuelles : questions à une gynécologue
Rencontre avec le docteur Dody Bensaid-Mréjen, auteur du livre « Médecins, malades et maladies sexuelles », éditions Plon.
Animation : Patricia Mesmaque, cité des Sciences et de l'Industrie, accès libre.

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

■ **VENTES** : une œuvre majeure de Pablo Picasso, Verre, bouteille de vin, paquet de tabac, journal (1914) n'a pas trouvé acquéreur lors de la vente aux enchères, mardi 21 novembre, à Drouot-Montaigne. Cette œuvre, estimée entre 8 et 12 millions de francs, était classée « trésor national » et donc interdite de sortie du territoire français (Le Monde du 12-13 novembre).
■ **ART** : Deux Italiens passionnés de « La Joconde » affirment avoir identifié le paysage sur lequel se détache Mona Lisa, dans le tableau de Léonard de Vinci. Pour Carlo Starnazzi et Claudio Santori, il s'agit des environs du village de Ponte a Buriano, à proximité d'Arezzo (Toscane). Les spécialistes ont passé quatre ans à étayer leur thèse et l'ont confrontée à des reproductions de la topographie locale sur ordinateur.
■ **PHOTOGRAPHIE** : « L'Art sans art d'Henri Cartier-Bresson », de

Jean-Pierre Montier (Flammation), a obtenu, le 4^e Prix Nadar 1995, jeudi 23 novembre, décerné par l'association Gens d'Images, qui « récompense le meilleur ouvrage photographique ou illustré par la photographie » édité en France ou en langue française.
■ **FESTIVAL** : le directeur artistique du Festival des jeux du théâtre de Sarlat (Dordogne), François Roche Le Clair, et sa secrétaire, ont été licenciés par le conseil d'administration, sur proposition de son président, Jacques Leclair, suite au déficit de 90 000 francs (pour un budget de 1,7 million de francs) lors de l'édition 95. Le trésorier du festival, Fernand Petro, maire de Vézac, estime qu'il est impossible de conserver ces deux salariés. François Roche Le Clair a demandé l'arbitrage du maire de Sarlat, Jean-Jacques de Peretti, ministre (RPR) de Tournemer, et celui des collectivités locales, partenaires du festival.

Didier-Georges Gabily - Groupe T'chan'G!
GIBIERS DU TEMPS
un triptyque
22 novembre - 16 décembre 1995
intégrales les samedis à 14 h
Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
41 32 26 26
ECOUTEZ VOUS

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 h. L'exposition le matin de la vente. Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-43-45.

LUNDI 27 NOVEMBRE
S.11- Bons meubles. Litho : Benecourt, Mesnager, etc... Mes LOUDMER.
MERCREDI 29 NOVEMBRE
S.4- Exceptionnelle bibliothèque internationale de documentation sur la céramique. Mes DELORME et FRAYSSE.
S.7- Ancienne collection de la Comtesse de Béthune. Dessins et manuscrits anciens. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.9- Grands vins et alcools. Mes LOUDMER.
VENDREDI 1er DECEMBRE
S.2- Bijoux. Argenterie. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S.4- Objets d'art. Me BONDU.
S.7- Tableaux anciens et modernes. Meubles et objets d'art. Me de RICQUES.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67.68
BONDU, 17, rue Drouot (75009) 47.70.36.16
DELORME et FRAYSSE, 14, avenue de Messine (75008) 45.62.31.19
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009) 42.46.61.16
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50
de RICQUES, 46, rue de la Vierge (75009) 48.74.38.93

LOUDMER
COMMISSAIRE PRISEUR
DROUOT-RICHELIEU - SALLE 9
VENDREDI 1er ET SAMEDI 2 DECEMBRE A 11 H ET 14 H 30
D'UNE BIBLIOTHEQUE L'AUTRE
Exceptionnels manuscrits de René Char collationnés par des peintres du XXe siècle appartenant à Monsieur Daniel Filipacchi.
Importants livres illustrés modernes appartenant à quelques amateurs.
Expo. privée sur rendez-vous jusqu'au 28-11 inclus chez l'expert : S. Audouard, 68, r. de l'Université 75007 Paris. Tél.(1)42 22 96 70
Expo. publique à Drouot, le 30-11 de 11 h à 18 h.

les toutes pour les de cent à acité d'in... Les em- et plus x des so- est dans lemagne, ames en- s impres- rent pour n destiné , pas aux créateurs

ain sur la l'ni de- s sur les rme mais ilque an- vouloir em- et ext- des pro- als aussi 'accueilli, et et so-ée.

hfeld

1

37

icaïns et res de la s ont dé- l'endant que offi- est pro- sera l'un le prési- Robert é au Sé- me de ment de ssemble, ant qui est une i liberté, acun de x.

EINE

uverne- hirc de s les six n préti- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

res so- maine, us mé- er qu'il mes. Il m plus cl oe apure- icts fi- la mo- que, la 'aide à tiés et

Joël Jouanneau met en voix « L'Idiot », oratorio des passions obscures

Transposition scénique réussie du chef-d'œuvre de Dostoïevski

« Il n'y a au monde qu'une seule figure positivement admirable, le Christ », affirmait Dostoïevski tandis qu'il écrivait *L'Idiot*. En une seule

phrase, le maître romancier russe donnait une indication précieuse, dont Joël Jouanneau s'est emparé pour adapter et mettre en scène ce som-

met de la littérature. Son nouveau spectacle est un cérémonial quasi religieux, mais libéré de tous les dogmes, sinon celui de la passion.

L'IDIOT, d'après Dostoïevski. Mise en scène : Joël Jouanneau. Avec Philippe Demarle, Hélène Alexandridis, Virginie Michaud, Océane Mozas, Véronique Raymond, Yvette Thérault, Bruno Abraham-Kremer, Jean-Quentin Châtelain, Gillea David et Jérôme Kircher.

LES GÉMEAUX, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92330 Sceaux. Jusqu'au 25 novembre, à 20 h 30. Tél. : 46-61-36-67. Durée : 3 heures. 110 F à 140 F. **THÉÂTRE DE SARTROUVILLE**, place Jacques-Brel. Du 28 novembre au 9 décembre, à 20 h 30 ; dimanche 3 décembre à 16 heures. Tél. : 39-14-23-77. 60 F à 122 F.

On ne sait pas ce qui séduit le plus dans ce rituel fantasmagique : la beauté du dispositif scénique de Jacques Gabel, simple plancher de bois marqué aux délicates teintes automnales ; les lumières de Franck Thévenon, plus chorégraphes que plasticiens, commandant à ses faisceaux lumineux de telle manière que les acteurs apparaissent ou disparaissent de l'aire de jeu comme personnages de songe ; les costumes de Jeanine Gonzalez, librement inspirés d'un XIX^e siècle de fiction et empruntant à aujourd'hui la fluidité des matières et le tranché des couleurs ; la troupe réunie par Joël Jouanneau, qui est l'occasion pour lui de reformer le couple Philippe Demarle (le prince Mychkine) et Jean-Quentin Châtelain (Rogojine), six ans après le succès du

Bourrichon ; l'adaptation du roman de Dostoïevski, les mille et une pages de *L'Idiot* comme parcourues sans trahison aucune par un Jouanneau dont on sait les talents de lecteur.

Le metteur en scène livre joliment les clés de son entreprise : « Le début de *L'Idiot*, ce prince avec son seul baluchon qui rentre de Suisse, c'était vraiment le début des Enfants Tanner [de Robert Walser] que j'avais adaptés quelques années avant. Et surtout cette virginité qui était commune aux héros de Walser

Markowicz chez Actes Sud - Joël Jouanneau s'est emparé en exorciste, exorciste de sa propre peur de lecteur, de l'effroi qu'un tel mythe peut susciter, du fatras des traductions et adaptations antérieures pour la scène et l'écran, du carcan slave dans lequel on a souvent enfermé *L'Idiot*.

Et, en exorciste, il a dû affronter les démons qui sous-tendent ces passions obscures, cet enfer tapi dans le plus intime de chacun d'entre nous qu'on a tôt fait de nommer folie.

« La virginité, c'est la mort.

Ou encore : la neige, c'est déjà la boue.

Ou autrement :

le jardin d'Eden ouvre la porte du Déluge »

et de Dostoïevski. Le premier aimait le second, j'aimais le premier, je n'ai fait que suivre le fil. Alors, alors seulement, l'idée m'est venue : ce que tu n'as pas su totalement dire avec Walser, tu le diras avec Dostoïevski. Or, c'était quoi ? C'est flou, forcément, sinon je l'aurais dit, mais s'il fallait le cracher, là, maintenant, ce serait : la virginité, c'est la mort. Ou encore : la neige, c'est déjà la boue. Ou autrement : le jardin d'Eden ouvre la porte du Déluge. »

De ce déluge de mots, de ce torrent d'émotions, de ce délire des sens qui font de *L'Idiot* une fréquentation obligée et toujours bouleversante - surtout dans la prodigieuse adaptation d'André

Dans *L'Idiot*, c'est l'innocence que Dostoïevski assassine. L'innocence fut longtemps la marque de fabrique de Joël Jouanneau, sa qualité première et quelquefois son défaut. Il s'en défait ici avec courage, affinant son style et son propos. A tel point qu'il y a une chose d'Antoine Vitez dans ce spectacle sombre et exigeant, quelque chose du maître disparu dans cette absolue liberté de « faire théâtre de tout », de concentrer son attention - et la nôtre - sur ses acteurs, leurs mouvements et leurs intonations. Tous se prêtent au jeu avec un engagement, une précision, une présence de tous les instants. Asservies au

texte, leur chair et leur voix sont d'une totale invention. Quand Philippe Demarle campe un Prince introverti, Jean-Quentin Châtelain donne un Rogojine extraverti, double exactement contraire et totalement semblable du premier. L'un est fin, presque silencieux, ses mots sont ceux d'un douloureux monologue intérieur. Frère silhouette noire, il se jette malgré lui contre l'autre, tout en rondeur, faconde verbale, extravagance. Tous deux aiment sans l'aimer la même femme, Nastasia (Océane Mozas, révélation de cette distribution), moins femme réelle que projection mentale de ces deux hommes égarés dans le labyrinthe de l'impuissance. La lame d'un couteau, couteau de sacrifice, les séparera et les condamnera à n'être qu'un, à perpétuité, dans la nostalgie de l'innocence perdue.

Jamais Joël Jouanneau ne s'est de si près approché du magnétisme des êtres. Il y a dans le jeu pudique des principaux interprètes une force érotique très sûrement exprimée, qu'il s'agisse de la présence virile de Jérôme Kircher dans le rôle de Gabriel, de celle splendide et féminine d'Hélène Alexandridis dans celui d'Aglaé et jusque dans le rapport sophistiqué du Prince avec Rogojine.

L'érotisme et son cortège de troubles sont l'un des moteurs évidents de l'œuvre de Dostoïevski, ici dépeinte de ses interprétations morales habituelles, donnée pour ce qu'elle est, oratorio d'écoulement pour amours décadentes.

Olivier Schmitt

Marcel Maréchal convainc avec le troisième volet des Couffontaine de Claudel

Une belle distribution sert « Le Père humilié »

LE PÈRE HUMILIÉ, de Paul Claudel. Mise en scène : Marcel Maréchal. Avec Hubert Gignoux, Isabelle Carré, Marie-France Pisier, Elisabeth Tamaris, Nicolas Vaude, Pierre Tabard, Jean-Paul Bordes, Fabrice Pruvost, Nicolas Lartigue. **THÉÂTRE DU ROND-POINT**, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. Tél. : 44-95-98-10. Vendredi 24 et mardi 28 à 20 h 30, jeudi 30 à 14 h 30. Jusqu'au 30 décembre en permanence. 120 F et 150 F.

En 1916, le Quai d'Orsay envoyait Paul Claudel à Rome. Les grands ciels, le chant des arbres et des hautes ruines, l'eau des fontaines l'enchantèrent. Il prit la décision d'y situer sa prochaine pièce, *Le Père humilié*. L'action se déroule au moment de notre guerre de 1870, lorsque la garnison française qui protège, à Rome, le pape doit partir se battre contre les Prussiens. Pie IX, dont le pontificat a été le plus long de l'histoire, va désormais se considérer comme prisonnier des Italiens : il ne quittera pas l'enceinte du Vatican.

Un jeune parent du pape, Orian, qui se destinait à la prêtrise, rencontre Pensée de Couffontaine, dont les parents avaient, en 1812, en France, donné asile au pape Pie VII. Pensée est de famille juive, Paul Claudel exprime et commente les forces irrédoublables de l'amour divin et des amours humaines par des dialogues entre Pensée et Orian qui sont du nombre de ses plus belles pages.

Quand Marcel Maréchal a présenté, le 17 octobre, les deux pièces *L'usage* et *Le Pain dur*, qui forment un ensemble avec *Le Père humilié*, Claudel a été soupçonné d'antisémitisme, si délégué et brusque est sa manière, dans ces deux premières œuvres, de s'en priver sur les protagonistes juifs de l'action. Maréchal a pensé que l'attitude hostile de la presse devait être attribuée à ce soupçon, alors que la teneur de cet accueil pouvait être aussi bien le fait d'une interprétation insuffisante, ou d'autres choses. Il a jugé plus sage d'alléger *Le Père humilié* de toutes les pages qui abordent la question, de quelques autres, aussi, qui touchent à la théologie. La pièce est ainsi plus simple, plus aisée à entendre, mais elle perd un peu de sa substance.

Cette fois, l'œuvre est jouée avec flamme et inspiration dans tous les rôles. Isabelle Carré (Pensée), Marie-France Pisier (sa mère, Sichel), Elisabeth Tamaris (figuration de la ville de Rome) sont habitées, lumineuses. Hubert Gignoux donne avec un art suprême la dimension d'esprit, le désarroi de Pie IX. Nicolas Vaude irradie l'intense énergie du jeune Orian, presque trop par moments. Pierre Tabard (un prince romain), Nicolas Lartigue (un jeune moine qui confesse le pape), Jean-Paul Bordes (Louis Turelure) sont très bien. Il faudrait citer tout ce monde qui s'emploie à contrecarrer l'échec relatif de *L'usage* et de *Le Pain dur*. Mission accomplie : ce *Père humilié* est poignant et beau.

Michel Cournot

Les Athévains, un théâtre neuf au cœur de Paris

UN ÉCOUER, bérêt noir, pèlerine bleu marine, cartable trop lourd au dos, marche dans la nuit. Il a, par moments, un profil d'ange, chaque fois que le vent, soulevant sa pèlerine, lui donne des ailes. Il croise une acrobate toute blanche qui vient de descendre du ciel. Il enjambe solennellement des livres ouverts posés par terre, Racine, Molière... Il tient à la main de grands ciseaux de couturier. Il s'approche d'un long ruban rouge. Seconde d'émotion : c'est l'enfant vient d'inaugurer un théâtre tout neuf, à Paris !

45, rue Richard-Lenoir, 11^e arrondissement, c'était autrefois l'Atelier-Voltaire, une salle de cinéma. Elle était en ruines, la pluie tombait

dedans à verse, lorsqu'en 1979 vivrent y camper Anne-Marie Lazarini, Dominique Bourde et François Cabanat, la triade terrible des Athévains. Ils avaient fait, depuis des années, dans une cabane sur les « forêts » de Bagnolet, du très beau théâtre, avec de jeunes enragés comme Gérard Robard et Aurélien Recoing. Ils consolidaient vite fait, une première fois, avec des tuiles et des bancs. Ils améliorèrent l'ordinaire, une deuxième fois, en retapant les planches de scène. Mais c'était de nouveau trop petit, il venait de plus en plus de monde, les habitants ruèrent dans les brancards, réclamaient un théâtre moins fauché alors que les autres en avaient de si crânes, dans le

centre-ville comme dans les banlieues. En 1993, décision fut prise de construire un théâtre neuf, plus actuel, plus beau.

Facile à dire. On ne pouvait gagner de la place sur les côtés. Les deux architectes, Alain Evrard et Vincent Polier, entreprirent de foncer vers le « centre de la Tête », comme chez Jules Verne, et de grimper vers l'éther. Il fallait beaucoup d'argent. Tout le village était là, mais on ne roule pas sur l'or, dans le 11^e. On fit le tour des bureaux. Plusieurs mirent la main au porte-monnaie, le ministère de la Santé, celui du logement, celui de la jeunesse et des sports, et puis, quand même, celui de la culture et le conseil régional d'Ile-de-France ;

la Ville de Paris, enfin, ne se fit pas du tout prier. Les Athévains, flamboyant neuf, ont ouvert le soir du lundi 6 novembre. La façade est haute et blanche comme de la farine à gâteau. Les parois du grand hall sont couvertes de petites céramiques cartées, ce sont les photos des centaines d'habitants du quartier qui accompagnèrent la chose tout au long de la construction.

La soirée d'ouverture a été chaleureuse. Anne-Marie Lazarini et Dominique Bourde avaient voulu éviter l'amidon des discours. Des comédiens dans leur miroir répétaient leur rôle, des scénographes collaient leurs maquettes, et, dans les ateliers, couturières et coiffeuses pinçaient fils d'argent, cheveux d'or. Tout cela travaillait et cependant féérique, comme les photos de Thérèse Le Prat dans la « petite salle » de 130 places, dite « Le Studio ».

SUPER-COMFORT Après avoir traversé la « Loge », espace destiné aux films et vidéos tournés sur place, et le « Café des livres » (expressos, tartines, disquette), le monde entrait dans la grande salle de théâtre, 220 places super-confort - c'est rarissime, le confort, au théâtre. Comédies, drames, danse, musique, et cinéma aussi puisque fut projeté un film de choses vues et de mots saisis au vol, vif, émouvant, tourné par Dominique Poncet et Noun Serra pendant les travaux. Ce furent enfin les petites ailes et les grands ciseaux de l'enfant au cartable venu couper le ruban rouge.

Les premiers programmes seront *La Statue Champbaudet*, de Labiche, mise en scène d'Anne-Marie Lazarini, puis *Woyzeck*, de Büchner, mise en scène de Gilles Bouillon. « Il y a bien plus de théâtres dans Paris que dans toute autre ville du monde... », disaient Laurence Pascal et Jean-Jacques Aillagon, les deux parrains du théâtre à la Mairie de Paris, dont les vêtements avaient récolté pas mal de plâtre et de peinture tous les jours qu'ils étaient venus voir, malades de curiosité, l'avancement du vaisseau. « Et tous ces théâtres, c'est tant mieux ; mais sans celui-ci, il manquait une flamme, un cœur... » Belle et longue vie aux Athévains !

M. C.

Carrières publiques, étreintes privées

GRANDE ÉCOLE, de Jean-Marie Besset. Mise en scène : Patrice Kerbrat. Avec Ophélie Koering, Hélène Médigue, Christophe Bouissou.

THÉÂTRE 14, 20, avenue Marc-Sangnier, Paris 14^e. Tél. : 45-45-49-77. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30. Jeudi à 19 heures. Dimanche à 17 heures. 120 F.

L'originalité des pièces de Jean-Marie Besset est d'abord de plein fouet des mécanismes de la société française. Ce sont les « grandes écoles » qu'il met aujourd'hui au programme. Elles sont, dit Besset, d'un « principe d'élite, méritocratique, générateur de castes ». Il s'attache à

nous faire sentir le changement d'esprit, d'air ambiant, provoqué par le démantèlement de la plupart de celles-ci hors des murs de Paris. Il est illusoire de vouloir définir la charge politique, sociale, culturelle des ondes qui infusent les immeubles d'une capitale. Mais elle existe. Déportés dans la nature, les pensionnaires font l'expérience d'un léger et insaisissable hors-jeu, alors que leur grande école « leur garantit à vie un statut social ».

L'art de Jean-Marie Besset est de relier, en des scènes à la fois carrées et sensibles, les faits collectifs, politiques, aux aléas secrets des consciences. En quoi son théâtre ne ressemble à aucun autre. D'autant que l'auteur poursuit une espérance : abolir la frontière entre homosexuels et hétérosexuels. Ils se font face ou se côtoient, travaillent ensemble, s'aiment ou « se supportent », et la tragédie du sida a rapproché les deux « groupes ». Besset va plus loin : il pense que cette différence a été acquise par le jeu d'impératifs artificiels et que la nature pure et simple, naïve, est que les humains ont l'élan de s'aimer sans qu'intervienne un recel, une aversion, une culpabilité à aimer, à désirer un autre, qu'il soit de l'autre ou du même sexe.

Cette nouvelle pièce de Jean-Marie Besset, aussi personnelle

et touchante que les précédentes, est mise en scène par Patrice Kerbrat, qui sait arbitrer comme personne les rencontres des êtres sur scène : il sait faire planer ce qui n'est pas dit. *Grande École* est joué par des jeunes, pas blanchis sous le barnais, et, là, c'est tout bénéfice.

M. C.

Théâtre Ouvert
Drames brefs 1
de Philippe Minyana
par Robert Cantarella
Philippe Minyana
Catherine Bernad
42-62-59-49
du 7 novembre au 2 décembre
ÉCOUTEZ VOUS

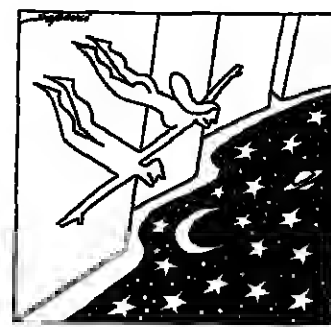
LE MONDE
DES LIVRES
Retrouvez
la sélection
du Monde
sur Minitel
36 15 LEMONDE

صحنه من الامم

Les Carnets Bagouet en voyage

Le répertoire du chorégraphe disparu reste bien vivant

UN CHORÉGRAPHE meurt. Il a quarante ans. Les danseurs, les amis de Dominique Bagouet se mobilisent pour que son œuvre, riche, personnelle, étalée sur près de vingt ans, lui survive. Les Carnets Bagouet sont créés à cet effet. Trois ans plus tard : chapeau ! Le Saut de l'ange a été dansé par les interprètes de Bagouet eux-mêmes, dès l'été 93. C'était magnifique. Régine Chopinot a demandé que ce ballet soit appris à sa compagnie et entre à son répertoire. En janvier 1995, le Lyon Opéra Ballet reprenait *Déserts d'omour*, et voilà Assaf présenté



par des danseurs de Bagouet qui ont trouvé le temps de ce travail d'amitié et de mémoire. Le jeune Ballet de France a demandé à être le dépositaire de *Voyage organisé*, une pièce de jeunesse. Hélène Cathals, grande bagouétienne, enseigne So Schnell à des danseurs contemporains de Moscou.

★ Le 23 novembre à Dieppe. Le 1^{er} décembre au Cratère d'Alès. Le 20 décembre à Clermont-Ferrand. Le 19 janvier à Calais. Le 26 à Valence. Le 8 février à Amiens. Les 14 et 15 mars à Berlin. Et à Paris, en avril, au Théâtre de la Ville.

UNE SOIRÉE À PARIS

Nuits des musiciens
Cocque comme la réunion de toutes les musiques, les Nuits des musiciens seront trois soirs de suites présentées comme des spectacles thématiques. Le 23, classique et cordes avec l'Ensemble Vogue, la Compagnie Maître Guillaume, Patrick Gallois et une incursion dans la musique de film. Le 24, les musiques du monde avec Raul Barboza et Lokua Kanza, le jazz avec Daniel Mille et le blues-rock avec le guitariste Jean-Michel Kajdan. Le 25 sera consacré à Michel Legrand.

Au Triron, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{rs} Anvers. 20 heures, les 23, 24 et 25 novembre. Tél. : 40-50-66-98. 80 F et 120 F.

Courmay et Tuscadu

Arrivent de quelques disques aussi séduisants qu'inclassables, ces Nuits savent en concert s'amuser comme personne. Blues cubiste et chansons polyglottes sont leur terrain de jeu de prédilection.

Espace Héroult, 8, rue de la Horpe, Paris 5^e. M^{rs} Saint-Michel. 21 heures. Jusqu'au 9 décembre. Tél. : 43-29-86-51. 60 F et 80 F.

Teenage Fan Club, Buffalo Tom
Artisans de la chanson pop, subjugés par les grands maîtres (Beatles, Neil Young, Big Star), Teenage Fan Club savent aussi faire jaillir des étincelles de l'éternel dialogue couplet-refrain. Ce qui est rarement le cas des deux groupes Buffalo Tom.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{rs} Anvers. 18 h 30, le 23. Tél. : 44-92-45-45. Paolo Conte
Ces nouvelles chansons, beaucoup d'anciennes, Paolo Conte revient en pèlerinage sur les terres françaises. Toujours aussi méticuleusement déconstruit, *Olympia*, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^{rs} Opéra, Modélène. 20 h 30, du mardi au samedi, 17 heures, le dimanche. Jusqu'au 3 décembre. Tél. : 47-42-25-49. De 180 F à 280 F.

ART

VERNISSAGES

Pierre Alechinsky
Galerie Lafont, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. M^{rs} Miromesnil. Tél. : 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 23 novembre au 20 janvier 1996.

Pancho
Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris 7^e. M^{rs} Rappaport. Tél. : 49-54-75-00. De 11 heures à 18 heures. Fermé samedi et dimanche. Du 23 novembre au 3 janvier 1996.

Jaume Plensa
Galerie Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 2^e. M^{rs} Alma-Marceau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 25 novembre au 31 décembre.

PARIS

A l'ombre du Vauve
Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8^e. M^{rs} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 19 heures. Fermé samedi et dimanche. Du 25 novembre au 31 décembre.

Centre Georges-Pompidou, galerie de la 8^e, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996.

Henri Cartier-Bresson
Centre national de la photographie. Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Bermyer, Paris 8^e. M^{rs} Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 55-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 30 F.

Cézanne
Grand Palais, galeries nationales, avenue Gai-El-Houari, square Jean-Perrin, Paris 8^e. M^{rs} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-72. De 10 heures à 19 heures ; mercredi, jeudi à 22 heures. Fermé lundi 25 décembre. (Entrée square Jean-Perrin) Fermé mardi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 55 F, lundi 38 F.

Alain Fleischer
Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 2^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-78-05-62. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 janvier 1996.

Charles-Louis Cléroux
(1721-1820)
Musée du Louvre, aile Sully, 2^e étage, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. M^{rs} Palais-Royal. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 18 décembre. 40 F de 9 heures à 15 heures, 20 F après 15 heures et dimanche, gratuit pour les moins de 18 ans. Châssis d'œuvre du XIX^e italien dans la collection de Gaetano Marzotto

Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16^e. M^{rs} Trocadéro. Alma-Marceau, léna. Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 2 décembre.

Chine : des chevaux et des hommes
Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16^e. M^{rs} léna. Tél. : 47-23-61-65. De 9 h 45 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F (comportant la visite du musée).

Jean-Gabriel Colpene
Philippe Richard
Galerie B. Jordan-M. Deverrieux, 5, rue Chapon, Paris 3^e. M^{rs} Arts-et-Métiers. Tél. : 42-77-19-61. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 décembre.

Marc Desgrandschamps
Galerie Zücher, 56, rue Chapon, Paris 3^e. M^{rs} Arts-et-Métiers. Tél. : 42-72-82-20. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.

Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, musée, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 27 novembre.

Nan Goldin
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M^{rs} Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 décembre.

George Grosz
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. M^{rs} Invalides. Tél. : 45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 26 novembre. 25 F.

Loïc Le Groumelle
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debel-Leyne, Paris 3^e. M^{rs} Saint-Sébastien-Froisart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.

Monna Hatsum
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.

John de la Fontaine
Bibliothèque nationale, galerie Marsart et Mazaria, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^{rs} Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30 ; nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Conférence à la Fontaine ; mardi 22 novembre, de 9 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 35 F.

James Les Byars, Vija Celmins, Thierry Kuntzel
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^{rs} Raspail. Tél. : 42-18-56-

50. De 12 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Soirées nomades : "Show Must go on" ; jeudi 30 novembre à 20 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 10 décembre.

Manet, Gauguin, Rodin
Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. M^{rs} Solferino, RER Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi de 10 heures à 18 heures ; jeudi de 10 heures à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 36 F, billet jumelé (musée + exposition) : 55 F.

Mason
Galerie Jacques Elbaz, 1, rue d'Alger, Paris 1^{er}. M^{rs} Tuileries. Tél. : 40-20-98-07. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 25 novembre.

Pierre Mercey
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 2^e. M^{rs} Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 2 décembre.

Monet en Norvège
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. M^{rs} Varenne, RER Invalides. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier. Fermé lundi. Jusqu'au 3 décembre. 32 F (billet jumelé avec la visite du musée).

L'Œuvre de Limoges
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. M^{rs} Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 28 F, gratuit pour les moins de 18 ans.

Pino Pascali
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. M^{rs} Bastille. Tél. : 48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 décembre.

Picasso-Afrique
Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{rs} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 janvier 1996.

Picasso et la photographie
Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. M^{rs} Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F dimanche 25 F.

Bernard Riquelme 1929-1961
La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6^e. M^{rs} Odéon. Tél. : 43-54-85-85. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

Rose pour les garçons
Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 décembre.

Marie Salantini

Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Michel. Tél. : 46-33-52-45. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 novembre.

August Sander
Centre national de la photographie. Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Bermyer, Paris 8^e. M^{rs} Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 55-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 30 F.

Arnold Schönberg
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^{rs} Alma-Marceau, léna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 19 h 45. Visites commentées les jeudi à 12 h 30 et les samedi à 14 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 3 décembre. 27 F.

Sérénité, terre de Bouddha. Dix siècles d'art sur la route de la soie
Grand Palais, entrée Clemenceau, av. W. Churchill, place Clemenceau, av. Gai-El-Houari, Paris 8^e. M^{rs} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-72. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 50 F.

Visages de l'Inde
Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1^{er}. M^{rs} Châtelet-Les Halles. Tél. : 42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1996. 35 F.

Jeff Wall, Chantal Akerman
Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. M^{rs} Concorde. Tél. : 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 26 novembre. 35 F.

Edward Weston
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. M^{rs} Bastille, Saint-Paul. Tél. : 42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 25 F.

Judith Wolfe
Galerie Véronique Smaghe, 24, rue Charlot, Paris 6^e. M^{rs} Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-72-83-40. De 14 heures à 18 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche ; lundi, mardi. Jusqu'au 23 décembre.

ILE-DE-FRANCE

Jean Edelmann

Manufacture des orfèvres, 25, rue Raspail, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 46-77-71-10. De 14 heures à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996.

Manolo (1872-1945)
Musée Taver, 4, rue Lemerdy, 95 Pontoise. Tél. : 30-38-02-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 novembre.

Patrick Raynaud
Credac, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 47-03-50-00. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 décembre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

DABYFEVER
Film américain de Henry Jaglom, avec Victoria Foyt, Matt Salinger, Frances Fisher, Olanth Legney, Eric Roberts, Zack Norman (1 h 30).

VO : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, Dolby, 6 (42-22-87-23).

CLOCKERS (**)

Film américain de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mehi Phifer (2 h 05).

VO : Gaumont les Halles, Dolby, 7 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Raciné Odéon, 6 (43-26-19-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, Dolby, 8 (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, Dolby, 8 (45-61-70-60) ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, Dolby, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, Dolby, 13 (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parassiens, 14 (43-30-32-20) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22).

DOUCE FRANCE
Film français de Malik Chibane, avec Hakim Sahraoui, Frédéric Oiefenthal, Fadila Belkheira, Sékou Hamse, Salda Bekkouche, Fethouma Bouamari (1 h 40).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Gobelins Fauvette, Dolby, 13 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parassiens, 14 (43-30-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

JOHNNY MNEMONIC (*)
Film américain de Robert Longo, avec Keanu Reeves, Dolph Lundgren, Takeshi, Ice-T, Barbara Sukowa (1 h 38).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6 (36-68-34-21) ; George-V, THX, Dolby, 8 (36-68-43-47). VF : Rex, Dolby, 2 (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, Dolby, 9 (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, Dolby, 12 (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12 (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13 (36-68-22-27) ; Mistral, 14 (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, Dolby, 20 (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

KIDS (*)

Film américain de Larry Clark, avec Leo Fitzpatrick, Justin Pierce, Sajan Bhagat, Billy Valdes, Billy Wildman, Javier Nunez (1 h 31).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; 14-Juillet Beaubourg, Dolby, 3 (36-68-69-23) ; 14-Juillet

Odéon, Dolby, 6 (43-25-59-93 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; George-V, Dolby, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Mistral, Dolby, 14 (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15 (45-75-70-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22).

VF : Paramount Opéra, Dolby, 9 (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, Dolby, 13 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, Dolby, 20 (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

MADAME BUTTERFLY
Film français de Frédéric Mitterrand, avec Ying Huang, Richard Troxell, Ning Liang, Richard Cowan, Jing Ma Fan, l'Orchestre de Paris (2 h 15).

VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, Dolby, 2 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; L'Arlequin, Dolby, 6 (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Pagode, Dolby, 7 (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, Dolby, 8 (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, Dolby, 9 (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Escorial, Dolby, 13 (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15 (45-75-70-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Malliot, 17 (36-68-31-34).

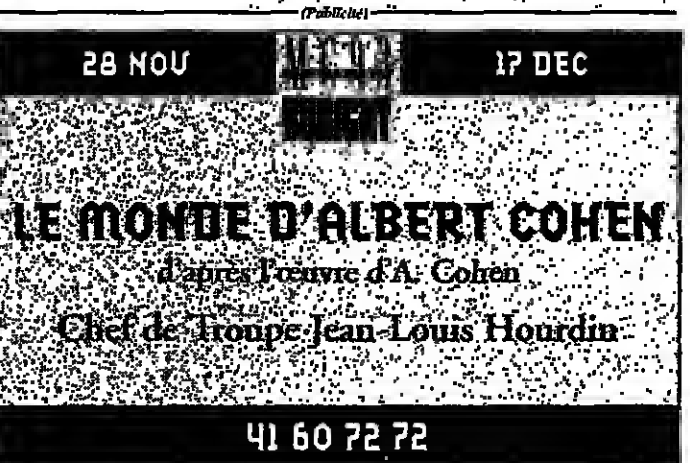
NEUF MOIS AUSSI
Film américain de Chris Columbus, avec Hugh Grant, Julianne Moore, Tom Arnold, Joan Cusack, Jeff Goldblum, Robin Williams (1 h 48).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, Dolby, 8 (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 8 (36-68-49-56) ; Bienvenue Montparnasse, Dolby, 15 (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex, Dolby, 2 (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, Dolby, 6 (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, Dolby, 8 (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9 (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, Dolby, 12 (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12 (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13 (36-68-22-27) ; Mistral, Dolby, 14 (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, Dolby, 15 (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22).

POCAHONTAS
Dessin animé américain de Mike Gabriel, Eric Goldberg, (1 h 22).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6 (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, Dolby, 8 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 8 (36-68-49-56) ; Gaumont Kinopanorama, Dolby, 15 (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; ré-



41 60 72 72

servation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, Dolby, 16 (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), Dolby, 2 (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, Dolby, 6 (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 6 (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, Dolby, 8 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 8 (36-68-49-56) ; Les Nation, Dolby, 12 (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12 (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13 (36-68-22-27) ; Mistral, 14 (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, Dolby, 16 (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Malliot, 17 (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, Dolby, 20 (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

QUARTIER MOZART
Film franco-camerounais de Jean-Pierre Bekolo, avec Serge Amougou, Sandrine Oia, Jimmy Blyong, Essindji Minda, Atebas (1 h 28).

CANADA : deux mille emplois seront supprimés à Radio-Canada (SRC/CBC) d'ici à la fin de 1996, a annoncé mercredi 22 novembre le président de la chaîne publique de radio et de télévision canadienne qui emploie neuf mille personnes. Le budget de la SRC/CBC devrait être amputé de 227 millions de dollars canadiens (530 millions de francs) au cours de la même période. Des économies supplémentaires de 123 millions de dollars canadiens (430,5 millions de francs) devront être réalisées ultérieurement. Ces compressions budgétaires et ces réductions de personnel touchent les réseaux français (SRC) et anglais (CBC) de l'entreprise.

ÉTATS-UNIS : la Federal Communications Commission (FCC), l'autorité de régulation des médias audiovisuels américains, a approuvé mercredi 22 novembre le rachat du groupe télévisé CBS par le conglomérat Westinghouse Electric Corporation (Le Monde daté 19-20 novembre). Les cinq membres de la FCC ont voté à l'unanimité pour ce rachat, annoncé en août, qui se monte à 5,4 milliards de dollars (plus de 27 milliards de francs).

DESSINS DE PRESSE : le 7^e Festival « Images de la caricature » a lieu à Épinal, du 20 novembre au 7 décembre. Cette manifestation biannuelle a débuté en 1986 dans la cité vosgienne qui abrite l'imprimerie Pellerin. Le Festival accueille cette année plusieurs expositions : l'une consacrée aux femmes, l'autre à la politique, avec « La caricature et les deux septennats » (de François Mitterrand) (plus de 800 dessins exposés), « Les Affaires » et « La politique française vue de l'étranger ». Plusieurs prix seront décernés et des dizaines de dessinateurs seront présents (Plantu, Kerdroux, Pancho, Lefréd-Thouvenot, etc.).

Le choix du président de Radio-France

Les neuf membres du CSA avaient des difficultés à désigner un successeur à Jean Maheu, en dépit des efforts du président Hervé Bourges

« DEPUIS qu'on élit des présidents, c'est la première fois qu'il y a une procédure cloire », Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), avait tenu à plus de netteté et de transparence dans la procédure de nomination des présidents des chaînes publiques. Celle du prochain président de Radio-France, qui devait avoir lieu jeudi 23 novembre, a été la première à en bénéficier.

Mardi 17 octobre, un communiqué public a lancé officiellement l'appel à candidature et fixé la date de clôture au vendredi 10 novembre à minuit (Le Monde daté 12-13 novembre). Le 12 novembre, Hervé Bourges a soumis au neuf membres du CSA - et examiné avec eux - les dossiers des dix personnes qui se sont déclarées candidates à la succession de Jean Maheu. Un dossier jugé « fantaisiste » est écarté. Neuf candidatures sont retenues : Patrice Duhamel, directeur délégué aux antennes de Radio-France ; Dominique Alduy, directeur général de la SA Le Monde ; Pierre Boutellier, directeur des programmes de France-Inter ; Yves Marnus, directeur délégué de RMC ; Jacques Renard, directeur général de la Bibliothèque de France et chargé de mission au Conseil de l'Europe ; Michel Blanc, PDG de Banex-Communication ; Philippe Meyer, chroniqueur au Point et à France-Inter ; Alain Weinstein, producteur des « Nuits magnétiques » (France-Culture), et Gérard Bardy, directeur de la rédaction du Pétrole-Magazine. Les

auditions ont commencé mercredi 15 novembre, l'ordre de passage ayant été tiré au sort : à 9 heures, le CSA reçoit Jacques Reoat, à 11 heures Patrice Duhamel, à 15 heures Alain Weinstein, à 17 h 30 Dominique Alduy. Le lendemain, Philippe Meyer, Pierre Boutellier, Yves Marnus, Gérard Bardy sont auditionnés. Et le 17 novembre, après avoir entendu le dernier candidat, Michel Blanc, les neuf « sages » s'enferment, discutent et expriment, l'un après l'autre, leur avis sur les personnalités entendues.

Quatre conseillers défendaient Patrice Duhamel, quatre autres Dominique Alduy, le dernier se refusant à se déclarer

A leur disposition, une note rédigée par Hervé Bourges faisant le point sur la situation actuelle de Radio-France et son avenir, ainsi que sur les qualités dont devrait faire preuve, selon lui, le futur président. Hervé Bourges a aussi mis en garde les « sages » contre le syndrome Philippe Guillaume. Selon différentes sources, le président du CSA aurait insisté pour que les

« sages » ne se contentent pas aux impressions laissées par les seules auditions, mais prennent en compte d'autres critères comme le passé professionnel, l'âge, les capacités de management et le caractère des candidats, tout en ayant en tête les avis et les revendications des personnels de Radio-France.

A l'issue de la réunion du vendredi 17 novembre, les avis étaient très partagés : quatre conseillers défendaient Patrice Duhamel, quatre autres Dominique Alduy, le dernier se refusant à se déclarer. Hervé Bourges, dont la préférence va à un professionnel de la programmation ou à un journaliste, chercha alors à « sortir du chapeau » d'autres candidats. Pierre Wehn, producteur, ancien directeur de France-Inter et des programmes d'Antenne 2, actuel consultant pour la direction des programmes de TF1, ou encore Xavier Gouyou Beauchamps, actuel directeur général de France 3, et, enfin, un conseiller d'État, Michel Boyon, ancien directeur de cabinet de François Léotard au ministère de la culture, administrateur de France 2 depuis 1993. La situation semblait rester cependant bloquée « à l'équilibre » en dépit de nombreuses discussions qui ont eu lieu jusqu'à la réunion du jeudi 23 novembre.

Les membres du CSA, réunis en début de matinée pour procéder à un vote à bulletin secret, étaient face à une alternative : décider de voter ou reporter leur choix.

Véronique Cauhapé

Concentration sans précédent de la presse aux Pays-Bas après la vente de Reed Elsevier à PCM

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le monde de la presse quotidienne aux Pays-Bas vient de subir un séisme sans équivalent. L'éditeur Reed Elsevier, qui avait décidé de se retirer de la presse grand public (Le Monde du 20 juillet), a vendu ses journaux à l'autre grand groupe de presse quotidienne du pays, Perscombinatie (PCM). D'un coup, la concentration saos précédente PCM possède trois grands titres nationaux : De Volkskrant (centre-gauche), Trouw (chrétien) et Het Parool (quotidien d'Amsterdam aux ambitions régionales). Pour la somme coquette de 865 millions de florins (environ 2,6 milliards de francs), PCM acquiert le groupe Dagbladunie - le quotidien de référence NRC Handelsblad, le populaire Algemeen Dagblad, et le régional Rotterdams Dagblad.

Une fois la transaction réalisée, PCM éditera cinq des six quotidiens nationaux des Pays-Bas, soit environ 60 % du tirage de la presse nationale.

Reed Elsevier avait le choix entre trois candidats : un groupe étranger (exclu, du fait de l'hostilité dans le pays à cette solution) et l'un des deux autres géants de la presse néerlandaise, PCM ou De Telegraaf, éditeur du quotidien populaire du même nom. PCM est un groupe sérieux, adossé à la société de banque et d'assurance ING, qui possède 35 % de son capital. Et les rédactions de Dagbladunie refusent l'option De Telegraaf. La loi néerlandaise n'empêche pas ce

type de concentration. « Le Code sur les fusions dans la presse stipule qu'un organisme indépendant doit autoriser la transaction lorsque le regroupement dépasse 33 % de l'ensemble des quotidiens, nationaux et régionaux, selon un porte-parole du ministère des affaires économiques. Or, PCM et Dagbladunie réunis ne dépassent pas 31 % ». La gêne étant perceptible à La Haye, le ministre des affaires économiques, Hans Wijers, a indiqué qu'il suivrait l'affaire et qu'il userait d'autres moyens législatifs. « en cas d'abus de pouvoir de PCM ».

Perscombinatie éditera plus de 1,25 million d'exemplaires quotidiens pour 15,5 millions d'habitants. Son chiffre d'affaires 1994 est de 1,1 milliard de florins et son bénéfice net de 77 millions. L'indépendance des rédactions est garantie statutairement et la direction s'est engagée à ne pas licencier. Elle veut dégager des bénéfices grâce à une synergie distribution-publicité. Les salariés des deux groupes étaient favorables au rapprochement, mais on craint que PCM, deux fois moins rentable que Dagbladunie, se serve des bénéfices de ce dernier pour financer les pertes de Het Parool ou Trouw.

« PCM n'a pas pour ambition d'accepter des pertes permanentes », rétorque Cees Smaling, patron du holding. Certains spéculent déjà sur la disparition de Het Parool, talon d'Achille du géant.

Alain Franco

JEUDI 23 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Les Feux de l'amour. 14.25 Feuilletton : Dallas. 15.25 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 La Philo selon Philippe. 17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Le Miraculé de l'amour. 19.00 Série : Alerte à Malibu. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Série : Julie Lescaut. 20.55 Série : Julie Lescaut. 21.00 Série : Julie Lescaut. 21.05 Série : Julie Lescaut. 21.10 Série : Julie Lescaut. 21.15 Série : Julie Lescaut. 21.20 Série : Julie Lescaut. 21.25 Série : Julie Lescaut. 21.30 Série : Julie Lescaut. 21.35 Série : Julie Lescaut. 21.40 Série : Julie Lescaut. 21.45 Série : Julie Lescaut. 21.50 Série : Julie Lescaut. 21.55 Série : Julie Lescaut. 22.00 Série : Julie Lescaut. 22.05 Série : Julie Lescaut. 22.10 Série : Julie Lescaut. 22.15 Série : Julie Lescaut. 22.20 Série : Julie Lescaut. 22.25 Série : Julie Lescaut. 22.30 Série : Julie Lescaut. 22.35 Série : Julie Lescaut. 22.40 Série : Julie Lescaut. 22.45 Série : Julie Lescaut. 22.50 Série : Julie Lescaut. 22.55 Série : Julie Lescaut. 23.00 Série : Julie Lescaut. 23.05 Série : Julie Lescaut. 23.10 Série : Julie Lescaut. 23.15 Série : Julie Lescaut. 23.20 Série : Julie Lescaut. 23.25 Série : Julie Lescaut. 23.30 Série : Julie Lescaut. 23.35 Série : Julie Lescaut. 23.40 Série : Julie Lescaut. 23.45 Série : Julie Lescaut. 23.50 Série : Julie Lescaut. 23.55 Série : Julie Lescaut. 24.00 Série : Julie Lescaut.	12.20 Jeu : Les 2 amoureux (et 4.40). 12.50 Météo (et 13.55). 12.55 Loto, Journal. 13.40 Si vous parliez. 14.45 Série : Derrick. 15.45 Série : Derrick. 16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.15). 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : 17.45 Quel de nous, docteur ? 17.55 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.35). 19.15 Bonne nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel (et 1.55). 19.59 Journal. 20.15 Invité spécial. Jacques Delors. 20.45 Météo, Point route. 20.55 Magazine : Envoyé spécial. 21.00 Magazine : Envoyé spécial. 21.05 Magazine : Envoyé spécial. 21.10 Magazine : Envoyé spécial. 21.15 Magazine : Envoyé spécial. 21.20 Magazine : Envoyé spécial. 21.25 Magazine : Envoyé spécial. 21.30 Magazine : Envoyé spécial. 21.35 Magazine : Envoyé spécial. 21.40 Magazine : Envoyé spécial. 21.45 Magazine : Envoyé spécial. 21.50 Magazine : Envoyé spécial. 21.55 Magazine : Envoyé spécial. 22.00 Magazine : Envoyé spécial. 22.05 Magazine : Envoyé spécial. 22.10 Magazine : Envoyé spécial. 22.15 Magazine : Envoyé spécial. 22.20 Magazine : Envoyé spécial. 22.25 Magazine : Envoyé spécial. 22.30 Magazine : Envoyé spécial. 22.35 Magazine : Envoyé spécial. 22.40 Magazine : Envoyé spécial. 22.45 Magazine : Envoyé spécial. 22.50 Magazine : Envoyé spécial. 22.55 Magazine : Envoyé spécial. 23.00 Magazine : Envoyé spécial. 23.05 Magazine : Envoyé spécial. 23.10 Magazine : Envoyé spécial. 23.15 Magazine : Envoyé spécial. 23.20 Magazine : Envoyé spécial. 23.25 Magazine : Envoyé spécial. 23.30 Magazine : Envoyé spécial. 23.35 Magazine : Envoyé spécial. 23.40 Magazine : Envoyé spécial. 23.45 Magazine : Envoyé spécial. 23.50 Magazine : Envoyé spécial. 23.55 Magazine : Envoyé spécial. 24.00 Magazine : Envoyé spécial.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Si vous parliez. 15.00 Questions au gouvernement. En direct du Sénat. 16.05 Série : Brigade criminelle. 16.30 Dessin animé : Popeye. 16.40 Les Minikéums. 17.50 Série : Les deux filles de la rue. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 19.00 Rouge décanit, de Jeroen Brouwers. 19.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport, Keno. 20.50 Cinéma : Les Charbonniers de feu. ■ Film britannique de Hugh Hudson (1981). 22.45 Météo, Journal. 23.15 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson. Comment réinventer la société quand tout se dégringole ? Invités : Pierre Larroussi (du bureau pour vivre : semaine des quatre jours à la carte), Alain Corbin (L'Avènement des fois- sins), Jean-Baptiste de Foucauld (Une société en quête de sens), Jean Boissonnat (Le Travail dans vingt ans), François-Olivier Giesbert (La Société par Internet). 0.15 Magazine : Espace francophone. 0.45 Documentaire : Un bel été... de Gérard Callet. 1.40 Série : Dynastie.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Une nuit à petites doses. De Sandra Locke. Un homme est accusé du meurtre de sa femme qu'il aurait empoison- née à petites doses avec de l'arsenic dans le but de toucher l'importante prime d'assurance-vie. 15.05 Boulevard des clyps (et 1.35, 5.25). 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Dessin animé : Tintin. [2/2] Tintin au pays de l'or noir. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark. Les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations. Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. Présenté par Olivier Carreras. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Mariëtte Fournier. 19.45 : Tio à la table de la Yogo- Série. 20.45 Cinéma : Mister Frost. ■ Film franco-britannico-américain de Philippe Setbon (1989). Avec Jeff Goldblum, Alan Bates, Kathy Baker. 22.50 Cinéma : La Malediction. ■ Film américain de Richard Donner (1976). Avec Gregory Peck, Lee Remick, David Warner. 0.40 Préquénar. Marc Lavigne. 2.30 Rediffusions. Culture pop : 2.55, Frank Sinatra ; 3.45, Fanzine ; 1.00, Saga de la chanson française (Edith Piaf) ; 5.00, Starnews.	En clair jusqu'à 2.45 12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devos et Philippe Vesch. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Anatole. ■ Film américain de Hal Hartley (1994). Avec Isabelle Huppert. 15.25 Documentaire : L'Histoire d'une orang-outan orpheline. De Dany Dicke. 16.15 Cinéma : Trois couleurs : Rouge. ■ Film franco-helléno-polonais de Krzysztof Kieslowski (1993). 17.50 Pas si vite ! 18.00 ■ Dessin animé : Les Multicoches. Le Rallye. 18.05 Le Dessin animé. Robot. 18.30 Cyberfest. En clair jusqu'à 20.35 18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10). 19.20 Flash d'informations (et 22.40). 19.40 Zéramo, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Le Fugitif. ■ Film américain d'Andrew Davis (1992). Avec Harrison Ford, Tommy Lee Jones, Sela Ward. 22.45 Surprises. 22.50 Cinéma : La Fille de d'Artagnan. □ Film français de Bertrand Tavernier (1994). Avec Sophie Marceau. 0.55 Téléfilm : Pour une vie ou deux. De Mario Amigou, avec Lambert Wil- son, Judith Godrèche, 1.00, Saga de la chanson française (Edith Piaf) ; 5.00, Starnews.	12.30 Atout savoir. 13.00 Débat : Image et science. 13.25 Le Journal du temps (et 19.57). 13.30 Les Grandes Maîtres du cinéma : Elia Kazan 13.40 Arrêt sur images. 15.30 Qu'est-ce que l'écritain ? 15.45 Allô ! La Vierge ! 16.00 La Presse périmée [4/5] 16.30 Magazine : Fête des bébés ! 17.00 ■ Callisto. 17.20 Les Enfants de John. 18.00 Ma soeur bien-aimée. 18.15 Alphabets de l'Image. Jean-Louis Courtinat, et Les Camé- ras de Nanterre. 18.30 Le Monde des animaux.

150

FRANCE

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / VENDREDI 24 NOVEMBRE 1995 / 31

E 1995 / 15

France 2 illustre les théories de Fernand Braudel

Le magazine « Géopolis » tente de montrer que la Méditerranée est toujours la « mère des peuples » et qu'elle unit encore les 386 millions d'habitants qui vivent sur ses rives

LA MÉDITERRANÉE est-elle une frontière ou un pont ? Cette « mer d'entre les terres », quasiment fermée, est-elle aujourd'hui réduite au théâtre de nos tensions ? Peut-elle redevenir un lieu d'échanges et de cultures partagées ? A l'occasion du prochain sommet Euro-Méditerranéen, qui doit rassembler à Barcelone les pays de l'Union européenne et les autres pays riverains, la télévision redécouvre les théories de Fernand Braudel. Mieux, elle tente de les illustrer.

On connaît les données. De façon très épurée et didactique, à l'aide de cartes et d'exposés : « La dessous des cartes », sur Arte les a clairement résumées. Il y a d'un côté ce qui sépare 386 millions d'habitants répartis sur 3 800 kilomètres. Les niveaux de vie (celui d'un Égyptien est cinquante fois moins élevé que celui d'un Français) ; la démographie, stagnante d'un côté, galopante de l'autre ; les régimes politiques plus ou moins démocratiques ; les religions enfin, qui cristallisent les inégalités et les mécontentements. C'est au point de rencontre de l'islam, du catholicisme ou de l'orthodoxie que se développent souvent les conflits et les crises : Liban, Bosnie, tirailllements géo-

politiques. Malgré ces disparités, la Méditerranée n'a pourtant pas cessé d'être la « mère des peuples », qui rassemble les pays riverains dans un creuset commun. Le relief, constitué en général de montagnes tombant en pente dans la mer, la végétation où prospèrent l'olivier et le genêt, sont les traits d'union de son



Le second reportage affiche clairement son symbole : embarquement à bord du *Liberté*, un catamaran qui assure la navette entre Marseille et le Maghreb. Quelques jours après le tournage, la liaison maritime avec Alger va être rétablie, mais, en attendant, le bateau dessert Tunis. A la passerelle, les officiers de quart tracent au crayon, sur leurs cartes, de longues lignes droites qui vont d'un continent à l'autre. Les passages, quelques touristes qui rêvent d'exotisme et des travailleurs immigrés qui rentrent voir leur famille au pays, mêlent leurs témoignages. Là encore, les routes se croisent.

Sur fond de couchers de soleil, de visages nostalgiques tournés vers le large et de ports aperçus au petit matin, tous ces ingrédients donnent une belle émission, évidemment agréable à regarder. Entre la carte postale et la réalité, la télévision a fait ce qu'elle a pu. Elle a dressé un état des lieux, mais peu ouvert de pistes vers l'avenir. Il reste donc aux politiques à se mettre au travail pour dépasser la simple célébration de souvenirs communs.

Il est présenté comme un de ces artisans de l'union en état de division. Il tisse en effet des réseaux d'échange entre les civilisations alors que sa propre île est encore partagée par un mur entre Turcs et Grecs.

Le second reportage affiche clairement son symbole : embarquement à bord du *Liberté*, un catamaran qui assure la navette entre Marseille et le Maghreb. Quelques jours après le tournage, la liaison maritime avec Alger va être rétablie, mais, en attendant, le bateau dessert Tunis. A la passerelle, les officiers de quart tracent au crayon, sur leurs cartes, de longues lignes droites qui vont d'un continent à l'autre. Les passages, quelques touristes qui rêvent d'exotisme et des travailleurs immigrés qui rentrent voir leur famille au pays, mêlent leurs témoignages. Là encore, les routes se croisent.

Sur fond de couchers de soleil, de visages nostalgiques tournés vers le large et de ports aperçus au petit matin, tous ces ingrédients donnent une belle émission, évidemment agréable à regarder. Entre la carte postale et la réalité, la télévision a fait ce qu'elle a pu. Elle a dressé un état des lieux, mais peu ouvert de pistes vers l'avenir. Il reste donc aux politiques à se mettre au travail pour dépasser la simple célébration de souvenirs communs.

★ « Géopolis, Méditerranée : la mère des peuples » France 2, vendredi 24 novembre à 23 h 45.

Chacun son métier

par Luc Rosenzweig

AU RISQUE de passer pour ringard, vieux jeu, pas moderne, voire de disciple tardif et béat du marquis de La Palice, répétons qu'un journal télévisé à pour vocation première de donner au plus grand nombre des nouvelles en images des événements du jour. C'est d'ailleurs le cas la plupart du temps, et on ne peut que se réjouir quand le journal de 13 heures de TF1 délaisse, comme mercredi, son statut de chronique illustrée de la vie des campagnes françaises pour donner toute sa place à la nouvelle la plus importante, la signature d'un accord de paix dans l'ex-Yougoslavie, en images, en dessins et en commentaires.

Mais 0 est une tentation à laquelle nos grandes chaînes se laissent trop souvent aller, et qui fut illustrée mercredi soir au journal de Bruno Masure sur France 2. Elle consiste à faire en sorte que les informations télévisées soient en elles-mêmes un événement, que l'histoire, grande ou petite, se déroule en direct dans une mise en scène signée par le présentateur du jour. Ainsi, pour traiter de la révolte étudiante et de ses conséquences, Bruno Masure avait convoqué sur le plateau François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, et recevait en triplex, de studios extérieurs, Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, et le professeur Halimi, vice-président de la conférence des présidents d'université.

Après que chacun eut exposé son analyse de la situation, que le ministre eut fait état de ses propositions, Bruno Masure invita les

parties à commencer en direct les négociations. Bonne idée, pensera-t-on, voilà une télévision citoyenne qui se soucie de mettre de l'huile dans les rouages de la démocratie et des rapports sociaux. Seulement voilà, le jeu était par avance biaisé. Chacun sait que des discussions de ce type ne se déroulent pas dans le temps des cinq ou six minutes réservées au sujet par le JT. Que les pros de la politique, vieux routiers des écrans, comme François Bayrou allaient tirer fortement avantage de la situation. Bref, qu'en voulant à tout prix « faire événement » la télé sortait du cadre de son métier, comme si un caméraman de match de foot avait soudain l'idée de remplacer l'arbitre sur le terrain.

Arte, en revanche, a parfaitement répondu à sa vocation de télévision culturelle et européenne en diffusant le documentaire de Marcel Loxinski sur l'histoire politique de la Pologne depuis la chute du communisme. Ponctué par le regard et les discours d'anciens de Solidarité, comme Zbigniew Bujak ou Jacek Kuron, ce film venait à point pour nous éclairer sur les tenants et les aboutissants de la défaite de Lech Walsia à l'élection présidentielle. La conversion du luteran anticommuniste en président de la République n'a pas été une réussite, et l'Église polonaise, en outrepassant sa mission de conduite des âmes pour discipliner les corps, est parvenue à se faire détester d'une bonne partie de la population. A chacun son métier.

les toutes pour les de cent à acité d'm... Les em- et plus x des so- est dans llemagne, ennes en- s'impress- pour t destiné, pas aux créateurs

ain sur la 1 loi des- sur les me mais nique an- vouloir mploy et être ex- des pro- ais aussi l'accueil, se et so- ée.

hfeld

VENDREDI 17 NOVEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.30 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Foux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Châli Dorothea vacanciers.
17.00 La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Adèle à Malibu.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Téléfilm : Les Filles du Lido (3/3). De Jean Sagols. Écarté de la direction du Lido par sa mère, M^{me} Carmine, Fabrice va se venger en ouvrant un cabaret concurrent, le New-Lido. Mais à la suite d'un accident, il tombe dans un coma profond.

22.55 Magazine : Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet avec la participation de Sophie Favier, Marie Leconte, maître Didier Bergeles. Les forçats de la route : le scandale de l'amiante.

0.35 Musique : Minuit. Phéaux du clip. Compil : Mylène Farmer ; 1.05. Jazz ; 1.35. Vinyl.

2.35 Journal, Météo.
2.45 Programmes de nuit. Mésoventes : 3.20, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.05, L'Aventure des plantes ; 4.40, Musique.

FRANCE 2

12.15 Jeu : Les 2 amours (et 4.00).
12.55 Météo (et 13.35).
12.59 Journal, Point route.
13.45 Série : Derrick.
14.50 Série : Placé en garde à vue.
15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.55). Avec Nicole Croibille.
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Quel de neuf, docteur ?
17.45 Série : Génération musique.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.40 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.15 Bonne nuit les petits. Qui est donc ce papillon ?
19.20 Studio Gabriel (et 1.50).
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55 Téléfilm : Les Cinq Dernières Minutes. Fin de bail, de Jean-Jacques Kahn.

22.35 Magazine : Bouillon de culture. La langue du vin, le vin sur la langue. Invités : Georges Blanc, Serge Renaud, Guy Renvoisé, Philippe Faure-Brac, Eric Mancio.

23.45 Magazine : Géopolis. Méditerranée : la mère des peuples.

0.30 Les Films Lumières.
0.35 Journal, Météo.
0.50 Magazine : La 25^e Heure. Sidé, paroles de familles, de Paule Muxel et Bertrand de Solliers.

2.20 Programmes de nuit. Envoyé spécial (voix) : 3.50, 24 heures d'infos ; 4.30, L'Eau des Mayas ; 5.45, Dessin animé.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Magazine : Si vous partiez.
14.50 Série : Simon et Simon.
15.40 Série : Magnum.
16.30 Dessin animé : Popeye.
16.40 Les Minikoules.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Le Guide du football 1995-1996, de Dominique Rocheteau et Denis Chaurier.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.05, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si le champion.
20.35 Tout le sport.
20.40 Consommé.

20.50 Magazine : Thalassa. Les Volontiers du Pacifique, de Philippe Lallier et Patrice Aubertel. Le caniche est le plat traditionnel du Pérou, uniquement composé de poissons crus, de poules et de barquilles, coquilles, parait-il, aphrodisiaques. Les pêcheurs réalisent de ténacité pour les récolter.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Michel Leeb, Italie, les ébous de Florence ; Chine : l'île des derniers mandarins ; Belgique : le chant du pinson.

22.50 Magazine : Journal.
23.20 Magazine : Pégase.
0.15 L'Heure du golf.
0.45 Feuilleton : Dynastie.
1.35 Musique : Graffiti. Tournoi Eurovision des jeunes danseurs (20 min).

Club, 0.30 Rave On (30 min). MTV : 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cinéma : 23.00 Odolles Featuring the Head. 0.00 Paranyze (120 min).

EUROSPORT 19.00 Patinage artistique. En direct. Coupe des Nations. A Gelsenkirchen (Allemagne). 22.00 Eurosportnews. 22.30 Football. En direct. Championnat de France D2 : 21^e journée. Sochaux-Marseille. 0.15 Équitation. En direct. Coupe du monde de saut d'obstacles et de dressage. A Berlin.

CINÉ CINÉFIL 18.35 Ville haute, ville basse. ■ Film américain de Mervyn LeRoy (1949, N, v.o.). Avec Barbara Stanwyck. 20.30 La ligne de démarcation. ■ Film français de Claude Chabrol (1965, N). Avec Jean Seberg. 22.25 Saison of Passion. ■ Film australien de Leslie Norman (1959, N, v.o.). Avec Ernest Borgnine. 0.00 One Night With You. ■ Film britannique de Terence Young (1948, N, v.o.). Avec Nino Martini.

CINÉ CINÉMAS 18.00 Documentaire. 18.55 Téléfilm : Nick et Eddy. De Tom Galt avec Michael Thomas, Robert Allan Gray. 20.25 Hollywood 25. 21.00 Red Rock West. ■ Film américain de John Dahl (1992). Avec Nicolas Cage. 22.35 Cinéma. ■ Film américain de Martin Ritt (1987, v.o.). Avec Barbra Streisand, 0.30 Cohen and Tate. ■ Film américain d'Eric Red (1988, 85 min). Avec Roy Scheider.

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Quand l'amour s'emmêle. De Jack Bender, avec John Ritter, Mel Harris.
A Boston, une jeune femme de bonne famille choisit la raison plutôt que d'écouter son cœur.
15.05 Boulevard des clips (et 1.00, 6.00).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Dessin animé : Tintin. (1/2) Objectif Lune.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : Capital 6 (et 23.25). Présenté par Emmanuel Châin.

20.40 Téléfilm : Le Bras de fer. De Bobby Roth, avec Dabney Coleman, Timothy Busfield.

22.35 Série : Aux frontières du réel. Parole de suez.
23.35 Magazine : Sexy Zap.
0.05 Dance Machine Club. Présenté par Ophélie Winter. Real McCoy.

0.30 Hit Dance. Présenté par Ophélie Winter.

3.00 Rediffusions. E à M 6 : 3.25, France ; 3.50, Les Playmates ; 4.45, Broadway magazine ; 5.35, Stameus.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vecchi.
13.45 Cinéma : Le Fugitif. ■ Film américain d'Andrew Davis (1992). Avec Harrison Ford, Tommy Lee Jones, Sela Ward.
15.55 Surprises et 5.25.
16.10 Le Journal du cinéma.
16.15 Cinéma : Kalahari à la poursuite des chasseurs d'ivoire. ■ Film américain de Michael Salomon (1992). Avec Reese Witherspoon, Ethan Randall, Sarel Bok.
18.00 ■ Dessin animé : Les Multioches.
18.05 Le Dessin animé. Rebout.
18.30 Cyberflash.

En clair jusqu'à 20.30
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
19.30 Flash d'informations (et 22.55).
19.40 Zérorama, le contre-journal.

20.15 Sport : Football. En direct. Strasbourg-Monaco. Match avancé de la 19^e journée du championnat de France de D1, à 20.30, coup d'envoi.

22.35 Magazine : Les KO de Canal.

23.00 Cinéma : Grosse Fatigue. ■ Film français de Michel Blanch (1993).
0.20 Cinéma : Serial Mother. ■ Film américain de John Waters (1983, v.o.).

1.50 Cinéma : Vendredi 13, Jason en enfer. ■ Film américain d'Adam Marcus (1992).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Les Yeux de la découverte. Les Éléphants.
13.25 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Documentaire : Voyage en Inde du Sud.
14.30 Business humanum est. Service après-vente.
15.30 Qui vive ! Le Bégaiement.
15.45 Allô ! La Terre (5/5).
16.00 La Preuve par cinq (5/5).
16.30 Les Merveilles de l'univers. Spectacle d'étoiles.
17.00 ■ Cultulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 L'Amour en questions.
18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux.

19.00 Série : L'Homme invisible (10/25) Par contre la mort, de Pennington Richards, avec Tim Turner.

19.30 Documentaire : Bhoutan. Mystères et traditions, de Franz Lassi et Ulrike Döbler. Situé sur les pentes méridionales de l'Himalaya, ce minuscule royaume était, jusqu'à une date récente, coupé du monde extérieur. Images médites prises à l'intérieur des temples et lors de cérémonies religieuses.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 ■ Téléfilm : Attention, fragiles. De Manuel Poirer, avec Aurélie Berne, Mathieu Busson.

22.10 Documentaire : A l'écoute de la Terre. De Danielle Isagogi.

23.10 Cinéma : La Vie d'Ohanu, femme gaillarde. ■ Film japonais de Kenji Mizoguchi (1952, N, v.o.). Avec Kinuyo Tanaka, Tsukie Matsura, Ichiro Sugai.

1.20 Magazine : Eurotrash (2). Une émission provocatrice diffusée l'année dernière sur les écrans britanniques, présentée par Antoine de Caunes et Jean-Paul Gaultier.

1.45 Magazine : Transit. L'Algérie après les élections. Paroles de femmes sur l'avenir des enfants ; Carnet des Aurès ; Les Répétis ; Un village en Kabylie, entre tradition et islam ; Les Réseaux du RS en Allemagne ; La Voie des Algériens en France. Avec Rachid Boujedra, écriture (rediff., 65 min).

ricains et res de la s ont dé- l'endant que offi- est pro- sera l'un ne prési- Robert à au Sé- rme que meot de ssemble. nent qui est une l'liberté, acum de x.

INE

uverne- birac de s les six o prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, ras mé- er qu'il mes. Il n plus -ci ne apure- icts fi- la mo- que, la 'aide à ités et

Etalon-allumette

par Pierre Georges

ET EN GUISE DE SALAIRE, cinq mille boîtes d'allumettes ! Cette brève publiée hier dans *Le Monde* n'a pas connu le sort qu'une telle nouvelle méritait. Qu'une usine de Sibérie fabriquant de belles allumettes en bois de la toundra rémunère ainsi, faute de liquidités, ses salariés, voilà qui mérite réflexion.

Payé en allumettes, sinon en clopinettes ! Formidable. Enfin vivant du pur produit de son travail. Enfin rémunéré selon ses mérites. Le tri sera vite fait entre ceux qui produisent vraiment quelque chose d'utile à la société et les autres. Vous faites du vent ? Serez payés en vent ! Des journaux ? Payés en journaux, et on s'inscrit ici pour une demande d'augmentation considérable, un *Monde* par mois, ou alors grève demain ! Des croissants ? Payés en brioches, car le maître boulanger est social. Rien ? Payé en rien.

Cette société de troc enfin réhabilitée en Sibérie - T'as du bon tabac, j'ai du feu - a du bon. Finis l'argent et les querelles afférentes. Finis les chèques en bois. Fonctionnons à l'étalon-allumette. Honnêtement, ils auraient pu tomber plus mal les salariés de cette usine insolvable.

Imaginons qu'ils aient fabriqué des brochettes en bon bois de Sibérie. Elles leur seraient restées sur les bras. Ou des perchoirs à oiseaux en pur bouleau des neiges. Ou des rouleaux à pâtisserie. Ou des jambes de bois, voyez leur embarras. Tandis que des allumettes ! On ne dira jamais assez l'importance de la nuit des temps et la fin finale de la guerre du feu. On ne dira jamais trop la charge poétique dont elle est dotée.

C'est formidable une allumette ! Tendre et dure, carrée et ronde, soufflée et parfumée. Contrairement à une légende qui voudrait que, comme l'honneur, elle ne serve qu'une fois, l'allumette renaît volontiers de ses cendres. Elle est l'objet parfait, un chef-d'œuvre d'objet. Elle est gratouille, machouille et chatouille, cure-dents, cure-ongles, cure-oreilles pour les aventuriers. Elle est petit bateau sur les mers enfantines, château d'allumettes comme il en est de cartes. Elle est audacieuse pour plus de sûreté, et pour les best-sellers. Elle reste familiale pour plus d'usage. Elle fut éducative pour des générations : « T'en va pas jouer avec les allumettes ».

Elle est Maigret à sa pipe, passio aux collectionneurs, catapulte enflammée aux garnements. Elle est le Mladko du pauvre et le Macan du joueur insolvable. Elle est et reste debout, l'allumette. Tout feu, tout flamme. Contre vents et progrès. Contre l'ennemi intérieur, la calamiteuse imitation en papier maché et remaché. Contre le briquet jetable, portable, recyclable et même rechargeable.

Elle sert toujours, sûre et indomptable, du dernier chic parisien, un styre en poche, velours coté, pensée profonde. Elle est même, c'est dire sa perfection, l'aide au poison et le contre-poison, servant à allumer les cigarettes et dévotif sucojet pour ne point les allumer.

Voilà pourquoi elles n'auront pas de soud à se faire les petites marchandes d'allumettes sibériennes obligées de battre la campagne en fin de mois. « Allumettes, allumettes ! » Ah, ça, elles n'ont pas été payées en monnaie de singe !

Le CDS change de nom et devient la Force démocrate

LE CENTRE DES DÉMOCRATES SOCIAUX (CDS), qui réunit son congrès de « refondation » les 24 et 25 novembre à Lyon, devrait, à cette occasion, se rebaptiser Force démocrate. Le parti de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, espère s'élargir pour devenir la « force centrale » de la vie politique française. Il compte sur la présence, à cette réunion, du Parti social-démocrate d'André Santini, député des Hauts-de-Seine, mais aussi sur celle de quelques proches de Jacques Delors, comme Jean-Pierre Mignard, secrétaire général du club Témoin, Jean-Michel Gaillard (Témoin), Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au plan. Devraient également y participer deux anciens ministres : d'ouverture du gouvernement de Michel Rocard : Bruno Durieux, bariste, et Jean-Marie Rausch, maire de Metz.

■ **SONDAGE** : selon le « tableau de bord » BVA-Paris Match, réalisé les 16 et 18 novembre (après l'annonce du plan de la protection sociale) auprès de 956 personnes, la cote de popularité du président de la République a reculé de 4 points en un mois pour se fixer à 32% d'opinions favorables contre 61% de mauvaises opinions. La cote du Premier ministre se stabilise à 29% de bonnes opinions, comme en octobre.

■ **LÉGISLATIVE** : François Baroin, chargé de mission auprès du président de la République et maire (RPR) de Troyes (Aube), a annoncé, mercredi 22 novembre, qu'il a décidé de laisser « momentanément » son siège de député de la 3^e circonscription de l'Aube à son suppléant Gérard Menuel et de ne pas provoquer une élection législative partielle.

■ **MANIFESTATIONS** : sept jeunes gens ont été condamnés, mercredi 22 novembre, à des peines d'emprisonnement avec sursis après les incidents qui s'étaient produits la veille en marge de la manifestation étudiante parisienne. Plus d'une douzaine de personnes avaient été interpellées puis placées en garde à vue après des dégradations commises sur des commerces notamment.

■ **MUSIQUE** : le chef d'orchestre Alain Lombard a décidé de poursuivre en justice le maire de Bordeaux, Alain Juppé, qui a mis un terme au contrat qui le liait au Grand Théâtre de Bordeaux et à l'Orchestre national de Bordeaux Aquitaine (ONBA). M. Lombard conteste en bloc les conclusions de l'audit commandité par M. Juppé.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 30 15 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le jeudi 23 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 18239,80 -0,79 -7,52

Hong Kong Index 9501,81 +0,52 +16

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

18239,80

L'homme d'affaires Michel Pacary avoue avoir contribué au financement occulte du RPR

Plusieurs dizaines d'élus locaux pourraient avoir bénéficié de commissions

QUI A PEUR de Michel Pacary ? Depuis son interpellation, au mois de février au Luxembourg, où il croyait s'être mis à l'abri de la justice française, le nom de cet homme d'affaires au train de vie fastueux et aux relations haut placées résonne comme une menace. Fondateur de plusieurs cabinets de courtage, Michel Pacary s'était fait une spécialité, puis une fortune, dans la négociation des dettes communales. Il obtenait pour les villes des crédits à taux préférentiels, et pour lui-même de confortables commissions - dont il est soupçonné d'avoir fait profiter nombre d'élus locaux. Maires, présidents de conseils généraux, parlementaires, ministres et anciens ministres, issus de partis politiques différents mais le plus souvent classés à droite, tous appréhendaient depuis des mois les premières confidences de M. Pacary. La plupart savent désormais que le 24 octobre, lors de son audition par le juge d'instruction parisien Edith Boizette, l'homme d'affaires a, pour la première fois, consenti à éclairer les coulisses de son florissant commerce.

« Je devais travailler, c'est-à-dire faire rentrer de l'argent pour le RPR, ceci depuis avant 1986 jusqu'à fin 1988 », a ainsi expliqué au juge M. Pacary. Sympathisant gaulliste, l'ancien courtier a indiqué avoir « été introduit au RPR par une personnalité dont [il] ne peut donner le nom », et avoir par la suite fait fructifier son activité grâce à la recommandation du parti. « J'avais affaire à Jacques Durand, responsable des finances sous les ordres de Robert Galley, a-t-il ajouté. (...) Jacques Durand envoyait à tous les élus une carte personnelle à son nom, qui avait pour but de m'introduire auprès des maires. Je prenais des rendez-vous avec les maires pour faire du financement auprès d'eux, le financement du RPR se faisant sur commissions. (...) Lorsque je me présentais, ils savaient déjà que les commissions retournaient au RPR en partie. » A l'en croire, l'homme d'affaires envoyait en personne « les commissions » en argent liquide, dont la somme pouvait atteindre plusieurs millions de francs, jusqu'au siège national du parti gaulliste. M. Pacary a cru bon d'ajouter spontanément, sur procès-verbal, qu'« à l'époque, MM. Bernard Pons et Jacques Toubon ont été les secrétaires généraux du RPR » [M. Pons a été secrétaire général du RPR de 1979 à 1984 et M. Toubon de 1984 à 1988].

Interrogé par *Le Monde*, Jacques Durand, ancien trésorier adjoint

du RPR, admet avoir « rencontré M. Pacary à deux ou trois reprises, à intervalles très irréguliers », mais il conteste formellement être intervenu en sa faveur auprès d'élus locaux. « M. Pacary m'avait expliqué son système de négociation des dettes communales, qui n'était pas inédite, nous a raconté M. Durand. J'imagine qu'il devait prélever sa dime sur les opérations qu'il menait, mais il ne nous en a jamais fait profiter. Ce n'était d'ailleurs pas le genre de la maison. Quant à des valises de billets, je n'en ai jamais vu ou siège du RPR. J'aurais bien voulu que M. Pacary m'en apporte. Ça

de Châtillon, Daniel Méraud, président du syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne. Interrogé par *Le Monde*, ils démentent tous deux. Il a aussi mentionné l'ancien ministre Alain Carignon. A son propos, M. Pacary a même affirmé au juge de l'ancien maire de Grenoble était « intervenu personnellement » auprès de la direction du RPR afin que les commissions lui soient versées directement. Sollicité par *Le Monde* depuis le 6 novembre, M. Carignon a refusé de nous répondre.

Si les policiers de la sous-direc-

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services d'un intermédiaire franco-israélien, Edouard Laskier, pour convertir une partie de leur rémunération en espèces ou en

tion des affaires économiques et financières de la direction centrale de PJ, chargés de cette enquête, n'ont pas encore entrepris de vérifier ces allégations, ils ont néanmoins constaté que les activités de l'entrepreneur courtier s'étaient poursuivies en dehors du champ de toute loi d'amnistie. Officiellement rémunérées par les villes, les sociétés des époux Pacary - Chantal Pacary a elle aussi été mise en examen et placée en détention par le juge Boizette - avaient recours aux services